

# LE MONDE diplomatique

N° 515 - 44<sup>e</sup> année

FÉVRIER 1997

MAGHREB

Face à l'islamisme

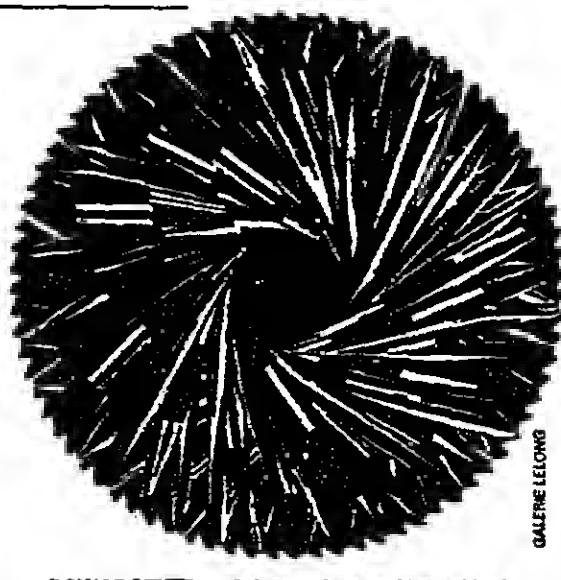
(Pages 3 à 6)

32 pages - 22 F  
Abonnements : voir tarif page 23

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

## L'empire américain

Par IGNACIO RAMONET



DONALD LIPSEK. « Qui a peur du rouge, blanc et bleu ? » (Lettre de série et mensuelle, 1990)

Il est des périodes dans l'histoire du monde où l'hégémonie d'un État, en raison de la défaite ou de la décomposition de ses principaux rivaux, s'exerce soudain sans partage sur toute l'étendue de la planète. Tout à tour, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, trois puissances — l'Espagne, la France et l'Angleterre — ont dominé militairement, économiquement et, en partie, culturellement la Terre.

L'Empire britannique n'a connu son véritable essor qu'après la déroute napoléonienne de Waterloo (1815), et sa domination ne s'est achevée qu'avec la montée des ambitions allemandes, cause de la première puis de la seconde guerre mondiale. Ces deux conflits ont épuisé le Vieux Continent et vu l'entrée, sur la scène des relations internationales, de l'acteur politique qui a dominé le XX<sup>e</sup> siècle : les États-Unis d'Amérique (1). Après 1945, ceux-ci établissent avec l'Union soviétique — l'autre superpuissance du moment — une sorte de condominium mondial caractérisé par une féroce rivalité qu'on appellera la « guerre froide ».

Cette confrontation, on le sait, s'est achevée par l'implosion de l'Union soviétique en 1991. À l'échelle internationale, les États-Unis se retrouvent donc placés dans une situation de suprématie qu'aucune puissance n'a connue depuis plus d'un siècle. Désormais, « l'empire américain est le seul au monde, c'est une hégémonie exclusive, et c'est la première fois que ce phénomène étrange survient dans l'histoire de l'humanité (2) ».

Certes, dans le monde contemporain, la prépondérance d'un empire ne se mesure plus à la seule emprise géographique. Outre de formidables attributs militaires, elle résulte essentiellement de la suprématie dans le contrôle des réseaux économiques, des flux financiers, des innovations technologiques, des échanges commerciaux, des extensions et des projections (matérielles et immatérielles) de tous ordres. À cet égard, nul ne domine autant la Terre, ses océans et son espace environnant que les États-Unis.

Conscient de ses atouts retrouvés, dopé par une économie flamboyante (en dépit de ses carences sociales), l'Amérique reprend ses prétentions à régenter le monde. Elle a rétabli la légitimité démocratique en Haiti ; riposté aux intimidations de la Corée du Nord ; réaffirmé sa vigueur militaire dans le détroit de Formose quand la Chine a

paru menacer Taiwan ; imposé, par les sanctions de Dayton, un règlement au conflit de Bosnie et garanti la paix sur le terrain grâce à la présence de ses troupes ; assuré, enfin, calm-calm, la poursuite des négociations pour un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien.

Ici et là, on réclame désormais la médiation américaine pour sortir d'une situation politique bloquée. Derniers exemples : en Serbie, l'opposition qui proteste contre M. Milosevic en appelle à Washington ; et même en Algérie, comme vient de le demander M. Ali Ahmed, pour « faire cesser la spirale de la violence (3) ».

Au point que les États-Unis ont de plus en plus tendance à agir sur l'échiquier planétaire (en particulier en Afrique noire) en fonction de leurs propres critères et pour servir leurs seuls intérêts, sans trop se soucier de l'avis d'instances internationales comme l'Organisation des Nations unies (ONU). C'est pourquoi, souverainement, ils imposent des sanctions économiques à Cuba, à la Libye ou à l'Iran ; ils se sont, arbitrairement, opposés à la reconduction au poste de secrétaire général de l'ONU de M. Boutros-Bechtold. Ils viennent de rejeter fermement — « C'est clair, c'est catégorique » — « C'est clair, c'est catégorique », a répliqué M. William Cohen, le nouveau ministre de la défense (4) — la légitime demande de la France de voir le commandement Sud de l'OTAN attribué à un officier européen. Dans leur propulsion à l'hégémonie, les États-Unis ne s'arrêtent même, dans le cas de la loi Helms-Burton, qui renforce l'embargo contre Cuba, à réclamer que la législation américaine ait une application extraterritoriale...

C'EST que la conquête de parts de marché reste au premier rang des priorités nationales de cette superpuissance (traditionnellement défective en matière de commerce extérieur) dont l'exportation de biens et de services représente, depuis 1987, un tiers de la croissance économique. Le nouveau secrétaire d'État, M<sup>me</sup> Madeleine Albright, ne vient-il pas d'affirmer : « L'un des objectifs majeurs de notre gouvernement est de s'assurer que les intérêts économiques des États-Unis

pourront être étendus à l'échelle planétaire (5) ».

Et les meilleures armes idéologiques dont dispose cette « diplomatie du négoce » pour promouvoir les exportations sont les programmes audiovisuels (cinéma et télévision). Dans l'Europe des Quinze, de 1985 à 1994, la part de marché des films américains est passée de 56 % à 76 %. Et sur les 50 chaînes européennes de télévision à diffusion nationale « en clair » — ce qui exclut les réseaux câblés et les chaînes cryptées —, les films américains représentent, en 1993, 53 % de la programmation. En dix ans, le bilan commercial de l'audiovisuel européen face aux États-Unis s'est terriblement dégradé : les pertes, 0,5 milliard de dollars en 1985, s'élevaient, en 1995, à 4 milliards de dollars, ce qui a entraîné la disparition de quelque 250 000 emplois...

Même suprématie dans les domaines aéronautique, informatique, des réseaux télématiques (Internet), du pétrole, etc. Sans parler du colossal potentiel des fonds de pension américains, qui constituent la principale force de frappe des marchés financiers. Nulle autre puissance, à l'heure actuelle, ne peut rivaliser avec l'Amérique ou s'opposer à ses offensives économiques.

Est-ce une raison pour imposer au monde sa loi ? Quand émergent déjà, à l'horizon géopolitique, les mastodontes du futur — Chine, Inde, Union européenne —, les États-Unis peuvent-ils poursuivre, sans risque de conflit majeur à moyen terme, leurs arrogantes prétentions impériales ? Ignorant-ils que, tôt ou tard, « tout empire périt » ?

(1) Lire Claude Julien, *L'Empire américain*, Grasset, Paris, 1993.  
(2) Paul-Marie de La Gorce, *Le Dernier Empire*, Grasset, Paris, 1996, p. 16.  
(3) Libération, 24 janvier 1997.  
(4) Le Monde, 24 janvier 1997.  
(5) The Wall Street Journal Europe, Bruxelles, 21 janvier 1997.

DANS CE NUMÉRO

## Craquements

« Nulle autre puissance, à l'heure actuelle, ne peut rivaliser avec l'Amérique ou s'opposer à ses offensives économiques », constate Ignacio Ramonet. Est-ce une raison pour imposer au monde sa loi ?

### RÉSISTANCES

Griés par cette suprématie que leur offre un ordre planétaire désormais sans contrepoids, les États-Unis méprisent le droit international. En braquant l'arme économique contre Cuba, la loi Helms-Burton a cependant provoqué de très vives réactions (pages 22 et 23). Plus généralement, des résistances se font jour à la mondialisation qu'impose une certaine logique économique. En Corée du Sud, où l'adoption d'une nouvelle législation du travail, pour introduire plus de flexibilité, a jeté dans la rue les travailleurs qui réclament le respect de la démocratie (pages 1, 18 et 19). Il est vrai que l'échec des modèles successivement vantés par les « journalistes de marché » au Royaume-Uni, à la

pointe de la mondialisation, la société s'est disloquée (pages 15 à 17). Dans l'ex-Allemagne de l'Est, les Ossis, qui ont connu le « socialisme réel », commencent à regretter certains aspects de l'expérience passée (page 12). Et, malgré la conspiration du silence, des économistes « dissidents » proposent des solutions constructives, comme la taxation des capitaux financiers (pages 24 et 25).

### COMPLICITÉS

Si les lois du marché tentent de soumettre le réseau Internet (pages 26 et 27), elles sont impuissantes à apaiser les turbulences régionales. Au Proche-Orient, l'accord d'Hebron maintient les injustices, et l'instabilité menace de s'étendre au Liban (page 7). Au Maghreb, la poursuite algérienne et les islamistes poursuivent une sanglante escalade. Sans en tirer les leçons, et sous prétexte de combattre le péril islamiste, le gouvernement tunisien ne tolère aucune forme d'opposition (pages 3 à 5). La guerre qui s'étend au Zaïre et au Soudan marque le pourrissement de régimes qui ont trop longtemps bénéficié de toutes les complaisances (pages 8 et 9). Inégal et injuste, le nouvel ordre mondial ressemble tragiquement à l'ancien.

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 515 - 22,00 F



## RÉSISTANCE A LA MONDIALISATION

### Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon

En décembre 1994, une grave crise ébranla le système monétaire au Mexique et jeta dans la misère des millions de citoyens d'un pays dont on avait célébré l'ouverture au marché mondial. Depuis plusieurs mois, l'extension du chômage a sérieusement écorné le modèle allemand, qui alliait croissance et garanties sociales. Désormais, ce sont les succès du Royaume-Uni qui sont vanités par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), et qui conjuguent les deux caractéristiques du modèle libéral : d'excellents indices macro-économiques et une société disloquée (lire pages 15 à 17). C'est justement ce modèle de développement, fondé sur la mondialisation, qui suscite de plus en plus de révoltes. En décembre 1995, les grèves massives en France exprimaient déjà le refus de l'Europe néolibérale. Depuis janvier dernier, c'est au tour des travailleurs de Corée du Sud, longtemps donnés en exemple aux salariés du Vieux Continent, de partir à l'assaut de la mondialisation. Ils refusent la « flexibilité » imposée par le pouvoir et revendiquent l'extension de la démocratie.

Par LAURENT CARROUÉ \*

La Corée du Sud est devenue, en trois décennies, une puissance économique : deuxième rang mondial pour la construction navale, troisième pour l'électronique grand public, cinquième pour l'automobile, sixième pour la sidérurgie, douzième importateur et exportateur de la planète. Entre 1963 et 1995, son produit intérieur brut (PIB) réel a été multiplié par 12, le revenu par habitant par 7 et, dans les quinze dernières années, la production industrielle a augmenté de 450 %.

Cette extraordinaire progression doit tout aux chaebol (grands conglomérats multinationaux). Samsung, Hyundai, LG Group, Daewoo, Sangyong... ces groupes, contrôlés aux deux tiers par leurs familles fondatrices, ont été les artisans du projet de développement lancé par un régime militaire, nationaliste.

\* Géographe, université Paris-VIII.

liste et dirigiste (1). En trois grandes phases (1953-1961 : substitution aux importations ; 1961-1973 : promotion des exportations ; 1973-1980 : développement des industries lourdes), la Corée du Sud est passée du statut de pays en voie de développement à celui de nouveau pays industrialisé, devenant un des principaux « dragons » asiatiques.

Séoul, la capitale, est l'une des métropoles les plus chères et les plus polluées du monde (2). L'eau du robinet y est rarement potable car cootaminée par les métaux lourds.

(Lire la suite page 18.)

(1) Jacques Decroix, « Délicate fin de guerre dans la péninsule de Corée », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.

(2) Rapport mondial sur le développement humain, 1996, ONU-PNUD, New York, 1996.

En vente dans les kiosques le 15 février :

## GÉOPOLITIQUE DU CHAOS

Manière de voir, n° 33

100 pages, 45 F



## CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES

Formation spécialisée pour dirigeants

MARS - JUILLET 1997

Cycle de relations internationales approfondies

2 soirs par semaine, 1 samedi matin par mois + dîners-débats

Formation sanctionnée par un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle

Renseignements :

à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES  
Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

54, avenue Marceau, 75008 PARIS  
Tél. : 01-47-20-57-47



## UN LIVRE DE JEAN CHESNEAUX

## A la reconquête du temps

HABITER l'étendue de la durée comme on habite celle de l'espace. Cela suppose, nous dit Jean Chesneau dans son nouveau livre (1), « une capacité certaine à articuler le temps du devenir, les rythmes de la nature, le temps du vécu social, le temps du symbole sinon du rêve ». Le divorce qui s'établit entre cette aspiration et la réalité de nos sociétés, dans lesquelles le « temps-compagnon » dégénère en « temps-paramètre », fait bien du temps, comme l'écrit Jean Chesneau, un problème de notre temps.

Si le temps de la technique se décline instantanément à l'échelle de la planète, il n'est pas à l'aise dans la durée : la « mémoire » de l'ordinateur, très élaguée de la mémoire humaine en dépit de la similitude des termes, ne représente qu'un stock de données mortes. Le temps de l'économie, de son côté, dominé par les exigences du court terme, comprime à l'extrême les rythmes et les délais. L'un et l'autre s'affrontent aux temps naturels et sociaux : le présent devient non-durée comme le chiffre instantané qui, sur la montre digitale, remplace le mouvement de l'aiguille dans l'espace du cadran. Mais l'effacement de la durée implique celui du sens car une succession de « coups » ponctuels ne saurait avoir de signification. Pourtant une certaine post-modernité nous présente la fin des grands récits - christianisme, marxisme, foi en le progrès... - comme une évolution positive.

Que devient alors et que devrait être le regard de l'historien ? A l'histoire historique traditionnelle qui avait fait du passé son territoire exclusif, indépendant du présent et de l'avenir, aux historiens postmodernes nous invitait à démantibuler l'axe du temps, s'opposait la belle figure de l'historien juif allemand Walter Benjamin (1892-1940). Celui-ci nous invite à une révolution copernicienne dans laquelle l'histoire, s'efforçant de « penser le temps dans l'unité de l'amont et de l'aval », prend le présent et non plus le passé comme point fixe. Les crises du présent, en nous révélant leurs racines, le plus souvent dans le passé, font apparaître des évolutions permettant de porter un autre regard sur l'avenir.

Dans un même mouvement, le temps uniformisateur des technologies contemporaines, qui nous nuire le monde (temps-monde), se reforme sur nous. « Tel est le paradoxe spatio-temporel des sociétés modernes : leur temps se contracte, se dégrade à mesure que s'avère et s'élargit leur accès à l'espace grâce aux exploits des nouvelles technologies ». La maîtrise du temps-monde passe par la reconquête du temps.

A la linéarité du temps, porteuse d'un avenir prédéterminé, doit se substituer la prise en compte de la rupture, c'est-à-dire du point critique : « C'est dans le jaillissement du moment que la durée se noue autour du présent, de la fois dans l'état du passé et dans l'attente du futur ». Alors le temps devient irréversible, car le caractère aléatoire du point critique a pour conséquence, comme le disait Marx, que « l'histoire ne repasse jamais les places » ; et le présent - ouvert sur la bifurcation - est porteur de plusieurs futurs possibles dont un seul émergera.

RETROUVER également le temps dans la singularité de notre époque où les sociétés dépossédées de leur avenir voient, de plus en plus, celui-ci déterminé par des forces d'intégration qui - paradoxe apparent - unifient les économies, mais fracturent les sociétés. Retrouver le temps, enfin, à travers les rythmes indissociables à la démocratie. Car cette dernière, fruit d'un long processus historique, est née et se pense dans la durée. Parce qu'elle doit respecter la pluralité des choix et des futurs possibles, elle suppose un temps de réflexion que menace la « démocratie électronique ».

Voici les grandes lignes d'un livre riche et porteur de réflexions. Enraciné dans le réel tout en le dominant, il fourmille d'expressions heureuses dont les citations faites ici ne donnent qu'un faible aperçu. Il se noue autour de quelques « temps forts » tels que la relation passé-présent-avenir, l'histoire, la démocratie...

RENÉ PASSET.

(1) Jean Chesneau, *Habiter le temps*, Bayard Éditions, Paris, 1996, 344 pages, 150 F.

## Colloques et rencontres

● AMÉRIQUE LATINE, TOURNANT DE SIÈCLE. Des pays revenus à la démocratie, en quête de développement économique et confrontés à la modernité. Débat animé par Fernando Carvallo et Jean-Jacques Kourilsky. A Paris, le 3 février, 18 h 30 (Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris-7). Contact : Pascale Hüs-Tyler / 01-44-88-34-21.

● LES ÉCONOMISTES CONTRE LA PENSÉE UNIQUE. Débat public organisé par le Mouvement des citoyens pour mieux faire connaître l'appel lancé par les économistes contre la mondialisation, l'été dernier. A Paris, le 6 février, 19 heures (Assemblée nationale, salle Victor-Hugo, 126, rue de l'Université, Paris-7). Contact : 01-44-83-83-001.

● MICHEL RAPISS-PABLO, SA VIE. SON ŒUVRE. La revue *Utopie critique* et le cercle Merleau-Ponty honorent la mémoire

d'une figure marquante de la mouvance trotskiste et retracent son action, de la résistance à la guerre d'Algérie, en passant par le soutien aux peuples cubains, chiliens, palestiniens et le combat contre les colonels grecs... A Paris, le 28 février, de 18 heures à 20 h 30 et le 1<sup>er</sup> mars, de 9 heures à 19 heures (La Sorbonne, amphithéâtre Turgot, place de la Sorbonne, Paris-5). Contact : 01-43-73-36-57.

Avec « Le Monde diplomatique »

● Y A-T-IL UNE ALTERNATIVE POLITIQUE À L'EST ? Une conférence-débat animée par Jean-Yves Potel. Au Havre, le 4 février, 20 h 30 (Le Valours, espace Niemeyer, place Gambetta, 76000 Le Havre). Contact : 02-35-19-10-10.

● PRESSE ET POUVOIR. Débat avec Ignacio Ramonet, organisé par le Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, le samedi 8 février, à 18 h 30, à l'École supérieure de commerce de Toulouse (ESC, 20, bd Lascrosses). Contact : 05-61-13-60-61.

● MARSEILLE, PORTE DU SUD. Débat organisé par l'Association Santé Sud, à l'occasion de son dixième anniversaire, le 8 février à 19 heures. Qu'est-ce que le développement ? La démocratie : une réponse au mal-développement ? Avec notre collaborateur Maurice Lemoine (Centre des congrès, parc Chanot, 13000 Marseille). Contact : Claude Camu-Gomez, tél. : 04-91-95-63-451.

Précision. - C'est par erreur que, dans l'encadré « La langue française au cœur de l'identité », de la double page sur le Québec publiée dans notre numéro de décembre, nous avons annoncé que la loi 40 avait été votée par l'Assemblée nationale en décembre 1996. En fait, son adoption est reportée à la session de printemps. Par ailleurs, *The Gazette* n'est pas « l'un des quotidiens de langue anglaise », mais le seul quotidien de langue anglaise de Montréal.

**"LE LIVRE QUI PARLE"**  
Le spécialiste VPC du Livre Cassette vous offre gratuitement son nouveau catalogue.

**Plus de 800 Titres, entretiens et documents sonores**

enregistrés sur cassettes-audio par de grands artistes, des comédiens professionnels ou les auteurs eux-mêmes. Littérature, Philosophie, Poésie, Théâtre, Humour, Polémiques, Histoire... et pour la 1<sup>re</sup> fois en cassettes, les Conférences du Collège de France, ainsi qu'une multitude de documents sonores avec les entretiens et les voix de : d'Arletty, J. Giono, S. Guitry, F. Mauriac, P. Léautaud, J.P. Sartre, J. Cocteau, A. Malraux, J. Prévert, P. Dac & F. Blanche, etc.

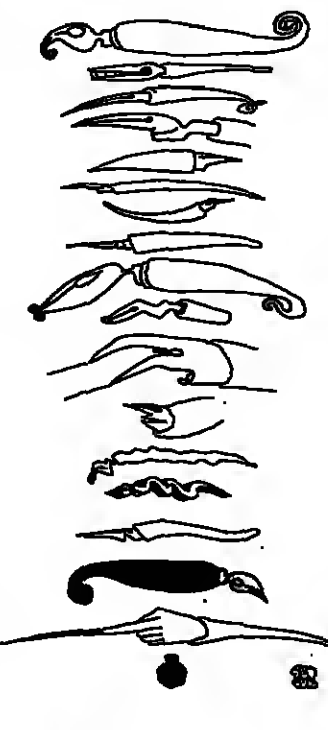
**ENRICHISSEZ VOTRE BIBLIOTHÈQUE DE LIVRES CASSETTES ET DE DOCUMENTS SONORES EXCEPTIONNELS...**

Ban pour un catalogue gratuit à retourner au "Livre qui Parle", B.P. 1 24550 Villefranche du Périgord ou à faxer au 05.53.29.99.54 ou encore demander par minitel 3615 code LQP (1,01F le minute).

Je désire recevoir gratuitement et sans obligation de ma part votre dernier catalogue.

NOM : ..... PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
VILLE : ..... CODE POSTAL : ..... PAYS : .....

## COURRIER DES LECTEURS



## « Misère du journalisme de province »

Après lecture de l'article de Philippe Descamps « Misère du journalisme de province » (novembre 1996), M. Jacques Saint-Criq, président du Syndicat de la presse quotidienne régionale et président de La Nouvelle République du Centre-Ouest nous fait part de sa réaction :

(...) Il est faux de prétendre que les journalistes s'agglutinent en île-de-France. Si 10 000 journalistes travaillent en province, ils sont presque tous dans la presse quotidienne. Les 20 000 autres, réfugiés à Paris, travaillent essentiellement dans la presse magazine ou [la presse] spécialisée, et seulement 1 000 exercent leur métier dans la presse quotidienne parisienne.

Il est également faux d'affirmer que la presse de province fait « plus de communication que de journalisme ». Les journaux régionaux ont pour vocation principale de traiter l'information locale et, dans ce domaine, ils jouent un rôle démocratique incontestable. Ils s'acquittent de cette mission avec une rigueur et une pugnacité telles que certains personnages en viennent à déplorer ces gilets, redoutant des enquêtes qui altèrent l'attention de leurs lecteurs (...). Les rédactions de province sont en effet peuplées d'enquêteurs chevronnés, soucieux de leur indépendance, attentifs à ne pas céder aux pressions des élus de tous bords et instinctivement méfiant à l'égard de la communication sous toutes ses formes.

Édité par la SA Le Monde diplomatique  
Société anonyme avec directeur et conseil de surveillance  
Associations : SA Le Monde, Association Guérin Holzmans

Association Les Amis du Monde diplomatique  
Directeur : Ignacio RAMONET, président,  
Ancien directeur : Bernard CASSEN, directeur général

Directeur de la rédaction : Ignacio RAMONET  
Rédacteur en chef : Alain GRESH  
Rédaction : Christiane DE BRIE, Bernard CASSEN, Serge HALIMI, Maurice LEMOINE, Dominique VIDAL

Secrétaire de rédaction et conception artistique : Solange BRAND  
Documentaliste : Maria TERARDI  
Secrétaire : Jocelyne CAPRON, Monique SALOMÉ

Fondateurs : Hubert BEUVE-MÉRY  
Ancien directeur : François HONTI (1954-1972)  
Claude JULIEN (1973-1990)

Conseil de surveillance : Jean-Marie COLLEBANI, président ; Alain GRESH, vice-président

Rédaction  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05  
Tél. : 01-42-17-30-40 - Télécopieur : 01-42-17-31-00  
Courrier électronique : Secretariat@Monde-Diplomatique.fr

Responsable de la diffusion : Patrick MANCHEZ  
Tél. : 01-42-17-33-78

Relations clientèle, abonnements : tél. : 01-42-17-33-90

Publicité  
Le Monde Publicité SA  
133, avenue des Champs-Élysées, 75400 Paris Cedex 08  
Responsable : Nadia HERCEGOVA  
Tél. : 01-44-43-76-25 - Fax : 01-44-43-77-30

Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

## « L'enfance, une espèce en danger ? »

A la suite de l'article de Denis Duclos, « L'enfance, une espèce en danger ? » (Le Monde diplomatique, janvier 1997), M. Henri Bruyat, « Citoyen belge séjournant très souvent en France », fait part de ses profonds désaccords avec l'auteur :

(...) L'auteur de l'article s'en prend à la constitution de comités comprenant des juges, des éducateurs, assistantes sociales, etc., « pour décider de la liberté de ces criminels fous », et pense qu'il faut « reconnaître la différence radicale entre le juge, comme personnage paternel, arbitre souverain choisi par le peuple, et différents types d'experts ».

Bien des affaires jugées démontrent cependant que le monde de la justice a fait preuve de beaucoup d'éléance, de « paternité » pour les abuseurs, qu'ils soient incestueux ou pédophiles. Ainsi, en Belgique, au moins jusqu'en 1994, sur 100 viols, 5 seulement étaient punis de plus de deux années d'emprisonnement.

Le juge « arbitre souverain » : trop souverain, plutôt, n'ayant de compte à rendre à personne, membre d'une caste. Une caste formaliste, ayant son décorum artificiel et vaniteux, son jargon juridique incompréhensible pour le citoyen moyen, ses procédures pointilleuses, son esprit de corps le séparant du peuple.

Le juge « choisi par le peuple » : La « marche blanche » de 325 000 personnes, le 20 octobre 1996 à Bruxelles, a démontré tout au contraire l'ineptie de cette prétention, en dénonçant les lenteurs des procédures, le mépris des victimes et des parents, les pertes ou mises à la poubelle de rapports et de dossiers, les passivités, les complications d'une partie de ce monde inaccessible, orgueilleux et intouchable de la justice (...).

## « Misère du journalisme de province »

Il est encore faux de dire que les correspondants des journaux provinciaux sont nommés et payés par les communes. Ils sont en fait scrupuleusement choisis par les rédactions et rémunérés par les journaux (...). Il est toujours faux d'assurer que les journaux attendent des collectivités locales une même publicitaire bienfaisante. S'il est vrai que les municipalités, les conseils généraux, disposent souvent de budgets de communication, ils n'en font en général bénéficier la presse que bien patrimonieusement (...).

Personne ne croit que les journalistes de la presse de province sont prêts à se faire acheter par les notables au prix de quelques diners ou d'agréables voyages sous les cocodiers. Ils sont trop attachés à leur indépendance et, de plus, ils savent que, si les hommes politiques passent, les journaux restent (...).

## La légion du Christ

Suite à l'article de Michel Arsenault sur « les nouvelles légions de Jean Paul II », publié dans notre numéro de décembre, M. Norbert Herkenrad, directeur de Misereor, nous précise que son œuvre n'a jamais financé la Légion du Christ :

Les tâches mêmes de Misereor, telles qu'elles sont définies par ses statuts, interdisent un éventuel financement. Misereor est l'œuvre des catholiques allemands contre la faim et la maladie dans le monde. A sa fondation, il y a trente-huit ans, Misereor a reçu pour mission de contribuer à soulager la misère et la détresse dans le monde. L'aide de Misereor doit être une aide à l'effort des intéressés eux-mêmes et bénéficier à tous les hommes qui souffrent de la misère, indépendamment de leur race, de leur sexe, de leur religion et de leur appartenance nationale.

L'auteur fait preuve de sensibilité au sujet des complices, et manifeste bien peu d'intérêt pour les victimes atteintes dans leur corps, leur cœur, et parfois leur vie.

Il est contre la contrainte des soins, contre la castration chimique qui assèche le condamné, contre la rééducation seulement psychologique qui infantilise, contre l'intervention de tiers dans les décisions de relaxation, contre les peines incompressibles.

Que propose-t-il comme solutions ? Le statu quo ? Le laissez-aller ? Les solutions doivent encore se chercher et rien n'est simple. Les criminels sexuels ne sont pas seuls responsables. Ils sont en partie les fruits d'une société qui secrète la violence, la pornographie, la recherche du profit à tous prix, l'abaissement. Un long travail d'éducation et de culture à entreprendre !

Dans l'immédiat, il y a des initiatives et des mesures à prendre. En face de faits aussi abjects que ceux de l'affaire Dutroux, ce ne sont pas des mesures de vengeance qu'il faut appliquer, mais des mesures de protection pour mettre les coupables hors d'état de nuire à nouveau.

La protection des enfants, victimes en puissance de telles horreurs, doit primer toute autre considération (...). Alors, pour mettre nos enfants à l'abri de pédophiles récidivistes, si l'on ne veut pas revoir la peine de mort, il ne reste plus que la perpétuité incompressible. A moins de se résigner à d'autres viols, tortures et assassinats d'enfants qui seraient commis par ces monstres ayant purgé leur peine.

Quant à moi, je préfère de loin les voir mis définitivement hors d'état de nuire. Ce qui doit évidemment s'accompagner de l'humanisation la plus poussée possible des conditions de détention à vie.

Monsieur Pierre Chatorier, de Beze (Belgique), adhère pour sa part à l'esprit de l'article, et exprime une inquiétude :

(...) Parmi la dangerosité des dérives des consciences belges, s'installe insidieusement la condamnation d'une catégorie de citoyens(ne)s âgé(e)s, probes, qui du fait des circonstances de la vie, n'ont pas pu ou voulu réaliser leurs rêves de « papies » ou « mamies ». Ces gens vont-ils être mis en état moral et permanent de suspicion d'autrui parce que solitaires ? Va-t-on les confiner dans un rôle social marqué du sceau de la défiance permanente de mères responsables, de la maturation de leurs enfants ? (...)

## Témoignage

Coprésident de l'association La Ligne d'horizon (les amis de François Partant), notre collaborateur François de Ravignan nous écrit :

Jacques Decormy suivait régulièrement les activités de notre association. Il ne se fit pas prier pour préférer le dernier ouvrage (posthume) de François Partant, *Cette crise qui n'est pas une, sous le titre « Pour en finir avec l'obscurité »*. Pour Jacques, en effet, « nous vivons une époque obscure », en ce qu'elle démontre de leur sens non seulement les plaisirs, mais aussi les affections, les activités et même les nourritures de l'homme.

A Jacques Decormy, comme à François Partant qu'il qualifiait de prophète, il a certes manqué des lecteurs et des auditeurs. Mais il n'a manqué sans doute ni persévérance ni détachement, tant sont légions les faux prophètes d'une civilisation mourante. Nos amis à l'inverse, ne doutant pas qu'une autre ait à inventer, même si nous ne pouvons encore qu'à peine en esquisser les contours, Jacques Decormy aimait à l'imaginer parée de frugalité, une vertu qui rime, disait-il, non seulement avec responsabilité, mais aussi avec humilité et fraternité.

## INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, nous avons pu abonner, depuis janvier 1996, 351 centres de lecture collective, dont 184 en Afrique et en Proche-Orient, 68 en Amérique latine, 37 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 12 en Asie.

Dans les pays du tiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-convertisibilité des monnaies interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulation des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale sont ainsi freinées. L'absence de moyens est particulièrement criante dans les centres de lecture collective : bibliothèques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs et organisations humanitaires.

Pour aider ces organismes à recevoir *Le Monde diplomatique*, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A retourner à : Le Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : ..... Pays : .....  
Je verse par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal la somme de :  
☐ 350 F pour un abonnement en Afrique ou en Proche-Orient.  
☐ 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie.  
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F  
destinés ou fonds commun « Lecteurs solidaires »



une espèce en danger ?

De Denis... L'auteur fait preuve de sensibilité... Il est contre la castration chimique... Dans l'immédiat, il y a des mesures à prendre... Quant à moi, je préfère de loin les...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

Christ... Jacques Decormy... A Jacques Decormy, comme à...

## LE MAGHREB CONFRONTÉ À L'ISLAMISME

# Arabisation et démagogie en Algérie

Le destin du Maghreb reste suspendu au résultat de l'impitoyable confrontation qui oppose, en Algérie, la junte militaire et les groupes islamistes armés. D'autant que, ces dernières semaines, et alors que les autorités d'Alger paraissent de « terrorisme résiduel », cet affrontement a connu un spectaculaire rebondissement. Aux tragédies ordinaires est venue s'ajouter, en ce mois de ramadan, une déflagrante aggravation de la guerre civile, marquée par les égorgements et les attentats à la voiture piégée.

Le refus, confirmé par le président Zerrouk le 24 janvier dernier, d'une solution politique sur la base du document (dit « plateforme de Saint-Egidio ») élaboré à Rome par l'ensemble de l'opposition en janvier 1995, et le choix du « tout répressif » fait par le pouvoir expliquent, pour partie, la recrudescence de la violence. Une fois encore, un temps précieux a été perdu après l'élection présidentielle de novembre 1995 qui avait donné au général Zerrouk une certaine légitimité et montré que les citoyens étaient attachés à un programme de paix. Au lieu de la mettre en œuvre, la junte militaire a intensifié le recrutement de « milices d'auto-défense ». Cette « privatisation de la guerre » a déstructuré la société, relançant d'innombrables « vendettas », multipliant les règlements de comptes et les représailles des groupes armés. De part et d'autre, on ne fait pas de prisonniers. La confusion atteint un tel degré que les récents attentats à la voiture piégée dans des quartiers populaires d'Alger favorables aux islamistes ont pu être attribués à la sécurité militaire.

Bien que, à Washington, on n'écarte pas l'éventualité d'une victoire des islamistes, la junte d'Alger continue de bénéficier du soutien des puissances occidentales. Les crédits et les investissements permettent la poursuite de cette « sale guerre » et de préparer les élections législatives du printemps prochain. Lesquelles, on peut le redouter, donneront lieu à un nouveau bain de sang.

Par GILBERT GRANDGUILLAUME

Le 17 décembre 1996, le Conseil national de transition (CNT), l'assemblée législative algérienne désignée, votait à l'unanimité une loi sur la « généralisation de l'utilisation de la langue arabe ». Elle stipule notamment qu'à la date du 5 juillet 1998 (et en l'an 2000 pour l'enseignement supérieur) « les administrations publiques, les institutions, les entreprises et les associations, quelle que soit leur nature, sont tenues d'utiliser la seule langue arabe dans l'ensemble de leurs activités telles que la communication, la gestion administrative, financière, technique et artistique ». Et de préciser : « L'utilisation de toute langue étrangère dans les délibérations et débats des réunions officielles est interdite (1) ».

L'Algérie de 1962 était totalement francisée. Celle de 1996 est largement arabisée. Par cette mesure démagogique, le pouvoir tente de rallier à la fois les anciens du Front de libération nationale (FLN) et les islamistes. En pure perte : il se trompe en croyant obtenir la reconnaissance des islamistes, et la « cause sacrée » de la langue est usée tant elle a justifié d'abus. La seule manière de faire reconnaître sa légitimité, ce serait, pour les dirigeants algériens, de développer la démocratie, à commencer par la libre expression de la population. Or la loi sur l'arabisation constitue au contraire un obstacle à cette évolution.

Dans l'opinion occidentale, déjà si mal informée au sujet de l'Algérie, cette mesure va accroître l'incompréhension et la confusion. Pour bien des Français, par exemple, arabisation est synonyme d'islamisation. Ainsi faut-il classer trois points : la nature de l'arabisation et ses enjeux ; ce qui s'est déjà fait dans ce domaine en Algérie ; le lien qu'entretient l'arabisation avec la question fondamentale de la légitimité politique.

### Luttes de factions

Dès 1962, le groupe porteur de l'arabisation regroupait les Algériens de culture arabe dominante, voire exclusive, qui voulaient trouver leur place dans un encadrement massivement francophone. Cadres issus des écoles coloniales ou de médailles, intellectuels provenant des universités arabes, de formation souvent religieuse ou littéraire, ils définissent leur champ : n'est « arabisant », décrètent-ils, qu'un Algérien formé dans les pays arabes, et qui n'est pas bilingue. Durant la présidence de M. Ahmed Ben Bella (1962-1965), leur influence est fortement contrebalancée par l'aile progressiste, et le président n'hésite pas à dire en public que « l'arabisation n'est pas l'islamisation ».

Le second président, Houari Boumedienne (1965-1979), s'engage dans une action plus radicale. Par un décret de 1968, il impose l'arabisation de la fonction publique : dans un délai de trois ans, les fonctionnaires devront apprendre suffisamment d'arabe pour travailler dans cette langue. La majorité

La langue arabe est liée aux deux sources de légitimité auxquelles puise le pouvoir : la lutte de libération nationale et la défense de l'islam. C'est leur combat contre la colonisation française et pour l'indépendance - à partir du déclenchement de l'insurrection armée, le 1<sup>er</sup> novembre 1954 - que les dirigeants algériens invoquent pour affirmer leur légitimité. Ils gouvernent au oem d'un millier et demi de martyrs - « martyrs si l'histoire (4) montre que la junte n'a opposé pas seulement les révolutionnaires algériens à la France, mais également les mondialistes entre eux. Dans cette perspective, l'arabe était la langue nationale, le français celle du colonisateur. L'utilisation massive de cet argument a suffi à culpabiliser la couche francophone, qui détenait la presque totalité du pouvoir : elle s'est donc associée à cette opération.

Par ailleurs, la langue arabe est étroitement liée à la naissance et au développement de l'islam. C'est dire que les inspirateurs de la stratégie d'arabisation entendaient transférer vers le pouvoir politique la légitimité ultime que seul l'islam incarne. Mais les excès de ces dernières années ont provoqué une dissociation du couple islamisme-islam. La majorité de la population n'approuve pas la forme extrémiste prise par les mouvements islamistes, ni leur comportement. L'islam auquel elle adhère comme fondement de son identité se réfère à une morale dont - à part quelques pratiques spécifiques toujours soulignées (5) - les lignes générales s'apparentent à la morale universelle, croyante ou laïque.

Le discours politique fait de l'arabisation un combat de la langue arabe contre la langue française - ce qui est vrai, dans la mesure où la première est vouée, comme langue nationale et officielle, à prendre la place du français. Mais elle est aussi présentée comme un conflit avec la France, voire avec ceux qui, en Algérie, militent le français dans leur activité - on les dénoie comme *hzb Fransa*, toisants de « parti de la France ».

L'opinion a cependant très vite compris que ce clivage ne dissimulait un autre : celui qui sépare l'arabe des langues maternelles, et particulièrement des langues berbères (dont le kabyle est l'expression la plus commune). Comme leurs ancêtres « maîtres » jacobins de l'Hexagone, les idéologues de l'arabisation recherchent l'unification linguistique totale du pays. D'où leurs tirades contre les dialectes arabes, considérés comme des formes dégradées du pur arabe classique. D'où également leur tentative d'entretenir la confusion, par exemple en déclarant l'arabe écrit langue maternelle, puisque « langue des ancêtres ». D'où aussi des directives pédagogiques prescrivant d'enseigner cette langue écrite comme une langue orale. Comme jadis les patois en France, les parlers arabes passent en Algérie pour des formes incorrectes, des fautes que la pédagogie se doit de corriger - au besoin en culpabilisant l'élève, voire le citoyen, convaincu d'indignité.

### DES DIAGNOSTICS CONVERGENTS

## Quelle politique pour Washington ?

A six mois d'intervalle, avant l'effet révélateur des événements saoudiens du mois de novembre 1996, les diagnostics de deux importantes fondations américaines s'accroissent sur l'essence politique de la crise algérienne et convergent en partie sur la réponse que l'environnement occidental devrait y apporter. Pour Andrew Pierre et William Quandt (1), qui ont rendu leurs conclusions au début de l'année 1996, les Etats-Unis devraient faire passer à Alger un message à deux volets : convaincre d'abord que, contrairement à une croyance populaire, ils ne souhaitent pas particulièrement voir un régime islamiste au pouvoir ; dire ensuite, « avec la même insistance », qu'un retour à la stratégie éradicatrice serait voué à l'échec et qu'une forme de dialogue « ancré sur des principes pas trop différents de ceux de Saint-Egidio » constitue la seule issue à l'impasse.

Les deux chercheurs de la Fondation Carnegie accordent toutefois plus de crédit que leur confrère Graham Fuller (2), de la Rand Corporation, au résultat de l'élection présidentielle de novembre 1995. Tout en admettant que le taux de participation élevé « pourrait avoir reflété (...) une volonté de paix et de stabilité davantage qu'une véritable caution donnée à Zerrouk », et tout en soulignant la nécessité d'élections législatives « comprenant toutes les grandes formations politiques », ils ne font pas de la participation du FIS à ce scrutin un impératif absolu. Dans le cas,



KHADDA - Le Campement (1989)

Hier qualifié de « bougnoule » par les colons, le locuteur algérien est désormais traité par ses dirigeants de... « sauvage » ! Ce que les Algériens ont appelé *hagra* (mépris) de la part du pouvoir, c'est aussi cela. Et pourtant l'arabisation était censée leur rendre leur dignité culturelle... (6).

La politique linguistique des autorités algériennes aurait pu aboutir, pour les parlers arabes, à une solution « à l'égyptienne » : un mélange subtil d'arabe classique et de langues locales. Mais les parlers berbères ? Leur vice premier, c'est qu'ils témoignent d'une Algérie antérieure à la conquête arabe. De surcroît, il n'y a pas d'intercompréhension avec les parlers arabes. Leur disparition était donc programmée par la logique même de l'arabisation, mais aussi du fait des pratiques du pouvoir. Avec un résultat redoutable : des fractions importantes de la population, pour lesquelles les langues locales représentent un support identitaire, se sentent exclues de la nouvelle construction nationale.

Or la société algérienne est pluraliste : dans ses régions, dans ses langues, dans ses conceptions du rapport au passé, à l'avenir, dans ses représentations de l'Occident ou du monde

arabe. Jusqu'à présent, cette diversité n'a pu être reconnue comme telle, c'est-à-dire dans le cadre d'une volonté de vivre ensemble : l'unité du pays n'était pas suffisamment attachée au sommet. Faute d'un « lien symbolique du pouvoir » qui, comme une clé de voûte, assure l'ensemble de l'édifice, chaque particularisme se sent menacé, et semble aux autres une menace de fracture. Il n'y a donc qu'une seule issue à la crise actuelle : que s'établisse un consensus sur ce lieu central où sera reconnu le règne de la loi, et le pouvoir pourra enfin apparaître comme le garant du pluralisme réel de la société. A condition, bien sûr, qu'il émane d'élections suffisamment transparentes pour être incontestables : c'est cette attente qu'on exprimait l'élection présidentielle du 16 novembre 1995 mais aussi la déception consécutive au référendum constitutionnel du 28 novembre 1996.

La loi sur l'arabisation ne va pas dans ce sens. Alors que l'ordre du jour, c'est la construction d'un consensus autour de l'acceptation du pluralisme, la politique linguistique officielle procède par contrainte et par exclusion. D'un côté, elle impose une langue alors qu'il convient de la faire aimer. De l'autre, elle relance l'anathème sur les langues parlées, notamment le berbère, et sur le français - au moment même où celui-ci bénéficie pourtant de l'explosion des antennes paraboliques. Bref, l'arabisation tend à exclure toutes les langues, sauf une : celle précisément que seul le pouvoir parle.

Le retour périodique de ces mesures radicales témoigne de leur inefficacité, que les idéologues arabisants dénoient comme un scandale. Mais qu'est-ce qui est vraiment choquant ? Que l'arabisation ne soit pas « totale », ou qu'elle symbolise, pour une grande partie de la population, échec scolaire et glissement. La politique linguistique d'Alger obéit d'abord, depuis toujours, à des objectifs politiques. En revanche, et c'est regrettable, les autorités ne manifestent aucune préoccupation pédagogique, aucun souci de valoriser l'arabe en profondeur, par la recherche et la réflexion. Voici le vrai scandale : que le pouvoir ne s'efforce pas, dans un univers de langues qui reflète si profondément la pluralité de la société algérienne, à créer cet espace de tolérance, d'ouverture, d'efficacité et de respect des différences qui constitue le cadre même de la démocratie.

(1) Cf. El Watan, Alger, 18 décembre 1996.  
(2) Terme de l'arabe parlé, désignant primitivement les Byzantins, et qui a été utilisé pour désigner les étrangers, et notamment les colons, en tant que chrétiens.  
(3) En témoignent le code de la famille de 1984, de colonisation islamiste.  
(4) Cf., entre autres, les travaux de Mohamed Harbi, Benjamin Stora et Omar Carlier.  
(5) On peut songer ici aux principaux rites religieux (ramadan, prière, fêtes, pèlerinage) et à des éléments comme le statut de la femme, symbolisés par le voile, dont on ne sait pas s'ils relèvent de la religion, de la culture traditionnelle ou du machisme ordinaire.  
(6) Point de vue bien expliqué par Mohamed Bezzine, « La langue perdue », in *Esprit*, Paris, janvier 1995.

FRANÇOIS BURGAT.

(1) Andrew J. Pierre et William B. Quandt, *The Algerian Crisis: Policy Options for the West*, Carnegie Endowment Books, Washington, 1996, 70 pages.  
(2) Graham E. Fuller, *Algeria: the Near Future*, RAND Corporation, 1996, 124 pages.



## Les libertés envolées

**E**N 1996, les États-Unis, la France et la Banque Mondiale se sont félicités du redressement économique de la Tunisie. Pourtant, celui-ci a été payé au prix fort : censure de la presse, arrestations arbitraires, procès d'opinion, torture, une chape de silence s'est abattue sur le pays. Régulièrement accusés par les organisations de défense des droits de la personne, le président Ben Ali vient de faire quelques concessions. Mais il s'agit plus de gestes symboliques, destinés à désarmer les critiques et à préparer la visite du chef de l'État à Paris, que de changements destinés à engager la Tunisie sur le chemin de la démocratie.

Par HAMED IBRAHIMI \*

« L'expérience tunisienne montre que le président Ben Ali et son gouvernement ne tolèrent aucune forme d'opposition. Le périt islamiste qu'ils invoquent n'est qu'un prétexte pour réduire au silence tout individu, groupe ou journal soupçonné de nourrir la moindre opposition au pouvoir ».

La cinquantaine bien sonnée, l'homme qui parle ainsi n'est ni un opposant tunisien jouant les trouble-fêtes à l'occasion du neuvième anniversaire de l'accession au pouvoir de M. Zine El Abidine Ben Ali - l'« artisan du changement », comme on dit à Tunis, - ni l'un de ces militants des droits de l'homme « manipulés par les islamistes », encore moins « un nostalgique de l'ère coloniale », expression consacrée pour désigner les journalistes français mal vus au palais de Carthage... M. John L. Esposito est américain, professeur spécialiste des relations internationales et directeur du Centre pour l'étude islamique de l'université de Georgetown, à Washington. Son regard critique sur l'« expérience tunisienne » rejoint les inquiétudes croissantes des organisations des droits de l'homme.

Le 7 novembre 1987, le « coup d'État médico-constitutionnel » contre le président Habib Bourguiba, piégé par la vieillesse et un entourage de plus en plus discrédité, est salué par les différentes familles politiques, y compris les islamistes. M. Zine El Abidine Ben Ali paraît redonner espoir à un peuple réputé pour sa modération. Le premier discours du successeur inattendu du Combattant suprême emporte l'adhésion générale, car il reconnaît le peuple comme maître pour l'exercice de la démocratie, au contraire de M. Habib Bourguiba, qui prophétisait : « La démocratie serait une catastrophe si elle devait nous précipiter de nouveau dans l'anarchie et les antagonismes de jadis qui avaient été à l'origine de la colonisation (1) ».

L'ancien président avait pourtant fini par entrouvrir la porte du pluralisme politique en levant, en 1981, l'interdiction frappant le Parti communiste tunisien (PCT) depuis le début des années 60 et en autorisant, plus tard, deux petites formations politiques : le Parti de l'unité populaire (RUP) et le Mouvement des démocrates socialistes (MDS). Cette timide ouverture n'était toutefois pas de nature à répondre à l'inquiétude des citoyens face au spectacle désolant offert par la classe dirigeante : celle-ci semblait plus préoccupée par les intrigues dans le palais de Carthage qu'elle devenait le théâtre, à la fin du règne du président

\* Pseudonyme d'un journaliste maghrébin qui, par crainte de représailles, ne souhaite pas signer de son nom.

Habib Bourguiba, que par la gestion d'un pays en proie à des problèmes socio-économiques aigus et à une vive contestation islamiste.

Avec M. Ben Ali, la suppression de la présidence à vie et de la Cour de sûreté de l'État, la libération de centaines de prisonniers politiques, pour la plupart islamistes, et les prises de contact avec des opposants politiques longtemps ignorés et parfois humiliés par M. Bourguiba contribuent à créer très vite un climat favorable. Pourtant, ce général avait été appelé au ministère de l'intérieur pour combattre la contestation syndicale, réprimée dans le sang le 26 janvier 1978, et la poussée du mouvement islamiste, au milieu des années 80. Devenu premier ministre, il allait faire destituer pour « incapacité », un mois plus tard, celui qui venait de le nommer, et prendre - constitutionnellement - sa place à la tête de l'État.

Aussitôt, des personnalités issues de l'opposition et du mouvement syndical ou même de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) se bousculent pour faire allégeance au nouveau maître de Carthage. Deux anciens présidents de la LTDH entrent au gouvernement : le docteur Saadoun Zemerli, comme ministre de la santé, et M. Mohamed Charfi, ministre de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur chargé de mettre les programmes scolaires en conformité avec la Déclaration universelle des droits de l'homme. D'anciens

## Plus de 99 % de suffrages

CHEIKH RACHED GHANNOUCHI, chef du parti islamiste Ennahda (Renaissance), condamné à la prison à vie durant les dernières semaines du règne du président Bourguiba, retrouve sa liberté de mouvement. « Ma confiance en Dieu et en la personne du président Ben Ali est grande », dit-il en 1988. Pendant les deux premières années de son mandat, le nouveau président fait tout pour apparaître comme le « protecteur de la patrie et de la religion » (introduction de l'appel à la prière à la radio et à la télévision, création d'un secrétariat d'État aux affaires religieuses, voyage à La Mecque pour le petit pèlerinage...). Mais les élections législatives et présidentielle anticipées d'avril 1989, qui se déroulent avec la participation de « listes indépendantes » soutenues par le mouvement islamiste, marquent la fin de l'état de grâce.

Seul candidat en lice, M. Ben Ali se succède à lui-même à la présidence de la

gauchistes et syndicalistes rejoignent les rangs du Parti socialiste destourien (PSD), fondé par M. Habib Bourguiba et présidé à partir de 1988 par M. Ben Ali sous le nouveau nom de Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), pour bien marquer sa volonté de « changement démocratique ». Que confinent le retour d'exil de certaines personnalités politiques, l'adhésion à la convention internationale sur la torture, l'ouverture à Tunis d'une section d'Amnesty International, la première dans le monde arabe, et la reconnaissance de la première association féminine indépendante, l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD).

République en s'attribuant 99,27 % des suffrages exprimés (2) tandis que son parti rafle tous les sièges à la Chambre des députés (3) - des scores dignes des régimes de parti unique. Les listes indépendantes soutenues par les islamistes auraient, en réalité, recueilli environ 14 % des suffrages exprimés. Intimidation des candidats de l'opposition et de leurs sympathisants, truquage des résultats : ces méthodes que les Tunisiens croyaient à jamais révolues ont refait surface, provoquant une grande vague de désenchantement (4).

Le premier à en tirer la leçon est Cheikh Rached Ghannouchi. Il prend dès 1989 le chemin de l'exil, laissant un mouvement décidé à croiser le fer avec le gouvernement pour obtenir une législation devenue de plus en plus problématique à un moment où, en Algérie, le pouvoir paraît à portée de main du Front islamique du salut (FIS). Profondément déçu, lui aussi, par ce scrutin truqué, le dirigeant du Mouvement démocratique

socialiste (MDS), M. Ahmed Mestiri - qui avait brillé au début des années 70 par ses prises de position frondeuses contre l'autoritarisme de Bourguiba - se retire sur la pointe des pieds.

Autre grand déçu : M. Ahmed Ben Salah, ancien ministre du plan et de l'économie nationale sous l'ancien régime, et ancien secrétaire général de l'une des plus puissantes centrales syndicales d'Afrique, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Rentré au pays après une absence de quatorze ans consécutive à sa condamnation puis à son éviction de la prison de Tunis, il se résigne à quitter à nouveau le pays après un séjour de plusieurs mois au cours duquel il aura été constamment harcelé par les autorités et arbitrairement privé de ses droits civiques et politiques.

Mis à part les islamistes qui font l'objet, à partir de 1990, d'une véritable chasse aux sorcières, la plupart des animateurs des petites chapelles de l'opposition légale, redoublent d'efforts, comme si de rien n'était, pour se faire apprécier du pouvoir. Ces dirigeants, comme certaines personnalités dites « indépendantes », se montrent fort sensibles aux honneurs, comme si le « processus démocratique » se mesurait au nombre d'audiences accordées par le président Ben Ali. En échange, ils gardent le silence face aux atteintes aux libertés qui se multiplient à partir de 1990, voire tirent à boulets rouges sur quiconque critique la politique présidentielle.

La légitimité que le pouvoir retire de

son attitude empreinte de « nationalisme arabe » au début de la crise du Golfe, à l'été 1990, facilite le déclenchement d'une répression dirigée essentiellement contre les islamistes, encouragée par la victoire du FIS algérien aux élections municipales de juin 1990. Mais la machine infernale n'a pas pour seul but, comme beaucoup le croient, d'infliger une correction sanglante aux intégristes. Nombre d'hommes politiques et de militants des droits de l'homme, qui avaient fermé les yeux sur la chasse aux islamistes, démontent les rouvres lorsqu'ils se voient, à leur tour, arrêtés. Ainsi des dirigeants du MDS, dont la lune de miel avec le pouvoir n'aura duré que jusqu'à l'élection municipale de mai 1995.

Les résultats - 4 000 arrestations pour le RCD et 6 pour l'opposition - sont en effet ressentis comme un affront par M. Mohamed Mouda, le président du MDS, qui avait pourtant apporté un soutien sans faille à l'« artisan du changement ». Une lettre ouverte critique au président Ben Ali entraîne son arresta-

(1) Discours à Carthage, le 17 décembre 1967.  
(2) Le président Ben Ali aménagea son score à l'élection du 20 mars 1989 en obtenant 99,91 % des suffrages exprimés, un record inédit dans le monde arabe.

(3) Une modification du mode de scrutin a permis l'entrée au Parlement, en 1994, de 19 députés issus des rangs d'une opposition favorable au président Ben Ali. Le RCD compte actuellement 144 sièges.

(4) Lire Jacqueline Bouchez, « La société tunisienne prise de parole », Le Monde diplomatique, février 1994.

## Une presse asphyxiée,

« S i dans certains pays comme l'Algérie, la Bosnie ou encore la Turquie, on tue les journalistes à bout portant, dans d'autres, comme la Tunisie, on assiste à une mort lente de la profession, par asphyxie (1). »

Les méthodes utilisées pour étouffer un journal ou sanctionner un journaliste qui n'applique pas à la lettre les ordres du palais de Carthage ou du secrétariat d'État à l'information vont du harcèlement aux pressions économiques et fiscales (2), en passant par l'application d'une législation riche de possibilités en matière d'entraves au libre exercice de la profession. Il n'est pas rare de voir un journaliste privé des facilités nécessaires à l'exercice de son métier (carte de presse ou d'accréditation, téléphone, télécopieur, passeport...). Résultats : une opinion publique privée du droit élémentaire à l'information et un pouvoir classé parmi les plus hostiles à la

liberté de la presse (3) et les médias outillés en matière de désinformation qui compte la planète.

La presse étrangère est sévèrement contrôlée. Le Monde, Le Monde diplomatique et Libération ont été interdits à la vente en 1994 et 1995. Tout journal qui publie la moindre critique contre le gouvernement tunisien, est saisi. Les programmes de France 2 ont été souvent brouillés ou interrompus par les services techniques de la Radio et Télévision tunisienne (RTT). Plusieurs journalistes étrangers ont quitté Tunis, au cours des dernières années, sous l'effet de pressions ou de mesures d'expulsion, comme les correspondants de l'agence Reuters et de la BBC. En décembre 1994, les autorités tunisiennes ont même tendu « un véritable piège » au correspondant de l'Agence France-Presse à Tunis « en l'impliquant dans une affaire, montée de toutes pièces, de viol d'une étudiante (4) ». Rien d'étonnant, dès lors, si la peur et l'autocensure se répandent parmi les correspondants de la presse étrangère, qui passent souvent sous silence les procès d'opinion, les grèves de la faim et la mort de prisonniers islamistes.

Quant à la presse tunisienne, tout entière, elle parle d'une seule voix - celle du pouvoir - depuis la disparition, au début des années 90, de deux hebdomadaires : Le Maghreb, indépendant, et Al Fejr (L'Aube), du mouvement islamiste Ennahda (5).

La Tunisie fut pourtant le premier pays du Maghreb à connaître, dans les années 70, une presse indépendante. L'association des journalistes tunisiens

## Calendrier des fêtes nationales

1-28 février 1997

4 SRI LANKA	Fête de l'indépendance
6 NÉO-ZÉLANDE	Fête nationale
7 GRÉNADE	Fête de l'indépendance
18 IRAN	Ann. de la révolution
16 LITUANIE	Fête de l'indépendance
18 GAMBIE	Fête de l'indépendance
22 SAINT-LOUIS	Fête nationale
13 BRUNÉI	Fête de l'indépendance
6 GUYANA	Fête nationale
24 ESTONIE	Fête de l'indépendance
25 BOWEN	Fête nationale
27 RER DOMINICAINE	Fête de l'indépendance



Ne voulant pas opposer une parole unique à la pensée unique, ce livre rassemble cinq contributions constituant des points de vue argumentés sur les choix possibles en matière de construction européenne. Pour certains, la monnaie unique est une condition nécessaire - mais pas suffisante - à une reprise de la croissance en Europe ; pour d'autres, l'euro ne peut que renforcer la logique libérale - et l'aggravation du chômage et de l'exclusion - si elle n'est pas précédée de règles politiques sociales communes aux États membres de l'Union européenne. Un livre ambitieux pour un enjeu décisif.

SYROS

هكذا من الواضح

de la Tunisie

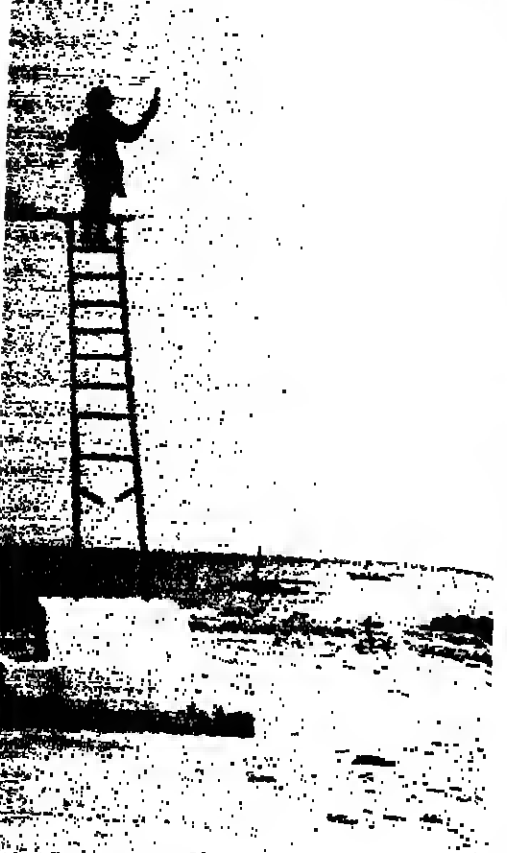
des journalistes

Nos précédents



# AGHREB CONFRONT

## Libertés envolées



AGHREB AU SED DE GABES

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (The text continues with a detailed report on the state of press freedom in Tunisia, mentioning various laws and the role of the press in society.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

## À L'ISLAMISME de la Tunisie

tion en octobre 1995, juste après la visite officielle du président français Jacques Chirac. En février 1996, il est condamné à onze ans de prison pour... (The text discusses the political and social context of Islamism in Tunisia, including the role of the military and the government's stance on religious extremism.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

« empêcher l'émergence d'une influence sociale » (5). Fort de ce qu'Amnesty International qualifie de « bureaucratie des droits de l'homme », des structures et organisations non gouvernementales créées en fait par l'Etat... (The text discusses the role of NGOs and the government's efforts to control social movements.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

Les nouvelles technologies semblent toutefois donner du fil à retordre au pouvoir. En décembre 1994, il a suspendu la vente et l'installation des antennes paraboliques pour... (The text discusses the impact of new technologies on communication and the government's response.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

son règne, l'organisation syndicale (Union générale des travailleurs tunisiens - UGTT) était le contre-pouvoir le plus influent... (The text discusses the role of the UGTT and other labor organizations in Tunisia.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

صحة من الاجل

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)

### Libertés envolées

Liberté de la presse et les libertés de la presse... (This section continues the discussion on press freedom, highlighting the challenges faced by journalists and the impact of government policies.)



## GUERRES ET TENSIONS À TOUTES LES FRONTIÈRES

## La Mauritanie cernée par les conflits

**E**N Mauritanie, les vingt partis de l'opposition n'ont obtenu qu'un seul siège à l'Assemblée nationale lors des élections législatives d'octobre dernier. L'écrasante victoire du Parti républicain démocratique et social (PRDS) a confirmé la domination de la formation du président Maouya Ould Taya et le caractère peu démocratique de son régime. Dans un environnement géopolitique très agité - conflit au Sahara occidental, guerre civile en Algérie, affrontements touaregs au Mali, tensions avec le Sénégal - la Mauritanie reste un pays instable où s'amorce un timide démarrage économique.

Par notre envoyé spécial BRUNO CALLIES de SALIES \*

Depuis la fin des années 60, la Mauritanie - un million de kilomètres carrés, deux millions et demi d'habitants - tente de résister à l'étalement des sables et à l'aridité. La sécheresse a jeté dans les villes la quasi-totalité d'une population nomade. « Nouakchott comptait quelques milliers d'habitants en 1960, note un expert de la Caisse française de développement (CFD). Ils sont maintenant près de 800 000, soit le tiers du pays. Le taux d'accroissement urbain est le plus élevé au monde. » L'impossibilité d'endiguer cet afflux fait que 40 % de la population vit dans des bidonvilles.

Au cœur du pays, Chingnetti, septième ville sainte de l'islam, émerge au milieu d'un océan de dunes : son minaret du XIII<sup>e</sup> siècle, symbole du pays des Maures, se dresse vers un azur sans nuage dans une chaleur accablante. Quoique les précipitations ne soient pas aussi importantes qu'avant, le ciel s'est montré plus généreux depuis 1987. Un habitant raconte : « L'oued Boïha a même débordé en 1995. Depuis trente ans, on n'avait pas vu cela. »

Les pluies sur ces terrains inondables provoquent des épidémies. L'hépatite A, la Choléra, la typhoïde, les maladies diarrhéiques (...) ont frappé chaque semaine, selon des sources médicales, près de 450 personnes. Déjà, durant les dernières semaines, près de 2 000 personnes ont été traitées... (1). Le travail est aussi rare que le logement, car l'extraction du fer et la pêche, les deux principales activités économiques, ne créent guère d'emplois. La Mauritanie reste classée parmi les pays les moins avancés (PMA).

La situation politique est tout aussi contrastée. Création artificielle du colonisateur, la Mauritanie rassemblait dans le Nord les tribus maures de culture arabo-berbère, essentiellement des nomades vivant de l'élevage. Cette population était divisée entre tribus guerrières et tribus maraboutiques, organisées en véritables ordres. L'exode rural a contribué à un éclatement des structures sociales traditionnelles, et à leur recomposition partielle autour d'une activité économique moderne. La domination de grandes familles maraboutiques et guerrières reste très importante au sein de l'Etat et de l'économie. Au Sud, les ethnies

négro-africaines, surtout des agriculteurs, se concentrent principalement le long de la vallée du fleuve Sénégal. Ces populations très hiérarchisées et plutôt sédentaires, moins touchées par la sécheresse, se rattachent à ce que Léopold Sédar Senghor a appelé la « négritude ».

La quasi-totalité de la population, musulmane, est peu sensible à l'islamisme (2), mais l'exclusion des femmes demeure très fréquente dans les deux communautés. « Les Maures ont une seule épouse, alors que les Négro-Africains en ont jusqu'à quatre, comme l'autorise le Prophète. Il en résulte un accroissement démographique favorable aux Négro-Africains », indique un sociologue. Aussi ceux-ci constituent-ils maintenant le tiers de la population, proportion généralement admise par les observateurs, mais contestée par les Maures.

Parmi ces derniers, qui représentent les deux tiers de la population, il faut distinguer les Maures Blancs, ou *Beidanes* (« blancs »), détenant la réalité du pouvoir politique et économique, des Maures noirs (Négro-Africains de culture arabo-berbère). Les Maures



LE VILLAGE DE OUALATA, PRÈS DE LA FRONTIÈRE MALIENNE  
Une vie qui dépend du climat, mais aussi des aléas politiques

noirs sont surtout les descendants des captifs emmenés à l'occasion de *razzias*. La suppression de l'esclavage à deux reprises, par Mokhtar Ould Daddah, puis par Mohamed Khouna Ould Haïdallah en 1980, est loin d'être une réalité. Ce même sociologue explique : « L'absence d'une volonté aussi bien politique qu'administrative et les mentalités font que l'esclavage subsiste, surtout dans le sud-est du pays. La sécheresse a favorisé le maintien de cette situation. Bien des esclaves ont préféré rester avec leur maître, qui a l'obligation de les nourrir et de les vêtir, car ils ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins. Certains maîtres ont exploité la situation. »

## Emeutes raciales et complots

**C**E racisme est à l'origine de tensions. Si au lendemain de l'indépendance, en 1960, les Maures blancs avaient le pouvoir politique, les Négro-Africains étaient nombreux dans l'administration. Le président Mokhtar Ould Daddah maintenait une certaine stabilité grâce à de subtils équilibres (3). Le problème linguistique cristallisait cependant les tensions entre les Négro-Africains favorables au maintien du français, puis au développement de leurs diverses langues, et les Maures qui souhaitaient l'extension de l'arabe. Le conflit du Sahara occidental, à partir de 1973, déboucha sur un resserrement du pouvoir au profit des Maures. M. Mokhtar Ould Daddah fut renversé en 1978, et plusieurs régimes militaires se succédèrent jusqu'à la prise du pouvoir par le colonel Maouya Ould Sid'Ahmed Taya en 1984.

Des Négro-Africains, hostiles à cette évolution, craignaient par ailleurs la concurrence économique des Maures, qui investissaient dans l'agriculture au sud du pays, à partir de 1983. Les résultats des élections municipales de 1986, première phase d'une libéralisation du

régime, trop favorables aux Maures, suscitèrent la méfiance. Il en résulta un coup d'Etat manqué en octobre 1987, à l'origine duquel se trouvait le mouvement clandestin des Forces de libération des Africains de Mauritanie (FLAM). Des émeutes raciales, puis une banale querelle entre paysans souanés sénégalais et éleveurs peuls mauritaniens dans le Sud aboutirent, en avril 1989, à des massacres de Négro-Africains (sénégalais et mauritaniens), alors que d'autres étaient chassés vers le Sénégal et le Mali. A la suite de la découverte d'un complot, début 1991, encore bien confus à ce jour, plusieurs centaines de cadres militaires négro-africains furent arrêtés, souvent torturés, et un grand nombre exécutés.

Isolé en raison de son soutien à l'Irak après la guerre du Golfe, le régime a fait peu de bruit en faisant adopter, dès juillet 1991, par référendum, une Constitution démocratique. L'élection présidentielle de janvier 1992 a permis à M. Maouya Ould Taya de rester au pouvoir. « Cette victoire n'avait rien de certain, et des observateurs ont été témoins de fraudes non négligeables », rappelle un diplomate occidental. L'ensemble de l'opposition contesta les résultats du scrutin (4). En décembre 1995, accusés d'avoir créé une organisation secrète illégale pro-baasiste, favorable au régime irakien, cinquante-deux militants (dont deux anciens ministres et sept officiers) étaient arrêtés, jugés, et finalement acquittés.

Les récentes élections législatives d'octobre 1996 ont vu la participation des divers partis d'opposition - le plus important est la coalition Union des forces démocratiques-Ere nouvelle (UFD-EN) - qui rassemble les Maures

blancs du Tarza (région d'où est originaire Mokhtar Ould Daddah), et les couches les plus modestes parmi les Maures noirs ou Haratines (anciens esclaves africainisés), ainsi que parmi les Négro-Africains. Ces partis ont rarement présenté des candidats communs. Ils n'ont guère tenté d'obtenir l'adhésion des couches urbaines défavorisées. Ils ont considéré enfin qu'après toutes ces années l'exercice du pouvoir devait leur revenir.

La majorité présidentielle, rassemblée autour du Parti républicain démocratique et social (PRDS), comprend beaucoup de Maures blancs de l'Adrar (région d'origine du président Ould Taya), du Brakna, et des Hodhis, ainsi que la majeure partie de l'élite des Maures noirs, et des grands notables des ethnies négro-africaines. L'évolution du régime s'est faite en plaçant ces personnalités à des postes importants afin d'obtenir le ralliement de leurs tribus et ethnies respectives. Un professeur de l'université de Nouakchott explique : « Un citoyen valant un bulletin de vote, il était ainsi plus facile de constituer une majorité aux élections législatives. » La politique régionale est également marquée par cet ancrage arabe et négro-africain.

Au lendemain de l'indépendance, M. Mokhtar Ould Daddah souhaitait faire de son pays le « carrefour des Arabes et des Noirs ». Il s'était engagé auprès du Maroc, son puissant voisin du Nord, dans une politique de récupération du Sahara espagnol, considérant que la frontière avait séparé artificiellement des populations ethniquement et culturellement identiques. Il en résulta la rupture des relations diplomatiques, jusqu'alors privilégiées, avec l'Algérie, et le déclenchement des opérations du Front Polisario, soutenu par Alger.

Les attaques répétées du train acheminant le fer sur la côte et le coup de main sur la ville minière de Zouérate avaient révélé la faiblesse et le manque de préparation de l'armée mauritanienne. Le renfort de troupes marocaines, installées sur le territoire mauritanien, avait calmé les craintes d'invasion, mais inquiété ceux qui se souvenaient des ambitions du royaume chérifien. Aussi l'aide de la France fut-elle sollicitée (5). Le coup d'Etat militaire mit un terme au conflit. Par l'accord d'Alger de 1979, Nouakchott a reconnu le Front Polisario et s'est retiré du Tiris El Gharbia, aussitôt occupé par l'armée marocaine. Parmi les régimes militaires qui se sont succédés, celui du lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haïdallah (1980-

1984) est allé jusqu'à reconnaître la République arabe sahraïenne démocratique (RASD). Décision qui créa des tensions avec le Maroc et précipita sa perte.

Au lendemain de son arrivée au pouvoir, le colonel Maouya Ould Taya annonça une politique de stricte neutralité face au conflit fratricide du Sahara occidental. S'il n'était pas question de revenir sur la reconnaissance de la RASD, Nouakchott renouait les relations diplomatiques avec le Maroc. Le problème du Sahara occidental entra ensuite dans une phase plus diplomatique, sous l'égide de l'ONU, avec l'acceptation du plan de paix (1988), et le cessez-le feu (1991). La région connut même un bref état de grâce en 1989, avec la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui rassemble les cinq pays d'Afrique du Nord.

« L'élaboration de listes électorales, afin d'organiser un référendum d'autodétermination, buté sur les nombreux obstacles soulevés par Rabat et le Polisario conscients de leur enjeu crucial », rappelle un observateur de l'ONU en poste. Aussi le Conseil de sécurité a-t-il finalement suspendu, au mois de juin 1996, les opérations de recensement des populations sahraïennes. A Nouakchott, on craint une reprise des attaques du Polisario, et on redoute que les troupes marocaines entrent sur le territoire national pour exercer un droit de poursuite.

Les relations avec l'Afrique noire restent fragiles. La contestation par Dakar de la frontière, mais surtout les massacres de Négro-Africains en Mauritanie puis au Sénégal, enfin les expulsions massives de part et d'autre ont provoqué la rupture des relations entre les deux pays en août 1989. Leur rétablissement et la mise en place d'un plan spécial d'insertion des réfugiés (FSIR) n'ont pas encore abouti, au règlement des préjudices matériels, pour les quelque 60 000 Mauritaniens réfugiés au Sénégal.

Avec le Mali, la situation est marquée par le retour dans ce pays des Touaregs et des Maures. Quelque 120 000 personnes avaient fui, surtout dans le sud-est de la Mauritanie, après les massacres perpétrés, à partir de 1990, par l'armée et les milices des paysans songhaïs. La lente application de l'accord signé en 1992 entre les Touaregs et le gouvernement de Bamako n'a permis le rétablissement de la paix qu'au début de l'année 1996 (6).

La réprobation internationale au lendemain des massacres de Négro-Africains, mais surtout l'isolement après la guerre du Golfe ont amené le président Ould Taya à un changement de politique. Mais le pays reste enclavé dans l'une des zones les plus conflictuelles d'Afrique, et sa stabilité dépend, en grande partie, de l'apaisement des tensions régionales.

(1) *Mauritanie*, 26 août 1996.  
(2) Cf. Catherine Simon, « Les islamistes mauritaniens jouent la carte des exclus », *Le Monde*, 21 mars 1995.  
(3) Lire Philippe Marchand, *Tribus, ethnies, et pouvoir en Mauritanie*, Karthala, Paris, 1992.  
(4) Lire Mohammed-Mahmoud Mohamedou, « La Mauritanie sous l'emprise d'un régime patrimonial », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.  
(5) La coopération militaire est renforcée, et des Jaegers français infligent à deux reprises des pertes à des colonnes sahraïennes à la fin de l'année 1977.  
(6) Cf. Robin Edward-Poulton, « Vers la réintégration des Touaregs au Mali », *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

## Une économie en expansion

**L**a beaucoup plu en Mauritanie ces dernières années. Et, dans cette région aride, des pluies plus abondantes sont évidemment appréciables pour les activités agricoles. Les troupeaux ont été reconstitués. Le cheptal, tombé à 7,6 millions de têtes lors de la sécheresse de 1973, dépasse désormais les 11 millions de têtes. Dans la vallée du fleuve Sénégal, la production céréalière atteint les 136 000 tonnes. Les cultures de sorgho et de mil constituent l'essentiel de la production, malgré la réalisation d'infrastructures (1) pour développer la riziculture. Le secteur agricole représente 24 % du PIB, et occupe la moitié de la population active. Mais les importations de céréales restent indispensables.

La production de fer, une des principales ressources, a atteint 11,5 millions de tonnes en 1995. L'augmentation des quantités exportées et la légère hausse des cours ont permis un accroissement des recettes. Ces dernières, environ 201 millions de dollars, ont rapporté 44 % des devises. Toutefois, les revenus du fer ont perdu de leur importance depuis la crise de la sidérurgie européenne, et ne constituent plus que 13 % du PIB. En revanche, la pêche est devenue la principale ressource même si la non-respect des quotas et le manque de rigueur dans l'attribution des licences contribuent à dégrader la productivité. Ces négligences ne seront pas sans conséquences pour l'avenir, alors que la pêche rapporte 56 % des recettes d'exportation. Par ailleurs, l'accord de juin 1996 entre la Mauritanie et l'Union européenne permet à Nouakchott d'obtenir 266 millions d'euros, sur cinq ans. En contrepartie, les chalutiers européens peuvent pêcher dans les eaux sénégalaises les plus poissonneuses au monde.

Ces ressources sont complétées par les multiples dons et prêts d'organismes internationaux, et d'organisations non gouvernementales (ONG) auxquels se sont ajoutés, récemment, l'annulation de 67 % du service de la dette publique du programme d'ajustement 1995-1997, ainsi que la rééchelonnement très favorable de la dette. Le revêtement d'une partie du réseau routier, surtout constitué de pistes, a été refait. Un programme d'électrification a permis de doter chacune des treize principales villes du pays d'une centrale.

Le taux d'inflation est passé de 11 % en 1992 à 3,6 % en 1994, pour remonter à 6,7 %. Le taux de croissance a atteint 4,9 % en moyenne, et 4,4 % en 1995. Le PIB est de 1,2 milliard de dollars. La dette extérieure représente deux fois ce chiffre. Le ratio service de la dette publique rapporté aux exportations, 30 % en 1995, est considéré comme gérable.

B. C. de S.

(1) Des travaux ont permis de réguler le fleuve Sénégal en amont par la construction du barrage de Manantali, et en aval par celui de Diama qui empêche la remontée de l'eau de mer. Des périmètres d'irrigation ont été aménagés bien avant l'achèvement des barrages.

## CENTRE DE FORMATION PRESSE &amp; MULTIMEDIA METAMEDIA

Stages intensifs permettant d'acquérir :  
"les bases techniques & les savoir-faire"  
Le plus : l'Agence de Presse École

## LES STAGES :

Photojournalisme  
12 semaines : avril, octobre  
Art et technique de la photo  
5 semaines : tous les 2 mois  
Techniques d'écriture et Internet  
12 semaines : avril, octobre  
Multimédia, BBS Intranet  
Droits d'Auteur  
Calendrier sur demande  
Métamédia Éducation  
18 rue G. Bertrand 75011 Paris  
Tél : 01 43 55 54 00 Fax : 01 43 55 72 25

## Repères chronologiques

28 novembre 1960 : Indépendance. M. Mokhtar Ould Daddah devient chef de l'Etat.  
27 octobre 1961 : Admission de la République Islamique de Mauritanie (RIM) à l'ONU malgré l'hostilité du Maroc.  
Décembre 1963 : Exploitation effective des mines de fer.  
Janvier 1966 : La promulgation de décrets rendant obligatoire le bilinguisme (français-arabe) dans l'enseignement déclenche des affrontements raciaux à Nouakchott.  
8 juin 1970 : Signature avec le Maroc d'un traité de solidarité, de bon voisinage et de coopération pour vingt ans. Etablissement de relations diplomatiques.  
6 au 10 juin 1975 : La mission d'information de l'ONU dans le nord de la Mauritanie constate la similitude des populations sahraïennes et mauritaniennes.  
11 au 13 juin 1975 : Le président Mokhtar Ould Daddah rend visite au président algérien Houari Boumedienne et à Hussein II pour expliquer sa position sur le Sahara occidental.  
14 novembre 1975 : Accord de Madrid prévoyant le retrait des troupes espagnoles du Sahara occidental, et le partage du territoire entre le Maroc et la Mauritanie.  
8 juin 1976 : Premier raid du Polisario sur Nouakchott.  
10 juillet 1978 : Un coup d'Etat renverse M. Mokhtar Ould Daddah et instaure un Comité militaire de redressement national (CMRN).  
1979 : La Mauritanie renonce au Sahara occidental et s'en retire.  
12 décembre 1984 : Le colonel Maouya Ould Taya prend le pouvoir.  
Avril 1989 : Massacres de Noirs (mauritaniens et sénégalais), en réaction aux violences subies par des Maures au Sénégal. Expulsions massives de Noirs.  
Août 1989 : Rupture des relations diplomatiques entre Nouakchott et Dakar.  
24 janvier 1992 : Adoption par référendum d'une Constitution prévoyant le multipartisme.  
62,8 % des suffrages exprimés, contre 32,5 % à son adversaire, M. Ahmed Ould Daddah (demi-frère de l'ex-président). Reprise des relations diplomatiques avec le Sénégal.  
11 et 18 octobre 1996 : Elections législatives.

صكزا من الاصل







## Le Soudan au centre

**D**ÉPUIS des semaines, la plus grande incertitude règne sur l'issue des conflits qui se déroulent dans deux des plus vastes pays du continent africain, reliés par une frontière commune : le Soudan et le Zaïre. Dans l'un et l'autre cas, des régimes à bout de souffle sont menacés par des mouvements de guérillas. Leur victoire bouleverserait les rapports de force et les intérêts géostratégiques des grandes puissances. Si, au Zaïre, une contre-offensive gouvernementale, encadrée par des mercenaires, semble remporter quelques succès, le régime islamiste du Soudan doit faire face à l'union de l'opposition politique nordiste, de la guérilla du Sud et de ses voisins exaspérés par de permanentes ingérences de Khartoum.

Par GÉRARD PRUNIER \*

Le 28 décembre 1996, près de la bourgade d'Hamish Korb dans la province de Kassala, dans l'est du Soudan, un violent affrontement militaire mettait aux prises deux brigades de l'armée gouvernementale et environ 1 500 rebelles armés venus de l'Erythrée voisine à marquer un tournant dans la guerre civile entre le régime de Khartoum et son opposant. Le Soudan islamiste se trouve maintenant impliqué dans une guerre régionale non déclarée où il est menacé de déstabilisation par une opposition désormais unifiée s'appuyant sur les gouvernements que Khartoum tentait de faire tomber.

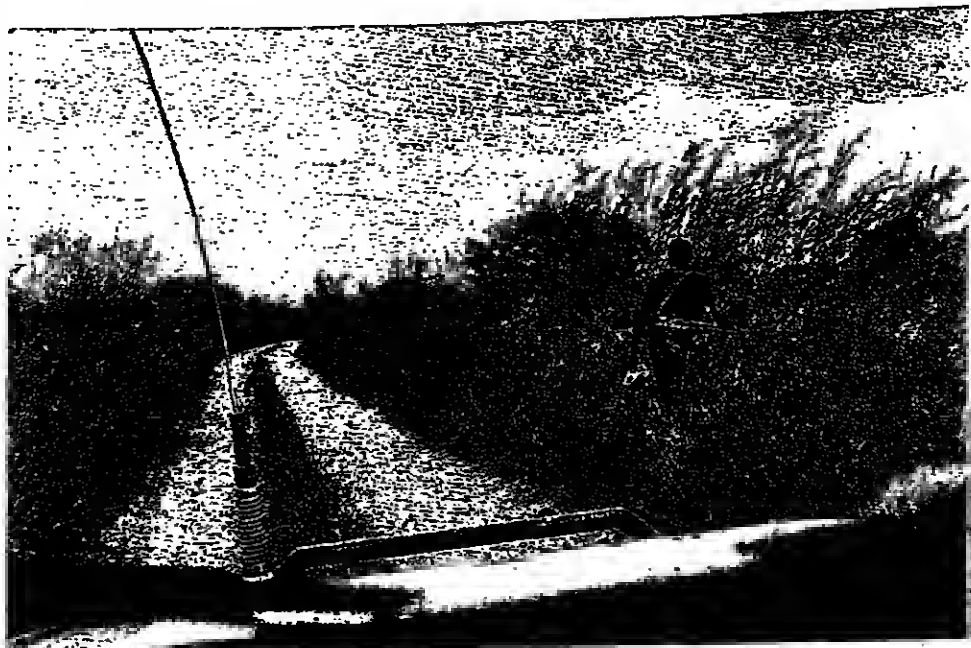
Nouveau renversement d'alliances dans les guerres de l'Afrique orientale, qui durent sous diverses formes depuis plus de quarante ans, la rupture entre le Soudan et ses voisins semble par moments ramener aux logiques bipolaires des années 60, 70 et 80. En effet, lorsque le régime communiste éthiopien avait succédé aux coups de la guérilla du Front populaire de libération du Tigre (FPLT) en 1991, Khartoum était apparu comme l'allié local privilégié du nouveau pouvoir. Cette situation, qui n'était paradoxale qu'en apparence, tenait à la vision géopolitique de Washington à la fin de la guerre froide. L'accélération de la guerre civile en Afghanistan, à partir de l'intervention militaire soviétique de décembre 1979, avait amené le départ-

\* Chercheur au CNRS, Paris.

ment d'Etat et la CIA à tout tenter pour trouver des appuis antisoviétiques dans le monde islamique.

Partout, les diverses branches nationales du mouvement des Frères musulmans (1), radicalement anticomunistes, avaient reçu l'aide clandestine des Etats-Unis. Mais, à partir de 1989, toute une série d'événements - chute du mur de Berlin, évacuation de l'Afghanistan par l'armée rouge, montée du Front islamique du salut (FIS) en Algérie, etc. - avaient radicalement changé la donne. Les alliés d'hier, dont on s'apercevait tout à coup qu'ils étaient au moins aussi anti-occidentaux qu'ils étaient anticomunistes, commençaient à devenir gênants.

L'arrivée au pouvoir du FPLT en Ethiopie et la victoire militaire de son allié le Front populaire de libération érythréen (FPLE) dans une Erythrée qui allait bientôt devenir indépendante (avril 1993) s'étaient produites pendant ce que l'on pourrait appeler l'« interregne », c'est-à-dire le moment où Washington n'avait pas de politique bien définie dans la région. Les Etats-Unis utilisaient discrètement le Soudan depuis 1988 comme canal de leur aide aux mouvements luttant contre le régime du colonel Haïlé Mariam Mengistu en Ethiopie et cette politique s'était poursuivie sans à-coups avec le nouveau pouvoir islamiste installé à Khartoum en juin 1989. Vingt-deux mois plus tard, elle débou-



UNE PATROUILLE AU SUD DU SOUDAN  
D'une guerre oubliée à un embrasement généralisé ?

chait sur le renversement du régime marxiste et sur l'entrée triomphale dans Addis-Abeba des guérilleros du FPLT accompagnés de tankistes soudanais. Très satisfait de cette ultime victoire de la guerre froide, Washington ne s'était pas autrement formalisé de l'appui du gouvernement soudanais islamiste aux nouveaux maîtres de l'Ethiopie puisque le FPLT avait bénéficié d'un solide soutien diplomatique américain lors de la conférence de paix de Londres (avril 1991).

Le problème, c'est que la nouvelle équipe au pouvoir à Khartoum avait une vision très claire de la politique d'extension de l'islam militant à l'Afrique noire qu'elle entendait mener. Les alliés du moment étaient, de ce fait, appelés à devenir les cibles de demain. Le Front national islamique (FNI) qui gouvernait désormais le Soudan avait plusieurs visages : celui bonhomme et cultivé de son dirigeant, M. Hassan El Tourabi,

celui des affairistes comme MM. Khalid Osman El Moudawi et Abdel Rahim Hamdi, l'homme de la banque Fayal, mais aussi celui des « durs » de la révolution islamiste comme l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Ali Osman Mohamed Taha, et son adjoint, M. Ghazi Salah El Din Attabani. Pour ces derniers - et ils n'en faisaient pas mystère - le Soudan était trop pauvre et trop marginal pour servir de base à un islamisme à vocation universaliste correspondant à leur vision. Il importait donc d'étendre le mouvement fondamentaliste le plus vite possible en commençant par les pays de la région. Il s'agissait d'une sorte de « troïskisme révolutionnaire musulman » refusant l'enfermement qu'aurait constitué « l'islamisme dans un seul pays (2) ».

Pour les tenants de cette vision, il n'y avait pas de différence entre la guerre « civile » dans le sud du Soudan et la subversion dans les pays voisins. Dans

les deux cas, ces régions non musulmanes relevaient du concept classique de Dar El Harb (3). La démonstration se trouva faite en 1993 lorsque, à la suite d'offensives victorieuses contre la guérilla sudiste, les forces de Khartoum parvinrent au contact direct de l'Ouganda, à l'extrémité méridionale du pays. L'obsession du régime était que le président ougandais Yoweri Museveni, qui commença depuis longtemps le colonel John Garang, chef de l'Armée de libération des peuples du Soudan (APLS), puisse venir à son aide au nom d'une solidarité à la fois culturelle (l'« africanisme ») et idéologique (M. Museveni comme le colonel Garang appartenait à l'ancienne gauche progressiste et bien sûr laïque).

Dès 1993, donc, le régime islamiste se mit en devoir d'aider une petite guérilla résiduelle qui végétait sur la frontière ougandaise en pays acholi. Il s'agissait de l'Armée de résistance du Seigneur (ARS), mouvement millénariste héritier de la révolte de la prophétesse Alice Lakwena, qui s'était soulevée contre le gouvernement ougan-

(1) Fondé par l'Egyptien Hassan El Banna en 1928, l'organisation des Frères musulmans a été la première organisation islamiste moderne. Les Frères ont ensuite assumé en de nombreux chapitres nationaux hors d'Egypte.

(2) De ce point de vue, on peut dire que la direction du FNI soudanais était composée d'« internationalistes » convaincus, ce qui est loin d'être le cas de tous les mouvements islamistes. Les islamistes algériens et égyptiens, par exemple, sont beaucoup plus nationalistes. Sur le régime islamique, lire Alain Gresh, « Les militaires soudanais en quête de légitimité », et Jean Guéhenne, « Le pouvoir islamiste se consolide », *Le Monde diplomatique*, respectivement octobre 1989 et juillet 1994.

(3) Selon une conception de l'islam classique, Dar El Harb représente toutes les terres non musulmanes où il est donc légitime de propager le djihad, la guerre pour la foi.

## Incertitudes d'une fin

**L**A crise qui a éclaté en novembre 1996 à l'Est du Zaïre, où l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo Kinshasa (AFDL) s'est emparée des principales villes du Kivu, n'a pas seulement permis le retour de quel-

\* Journaliste, *Le Soir* Bruxelles, auteur de *Terrain africain*, Fayard, Paris, 1996.

que 600 000 civils rwandais et la dispersion, dans des conditions dramatiques, de dizaines de milliers de réfugiés qui exercaient toujours sur les pistes et dans les forêts (1). Elle a aussi été le cruel révélateur du climat de fin de règne que connaît le Kinshasa après trente-six ans de dictature. La crise a révélé que l'Etat n'était plus qu'un décor vermoulu et a démontré que l'armée zaïroise, qui n'a jamais eu d'autre chef que le maréchal Mobutu Sese Seko, est incapable d'assurer la sécurité des citoyens et l'intégrité du pays.

Pour conquérir Uvira, Goma, Bukavu, puis Walikale et la ville minière de Bunia, qui commande l'accès aux mines d'or de Kilo Moto, les forces de l'AFDL n'ont pas dû se livrer à de violents combats : il a suffi de la rumeur de leur approche pour que l'armée zaïroise se replie en débandade. A chaque fois le scénario est identique : refusant de se battre, les soldats se livrent à des pillages, à quelques dernières exactions contre une population civile qu'ils ont pris l'habitude de rançonner, puis s'enfuient à bord de véhicules volés aux organisations non gouvernementales (ONG), aux religieux ou aux dernières entreprises de la place.

Lorsque les « rebelles » prennent possession du terrain déserté par les forces adverses, ils s'efforcent de rétablir un certain ordre public, qui se traduit par la fin de l'insécurité, les tentatives de rassurer la population, de convaincre les notables locaux de collaborer avec les nouvelles autorités. Ils veillent à accueillir des transfuges de l'armée, dont le ralliement est d'autant plus enthousiaste que, dans un premier temps en tout cas, il s'est traduit par le paiement d'une somme en dollars. Malgré les discours et les promesses, le ralliement n'est cependant ni massif ni spectaculaire : en réalité, chacun sait que la déroute de l'armée zaïroise pourrait n'être que passagère, et craint une reconquête qui se traduirait par de nombreux morts au sein de la population et par des représailles à l'égard d'éventuels « collaborateurs ».

La déliquescence de l'armée zaïroise est bien réelle : rivalités entre des unités « privatisées », qui se comportent comme des milices mises au service de personnalités ou d'intérêts financiers ; militaires non payés depuis des mois, ayant revendu munitions et uniformes ; luttes d'influence entre la Division spéciale présidentielle, la Garde civile et le Service d'action et de renseignements militaires (SARM). Bien dirigés, convenablement équipés et rémunérés, les soldats zaïrois pourraient retrouver les qualités dont ils avaient fait preuve dans la Force publique, du temps de la colonisation.

Tel est précisément le défi auquel doit répondre le nouveau chef d'état-major, le général Marc Mahélie Lieko Bokungu. Ce dernier est un vétéran de toutes les guerres de la région, depuis Kolwezi, qu'il reprit aux côtés des

Français en 1978 jusqu'à la guerre du Rwanda où il fut envoyé en première ligne contre le Front patriotique en 1990. Sa bravoure mais aussi sa dureté (sa répression des pillages et des mutineries de 1993 fut extrêmement violente) font de lui un militaire craint et respecté, qui a toujours proclamé sa fidélité absolue au président Mobutu, mais aussi son souci de respecter les institutions du pays. N'appartenant pas à la même ethnie, quoique originaire lui aussi de la province de l'Equateur, il est en mauvais terme avec les généraux Nzambi et Baramoto, parents du président Mobutu.

## Présence de mercenaires

**C**ETTE attaque effraie-t-elle les membres de l'Alliance ? M. Laurent-Désiré Kabila, porte-parole de l'AFDL et qui est lui aussi un vétéran de la rébellion, après trente années de maquis et de vie semi-clandestine partagée entre la Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre, se gausse de la menace de reconquête militaire, tandis que le commandant Kissele Ngunu, qui a suivi des cours à Berlin et qui est le neveu du général Olegu, héros du combat nationaliste, assure qu'il y a quelques mois que la perspective d'affronter des mercenaires a été prise en compte dès le départ, puisque depuis trente ans le maréchal Mobutu a toujours eu recours à des alliés extérieurs (3).

En réalité, les membres de l'Alliance sont à la fois plus forts et plus vulnérables que les « rebelles » des lendemains de l'indépendance. Parmi les combattants se trouvent des Tutsis dits Banyamulenge, originaires du Sud-Kivu et qui ont été entraînés et appuyés par une armée rwandaise désireuse de supprimer la menace que posaient les camps de réfugiés. Des Zaïrois venus d'Ouganda combattent également dans l'AFDL, et il est plus que vraisemblable que le président Museveni a trouvé à l'occasion de faire payer au Zaïre l'appui apporté aux rebelles musulmans, les Tshiligi, qui opèrent dans la région de Kasene, au sud-ouest de l'Ouganda. D'autres Zaïrois se retrouvent dans cette Alliance composée de quatre partis d'opposition : des militaires désemparés ou ralliés, des opposants déçus par les blocages et les dupes de la transition démocratique, des jeunes, très nombreux, très radicaux, qui ne croient plus

Assisté par des conseillers militaires français, le général Mahélie s'emploie à rendre à nouveau opérationnelle son armée, une tâche qui pourrait prendre du temps ; et il s'efforce surtout de récolter des soutiens concrets : des armes, des munitions, des avions, et des mercenaires. Venu de France, de Belgique, de Serbie, mais aussi d'Afrique du Sud - malgré ses dénégations, la société Executive Outcomes (2) a fourni des anciens membres des forces spéciales sud-africaines - plusieurs centaines de « soldats de fortune » ont déclenché une contre-offensive que Kinshasa promet « foudroyante ».

aux partis d'opposition traditionnels, dénoncent leurs compromissions et estiment que la dictature doit être renversée par la force.

S'il est évident que le Rwanda et l'Ouganda ont un intérêt direct dans l'implantation de cette rébellion à l'est du Zaïre, et l'ont sans doute encouragée, il est certain aussi que le mouvement trouve ses racines dans le pourrissement d'un régime en fin de course. Les semaines à venir diront si les combattants « rebelles » sont suffisamment entraînés et équipés pour supporter le choc d'une contre-offensive, et s'ils disposent encore du soutien des pays voisins qui les avaient initialement appuyés pour sécuriser leur frontière commune avec le Zaïre. Certainement meilleurs militaires que les participants aux jacqueries paysannes des années 60, les « rebelles » ont d'autres faiblesses : tout d'abord, ils sont nettement moins nombreux, quelques milliers ; ensuite, le temps n'est plus où l'URSS, la Chine ou Cuba ravitaillaient des soldats africains engagés sur le front de la guerre froide. Désormais les armes sont prises sur l'ennemi, ou payées avec les ressources locales, celles que fournissent les mines d'or, de

(1) Lire Colette Braeckman, « Du Rwanda au Zaïre, l'onde de choc d'un génocide », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.

(2) Lire Laurence Mazzeo, « Lucrative reconquête des mercenaires sud-africains », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.

(3) Selon une source informée citée par l'Agence Reuters, le 19 janvier dernier, le commandant Kissele Ngunu aurait trouvé la mort, quelques jours plus tôt, près de Buzembo, dans une embuscade vraisemblablement tendue par des guerriers Mafu.

**magazine littéraire**

N° 351 - Février 1997

**Stefan Zweig**  
écrivain européen

LES AUTEURS DU MOIS :  
Jean-Philippe Toussaint, Dominique Fernandez,  
Roger-Pol Droit, Felisberto Hernández,  
Heidegger/Jaspers, Robert Sabatier

LE GRAND ENTRETIEN :  
François Maspéro

Chez votre marchand de journaux : 30 F

**OFFRE SPECIALE**

6 numéros : 132 F

Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

<input type="checkbox"/> Umberto Eco	<input type="checkbox"/> Jacques Derrida	<input type="checkbox"/> Montaigne
<input type="checkbox"/> Littératures allemandes	<input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz	<input type="checkbox"/> Althusser
<input type="checkbox"/> Colette	<input type="checkbox"/> Les Émirats de la Baie	<input type="checkbox"/> André Gide
<input type="checkbox"/> Les Frères Goncourt	<input type="checkbox"/> Époque	<input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke
<input type="checkbox"/> Boris Vian	<input type="checkbox"/> Fernando Pessoa	<input type="checkbox"/> Kant
<input type="checkbox"/> William Faulkner	<input type="checkbox"/> Céline	<input type="checkbox"/> Guy de Maupassant
<input type="checkbox"/> Italo Calvino	<input type="checkbox"/> Hegel	<input type="checkbox"/> Lévi-Strauss
<input type="checkbox"/> Virginia Woolf	<input type="checkbox"/> George Sand	<input type="checkbox"/> La fin des certitudes
<input type="checkbox"/> Albert Camus	<input type="checkbox"/> 1492, l'invention d'une culture	<input type="checkbox"/> Jean Genet
<input type="checkbox"/> Marguerite Duras	<input type="checkbox"/> Joseph Conrad	<input type="checkbox"/> Roland Barthes
<input type="checkbox"/> Jean Starobinski	<input type="checkbox"/> Tchekhov	<input type="checkbox"/> Jacques Lacan
<input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar	<input type="checkbox"/> L'Age du Baroque	<input type="checkbox"/> Georges Perec
<input type="checkbox"/> Sade	<input type="checkbox"/> Chagrins d'amour	<input type="checkbox"/> Céline, Voyage au bout de la nuit
<input type="checkbox"/> Retour aux Latins	<input type="checkbox"/> Michel Leiris	

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Règlement par chèque bancaire ou postal

**magazine littéraire**

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51

صكرا من الاموال

CELA...  
d'une guerre r

de règne au Za

de règne au Zaïre...  
Le régime de Mobutu Sese Seko...  
La guerre civile au Zaïre...  
L'Alliance des forces démocratiques...  
Le rôle des mercenaires...  
La situation humanitaire...  
Les perspectives d'avenir...



صحة من الاجل

## CŒUR DE L'AFRIQUE

# d'une guerre régionale

dans en 1987 et qui, banné, s'était réfugié au Kenya. Le chef de l'ARS, M. Joseph Kony, n'est pas un « fondamentaliste chrétien » comme on l'a trop souvent écrit, mais un illuminé qui se prétend inspiré par des esprits, qui badigeonne ses combattants d'une substance magique censée les protéger des balles et dont le programme politique se résume au respect des dix commandements bibliques et à l'installation de la banque d'Ouganda à Gulu.

Sans se formaliser de ce syncrétisme déformant, les islamistes de Khartoum l'aident depuis trois ans et demi. Les forces de l'ARS, qui sont passées dans ce laps de temps de deux cents à trois mille hommes, tuent les cyclistes, les vieux et les instituteurs (trois phobies de M. Joseph Kony), violent les écolières dans les pensionnats avant de leur couper nez et oreilles et brûlent les voyageurs vivants dans les autocars de campagne. Bien qu'elle n'aime guère le président Yoweri Museveni et qu'elle ait

voit massivement pour l'opposition légale à l'élection présidentielle de 1996, la population civile acholite, épouvantée, fuit vers les villes. Mais l'aide militaire de Khartoum permet toujours de ramasser suffisamment de jeunes chrétiens ruraux pour alimenter cette guérilla de l'Apocalypse.

Au début de 1996, Khartoum a trouvé un autre relais anti-ougandais, le Front de libération de la rive occidentale du Nil (FLORON). Celui-ci est plus « classique » que la guérilla millénariste de M. Joseph Kony et opère à partir du territoire zaïrois dans la région de Kaya. Il est composé de représentants de certaines tribus locales (ouhi, kakwa, zingha) à dominante musulmane dont les cadres sont des anciens de l'armée d'Idi Amin Dada. Il a de vagues buts « politiques », jusqu'à présent jamais explicités dans un document cohérent. Moins violent que l'ARS, il est aussi moins efficace militairement.

### Une alliance hétéroclite

Le dernier venu dans le trio des organisations combattantes anti-Museveni, l'Alliance des forces démocratiques (AFD) qui opère dans l'ouest de l'Ouganda à partir du territoire zaïrois, est symptomatique des alignements géopolitiques dans la région. En effet, l'AFD est un « produit » conjoint soudano-zaïrois (4) construit à partir de quatre sources : des combattants musulmans appartenant à la secte Tablighi (5) réfugiés au Zaïre au printemps 1996 après l'échec de la constitution d'un maquis près du lac Albert ; des chrétiens de diverses origines ethniques (baganda, banyoro, batoro) ; des combattants bakonjos (6) ; enfin des Hutus rwandais partisans de l'ex-gouvernement responsable du génocide de 1994 et qui ont fui les camps de la région de Goma lors du récent « nettoyage » du nord du Kivu par les forces rebelles de M. Laurent Kabila, appuyées par le nouveau régime à dominante tutsie au pouvoir à Kigali depuis trois ans (lire, ci-dessous, l'article de Colette Braeckman).

On a donc face au régime du président Museveni une alliance hétéroclite où se retrouvent les islamistes de Khartoum, le régime du président Mobutu Sese Seko, l'ex-pouvoir hawaïen, les illuminés de M. Joseph Kony et les anciens officiers du général Idi Amin Dada. Ce conglomérat regarde vers Paris avec l'espoir que la vague sympathie française, motivée par l'obsession du « complot américain », se transformera en une aide sérieuse, ce qui n'a jamais été le cas.

Alors qu'il était assez logique que le pouvoir de Khartoum considère l'Ouganda « infidèle » comme un terrain de manœuvre pour ses visées d'exportation islamiste, les ex-alliés du Soudan dans la lutte contre le régime communiste du colonel Mengistu ne devaient pas être mieux traités, en dépit de leurs fortes populations musulmanes (7). A partir de 1992, les émissaires du FNI ont tenté de recruter tous les mécontents de la politique de « fédéralisme ethnique » qu'Addis-Abeba était en train de mettre en place (8). Les principaux étaient les

Oromes. Mais la direction politique du Front de libération oromo (FLO), la vieille organisation qui avait longtemps lutté contre le pouvoir du colonel Mengistu, était à dominante chrétienne et n'accepta pas de s'allier avec Khartoum malgré son hostilité envers le régime du président Meles Zenaw.

Le pouvoir soudanais en fut réduit soit à créer des organisations oromiques purement islamiques comme le Front islamique pour la libération de l'Oromiya (FILO), qui ne furent jamais bico efficients, soit à jeter sur le problème des minorités musulmanes non abyssines comme les Somalis. De ce côté-là, Khartoum a eu plus de succès. Le groupe islamiste al-Itihad al-Islami (l'Union islamique), né vers 1991, est un produit de la décomposition de la société somalienne à travers l'épreuve de la guerre civile. Grâce à l'idéologie islamiste, des jeunes de diverses origines claniques tentaient de retrouver une expérience minimale de cohésion « nationale ». Mais, malheureusement, al-Itihad est très vite devenu un instrument de la politique extérieure de Khartoum, proclamant le djihad contre l'Éthiopie « impie » et y commentant régulièrement menaces et attentats par l'intermédiaire de la forte population somalienne qui y vit.

L'un de ces attentats, la tentative d'assassinat de M. Abdal Majid Hassan à la mi-1996 (9), a été très mal pris par le régime d'Addis-Abeba. Lorsque des arrestations dans les milieux somalis de la capitale éthiopienne ont mis au jour l'existence du complot, la réaction du gouvernement a été de frapper militairement les bases arrière d'al-Itihad dans le Gedo, de l'autre côté de la frontière somalienne. En représailles, Addis-Abeba s'est également mis à coopérer activement avec l'opposition soudanaise en exil. Celle-ci était d'ailleurs déjà installée en Érythrée. Lui aussi « proche » du Soudan au moment où il avait pris le pouvoir, le président érythréen, M. Issayas Afewerki, n'en avait pas moins toujours considéré les hommes du FNI de manière très circospecte. Lorsque, en janvier 1994, un premier commando co provenance du Soudan avait été intercepté en terri-

toire érythréen, le gouvernement d'Asmara avait réagi vigoureusement en menaçant Khartoum de représailles. Devant la multiplication progressive des escarmouches dans le courant de l'année, les opposants soudanais, et notamment les opposants musulmans qui avaient un certain mal à s'identifier à la lutte « africaine » et « chrétienne » de l'ALPS sudiste, commencèrent à arriver à Asmara. Fiers au début d'être discrets, ils devinrent « officiels » l'année suivante lorsque le gouvernement érythréen finit par rompre les relations diplomatiques avec Khartoum et par faire cadeau de l'ambassade du Soudan à Asmara aux oppo-

sants. C'est à ce moment que la politique soudanaise de subversion, trop confiante dans les effets rapides du prosélytisme islamique révolutionnaire, commença à perdre le contrôle des événements. Lorsque le soutien érythréen à l'opposition soudanaise oordiste devint militaire dans le courant de 1996, il o'y eut accue protestation dans le monde arabe. Et en octobre de la même année, à la suite de fures pressions exercées par le président Issayas Afewerki sur les opposants musulmans, ceux-ci acceptèrent le chrétien Jabo Garang comme chef militaire suprême.

### Le rôle de Washington

L'ULTIME pièce du dispositif anti-Khartoum - après les premières sanctions prises par les Nations unies en avril 1996 - vint des États-Unis. Washington annonça que 20 millions de dollars d'équipements militaires « ooo meurtriers » (c'est-à-dire des tentes, des uniformes et des chaussures) allaient être donés à l'Ouganda, à l'Éthiopie et à l'Érythrée.

Malgré les molles dénégations américaines, chacun savait que, derrière ce cadeau « innocent », il y avait une volonté anti-Khartoum et probablement d'autres sommes discrètement allouées à des achats plus offensifs. Le déclenchement d'opérations militaires générales par l'opposition soudanaise à partir de toutes ses bases étrangères est

en cours. Son issue est incertaine, comme celle de toute bataille. Le vice-président soudanais, M. Zubeir Mohamed Saleh, est allé au Caire pour tenter de ranimer chez les Égyptiens les vieilles peurs d'un « complot antimusulman », et plus concrètement d'une menace sur le contrôle des eaux du Nil. Mais, quel que soit le succès de Khartoum dans sa recherche d'appuis militaires extérieurs, le régime islamiste soudanais, usé par la guerre civile et par la déconfiture économique, devenu un paria international et ayant suscité l'hostilité de la majorité de ses voisins par ses opérations de subversion, se trouve dans une situation d'une extrême gravité.

GERARD PRUNIER

(4) Ce n'est pas la première fois que Khartoum et Kinshasa coopèrent. Depuis 1992, à chaque offensive des forces gouvernementales soudanaises contre l'ALPS, les troupes islamistes résistent au Zaïre avec l'accord du gouvernement - et de Paris, qui tolère la traversée du territoire de la RCA.

(5) Cette secte musulmane d'origine pakistanaise est devenue en Ouganda une secte islamiste radicale violente.

(6) Les Bakonjos luttent depuis plus de quarante ans contre tous les gouvernements de Kampala pour protester contre leur inclusion forcée par les Anglais en 1904 au sein du Royaume (aujourd'hui District) de Toro. Ils vivent sur les pentes très boisées du massif du Ruwenzori, terrain idéal pour la guérilla.

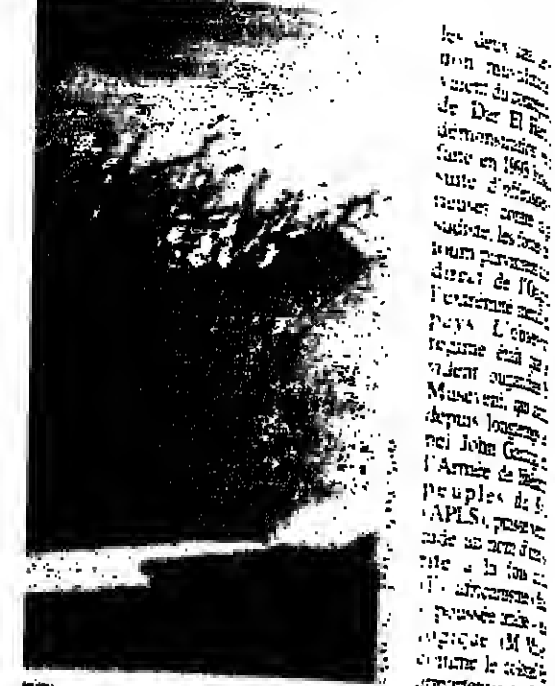
(7) Les véritables statistiques qui permettraient de connaître le rapport chrétiens/musulmans en Éthiopie et en Érythrée n'existent pas. Une évaluation sommaire donnerait à ces deux pays entre 35 % et 50 % de musulmans.

(8) Le régime éthiopien postcommuniste pratique une étrange « démocratie » où les seuls partis politiques autorisés sont les partis ethniques. Obligatoire en Éthiopie, le « fédéralisme ethnique » est au contraire strictement interdit en Érythrée chez les alliés proches du régime d'Addis-Abeba, là où le régime « noyau dur » islamiste possède une majorité relative.

(9) Somali né en Éthiopie, Abdal Majid Hassan est le « M. Somali » du président Meles Zenaw, pour qui il a réussi à prendre en main la région de l'Ogaden.

## LUTTES ARMÉES

### dan au cent



Des 1990, le régime de Mobutu Sese Seko a tenté de contrôler la région du lac Albert, zone de convergence de plusieurs conflits ethniques. Les forces armées ont mené des opérations militaires pour rétablir l'ordre, mais ces actions ont entraîné de nombreuses victimes civiles. La situation est devenue de plus en plus instable, avec des déplacements massifs de populations et des tensions croissantes entre les différents groupes ethniques de la région.

## udes d'une fin

La guerre civile en République démocratique du Congo a pris une tournure de plus en plus tragique. Les combats continuent de faire rage, entraînant des milliers de morts et de déplacés. Les forces armées des différents groupes en lutte se disputent le contrôle des territoires, sans que l'on voie de réelles perspectives de paix. La situation humanitaire est désastreuse, avec une famine qui sévit dans de nombreuses régions du pays.

### Présence de mercenaires

La présence de mercenaires étrangers dans les conflits africains est un phénomène de plus en plus répandu. Ces mercenaires, souvent recrutés dans des pays occidentaux, sont payés pour combattre à l'étranger. Leur présence aggrave les conflits et entraîne de nouvelles victimes. Les gouvernements concernés ont souvent du mal à contrôler ces mercenaires, qui opèrent souvent de manière autonome. Cette situation pose de graves problèmes éthiques et juridiques, et appelle à une réglementation internationale plus stricte.

## de règne au Zaïre

casité, de colombo tantale, qui se trouvent dans les régions conquises. En outre, la jonction entre les combattants de l'Alliance et les populations locales n'est pas évidente.

Sur le plan militaire, les combattants Mai Mai, issus des populations bantoues soucieuses à l'époque de se défendre contre des réfugiés bantus rwandais jugés trop envahissants, s'avèrent des alliés difficiles : ils combattent suivant leurs propres méthodes, un mélange de bravoure et de sorcellerie (l'eau dont ils s'aspergent avant la bataille est censée les rendre invulnérables). Ils refusent la discipline de troupes régulières et se montrent farouchement nationalistes, récusant des ordres qu'ils estiment venir de Kigali ou de Kampala. Ils auraient même retourné leurs armes contre leurs partenaires de l'AFDL, à la mi-janvier.

Enfin, si les populations civiles saluent le fait que dans les territoires conquis par l'Alliance elles jouissent d'une sécurité dont elles avaient perdu le souvenir, elles demeurent circonspectes face à ceux qu'elles appellent « les nouveaux maîtres ». Bien des habitants de Goma et Bukavu sont toujours prudemment repliés dans leur village. Ils craignent de faire les frais d'une contre-offensive, et si certains notables locaux ont accepté de collaborer avec le nouveau pouvoir, les plus prestigieuses des personnalités locales ont préféré s'abstenir.

C'est que, précisément, le Zaïre n'est plus celui des années 60, où la vie poli-



TSEI BUNDA KANDA-BARTULO. - Les lieux de l'Europe (1974)

tique était encore balbutiante. Depuis 1990, lentement, avec d'innombrables manœuvres dilatoires, des discussions interminables, le pays est entré dans une phase de transition démocratique. Celle-ci s'est traduite par la conférence nationale souveraine, la promulgation d'un Acte de transition, et la perspective d'élections en 1997, qui devraient être précédées d'un référendum constitutionnel portant sur la transformation du pays en État fédéral.

Tortueux aux yeux des observateurs étrangers, chaotique, marqué par les manœuvres de corruption du pouvoir mobutiste, par les faiblesses et les contradictions des partis d'opposition, ce cheminement démocratique est cependant bien réel, et sa lenteur a permis de l'enraciner jusque dans les régions les plus reculées. Or l'AFDL ne s'inscrit pas dans cette dynamique : M. Laurent Desiré Kabila n'a pas participé à la conférence nationale, ses lieutenants sont des personnalités peu connues ou perçues comme des « agents de l'étranger » alliés des Rwandais, ses troupes, à l'intérieur du pays, sont considérées - la propagande du régime aidant - comme

des aventuriers ou comme une armée d'invasisseurs. Bien des Zaïrois qui se préparaient à aller aux urnes craignent que la situation au Kivu ne retarde plus encore des élections tant attendues.

A l'aspiration démocratique de la majorité du peuple zaïrois s'ajoutent deux autres facteurs, eux aussi nouveaux par rapport aux années 60 : le rejet, presque universel, de la violence - sentiment partagé par de larges couches de la population - et l'aspiration à l'unité nationale.

Amplifiée par la propagande mobutiste, qui n'a jamais manqué de rappeler les centaines de milliers de morts que firent les rébellions et leur répression durant les années 60, la crainte d'une généralisation des combats hante l'esprit de tous les Zaïrois. Cette peur, cette aspiration à la paix, ce choix de la non-violence, qui caractérise le principal parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social, ont jusqu'à présent permis à la population zaïroise de résister à bien des provocations ou d'en limiter les effets (entre autres en 1993, lors des épurations ethniques au Shaba et au Kivu). Ce paci-

fisme conduit une large part de l'opinion à se méfier de l'action des « rebelles », considérée comme une aventure incontrôlable.

Méfiance renforcée par le sentiment de l'unité nationale : il est frappant de constater que, lorsqu'il est question d'implosion ou de démantèlement du Zaïre, ces menaces sont toujours agitées par des étrangers au pays. Les plus convaincus, des Français entre autres, tentent par ce moyen de présenter le président Mobutu comme incontournable. En réalité, le sentiment de l'identité nationale est profondément enraciné au Zaïre, et même les Tutsis Banyamulenge ou les pasteurs tutsis expulsés du Masisi en direction du Rwanda en donnent l'exemple : leur objectif n'a jamais été le rattachement au Rwanda, mais bien la reconnaissance de leur appartenance à la nation zaïroise.

Ce souci d'unité est un garde-fou contre d'éventuelles tentatives de démantèlement, contre d'hypothétiques sécessions, même si plusieurs provinces connaissent déjà une autonomie de fait par rapport à Kinshasa : le Kasai occidental utilise sa propre monnaie, le

Shaba vit en symbiose économique avec l'Afrique australe. Le Kivu a toujours entretenu plus de liens avec l'Afrique de l'Est qu'avec la capitale. Mais ce nationalisme peut aussi être manipulé et se transformer en chauvinisme, sinon en xénophobie, ainsi que la « chasse aux Tutsis », déclenchée à Kinshasa aux lendemains des événements du Kivu, l'a tristement démontré.

Si la crise du Kivu a confirmé la déliquescence de l'armée, révèle la profondeur du sentiment national et l'enracinement des aspirations au changement démocratique, elle a aussi mis en évidence, une fois de plus, les faiblesses de la classe politique. Dans le camp mobutiste, c'est le nationalisme exacerbé qui a prévalu, les combattants de l'AFDL étant évidemment présentés comme des envahisseurs étrangers. Mais dans les rangs de l'opposition, la nouvelle donne apparue au Kivu a jeté le trouble : les uns se sont gardés de toute expression de soutien aux rebelles, craignant d'être qualifiés de traîtres ; les autres, comme M. Etienne Tshisekedi, le leader de l'opposition dite radicale, prônant la négociation avec Kabila.

Le bref retour au pays du président Mobutu, en décembre dernier, a ajouté à la confusion : alors que tous s'attendaient à ce que M. Tshisekedi prenne la tête d'un gouvernement d'union nationale, c'est M. Kengo Wa Dondo qui a été reconstruit dans ses fonctions, malgré les vives critiques dont il fait l'objet, pour son absence de politique sociale, mais aussi, sur fond de xénophobie, à cause de ses origines tutsies. Le président Mobutu a visiblement cédé aux pressions de ses alliés occidentaux, aux yeux desquels M. Kengo est un gestionnaire sérieux, capable d'assurer la transition, sinon de prendre les commandes en cas de disparition prématurée du chef de l'État.

Cette confirmation à son poste d'un premier ministre honni, l'affront infligé à M. Tshisekedi qui avait imprudemment annoncé sa nomination à la tête du gouvernement, auront peut-être poussé un certain nombre d'opposants à se rallier à M. Kabila, à ne voir d'autre issue que dans un renversement radical du système. Cependant, en cette fin de régime, toutes les options demeurent ouvertes et, aux yeux d'un grand nombre de Zaïrois, la reconquête militaire du Kivu demeure la plus hasardeuse des hypothèses.

COLETTE BRAECKMAN



## DÉSENGAGEMENT DE LA FRANCE, RÉSEAUX DE FINANCEMENT OCCULTE

## Le Gabon entre pétrole et démocratie

**F**ONDÉ par le président Omar Bongo, le Parti démocratique gabonais (PDG) a remporté plus des deux tiers des sièges aux élections législatives de décembre 1996. L'opposition, sur la lancée de ses succès aux élections municipales, à Libreville et Port-Gentil, croyait pouvoir inquiéter le pouvoir. Elle n'a pu triompher du « système Bongo », dans ce qui est un des plus petits et des plus riches États du continent et aussi l'un des plus fidèles clients de la « Françafrique » à l'ancienne. Pourtant, le désengagement de Paris pose de nouveaux défis à un pouvoir affaibli.

Par STÉPHANE ODZAMBOGA

Au Gabon, plus de deux décennies de régime de parti unique avaient institutionnalisé clientélisme et corruption tandis que l'endettement s'alourdissait du coût d'investissements hasardeux, tel le chemin de fer transgabonais. Peu de voies discordantes s'élevèrent alors : le pays connaissait une certaine prospérité grâce à la rente pétrolière, tandis que la presse restait sous contrôle et que les rares opposants étaient muselés par la police politique et la garde présidentielle, quand ils n'étaient pas emprisonnés, exilés ou assassinés, comme Germain Mba en 1971.

Dans la seconde moitié des années 80, la chute des revenus pétroliers et l'accroissement de la pauvreté stimulent l'opposition au régime, la contestation gagne la rue. Le président Omar Bongo est contraint de convoquer en janvier 1990 une conférence nationale qui aboutit à la proclamation du multipartisme. Une façon de calmer le mécontentement populaire et de respecter les « recommandations » du sommet franco-africain de La Baule, en juin. L'avancée démocratique concédée par le président Omar Bongo n'est qu'un simulacre : les dizaines de partis politiques qui se créent sont financés par l'État, l'ancien parti unique conserve la majorité absolue lors des élections législatives, outragement trébuché, de 1990, un des dirigeants de l'opposition, Joseph Renjambé, est mystérieusement assassiné...

Lors de l'élection présidentielle de décembre 1993, le président Omar Bongo est réélu dans des conditions douteuses au premier tour, devant son principal adversaire, M. Paul Mba Abessolé, avec 51,18 % des voix. Des manifestations, réprimées par la garde présidentielle, font de nombreuses victimes. Dans une atmosphère de guerre civile, les responsables de l'opposition regroupés au sein du Haut Comité de la résistance (HCR) et les partisans du président Bongo engagent des négociations qui se concluent, en octobre 1994, par la signature des accords dits de Paris. Il s'agit de mettre en place les instruments juridiques de la transparence : commission nationale, code électoral, etc., en vue des futures échéances. Si le président a su tirer parti des contradictions internes de l'opposition pour se maintenir au pou-

voir, il a également profité des failles d'un système juridique inadapte et d'une administration à sa solde.

En 1997, le jeu démocratique paraît une nouvelle fois bloqué. Certes, le dernier scrutin municipal dans la capitale s'est soldé, après une première annulation en octobre 1996, par la victoire de l'opposition. Mais ce succès prend un relief différent à la lumière du résultat des élections législatives des 15 et 29 décembre 1996. Reportées tout au long de l'année, en violation des accords de Paris (1), elles ont permis à l'ancien parti unique de confirmer sa domination dans des conditions de transparence contestables. Faute d'un improbable consensus et malgré quelques acquis, telle la renaissance d'une presse libre, les perspectives ne sont guère encourageantes. La version démocratique du système Bongo, marquée par une insécurité croissante et une incapacité relative à gérer le pays, a remplacé la version autocratique. Mais pour la population, démolibérée par les fraudes électorales et perdue dans un paysage politique complexe où se mêlent ambitions personnelles et rivalités ethniques, la rue apparaît comme le seul lieu d'expression.

Au-delà des apparences, le pouvoir reste depuis bientôt trente ans concentré entre les mains du même homme, qui dispose à sa guise de la richesse clef du Gabon : l'or noir. Premier client et premier fournisseur, la France constitue le principal partenaire économique d'un pays où vivent plus de 10 000 de ses ressortissants, les entreprises françaises tirant pleinement profit de la zone franc (2). Aux sociétés de négoce et d'exploitation forestière héritières des concessions d'antan sont venus s'ajouter les intérêts miniers : uranium, manganèse et surtout pétrole. Après le premier choc pétrolier de 1973, les gisements découverts dans les années 80 par l'Erap, ancêtre d'Elf Aquitaine, vont représenter la première ressource du pays, contribuant, sur la période 1974-1985, pour plus de 40 % du produit intérieur brut (3). L'épuisement temporaire des réserves et la chute du prix du baril vont contraindre le pays à traiter avec le Fonds monétaire international (FMI) en signant le 23 décembre 1986 un programme d'ajustement structurel.



## Points de repère

Population : 1 011 710 habitants.

Superficie : 267 667 km<sup>2</sup>.

PNB : 4,75 milliards de dollars (les chiffres sont de 1994).

PNB par habitant : 4 468 dollars.

Dette extérieure : 3,9 milliards de dollars, dont 60 % à la France.

Ressources naturelles : pétrole (18,2 millions de tonnes en 1995, 72 % des exportations), manganèse (3<sup>e</sup> producteur mondial), uranium (6<sup>e</sup> producteur mondial), bois (qui emploie la moitié de la population active).

## De l'indépendance au multipartisme

1960 : 15 juillet, l'indépendance. La République du Gabon a une Constitution calquée sur celle de la France, avec un président de la République élu pour sept ans au suffrage universel, Léon M'ba.

1964 : Tentative de coup d'État militaire réprimée par l'armée française. Le président Léon M'ba munit l'opposition et met en place un système à parti unique, le Parti démocratique gabonais (PDG), qui sera institutionnalisé en 1968 par son successeur.

1967 : 23 novembre. Après la mort de Léon M'ba, M. Albert Bernard Bongo devient président de la République. Après sa conversion à l'islam en 1973, il prend le nom d'El Hadj Omar Bongo.

1990 : Le déchaînement d'un opposant provoque des émeutes à Libreville et Port-Gentil. La Légion étrangère intervient sous prétexte de rapatrier les résidents français (18 000, plus qu'au temps de la colonisation). Sauvé par l'intervention militaire française, le président Bongo doit toutefois lâcher du lest, il autorise le multipartisme.

1993 : Décembre. La réélection de M. Omar Bongo à l'élection présidentielle déchaîne des violences.

1994 : Dévaluation du franc CFA de 50 %.

1995 : Expulsion de 40 000 immigrés (le pays, peu peuplé, attire une forte immigration venue des pays voisins, Guinée, Cameroun, Congo).

1996 : Elections locales et législatives. Le PDG conserve la majorité à l'Assemblée, mais le leader de l'opposition, Paul Mba Abessolé, remporte la mairie de la capitale, Libreville.

Au Gabon, comme ailleurs en Afrique noire, la France abandonne progressivement ses responsabilités économiques aux institutions financières internationales, se résignant à la dévaluation du franc CFA, à la grande fureur du président Omar Bongo, le pays étant lourdement tributaire des importations, notamment alimentaires. En revanche, en vertu d'un accord liant les deux pays, l'armée française dispose toujours d'une base permanente de 650 hommes à Libreville. Quant à Elf, véritable État dans l'État, il continue de jouer un rôle actif, grâce notamment à ses réseaux de financement occulte (4).

Mais la position privilégiée de la France suscite de multiples convoitises, en particulier aux États-Unis, et le président Bongo a toujours su jouer des rivalités pétrolières franco-américaines pour faire pressions sur Elf ou sur le gouvernement français. Au début des années 90, les scrupules de Washington à l'égard du pré carré français en Afrique se sont évanouis avec l'effondrement de l'empire soviétique (5). Le retour du multipartisme s'est accompagné de rumeurs sur le soutien apporté par les Américains à l'opposition. L'organisation du premier sommet Afrique-Amérique, à Libreville en 1992, a confirmé le regain d'intérêt des États-Unis. Les séjours d'opposants gabonais à Washington, l'attitude circospecte de l'ambassade américaine après la réélection controversée du président Bongo en 1993 ou encore l'aide qu'aurait reçue M. Paul Mba Abessolé pour sa station de radio tendent à indiquer que Washington, par l'intermédiaire de Ron Brown, secrétaire d'État au commerce (décédé en 1995), et de M. George Moose, sous-secrétaire d'État aux affaires africaines, mise résolument sur l'après-Bongo.

En Afrique, « la fiction d'une greffe accélérée de l'état-nation s'est effondrée (6) ». Au Gabon, depuis l'indépendance, le pouvoir central, divisant pour mieux régner, a multiplié le nombre de circonscriptions administratives, trop élevé au regard de la démographie du pays. Les ethnies vivent séparées chacune dans leur province d'origine. Seul l'exode rural a permis de brasser les populations à Libreville. Port-Gentil et depuis peu Franceville. Même en milieu urbain, les Gabonais se regroupent par ethnies dans les quartiers pauvres.

La relative opulence des années de croissance pétrolière, l'entrée au gouvernement d'opposants notoires ou la présence dissuasive des militaires français

ont préservé le pays de rivalités ethniques trop violentes. Mais la construction de la nation gabonaise, à coups de slogans anticolonialistes et de discours sur l'« unité nationale », n'est qu'un leurre visant à tromper institutions internationales et gouvernements étrangers, tandis que les postes ministériels continuent d'être attribués en fonction de considérations ethniques.

Le débat nécessaire sur la place des ethnies dans la nation, supposé dangereux et subversif, a toujours été repoussé. Les principales ethnies ne per-

çoivent pas l'État comme un instrument politique au service du développement mais comme un enjeu qui assure à celle qui est au pouvoir sécurité, richesses et domination. Celle du président est sur-représentée par rapport à son poids démographique, et les clivages entre partis politiques s'opèrent essentiellement sur des critères ethniques en dépit des dénégations des principaux responsables politiques du pays (7).

Le Gabon joue un rôle important en Afrique centrale par la volonté de son président. Sa longue pratique du pouvoir, les rapports privilégiés qu'il entretient avec la France, son mariage avec la fille de son ancien homologue congolais Denis Sassou Nguesso sont autant d'atouts dont M. Omar Bongo sait user avec habileté. Le Gabon finance largement les organes politiques, économiques ou culturels de la région (Banque des États d'Afrique centrale, Centre international des civilisations bantoues...). En contrepartie, il exerce des responsabilités importantes qui lui permettent, malgré sa petite taille et sa population peu nombreuse, de disputer le leadership au Zaïre et au Cameroun. La participation gabonaise dans le règlement des conflits anglois et ichadien ainsi que dans la récente crise congolaise, la réunion des chefs d'État de l'Udeac en 1995 et le sommet spécial de la Banque africaine de développement en 1996, tenus tous deux à Libreville, témoignent ainsi des prétentions du Gabon à imprimer sa marque à la politique régionale.

Pourtant, cet activisme, marqué par une suite d'initiatives dispersées, apparaît davantage comme le fruit de la stratégie personnelle du président Bongo que comme le signe d'un grand dessein collectif, que pourrait effectivement constituer l'intégration régionale. Un tel objectif, le seul qui vaille pour le Gabon dans la perspective de l'après-pétrole, paraît pour l'instant inaccessible. Comment, en effet, les dirigeants d'Afrique centrale à la tête d'États fortement centralisés et sans réelle assise populaire pourraient-ils consentir à pratiquer de larges abandons de souveraineté et réussir à entraîner l'indispensable adhésion des populations ?

(1) Lire Jean de Dieu N'Dontoumy, « Les accords de Paris seront-ils respectés ? », *Le Monde Afrique-Asie*, n° 79, avril 1996.

(2) Lire Jean-Baptiste N. Wago, *Zone franc : outil de développement ou de domination ?*, L'Harmattan, Paris, 1995.

(3) Lire Hugues Alexandre Baro Chamblin, « L'économie du Gabon », *Economica*, Paris, 1990, p. 26.

(4) Lire Pierre Pén, *Affaires africaines*, Fayard, Paris, 1983. Lire Stephen Smith, « Jacques Chirac revient au pays d'Elf », *Libération*, 17 juillet 1996.

(5) Claude Wasth, « Appétits américains et compromissions françaises », *Le Monde diplomatique*, octobre 1994.

(6) Thierry Michalon, « L'éthnicité de l'État et solidarités ethniques », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.

(7) Lire l'entretien de M. Paul Mba Abessolé in *Jeune Afrique* du 20 mars 1996.

## LA RÉVOLUTION



C'EST  
**CHARLIE HEBDO**  
Tous les mercredis 10 F

● **Joël de Rosnay**, Du pasteur au passeur ● **Paul Caro**, La marche obstinée du savoir ● **Roger Lesgards**, Pour un nouveau pacte républicain ● **Georges Minois**, Savant et théologien : le grand débat ● **Jean-Marc Lévy-Leblond**, Le paradoxe de la démocratie ● **Claude André-Deshays**, Lettre ouverte aux jeunes ● **Pierre Thuillier**, Qu'est-ce qu'un savant ? ● Le pouvoir dans l'état : questions à **François d'Aubert**, secrétaire d'État à la recherche, et à **François Mer**, président de l'Agence nationale pour la recherche technique ● L'ombre de l'idéologie, par **Nicolas Truong** ● La méfiance de l'opinion - Entretien avec **Isabelle Stengers**, par Valérie Marange ● Manipuler pour comprendre - Interview de **Georges Charpak** ● Enseignement : peut mieux faire, par **Caroline Helffer** ● Publier ou périr, par **Agnès Sinaï** ● La mise en scène des inventions, par **Fabrice Hervieu** ● La culture du questionnement - Interview de **Goëry Delacote**, directeur de l'Exploratorium de San Francisco ● **Marc Dupuis**, La science infuse, Internet diffuse ● **Olivier Postel-Vinay**, La re-

## UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

Et aussi : ● **Michel Serres**, Le jour et le père ● **Jean-Michel Gaillard**, L'agrégation, un concours royal pour une élite républicaine ● Portrait de **Jean-Pierre Rosenczweig**, activiste des droits de l'homme ● La violence en débat, avec **Olivier Cachin**, **Martin Even** et **Bernard Charlot**...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكنا من الامم



Le Gabon joue un rôle important en Afrique centrale par la volonté de son président. Sa longue présence au pouvoir, les rapports privilégiés qu'il entretient avec la France, son mariage avec l'élite de son ancien homologue congolais Denis Sassou Nguesso sont des atouts dont M. Omar Bongo sait se servir avec habileté. Le Gabon finance les organes politiques, économiques ou culturels de la région. La Banque des Etats d'Afrique centrale (BdA), Centre financier des civilisations africaines... En outre, il exerce des responsabilités importantes qui lui permettent, malgré sa petite taille et sa population peu nombreuse, de disposer du leadership en Afrique et au Continent. La participation gabonaise dans le règlement des conflits africains et l'échec sans que dans le système crise congolaise, la réunion de chefs d'Etat de l'Afrique en 1993 et le sommet spécial de la Banque africaine de développement en 1996, tous les deux à Libreville, témoignent ainsi de l'engagement du Gabon à l'implication africaine et à la politique régionale.

Enfin, cet activisme, malgré la pauvreté des ressources humaines et financières, est le fruit de la volonté personnelle du président Bongo qui, comme le signe d'un grand chef, ne craint aucune difficulté. Les responsabilités qu'il assume pour l'Afrique, la perspective de l'après-guerre, pour l'unité africaine, les espoirs de la lutte d'émancipation africaine, et les défis de la mondialisation, sont pour lui des défis à relever. Il est convaincu que le Gabon, par son engagement, peut contribuer à la paix et à la prospérité de son continent.

Le Gabon joue un rôle important en Afrique centrale par la volonté de son président. Sa longue présence au pouvoir, les rapports privilégiés qu'il entretient avec la France, son mariage avec l'élite de son ancien homologue congolais Denis Sassou Nguesso sont des atouts dont M. Omar Bongo sait se servir avec habileté. Le Gabon finance les organes politiques, économiques ou culturels de la région. La Banque des Etats d'Afrique centrale (BdA), Centre financier des civilisations africaines... En outre, il exerce des responsabilités importantes qui lui permettent, malgré sa petite taille et sa population peu nombreuse, de disposer du leadership en Afrique et au Continent. La participation gabonaise dans le règlement des conflits africains et l'échec sans que dans le système crise congolaise, la réunion de chefs d'Etat de l'Afrique en 1993 et le sommet spécial de la Banque africaine de développement en 1996, tous les deux à Libreville, témoignent ainsi de l'engagement du Gabon à l'implication africaine et à la politique régionale.

Le Gabon joue un rôle important en Afrique centrale par la volonté de son président. Sa longue présence au pouvoir, les rapports privilégiés qu'il entretient avec la France, son mariage avec l'élite de son ancien homologue congolais Denis Sassou Nguesso sont des atouts dont M. Omar Bongo sait se servir avec habileté. Le Gabon finance les organes politiques, économiques ou culturels de la région. La Banque des Etats d'Afrique centrale (BdA), Centre financier des civilisations africaines... En outre, il exerce des responsabilités importantes qui lui permettent, malgré sa petite taille et sa population peu nombreuse, de disposer du leadership en Afrique et au Continent. La participation gabonaise dans le règlement des conflits africains et l'échec sans que dans le système crise congolaise, la réunion de chefs d'Etat de l'Afrique en 1993 et le sommet spécial de la Banque africaine de développement en 1996, tous les deux à Libreville, témoignent ainsi de l'engagement du Gabon à l'implication africaine et à la politique régionale.

Le Gabon joue un rôle important en Afrique centrale par la volonté de son président. Sa longue présence au pouvoir, les rapports privilégiés qu'il entretient avec la France, son mariage avec l'élite de son ancien homologue congolais Denis Sassou Nguesso sont des atouts dont M. Omar Bongo sait se servir avec habileté. Le Gabon finance les organes politiques, économiques ou culturels de la région. La Banque des Etats d'Afrique centrale (BdA), Centre financier des civilisations africaines... En outre, il exerce des responsabilités importantes qui lui permettent, malgré sa petite taille et sa population peu nombreuse, de disposer du leadership en Afrique et au Continent. La participation gabonaise dans le règlement des conflits africains et l'échec sans que dans le système crise congolaise, la réunion de chefs d'Etat de l'Afrique en 1993 et le sommet spécial de la Banque africaine de développement en 1996, tous les deux à Libreville, témoignent ainsi de l'engagement du Gabon à l'implication africaine et à la politique régionale.

Le Gabon joue un rôle important en Afrique centrale par la volonté de son président. Sa longue présence au pouvoir, les rapports privilégiés qu'il entretient avec la France, son mariage avec l'élite de son ancien homologue congolais Denis Sassou Nguesso sont des atouts dont M. Omar Bongo sait se servir avec habileté. Le Gabon finance les organes politiques, économiques ou culturels de la région. La Banque des Etats d'Afrique centrale (BdA), Centre financier des civilisations africaines... En outre, il exerce des responsabilités importantes qui lui permettent, malgré sa petite taille et sa population peu nombreuse, de disposer du leadership en Afrique et au Continent. La participation gabonaise dans le règlement des conflits africains et l'échec sans que dans le système crise congolaise, la réunion de chefs d'Etat de l'Afrique en 1993 et le sommet spécial de la Banque africaine de développement en 1996, tous les deux à Libreville, témoignent ainsi de l'engagement du Gabon à l'implication africaine et à la politique régionale.

# L'ÉTAT FÉDÉRAL EN PÉRIL

## Divorce à la belge

**M**AINTIEN d'un Etat fédéral ? Confédéralisme à la flamande ? Séparatisme ? Ces divers scénarios pour la Belgique font l'objet du manifeste « Choisir l'avenir ». Lancé par l'auteur de cet article - avec ses collègues Christian Franck, André Frognier et l'historien Vincent Vagman -, il interpelle les milieux politiques du nord et du sud du pays. Fait rare en Belgique, une centaine d'universitaires des différentes universités francophones y ont adhéré. La Revue générale lui consacre son numéro de janvier, et il fera l'objet d'un livre à paraître en mars. Deux ans avant les échéances décisives, le débat ne fait que commencer.

Par BERNARD REMICHE \*

Préface son Histoire de la Belgique des origines à nos jours (1), le grand historien belge Henri Pirenne commence par une mise en garde : « Tous les mobiles par lesquels on a coutume d'expliquer la formation des Etats lui sont également dénués. On y chercherait vainement soit l'unité géographique, soit l'unité de race, soit l'unité politique. La Belgique forme en effet une contrée sans frontière naturelle, où l'on parle deux langues et qui, depuis le traité de Verdun, relève de la France à gauche de l'Escaut, et de l'Allemagne à droite de ce fleuve. A partir du XI<sup>e</sup> siècle, cette terre de contrastes se coupe en une foule de principautés bizarrement dessinées et bilingues pour la plupart. Enfin, pour comble de confusion, les circonscriptions ecclésiastiques s'y croisent comme au hasard avec les circonscriptions politiques et rattachent le pays, sans tenir compte de la nature de ses habitants, tel à l'archevêché germanique de Cologne, tel à la métropole romane de Reims ».

Voilà qui éclaire la situation actuelle de la Belgique. « Accident de l'histoire », elle naît en 1830-1831 de la sécession des provinces méridionales des Pays-Bas. « N'ayant pas voulu être hollandais, n'ayant pas été autorisés à devenir français, nous nous sommes donc résolus à devenir belges (2) », résume l'ancien ministre belge Lucien Outers.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le pays est dirigé par une bourgeoisie francophone - tant au

Nord qu'au Sud - qui refuse aux peuples flamand et wallon le droit à la parole, tout en cherchant à diffuser un sentiment unitaire dans toute la population. Le mouvement d'émancipation culturelle de la Flandre, conjugué à partir des années 1960-1961 aux revendications fédéralistes d'une partie de la Wallonie, va faire passer la Belgique d'un Etat centralisé et unitaire à un Etat fédéral. Aujourd'hui, il s'agit de savoir si la dernière réforme de 1993 est un aboutissement - comme l'affirment la majorité francophone qui la vota au Parlement - ou une simple étape, comme l'estime la majorité flamande.

Sous une forme institutionnelle encore imprécise, le « confédéralisme à la flamande » est en effet sorti de la Belgique fédérale, mais sans renoncer à une structure commune qui permettrait de conserver une présence flamande et un droit de regard sur Bruxelles. Il faudrait « défédéraliser » la Sécurité sociale, le commerce extérieur, l'aide au développement, la politique scientifique, les transports ferroviaires, les télécommunications, etc. Il s'agirait ainsi d'augmenter le pouvoir fiscal des régions et de supprimer les dernières facilités linguistiques pour les francophones dans les communes à statut spécial. Enfin, le Parlement flamand, par un vote l'été dernier, a réclamé la scission du vote de la Belgique au Conseil de l'Union européenne : à la Flandre trois voix, aux francophones deux.

### Flandre : un nationalisme de nantis

DEPUIS mars 1996, sur la base d'une note du gouvernement flamand, le Parlement flamand élabore le catalogue des nouvelles revendications qui visent à l'affirmation d'une communauté politique flamande homogène et à l'érosion du niveau du pouvoir fédéral.

Certes, à côté de ces revendications conduisant à une très large autonomie, on propose de cogérer confédéralement un résidu de compétences communes. La justice, la politique étrangère ou la défense sont des domaines où, par « nécessité fonctionnelle », l'existence d'une structure commune de forme confédérale se justifie encore. Cependant, comme le souligne le manifeste « Choisir l'avenir », « le critère de nécessité fonctionnelle est en lui-même inopérant pour réunir des peuples s'il n'est pas soutenu par une volonté et des aspirations politiques partagées. (...) Si l'on peut déjà envisager de scinder la sécurité sociale et de « régionaliser » les transports, comment la justice resterait-elle une nécessité d'intérêt commun quand on connaît les divergences Nord-Sud sur l'annuité, la dépollution des drogues douces ? »

Comment la politique africaine et certains aspects même de la politique européenne qui touchent à la culture, à l'emploi des langues dans les institutions de l'Union et aux aides régionales seraient-ils l'objet d'une harmonie confédérale toute spontanée, alors que le consensus fédéral y est déjà laborieux ?

En fait, une minorité de responsables flamands, nationalistes cohérents, est prête à renoncer à Bruxelles pour conquérir l'autonomie totale de la Flandre et se débarrasser du « poids wallon ». La majorité espère encore, sinon « reconquérir Bruxelles », du moins en accentuer la dépendance : en faisant des Flamands de la capitale une des minorités les mieux protégées du monde (3), et en donnant aux instances confédérales un pouvoir de telle sorte qu'empêche la région de s'autogérer comme les deux autres.

Cette montée de l'autonomie flamande est encouragée par la crise de la légitimité fédérale. Avec la dernière réforme institutionnelle, les régions se sont vues dotées d'assemblées élues au suffrage universel et devant lesquelles des gouvernements régionaux sont responsables : une nouvelle légitimité est donc née. En Wallonie et à Bruxelles, elle apparaît à l'immense majorité de la classe dirigeante comme complémentaire de celle du pouvoir fédéral. Mais, en Flandre, elle est très souvent perçue comme concurrente de celle du pouvoir fédéral : en cas de conflit entre les deux, la légitimité émanant de la nation flamande ne l'emporterait-elle pas sur l'autre, fruit d'une coexistence binationale ?

Le nationalisme en Flandre est ancien, on en trouve les premières traces il y a plus de cent cinquante ans. Mais il a évolué : hier défensif, fondé sur une aliénation réelle des Flamands dans l'Etat belge, il est devenu, depuis quelques décennies, un nationalisme de nantis, expression d'une Flandre riche et dominante à l'image de celui de la Ligue lombarde. Lorsque les hommes politiques flamands déclarèrent en chœur, il y a quelques années, « plus un franc flamand pour la sidérurgie wallonne », ils exprimaient ce nationalisme étroit - la sidérurgie flamande, comme l'industrialisation de la Flandre en général, s'est largement construite grâce à la richesse wallonne de l'époque. De même, lorsqu'ils exigent la scission de la Sécurité sociale, ils oublient qu'au début des années 50 plus de 85 % des chômeurs étaient flamands, tandis que l'essentiel de ses ressources provenaient de la Wallonie...

« Le mouvement national flamand ne peut se survivre qu'en formulant des revendications toujours nouvelles », soulignait déjà, en 1966, une note interne confidentielle du Parti social-chrétien (PSC). Et de souligner qu'il est « insol en ce sens qu'aucun secteur de la vie intellectuelle, économique et sociale n'échappe à ses objectifs. Il trouve en effet son origine dans la conviction que la patrie, c'est la Flandre ». Ce nationalisme n'aveugle certes pas tout le monde en Flandre, notamment parmi les jeunes. Mais, par-delà les sondages et malgré les déclarations isolées, on ne voit guère d'expression forte et structurée y répondre. Et c'est ici que se pose la question de l'avenir de la Belgique.

Face à l'ambition de doter la Flandre d'une structure quasi étatique, comment réagissent les francophones ? L'attitude de leurs partis a évolué depuis le début des réformes institutionnelles des années 60. Les formations traditionnelles ont d'abord fait des concessions aux revendications flamandes, qualifiées alors de « linguistiques » : en échange d'un accord pré-séparatisme comme définitif, on renonça à des principes et des règles auxquels on prétendait tenir (4). A un mouvement flamand cohérent répondaient des francophones dispersés, nostalgiques de la « Belgique (prosper) de papa ».

La négociation du pacte d'Egmont, en 1977, fut, pour la première fois, l'occasion d'un débat de communauté à communauté, débouchant sur un accord global de réforme en profondeur de l'Etat. Hélas, en octobre 1978, sous la pression des milieux flamands radicaux, le premier ministre de l'époque, M. Leo Tindemans, avec l'accord du roi Baudouin, en empêcha la concrétisation. C'était sans doute la dernière chance d'une solution équilibrée entre les deux composantes de la Belgique.

Depuis, les réformes se sont succédées, les Flamands avançant à chaque fois de nouvelles revendications auxquelles les francophones tentaient de répondre, mais de manière défensive, compte tenu de la situation économique et sociale de la Wallonie. Par peur du lendemain, ils cédaient à une bonne part des exigences flamandes, tout en défendant la formation des régions wallonne et bruxelloise et en exigeant le maintien des facilités linguistiques dans les communes à statut spécial en bordure de la frontière linguistique.

Qu'en sera-t-il demain ? L'échéance normale, c'est 1999 : l'année de l'entrée en vigueur pour la Belgique aussi de l'Union monétaire européenne verra également se dérouler trois scrutins : européen, fédéral et régional. De plus, la loi de financement des communautés et des régions entrera dans son régime définitif.

Proportionnelle et absence de partis nationaux obligent, la formation du gouvernement belge fera inévitablement l'objet d'une négociation entre



JAMES ENSOR. - « Le Combat » (1896)

Nord et Sud. Et les formations flamandes y viendront avec une plateforme commune de revendications réduisant l'Etat fédéral à une peau de chagrin... Or les partis francophones considèrent comme inacceptables les exigences de scission de la Sécurité sociale, de plus grande autonomie fiscale, de limitation des droits des francophones dans la périphérie, de renforcement des privilèges de la minorité flamande à Bruxelles, etc. Ils pourraient donc être amenés soit à les refuser, soit à leur opposer des demandes irrécevables par les responsables flamands, comme la remise en cause du tracé de la frontière linguistique.

On risque donc une situation de blocage, sauf à imaginer que le désarroi de la majorité francophone ne l'incite à entrer dans la logique du « confédéralisme à la flamande ». Si, en revanche, les partis flamands sentent une fermeté réelle chez leurs interlocuteurs francophones, peut-être accepteront-ils de négocier des améliorations de l'organisation de l'Etat fédéral, sans entrer pour autant dans un système d'autonomie qui le mettrait en péril.

### Une fédération Wallonie-Bruxelles

ET l'hypothèse d'une sécession flamande ? En cas de refus par les francophones des réformes avancées par les partis flamands, la mise sur pied d'un gouvernement belge pourrait se révéler impossible. Forts de leur légitimité, le gouvernement flamand, rapidement constitué, et l'Assemblée flamande, démocratiquement élue, pourraient alors prendre des initiatives en contradiction, voire en rupture avec les règles constitutionnelles belges. Des responsables flamands, et non des moindres, ont déjà envisagé cette perspective. Il conviendrait alors de recourir à une consultation populaire permettant aux populations flamande, francophone et germanophone de choisir leur avenir institutionnel. Mais, dans la culture politique belge, la démocratie directe est suspecte. Pareille consultation serait probablement refusée. Et l'on pourrait alors en venir à négocier les termes d'une sécession flamande.

« La sécession flamande, souligne le manifeste, laisserait alors les francophones de Bruxelles et de Wallonie prendre en main leur destin. Les deux régions devraient décider de leur avenir en recourant au référendum : vivre séparément ou former entre elles un

confédéralisme au sein d'une fédération (on voit mal un retour à un Etat unitaire). La fédération est la forme d'Etat qui leur permettrait d'assurer leur solidarité tout en conservant leur autonomie (5). » La Belgique « résiduelle » prendrait alors la forme d'un Etat fédéral Wallonie-Bruxelles.

Cette perspective d'éclatement du pays implique la révision des limites intérieures formant les régions actuelles. En effet, ces limites devront se transformer en frontières d'Etat, ce qui suppose, dans un système démocratique, l'expression de la volonté des populations concernées. De nombreuses communes de la périphérie bruxelloise et de la frontière linguistique choisiraient sans aucun doute l'Etat fédéral Wallonie-Bruxelles (6). Et, si l'Union européenne n'a pas à s'immiscer dans l'évolution de la crise belge, on peut espérer qu'en cas d'éclatement du pays elle veuille au respect du choix des populations en matière de frontières et protège les minorités où qu'elles se trouvent.

Sur l'avenir de cette nouvelle Belgique, plusieurs options se présentent, du maintien « tel quel » de cet Etat bilingue (Wallonie-Bruxelles) jusqu'au

rattachement à la France, en passant par la création d'une confédération avec le grand-duché de Luxembourg. La Belgique francophone se rapprocherait naturellement du pays avec lequel elle partage, non seulement une langue, mais aussi une culture et de nombreuses valeurs. Bref, la France pourrait se sentir un jour interpellée par ce que le poète Marcel Thyry appelle « ce cri du cap le plus nord-nord-est de la France (7) ».

Certes, très peu de Belges francophones envisagent un rattachement à la France, et l'on ne voit guère les provinces devenir départements français. Mais, à terme, la solution rattachiste pourrait gagner du terrain, moyennant des statuts régionaux particuliers.

Sécession flamande et fin de l'Etat belge apparaissent évidemment comme un scénario catastrophique. D'aucuns voient, au contraire, dans la récente « marche blanche » d'octobre 1996, qui mobilisa aussi bien des Flamands que des francophones, la preuve que la Belgique a encore de beaux jours devant elle. Sans doute le mouvement populaire actuel est-il de nature à détourner l'opinion de l'apnée de dislocation de l'Etat belge. Mais il ne l'empêcherait pas de se défaire si la Flandre exprimait clairement sa préférence pour une Belgique binationale. Il faudrait, pour ce faire, qu'elle rejette la tentation de larguer une Wallonie en dépression économique tout en ignorant le fait francophone majoritaire à Bruxelles. Le mouvement historique flamand pourra-t-il s'arrêter avec la fin du siècle ? « On n'arrête pas un train en marche. Hélas ! », commentait récemment Vincent Henderickx dans La Libre Belgique (8)...

(1) Henri Pirenne, Histoire de la Belgique des origines à nos jours, La Renaissance du livre, Bruxelles, 1972.  
(2) Lucien Outers, Le Divorce belge, Editions de Minuit, Paris, 1968.  
(3) Grâce aux mécanismes sur la protection de la minorité flamande de Bruxelles (16 élus sur 75 à l'Assemblée régionale), un élu flamand est à lui tout seul groupe parlementaire, chef de groupe et ministre régional, et dispose d'un droit de veto sur un grand nombre de décisions.  
(4) Telles que la liberté linguistique, la consultation des populations sur leur appartenance à une région, etc.  
(5) Certains rêvent d'un statut pour Bruxelles de ville libre et européenne. Mais, comme le souligne le manifeste « Choisir l'avenir », « l'idée d'un statut « européen » pour Bruxelles inverse complètement la relation (entre) Bruxelles, ville d'accueil, et les habitants qui sont ses hôtes. Au lieu que, pour exercer leurs fonctions, celles-ci jouissent des privilèges et immunités accordés par l'Etat d'accueil, ainsi que de leur public et des infrastructures urbaines que celui-ci leur assure, on voudrait les charger de la hôte, et sans doute du financement de la région bruxelloise. Plutôt que de s'embarasser de cette tâche, qu'aucun Etat membre ne revendique, la Commission et le Conseil seraient utiles à s'installer ailleurs... Quant à l'idée d'un Etat bruxellois purement indépendant, elle relève du monde des chimères... »  
(6) Il faut savoir que les « minorités » francophones dans les communes à statut spécial de la périphérie bruxelloise dépassent dans cinq des six communes les 55 %, pour aller au-delà des 70 % dans certaines d'entre elles.  
(7) Marcel Thyry, Lettre du cap, suivi de D'autres tons, Editions André De Rache, Bruxelles, 1977.  
(8) La Libre Belgique, Bruxelles, 6 janvier 1997.

**LA BALUSTRADE**

librairie de sciences sociales.

tous ouvrages sur demande

- Nos précédents articles :**
- Même la sport ne rassemble plus les Belges, par Serge Govaert (janvier 1997).
  - Affaire et crise de régime, par Jean-Marie Chauvier (octobre 1996).
  - La culture flamande toujours rebelle, par Serge Govaert (mars 1996).
  - Discrédit politique en Belgique, par Sergio Carrazzo (mai 1995).
  - Anvers la cosmopolite, Anvers la brune, par Ingrid Carlander (mai 1995).
  - Délocalisation... chinoise en Belgique ? par Denis Horman (mai 1994).
  - La Belgique en ses habits fédéraux, par Florence Beaugé (février 1994).
  - Une dernière chance pour l'unité de la Belgique, par Sergio Carrazzo (juin 1993).



## FACE AU MODÈLE IMPOSÉ PAR L'UNIFICATION

## Les Allemands de l'Est redressent la tête

DANS leur « déclaration d'Erfurt », lancée à la mi-janvier, des intellectuels allemands reprochent au chancelier Helmut Kohl sa « guerre froide contre l'Etat social ». Voilà qui confirme la crise du modèle imposé, depuis l'unification, aux nouveaux Länder. Ayant expérimenté les deux systèmes, les Allemands de l'Est peuvent les comparer. Pour nombre d'entre eux, certains aspects de l'expérience socialiste méritent, réflexion faite, d'être pris en compte. Au premier rang des protestataires se trouvent les opposants d'hier au régime de la RDA.

Par notre envoyée spéciale BRIGITTE PÄTZOLD \*

Les intellectuels écrivent, les citoyens protestent. L'image de l'Allemand de l'Est pleurnichard (1), opposée à celle de l'Allemand de l'Ouest arrogant, prend un coup de vieux. Une nouvelle identité se profile des deux côtés de l'ancien mur. Selon un sondage, les Osis (2) se considèrent comme plus indépendants, plus ouverts et plus solidaires. Les Wessis, au contraire, confrontés à la première grande crise économique depuis la guerre, commencent à douter d'eux-mêmes (3). D'après une autre enquête, 90 % des Allemands de l'Est entendent désormais prendre leur avenir en main, et 74 % estiment que les nouveaux Länder peuvent se passer des experts allemands (4).

Fin du complexe devant la supériorité ouest-allemande. Terminée la confiance aveugle dans les économistes occidentaux. Oubliés les « paysages florissants » promis par le chancelier Helmut Kohl. Sept ans après, l'unification tourne au désastre. Dans les régions de l'Est, désindustrialisées à 70 %, le chômage atteint 16 % - deux fois plus qu'à l'Ouest. La peur du lendemain a remplacé les lendemains qui chantent. Un symbole : le taux de natalité a chuté de 50 %.

Temps glacial (5) : c'est le titre donné par M. Friedrich Schorlemmer, ancien membre du Mouvement des citoyens, à son pamphlet contre le modèle imposé aux 16 millions de vaincus de l'Histoire. Le travail devient un privilège, les bourgeois se frottent les mains lorsque le chômage augmente, et trois quarts des citoyens cèdent sans broncher un quart de pauvres. Pis, les Allemands de l'Est dans leur ensemble sont devenus des marginaux. Économiquement, mais aussi politiquement : ils n'ont plus le droit à la parole. La plupart de leurs hommes politiques n'ont-ils pas été éliminés dans le plus pur style de la guerre froide ? La minime critique n'est-elle pas assimilée à une nostalgie pour le régime de la République démocratique allemande (RDA), qualifiée de « seconde dictature ».

Mais ceux-là mêmes qui se présentent comme « politiquement corrects » passent sous silence les escroqueries commises sur le dos des Allemands de l'Est. Dernier exemple en date : les 850 millions de marks accordés par la Commission de Bruxelles aux chantiers navals Vulkan, dans le Mecklembourg, ont été détournés par le gérant de la filiale ouest-allemande de Brême. Comme une telle somme a-t-elle pu se volatiliser sans complicités, demande M. Friedrich Schorlemmer. Le coupable a été arrêté plusieurs mois plus tard, mais entre-temps les licenciements sont allés bon train - d'autant que l'argent de la subvention n'a pas été retrouvé.

\* Journaliste.

Dans les vitrines des librairies berlinoises, deux titres sautent aux yeux : *Ne regardons plus vers l'Ouest*, de Hans-Jochen Misselwitz (6), et *En avant vers l'Ouest sans oublier*, de Daniela Dahn (7). La peur fait place au défi. Au centre de la formation politique qu'il anime à Potsdam, M. Hans-Jochen Misselwitz s'élève d'avoir survécu à la foire d'empoigne des carriéristes venus de l'Ouest raffer les postes de direction. Il passe pour le conseiller politique direct de M. Manfred Stolpe, le ministre-président social-démocrate du Land de Brandebourg, lui-même cible d'une campagne sur sa prétendue collaboration avec la Stasi. Mais les Brandebourgeois ont fait corps autour de l'un des derniers hommes politiques de l'ex-RDA à n'avoir pas succombé à l'offensive idéologique occidentale. De même qu'en 1995 ils avaient refusé la fusion du Brandebourg avec Berlin en affirmant : « Nous ne voulons pas d'une seconde unification ! ».

Ancien opposant devenu secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement de M. Lothar de Maizière en 1990, M. Hans-Jochen Misselwitz explique que « le discours sur le "totalitarisme", assimilant la dictature communiste à la dictature nazie, sert en réalité à relativiser les crimes des nazis et à mettre l'accent sur ceux du communisme. On exige des seuls Allemands de l'Est qu'ils se confrontent avec le passé ». Ainsi les élites occidentales peuvent-elles « juger » celles de l'ex-RDA et, le cas échéant, les remplacer.

Le transfert du pouvoir, poursuit M. Misselwitz, ne s'est pas limité au domaine politique : 85 % des biens industriels ont été transférés d'Est en Ouest, sous la houlette de la Treuhänder. Quant aux immeubles, leur « restitution » bat son plein : les habitants de l'ex-RDA subissent leur seconde expropriation « légale » depuis la guerre. Bref, patrons et propriétaires sont à l'Ouest, salariés et chômeurs à l'Est. « Les quelques rares fortunes constituées à l'Est après la chute du mur n'y changent rien, constate M. Hans-Jochen Misselwitz. Les Allemands de l'Est doivent relever le tête pour se faire entendre. La nouvelle Allemagne ne doit pas se réduire à la République fédérale d'avant 1989 avec 16 millions d'habitants de plus ».

Volontairement provocatrice, M. Daniela Dahn ne voit pas que des inconvénients à l'absence de propriétaires privés parmi les Osis. « Notre copilot, c'est justement notre expérience du rôle secondaire de l'argent ».

Et la cofondatrice du mouvement d'opposition Renouveau démocratique en 1989 explique : « La RDA a cessé d'exister lorsque nous commençons à y prendre goût ». La démocratie de base a disparu, les requins de l'immobilier et du marketing ont pris le relais. « Ce n'est pas pour ce modèle d'un capitalisme rongé par la crise que nous sommes battus. Ni pour ce genre de justice empoisonnée par la double morale des Allemands de l'Ouest dont nous faisons l'expérience depuis sept ans », assure-t-elle.

Et de citer le cas de Walter Kaufmann, un écrivain de Berlin-Est, qui avait demandé en 1990 la restitution d'une villa à Duisburg en Rhénanie - celle de ses parents, juifs, disparus dans les camps nazis. Trop tard : les délais sont dépassés, lui a-t-on répondu à Bonn. « La loi est ainsi faite - note le livre de Daniela Dahn sur la guerre de l'immobilier entre Allemands de l'Ouest et de l'Est (8) - que 2,2 millions de demandes de restitution émanant de citoyens ouest-allemands ont été satisfaites, mais qu'aucune demande est-allemande n'a été prise en compte. » Et l'indemnisation des anciens prisonniers ? « Un mois d'incarcération dans les prisons de la RDA rapporte 550 marks, un mois passé dans les camps nazis ne vaut que 150 marks (9) ». Et encore : selon l'article 131 de la Constitution allemande, l'indemnisation pour déportation pendant la guerre ou s'applique pas aux nouveaux Länder. Deux poids et deux mesures, encore, en

collectif. Aujourd'hui, je dirais qu'on se sent superflu, mais pas libre ».

Pour défendre leur cause, les Osis peuvent compter sur une battante : M. Regine Hildebrandt, ancienne opposante sous le régime d'Erich Honecker et actuel ministre du Brandebourg. Dans le petit salon de son appartement, près de l'Alexanderplatz, elle déclare sans ambages : « Les premières victimes du tournant (Wende) sont les femmes ». Suit un vibrant plaidoyer pour les femmes qu'on licencie en premier (70 % des chômeurs sont des chômeuses), alors que le plus souvent elles sont seules à élever leurs enfants (le taux de divorce était déjà très élevé en RDA). Habitues à travailler, elles ne supportent pas d'être reenvoyées à leurs casernes : les agences pour l'emploi croquent sous leurs demandes de stage, de recyclage ou d'emploi, même sous-qualifié.

Mariée, mère de trois enfants, M. Regine Hildebrandt elle-même a travaillé comme biologiste, douze ans durant, dans un centre médical, désormais racheté par un investisseur italien. Ses anciennes collègues ont été licenciées ou mises à la préretraite. La plus jeune a eu le « privilège » d'être reprise comme représentante en médication, bien qu'elle soit chèreuse : « Elle avait une profession, maintenant elle a un job », conclut M. Regine Hildebrandt.

« Lorsque je suis entrée en politique comme ministre du gouvernement de Maizière, poursuit-elle, j'ai pensé qu'il fallait s'adapter : nous étions les perdants de l'Histoire et avions beaucoup à apprendre. Mais, depuis que j'assiste à la destruction systématique de tout ce que les communistes ont créé, même ce qui est économiquement viable, je ne peux que ruer à nouveau dans les brancards ».

## Comparer les deux systèmes

Sous la pression du lobby médical, par exemple. Bonn remet en cause les polycliniques - des centres de santé pluridisciplinaires où les patients peuvent consulter différents spécialistes - au profit de la médecine libérale. « Au lieu d'intégrer ce que notre système avait de bon, proteste M. Regine Hildebrandt, on nous impose la solution pratiquée depuis toujours en RFA. Nous voulons être pris en compte avec notre

régime, un groupe de sans-emploi a transformé une maternelle désaffectée en base des naissances obligées - en maison de jeunes. A Kids & Co, les ex-chômeurs travaillent aux côtés de gens payés par l'Etat pendant un an. « Pour équiper le centre, nous avons commencé par récupérer des objets dont nous n'avons plus besoin », raconte M. Steffi Markter, cofondatrice du projet. Dans les temps de pénurie, les Osis ont appris à pratiquer l'échange, et cela leur sert. Grâce aux chômeurs qui se sont ainsi créés leurs propres emplois, les jeunes de Hellersdorf, longtemps tentés de traîner dans la rue, voire d'agresser les demandeurs d'asile, ont retrouvé une structure d'accueil.

Deroier signe, important, du « moral » retrouvé des Allemands de l'Est : le retour aux anciennes habitudes de consommation, comme le montre un livre récent (14). Pour son auteur, Ina Merkel, « si, après le tournant, les Allemands de l'Est se sont empressés de changer de mobilier et d'acquiescer les gadgets étalés par la société de consommation, ils reviennent maintenant à leurs anciens objets d'usage, tout simplement parce qu'ils sont plus résistants » - chaises, lampes, mais aussi vêtements. « Pour être admis dans certaines surprises-parties, il est de bon ton de porter au moins un vêtement typique de la RDA ». Le dernier chic, ce sont les blousons de sport marqués aux initiales DTSS - Deutscher Turn und Sportbund - l'ancienne association est-allemande de gymnastique et de sport.

Schwalbe (hirondelle) : c'est le nom des cyclomoteurs fabriqués à Suhl et qu'on s'arrache à l'Est comme à l'Ouest : facilement réparables, ils peuvent dépasser les 50 km/h réglementaires de la RFA et rouler à 60 km/h, la vitesse autrefois autorisée en RDA. Les quatre salariés qui avaient racheté l'entreprise pour la sauver de la faillite peuvent se frotter les mains. En 1996, leur bénéfice a dépassé 200 000 marks, malgré les sombres pronostics de la Treuhänder.

Peut-être M. Wolfgang Thierse, vice-président du Parti social-démocrate, a-t-il raison : « Face à la crise, les Allemands de l'Est ont au moins un train d'avance sur leurs compatriotes de l'Ouest. Ils sont plus flexibles, plus débrouillards et plus solidaires ».

(1) Lire Brigitte Pätzold, « Vague de déprime chez les Allemands de l'Est », *Le Monde diplomatique*, décembre 1994.

(2) Osis et Wessis sont des termes désignant respectivement les Allemands de l'Est et ceux de l'Ouest.

(3) Le sondage, réalisé en mars-avril 1996 à l'initiative d'Elmar Brähler et de Michael Geyer, de l'université de Leipzig, a porté sur 1 017 personnes à l'Est et 1 040 à l'Ouest.

(4) *Die Wochenspost*, n° 41, du 12 octobre 1996 (le journal a cessé de paraître en décembre dernier).

(5) 1 000 Allemands de l'Est avaient été sondés en septembre 1996.

(6) Friedrich Schorlemmer, *Einige Zeiten, Ein Pamphlet*, Karl Blessing, Munich, 1996, 189 pages, 29,80 DM.

(7) Hans-Jochen Misselwitz, *Nicht länger mit dem Gesicht nach Westen. Das neue Selbstbewusstsein der Ostdeutschen*, Dietz, Bonn, 1996, 128 pages, 19,80 DM.

(8) Daniela Dahn, *Westwärts und nicht vergessen. Vom Unbehagen in der Einheit*, Rowohlt, Berlin, 208 pages, 32 DM.

(9) Daniela Dahn, *Wir bleiben hier, oder was geht der Osten ?* (Nous restons ici, ou à qui appartient l'Est ?), Rororo, Reinbeck, 1994, 223 pages, 12,50 DM.

(10) Daniela Dahn, *Westwärts und nicht vergessen. Vom Unbehagen in der Einheit*, op. cit.

(11) *Der Spiegel*, Hambourg, n° 41, du 7 octobre 1996.

(12) Regine Hildebrandt, *Wer sich nicht bewegt, hat schon verloren*, Dietz, Bonn, 1996, 159 pages, 29,80 DM.

(13) Angelika Griebner et Scarlett Kleint, *Stille Frauen kommen aus dem Osten*, Argon, Berlin 1996, 248 pages, 29,80 DM.

(14) Ina Merkel, *Wunderwirtschaft. DDR Konsumkultur in den 60' Jahre* (Economie-miracle. Culture de consommation en RDA dans les années 60), Böhlau, Cologne, 1996, 240 pages, 35 DM.



ENTRÉE DU MUSÉE DE WEIMAR  
« On se sent superflu, mais pas libre »

matière de retraites : un soldat de la Wehrmacht, même ancien SS, a droit à une retraite normale, alors que celle d'un fonctionnaire de la RDA est réduite...

C'est dire le « choc culturel » de l'unification à l'Est. D'autres sondages le confirment (10). Bien sûr, les Allemands de l'Est apprécient leur nouvelle liberté - celle de voyager plus que celle d'être licenciés. Mais ils aspirent surtout à plus de justice : 77 % placent l'égalité au-dessus de la liberté. Issus d'une société peu différenciée, où cohabitaient souvent dans les mêmes immeubles professeurs d'université, ouvriers et dirigeants d'entreprise, ils n'apprécient guère ce système individualiste où l'on doit jouer des coudes pour grimper jusqu'à la cime d'une pyramide sociale toujours plus éloignée de la base.

Dans la même enquête, 75 % des Osis affirment que les citoyens ne sont pas égaux devant la loi. Avec le recul apparaît plus rose une RDA dans laquelle les trois quarts des sondés voient « surtout » [...] « une tentative de construire une société plus juste ». Conclusion du psychobéthérapeute Michael Geyer : « Les Allemands de l'Est sont intimement persuadés qu'ils sont meilleurs, humanistes parlant ». D'ailleurs, seuls 30 % des citoyens de l'Est (contre 70 % à l'Ouest) pensent que la démocratie est la meilleure forme d'Etat...

Pour le septième anniversaire de l'unification, la Volksbühne de Berlin (11) a fait salle comble avec un spectacle au titre évocateur : « La liberté rend pauvre » (*Freiheit macht arm*). Son metteur en scène, Frank Castorf, confie : « Je crois qu'on était finalement plus libre dans le système du totalitarisme collectif que dans la société actuelle, dont le seul ressort est un individualisme mal compris et qui condamne tout ce qui ressemble de près ou de loin au

expérience de quarante ans. Certes, l'Est ne représente qu'un cinquième de l'ensemble de la population allemande. Cependant, nous avons le « privilège » d'avoir vécu dans les deux systèmes, et pouvons donc en comparer avantages et inconvénients ». Sous le titre *Celui qui reste immobile a déjà perdu* (12), M. Regine Hildebrandt vient de publier un livre dénonçant le dogmatisme de l'establishment : « Ce qui freine la prospérité de la société ouest-allemande, ce ne sont pas les Allemands de l'Est, accusés d'appauvrir leurs frères et sœurs, c'est l'immobilisme de l'esprit et de la politique ».

Dans la Frankfurter Allee (ex-allée Karl-Marx) habite deux jeunes femmes qui ne sont en rien nostalgiques de l'ancien régime : Scarlett Kleint et Angelika Griebner. Dans un livre au titre aguicheur, *Les femmes fortes viennent de l'Est* (13), elles publient les récits de femmes qui ont surmonté le choc de la transition en créant leur entreprise, en écrivant un scénario de film ou en faisant de la poterie. Elles auraient pu ajouter leur propre expérience : l'une écrivait des chansons (souvent clandestines) pour un groupe de rock de l'Est, City, l'autre était une journaliste marginalisée par le système. Après avoir goûté à la liberté du pigiste, elles sont désabusées : « Le nouveau système est aussi répressif que l'ancien, lance Scarlett, qui écrit des scénarios pour la télévision. La pression du fric a remplacé celle de la politique. La censure reste présente. Les Wessis ne se rendent même pas compte du peu de liberté qui leur reste. Ils font tout pour plaire à leur supérieur hiérarchique et faire carrière. Même leur manière de s'habiller, soumise au diktat de la mode, est conformiste. J'ai l'impression que, malgré tout, nous étions plus libres chez nous... ».

A Hellersdorf, une ville-dortoir à l'est de Berlin, autrefois cité-modèle du

**VIENT DE PARAÎTRE**

**MÉLANGES MALIENS**  
CAHIERS D'ÉTUDES AFRICAINES  
N°144 310 pages 100 F

**LA FOLIE DANS LA PLACE**  
PATHOLOGIES DE L'INTERACTION  
ISAAC JOSEPH & JOËLLE PROUST EDS.  
RAISONS PRATIQUES, 7  
201 pages 130 F

**LE REGARD SOCIOLOGIQUE**  
ESSAIS CHOISIS  
EVERETT C. HUGHES  
TEXTES RASSEMBLÉS ET PRÉSENTÉS PAR J.-M. CHAPOULIE  
344 pages 220 F

Catalogue sur demande  
131 bd St-Michel  
F-75005 Paris  
Tél. : 01 40 46 70 80  
Fax : 01 44 07 08 89

**EDITIONS EHESS**  
Éditions de l'École des Hautes Études  
en Sciences Sociales

**MACHINES À PAPIER**  
INNOVATION ET TRANSFORMATIONS  
DE L'INDUSTRIE PAPETIÈRE EN FRANCE  
1798-1860  
LOUIS ANDRÉ  
302 pages 220 F

سكنة من الأهل



صحة من الاصل

QUAND LE « NATIONAL-POPULISME » SÉDUIT DES INTELLECTUELS

Fascinations autrichiennes pour M. Haider

M. VICTOR KLIMA, qui a succédé le 18 janvier à M. Franz Vranitzky à la tête du gouvernement autrichien, devra faire face à la montée de M. Jörg Haider, à moins qu'il ne compose avec lui. Fort de 28 % des voix, le Parti de la liberté (FPÖ) est devenu le plus grand parti « national-populiste » occidental. Son racisme prononcé mûrit d'anti-intellectualisme n'a pas empêché le ralliement de plusieurs personnalités intellectuelles connues - dont l'écrivain juif antifasciste Peter Sichrovsky.

Par ROLAND PFEFFERKORN \*

Irreversible ascension. Avec l'arrivée de M. Jörg Haider à sa tête, en 1986, le Parti de la liberté (FPÖ) (1) passe de 4,98 % à 9,72 % des voix sur le plan national. Trois ans plus tard, aux élections régionales, il double ses voix dans quatre Länder, et, grâce à l'appui des conservateurs du Parti populaire (ÖVP), son chef est élu à la tête du Land de Carinthie, malgré ses déclarations xénophobes et pangermanistes. Aux élections législatives de 1990, il obtient près de 17 %, avant de réaliser plus de 22 % en 1994 et en 1995. Enfin, en 1996, aux élections européennes, comme aux municipales de Vienne, il frôle 28 % des voix. Parallèlement, les sociaux-démocrates et les conservateurs, qui gouvernent ensemble depuis dix ans dans le cadre d'une grande coalition, enregistrent d'année en année de nouveaux succès.

Des intellectuels, qui sont-ils, qui sont-ils autrefois la force d'attraction de M. Haider, multiplient les mises en garde. Nombre d'entre eux s'attendent au pire dans un proche avenir. « Il est maintenant certain que nous nous dirigeons vers la fin d'une période politique (2) », prévient le politologue Franz Birk. Professeur d'histoire contemporaine de l'université de Salzbourg, M. Gerhard Borz précise : « Avec 30 % des voix, Haider n'atteint pas le maximum de ses gains possibles. Si l'incapacité d'action des gouvernants se prolonge ou si elle est compensée par une politique à la fois précipitée et ruée, le FPÖ se transformera bientôt en premier parti d'Autriche (3). »

Le succès du FPÖ s'explique en premier lieu par la politique économique et sociale mise en œuvre ces dernières années. La grande coalition a entrepris un démantèlement progressif de l'État social constitué par les sociaux-démocrates au lendemain de la seconde guerre mondiale. Coïncidant avec l'entrée dans l'Union européenne, l'inflexion néolibérale est particulièrement nette : privatisation des entre-

prises publiques, austerité dans tous les domaines, politique de l'immigration de plus en plus sévère...

Associés à la droite autrichienne, les successeurs du chancelier Bruno Kreisky ont ainsi tourné le dos à une orientation qui faisait autrefois la fierté des sociaux-démocrates européens. Rien d'étonnant si le SPÖ perd massivement des voix parmi les ouvriers au profit d'un démagogue qui passe son temps à critiquer le gouvernement et l'Europe de Maastricht. A tel point que le FPÖ est devenu le premier parti ouvrier en Carinthie, dans le Tyrol et à Salzbourg ; à Vienne même, il mord sur un électeur ouvrier qui votait massivement pour le SPÖ. En 1983, 10 % seulement des électeurs du FPÖ étaient des ouvriers contre 35 % en 1996. Inversement, le SPÖ, qui comptait 31 % d'électeurs ouvriers, n'en a plus que 24 %.

A y regarder de plus près, le FPÖ ne propose pourtant rien d'autre que l'accroissement de la politique néolibérale. « Chaque Autrichien qui réfléchit, résume l'écrivain viennois Robert Menasse, sait que Haider gouverne déjà sous de nombreux pseudonymes (4). » Mais la raison n'est-elle pas déjà laissée à la place à l'émotion ? Le chef du FPÖ ne recule devant aucun virage pour rester en phase avec l'air du temps. Il forge régulièrement de nouvelles formules. « Parfois ça marche "super", parfois c'est un ratage complet », avoue-t-il. Prêt à dire tout et son contraire, ce « caméléon » exploite avec constance toutes les peurs : peur de l'avenir, peur de la criminalité montante en épiant par des feuilles de boulevard, peur des étrangers accentuée depuis la chute du mur, peur des « parasites sociaux » à l'heure où le chômage touche les Autrichiens, longtemps épargnés. Bref, M. Jörg Haider, le séducteur exotique des angoisses des Autrichiens en flânant les « qualités naturelles » d'un peuple sérieux, capable, droit et honnête - « *ansitzend* » (5).

D'étonnants transfuges

NOMBRE d'anciens nazis se retrouvent dans le FPÖ. Il faut dire qu'en Autriche, ils ont pu poursuivre sans encombre leurs carrières : ici, comme en Belgique ou en Alsace, il n'y a pas eu de véritable dénazification, et le cas de M. Kurt Waldheim n'a rien d'exceptionnel. M. Haider a préparé en sous-main son accession à la tête du parti avec différentes fractions, y compris les courants néonazis. Son père était d'ailleurs gradé de la SA dès 1930, et sa mère, dirigeante d'une organisation nazie de femmes. Le 14 septembre 1986, une partie des députés déshonorés accablés sa victoire par des « Sieg Heil ! » Enthousiaste, un député déclare : « Avec Haider je retournerai en Russie, avec Stüger [son concurrent malchanceux] je n'irai même pas en vacances (6). »

L'aile grand-allemande l'a emporté. Pendant quelques années, Haider va cultiver la tentation. En 1988, à la télévision, il qualifie la nation autrichienne de « *fusée couche idéologique* ». Il se montre régulièrement dans les festivités des nostalgiques de la grande Allemagne et autres ex-SS. En 1991, il se félicite de la politique de l'emploi mise en œuvre par les nazis. Il décide même d'appeler son parti Die Bewegung (le « mouvement »), ainsi qu'Hitler désignait le NSDAP.

L'objectif du chef du FPÖ reste cependant le pouvoir. Il lui faut donc adopter des positions publiques plus « respectables ». D'où, depuis 1992, un changement de rhétorique : il soutient le renforcement de la législation antinazie, met en sourdine son chauvinisme grand-allemand, se démarque des propos et des actes ouvertement antisémites, condamne les profanations de cimetières ou les attentats à la lettre piégée. Il n'hésite pas à écarter les représentants des courants les plus extrémistes des postes de responsabilité qu'ils avaient obtenus quelques années plus tôt : M. Andreas Mölzer, rédacteur en chef de

la *Junge Freiheit* (« nouvelle droite », comparable au *Grece* - Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne - français), en fera notamment les frais.

Il n'empêche : de manière certes plus discrète, M. Haider n'en continue pas moins de célébrer les Waffen SS, tout en refusant de se rendre à une exposition sur les crimes de la Wehrmacht. Il fréquente toujours les corporations d'étudiants extrémistes au sein desquelles il a commencé sa carrière. Et il ne renonce pas à dissuader les intellectuels et à dissuader les institutions xénophobes. Les courants les plus extrémistes sont toutefois dépeints, reprochant au dirigeant national-populiste son manque de cohérence idéologique. Mais il leur faut prendre acte de l'absence d'espace politique à l'extrême droite de M. Haider (7).

Sa dernière opération politique, M. Jörg Haider l'a réussie lors des élections européennes d'octobre 1996, en présentant une liste riche en surprises. A la deuxième place, derrière son conseiller sportif personnel, M. Franz Linser, figurait un écrivain d'origine juive, connu comme antifasciste en Autriche et à l'étranger : Peter Sichrovsky. Autre nouveau venu, un journaliste spécialisé dans l'écologie, très présent sur le petit écran : Hans Kronberger.

Ce dernier prétend avoir été candidat sur la liste populiste dans l'intérêt de la défense de l'environnement, dont il se dit expert. Selon le député vert Monika Langthaler, c'est un représentant typique de l'aile écologiste conservatrice. En fait, les contacts de M. Kronberger avec le FPÖ ne sont pas nouveaux : il a déjà travaillé comme expert pour le parti et, très lié à certains de ses élus, a participé à la création d'une cellule à la télévision. Mais, grâce à cette recrue, le parti peut se présenter comme une organisation ouverte, soucieuse de toutes les questions, y compris d'écologie, au point d'offrir une place sur sa liste à un expert de ces questions, qui en plus est journaliste de la télévision et chargé de cours sur les questions d'environnement à



ALFRED KURN - « La Soupe empoisonnée » (1940)

l'université de Salzbourg. Pour couronner le tout, M. Kronberger, originaire d'une famille modeste, plutôt social-démocrate, a bénéficié, après ses études de journalisme et d'ethnologie, d'une bourse du Centre d'archives et de documentation de la résistance autrichienne, bête noire de M. Haider.

Mais le plus incroyable, ce fut le passage dans le camp de M. Haider de Peter Sichrovsky, ce journaliste-écrivain devenu célèbre par ses deux livres d'entrevues d'enfants de victimes des nazis, puis d'enfants de nazis (8). Mis en scène au Burghtheater de Vienne et ailleurs, ces textes ont obtenu un succès considérable à l'étranger. En 1993, il dresse, dans un autre livre, un tableau de l'extrême droite allemande (9). Enfin, une biographie du président du Conseil central des juifs en Allemagne, M. Ignatz Bubis, rédigée en commun par Peter Sichrovsky et ce dernier, est sortie en 1996 (10). Voilà un ralliement qui fournit un brevet d'antifascisme, d'antisémitisme, voire de philo-sémitisme à M. Haider. Il faut croire que le FPÖ serait dorénavant un parti comme un autre, prêt à accéder au pouvoir.

Une fois le choc passé, les journalistes autrichiens ont découvert quantité de faits troublants, à commencer par les méthodes de travail de l'écrivain. M. Ignatz Bubis, en particulier, s'exerçait à plusieurs titres. C'est Peter Sichrovsky qui l'a pressé, courant 1995, de rédiger sa biographie, juste avant de faire son grand saut chez M. Jörg Haider. « Si j'avais su, déclare M. Bubis, que Sichrovsky allait être candidat pour Haider, je ne l'aurais sûrement pas chargé de ce travail (11). » De surcroît, le manuscrit que Peter Sichrovsky remet à M. Bubis est constamment au point que l'intéressé décide de rompre avec lui, bien avant l'annonce de sa candidature. Mélangent faits et inventions, le texte doit être réécrit à 70 %. « Il disait, se plaint M. Bubis, qu'il voulait une écriture fleurie et que cela ne devait pas forcément correspondre avec la réalité. Il avait une position absurde. Car je ne voulais pas proposer un roman. » Furtif, Peter Sichrovsky n'hésite pas, en septembre 1996, à menacer M. Bubis au cas où ce dernier prendrait ses distances par rapport à l'autobiographie. Ce sera le point final de la brève collaboration entre le septuagénaire Ignatz Bubis, survivant des camps nazis, et le quinquagénaire Peter Sichrovsky, fils d'une famille juive viennoise et pourtant rallié à M. Jörg Haider.

La mésaventure de M. Bubis n'est malheureusement pas isolée. Une partie des personnes interrogées par Peter Sichrovsky avaient réagi très vivement, lors des représentations données au Burghtheater, récusant par tract les prétendus « entretiens authentiques ». « Les histoires ont été créées sur la base de données tirées de nos vies, mais suite à des suppressions et des ajouts de déclarations, l'auteur aboutit à des mises en relation totalement arbitraires. La présentation qu'il en donne ne correspond donc ni à notre passé ni à notre présent (12). » Bref, Sichrovsky semble aimer romancer, voire simplement exploiter un filon, à l'heure où la confrontation avec le passé nazi préoccupe tant d'Européens.

Curieuse trajectoire que celle de Peter Sichrovsky. De son passage dans l'industrie pharmaceutique après des études ad hoc - marquées, en 1968, par un engagement au sein de l'Association

et à ses relations ». Il s'en prend notamment à l'écrivain Elfriede Jelinek, coupable d'avoir déclaré : « Un partisan de ce référendum est comparable à un fasciste, son adversaire à un antifasciste. Et qu'y a-t-il de plus honorable que d'être un antifasciste ? » Au directeur du Burghtheater, qui l'avait pourtant soutenu lors de la polémique sur ses « entretiens authentiques », il fait grief de produire des pièces d'ex-communistes comme Peter Turrini et Elfriede Jelinek et d'écarter les auteurs d'extrême droite. « L'exclusion de ceux qui pensent autrement, conclut-il, est, et reste, un campement fasciste (13). »

Avec l'annonce de sa candidature européenne et de sa promotion au poste de conseiller pour la politique culturelle du FPÖ, les relations déjà anciennes de M. Haider avec Sichrovsky sont rendues publiques par le chef du FPÖ lui-même. Une véritable histoire d'amour : ils se connaissent depuis 1988 et s'écrivent régulièrement depuis 1991, à l'initiative de Peter Sichrovsky, précise le dirigeant populiste. Ils s'estiment mutuellement, et l'auteur des déclarations sur ses « entretiens authentiques » et de sa promotion au poste de conseiller pour la politique culturelle du FPÖ, les relations déjà anciennes de M. Haider avec Sichrovsky sont rendues publiques par le chef du FPÖ lui-même. Une véritable histoire d'amour : ils se connaissent depuis 1988 et s'écrivent régulièrement depuis 1991, à l'initiative de Peter Sichrovsky, précise le dirigeant populiste. Ils s'estiment mutuellement, et l'auteur

des déclarations sur ses « entretiens authentiques » et de sa promotion au poste de conseiller pour la politique culturelle du FPÖ, les relations déjà anciennes de M. Haider avec Sichrovsky sont rendues publiques par le chef du FPÖ lui-même. Une véritable histoire d'amour : ils se connaissent depuis 1988 et s'écrivent régulièrement depuis 1991, à l'initiative de Peter Sichrovsky, précise le dirigeant populiste. Ils s'estiment mutuellement, et l'auteur

- (1) Patrick Hattenhauer, « Structure de représentation et appel au peuple. Le populisme en Autriche », *Politix*, Paris, n° 14, 1991, pp. 95-101.
- (2) Cité par *Profil*, Vienne, n° 37, 9 septembre 1996, p. 28.
- (3) Cité par *Fokus*, Munich, n° 43, 21 octobre 1996, pp. 352-353.
- (4) *Die Woche*, Offenbourg, 11 octobre 1996, p. 3.
- (5) Ce terme, comme d'autres utilisés par M. Jörg Haider, appartient au vocabulaire du III<sup>e</sup> Reich. Voir l'analyse linguistique qu'en propose Victor Klemperer dans *LT1, la langue du III<sup>e</sup> Reich*, Albin Michel, Paris, 1996 (première édition : 1947).
- (6) *Falter*, Vienne, n° 35, août 1996, p. 9.
- (7) Ces informations sont tirées de *Falter*, n° 35, pp. 8-10 et *Profil*, n° 37, p. 26-30.
- (8) *Wir wissen nicht was Morgen wird* (Nous ne savons pas de quoi demain sera fait) en 1985 et
- (9) *Schuldig geboren* (Nés coupables) en 1987. Ils ont été réunis en français en 1987 par l'éditeur Maren Sell sous le titre *Nature coupable, nature victime* et repris dans la collection « Points actuels », Le Seuil, Paris, 1991.
- (10) *Unheilbar deutsch. Rechte Schicksale und Lebensläufe* (Incurablement allemand. Destins d'extrême droite), Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 1995.
- (11) Ignatz Bubis in *Fokus* n° 41, p. 63.
- (12) *Profil*, n° 37, septembre 1996, pp. 31-33.
- (13) *Profil*, février 1993, cité par *Falter*, n° 36, 2 septembre 1996, p. 11.
- (14) *Fokus*, n° 41, 1996, p. 65.
- (15) *Falter*, n° 41.

GUNTER HOLZMANN

On dit que j'ai survécu quelque part au-delà des mers...

Il est des vies que l'auteur de romans à l'imagination la plus échevelée oserait à peine concevoir.

264 p. 135 F

LA DÉCOUVERTE

\* Professeur agrégé de sciences sociales à l'université des sciences humaines de Strasbourg.



## PRESSIONS PHYSIQUES ET POLITIQUES CONTRE LES DROITS DES FEMMES

## Menaces sur la liberté d'avorter

**A**U nom du « droit à la vie », les commandos anti-avortement aux États-Unis continuent de poser des bombes meurtrières. Les attentats qui, en janvier 1997, ont frappé des cliniques pratiquant l'interruption volontaire de grossesse à Atlanta, à Tulsa et Washington témoignent d'une dérive mais aussi de l'isolement politique de ces groupes. En Europe, où ils ont essaimé, leur échec est patent, mais c'est de manière plus sournoise – et plus dangereuse – qu'est remise en cause, souvent avec la complicité des pouvoirs, la liberté des femmes d'avorter.

Par PAUL CESBRON \*

Le premier commando anti-IVG a sévi en France en janvier 1990, contre la maternité des Lilas, une clinique associative qui avait été à l'avant-garde des techniques d'accouchement sans douleur et de contraception. En s'y attaquant, les adversaires de l'interruption volontaire de grossesse s'en prenaient clairement à la liberté des femmes de disposer de leur corps et de leur vie. Les mêmes individus, chapelet au poignet et hbscoulés à la bouche, récidivaient le 16 mai 1992, puis le 8 janvier 1994. En six ans, les intégristes ont mené plus d'une centaine d'opérations dans toute la France.

A Clamart, la maternité Antoine-Bécère a été la cible de ces « fous de Dieu » en 1991 et en 1995. C'est évidemment le Centre d'assistance à la procréation qui était visé : ce service est dirigé par le docteur René Frydman, qui a lutté avant 1975 pour la médicalisation légale de l'avortement, et le docteur Joëlle Brunerie-Kaufmann, militante connue des droits de la femme, qui y est responsable de l'unité d'interruption volontaire de grossesse.

Bien d'autres centres exaspèrent les apôtres de la soumission à l'« ordre divin », pour la qualité de leur information ou la diffusion d'innovations médicales. Ainsi l'hôpital Louis-Mourrier de Colombes, l'hôpital Brussaïs, qui assure la recherche et la diffusion des techniques médicamenteuses, les établissements de Grenoble et Nantes, sans oublier l'hôpital d'Annecy, qui fut la cible en 1995 de huit activistes de La Trêve de Dieu, relayés à l'issue d'un surprenant verdict (1).

Mais ces commandos ne s'attaquent pas seulement aux structures médicales emblématiques : ils s'en prennent aussi aux plus isolées, aux plus faibles en moyens et en personnel, comme à Reims, le 27 septembre 1996. Ce sont souvent des centres établis dans des régions où les organisations intégristes sont les mieux implantées, quand elles ne disposent pas de complicités actives dans l'hôpital lui-même, comme ce fut le cas à Valenciennes, en octobre 1995,

où un ancien directeur adjoint de l'hôpital dirigeait l'attaque.

Ces commandos sont les enfants spirituels des vieilles ligues natalistes du début du siècle, qui opposaient aux volontés émancipatrices des féministes un naturalisme reproductif nécessaire au belicisme de l'époque. Profondément misogynes et réactionnaires, ce courant a des représentants politiques, ces députés qui proclamèrent leur hostilité haineuse pour les droits des femmes lors des débats parlementaires précédant le vote de la loi Neuwirth de 1967 autorisant la contraception, puis des lois de 1975 et 1979 légalisant la médicalisation de l'avortement. Ni les injures ni les allusions antisémites n'auront été épargnées à M<sup>me</sup> Simone Veil, le ministre de la santé, chargée de défendre ces projets de loi.

L'organisation qui mène à l'époque le combat antiavortement est Laissez-les vivre. Dirigée et inspirée par le docteur Jérôme Lejeune, un médecin universitaire connu pour ses recherches sur les maladies chromosomiques, elle bénéficie de solides appuis dans les milieux chrétiens, politiques et médicaux, principalement au conseil de l'ordre. Elle lance une brutale campagne de propagande à travers toute la France : dessins et photomontages de fœtus décapités, hroyés, démembrés, amoncelés dans d'énormes récipients ensanglantés, pour illustrer le « nouveau génocide », le « massacre de millions d'innocents ».

Mais son échec est flagrant, et il faudra attendre les années 80 pour que le mouvement trouve un second souffle, en s'appuyant sur l'exemple des États-Unis. Dans ce pays, les organisations Pro-life dénoncent l'interprétation constitutionnelle des libertés ayant abouti en 1973, à autoriser l'avortement sans aucune restriction, jusqu'à la date de viabilité fœtale. Présents sur tous les terrains, ils prennent tout en charge : propagande, techniques de harcèlement, entraînement des militants étrangers, et vont même jusqu'à participer directement à des actions sur le sol de la vieille Europe, à l'Ouest comme à l'Est.

## Une « escroquerie scientifique »

**L**e libéralisme triomphant des années 80 s'accompagne d'une effervescence de courants idéologiques réactionnaires, intégristes et fascisants, plus ou moins liés aux Églises chrétiennes et aux congrégations, inspirées non par le Vatican et son bras séculier, l'Opus Dei. La jeune historienne Flaminetta Venner (2) a largement démontré les liens internationaux des groupes activistes opposés à la contraception et à l'avortement avec l'Opus Dei et la mouvance fascisante.

En France, la première offensive généralisée débute en 1985 avec la diffusion d'un vidéofilm. Intitulé *Le Cri silencieux*, ce « document » d'origine américaine se propose d'illustrer spectaculairement la souffrance du fœtus lors de l'avortement volontaire. M. Bernard Nathanson, « avorteur » repent (il s'attribue le palmarès invraisemblable de 70 000 interventions) s'y prête à une très didactique démonstration échographique pour élayer une thèse qui n'a évidemment pas d'autre but que de criminaliser l'IVG.

En 1991, à l'occasion d'une émission télévisée, le professeur Emile-Etienne Beaulieu, chercheur qui a créé une molécule à effet abortif (utilisée sous le nom de RU 486, son numéro d'expérimentation dans les laboratoires Roussel-Uclaf), dénonce l'« escroquerie scientifique » de ce prétendu document. Le procès qui s'ensuit donne au docteur Jérôme Lejeune l'occasion de tester sa nouvelle argumentation : il présente comme une vérité scientifiquement indiscutable que, dès sa conception, l'embryon humain est bien une personne. Toute atteinte à son intégrité, pour quelque raison que ce soit, a fortiori par avortement, devient donc un crime.

Pourtant, la stratégie des Pro-life d'outre-Atlantique a échoué en France.

\* Président de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (Ancic).

Les professionnels et les militantes des droits des femmes ont su faire face. Premier temps : mise en place d'une organisation pluraliste, fédérant les diverses organisations spécialisées, comme le Mouvement français pour le planning familial (MFPF), et les organisations professionnelles, comme l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (Ancic). Ce fut fait dès octobre 1990 avec la création de la Coordination des associations pour le droit à la contraception et à l'avortement (Cadac). La Cadac va amplifier son action jusqu'à la grande marche des femmes qui, le 25 novembre 1995, rassemble près de 40 000 manifestantes bien décidées à défendre leurs droits.

Deuxième étape : obtenir du gouvernement une disposition législative et réglementaire qui permettrait de faire condamner ceux qui s'opposent à l'IVG. M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, nommée secrétaire d'État aux droits des femmes en 1991, défendit le dossier au gouvernement et fit voter à l'Assemblée nationale la loi du 27 janvier 1993 qui punit l'« entrave à l'avortement volontaire » de deux mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 2 000 à 30 000 francs.

Les résultats de cet engagement ? Les intégristes n'ont pas réussi à retourner l'opinion contre les « assassins d'enfants ». Les tribunaux condamnent maintenant presque systématiquement les commandos anti-IVG. La Cour de cassation a rejeté définitivement, le 27 novembre 1996, leur dernière diversion, selon laquelle la loi Veil de 1975 violait l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour a aussi reconnu à l'Union des femmes françaises (UFF) le droit de se porter partie civile.

Ainsi les commandos anti-IVG n'ont pu renoncer à la brutalité des années 1990-1992, qui les voyait déstabiliser les instruments et détruire les stocks de RU 486. Ils affichent maintenant une

non-violence ostentatoire et manient l'argutie juridique... Ils élaborent de nouvelles stratégies et, pour ce faire, ne manquent malheureusement pas de conseillers, jusque dans les allées du pouvoir (3).

M<sup>me</sup> Christine Boutin, député UDF des Yvelines, est le chef de file du groupe parlementaire opposé à l'avortement. Ne craignant pas de s'associer pour la circonstance avec le Front national, elle mène une guérilla très active à l'Assemblée nationale : attaques contre les associations défendant les droits à la contraception et à l'avortement, remise en cause du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale (par le biais d'un élargissement de la « classe de conscience » des médecins aux contrainables), avec, pour musique de fond, cette idée répétée à souhait que le bilan de vingt ans de pratique de légalisation de l'avortement est un échec évident, démontré par la constance des chiffres nationaux, pis encore, par l'élévation du taux de « récidivistes » ! Phénomène qu'il est convenu d'appeler de « banalisation » : la simplicité d'un geste ambulatoire finalement indolore ferait de l'avortement un mode habituel de contraception.

En réalité, la fréquence du recours à l'avortement est en diminution – lente mais régulière – à tous les âges de la vie (4). Le nombre moyen d'avortements par femme est passé de 0,67 en 1976 à 0,53 en 1993. Le taux d'avortements rapporté au nombre de naissances passe de 34,8 avortements pour 100 naissances en 1976 à 31,6 en 1993. Enfin, au cours de ces vingt dernières années, le taux d'avortements rapporté

au taux de conceptions a diminué à tous les âges de la vie, y compris au plus précoce, confirmant ainsi la progression de la diffusion de la contraception moderne.

Plus de vingt ans après le vote historique du 17 janvier 1975, un objectif essentiel a été atteint : la disparition des complications les plus graves de l'avortement. Les plus vigilantes publications sur le sujet l'attestent : les risques médicaux liés à l'IVG sont faibles et sans commune mesure avec ceux de l'avortement clandestin du passé. Disparus également, la clandestinité culturelle méprisante et injuste. Une place nouvelle attend désormais l'enfant librement accueilli.

Tout cela, on le doit en partie à l'existence de structures de grande qualité, proches des unités hollandaises (la comparaison est d'importance quand on sait que les Pays-Bas, qui autorisent les interruptions volontaires de grossesse jusqu'à vingt-deux semaines d'aménor-

rhée, ont le plus bas taux d'avortements du monde).

A Annecy, Grenoble, Roubaix, Chambéry, Marseille, Nantes, Moulins, Tours et à Paris - Ile-de-France, avec Colombes, Clamart, Biccère, Saint-Louis et Broussais, les centres sont le terrain privilégié de formation des professionnels, et leur dynamisme s'oppose à l'hostilité institutionnelle de beaucoup de services hospitaliers.

Pour autant, les centres ne représentent que le tiers de l'ensemble des structures nationales. Dans la majorité des hôpitaux publics français, la situation reste aléatoire, à cause d'abord de l'absence de statut réel, d'une marginalisation professionnelle, quand ce n'est pas de l'ostracisme dont sont parfois victimes les sages-femmes, médecins ou non. Les salaires sont souvent dissuasifs (le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) pour les conseillers familiaux et conjugaux, pourtant considérés comme essentielles par la loi).

## Législation restrictive

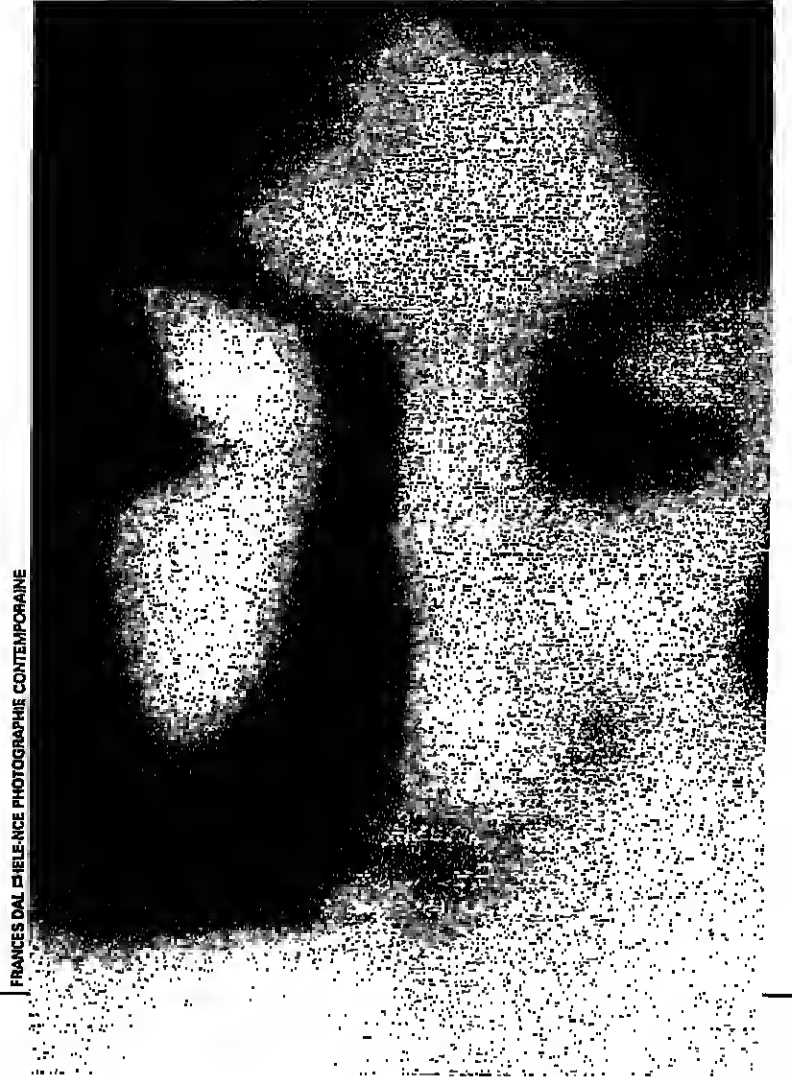
**A**UX mesures restrictives internes à de nombreux services hospitaliers s'ajoutent de multiples inégalités régionales. Discriminatoire, la sectorisation géographique (on ne reçoit que les femmes résidant dans un périmètre arbitrairement défini) s'oppose aux principes de liberté et d'égalité d'accès aux soins. Autre aberration : le contingentement des actes qui impose aux services un nombre préalablement fixé d'interruptions de grossesse, sans tenir compte de l'importance de la demande. A ces distorsions officielles s'ajoutent, en toute

illégalité, les restrictions concernant le terme : on ne reçoit que les femmes qui en sont à dix semaines d'aménorrhée au lieu des douze semaines prévues par la loi. Sans parler du rejet des demandes répétées : le « récidivisme » est très facilement assimilé, sinon à la délinquance, du moins à l'immoralité notoire.

Une fois surmontées les difficultés d'accueil, d'autres anomalies surgissent : par exemple, l'absence de choix réel entre les différentes techniques possibles, tout particulièrement anesthésiques. Alors que l'ensemble des publications internationales font clairement ressortir les avantages de l'anesthésie locale, plus des deux tiers des femmes se voient imposer, sans réelle information, l'anesthésie générale – plus de 50 % dans le secteur public et de 80 % dans l'hospitalisation privée. De même pour les techniques abortives : alors que près de 35 % des femmes pourraient bénéficier d'une association médicamenteuse (anti-progestérone et prostaglandine), seule la moitié d'entre elles peut faire ce choix (5). Certains départements français ignorent même, totalement, ce moyen.

Ce passif s'alourdit encore des abus de pouvoir de certaines administrations hospitalières, publiques ou privées : paiement obligatoire en liquidités, contrôle inadmissible de la résidence et de l'identité de la patiente, authentification de la signature des deux parents pour les mineures, quand ce n'est pas l'exigence de leur présence. Des incassables qui blessent, humilient et confortent ce sentiment que l'avortement, pourtant autorisé par la loi, est en définitive suspect, non seulement moralement mais légalement.

La France, qui était, dans les années 70, en avance sur les pays d'Europe méditerranéenne, apparaît désormais aux pays qui ont la législation la plus restrictive. Il convient donc d'accroître l'accès aux soins aux femmes, généralement en situation de détresse, qui demandent une interruption de grossesse après les douze semaines d'aménorrhée légales (2 ou 3 sur 100) plutôt que de les condamner à la clandestinité ou au recours à des services étrangers, hollandais, britanniques et, comble de l'ironie, espagnols. Sans doute faudrait-il aussi réévaluer les conditions techniques de prise en charge, les obligations faites aux mineures et les interdictions frappant les étrangers. Et enfin s'insurger contre le maintien dans le nouveau code pénal du caractère délictueux de l'avortement, qui entretient sa condamnation morale et nuit à la compréhension de cette douloureuse réalité sociale.



## La réglementation

- La cessation volontaire de grossesse est possible à toute époque si deux médecins attestent que la poursuite de la grossesse met en péril la santé de la femme ou que l'enfant à naître aura très probablement une affection grave (avortement thérapeutique).
- Sinon, l'IVG ne peut être pratiquée qu'avant la douzième semaine d'aménorrhée si la femme estime que son état la met en situation de détresse.
- La femme doit obligatoirement consulter un médecin et un centre d'information et en obtenir une attestation d'entretien. Après une semaine de réflexion au minimum, elle doit confirmer par écrit sa décision au médecin.
- Si la femme est mineure célibataire, il faut le consentement d'une personne exerçant l'autorité parentale.
- Les femmes étrangères doivent justifier de trois mois de résidence en France.
- L'opération ne peut avoir lieu que dans un établissement public ou privé habilité à pratiquer des IVG.
- Le nombre d'IVG pratiquées dans les établissements privés ne peut dépasser 25 % du total des actes opératoires effectués dans l'année.
- Un médecin peut refuser de pratiquer des IVG (clause de conscience).

## Les demandes

- L'élaboration d'un véritable statut des centres et de leur personnel, garantissant la pérennité de leur fonction et leur permettant une représentation dans les organismes réglementaires des hôpitaux.
- L'intégration obligatoire des centres de planification dans les centres d'interruption de grossesse, dotés d'un budget commun et d'un financement garanti par l'État.
- La reconnaissance des centres comme structures de formation des professionnels, y compris universitaire, et d'information auprès de la population, particulièrement scolaire.
- La diversification de l'activité des centres par leur participation à la prévention, la détection et le traitement des maladies sexuellement transmissibles, l'accueil des victimes d'agression sexuelle et la prise en charge des pathologies de la sexualité dans le cadre de pratiques pluridisciplinaires.

(1) Les huit membres du commando anti-IVG qui avait occupé l'hôpital d'Annecy furent condamnés à trois mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel puis relaxés en appel. La cour prit prétexte du fait que la brochure d'information, prévue par la loi, distribuée par l'hôpital d'Annecy aux candidates à l'IVG, n'avait pas été renouvelée. On ne pouvait donc prouver les incitations à l'avortement volontaire (loi de 1993) puisque les patientes d'Annecy, mal informées, ne pouvaient être considérées comme volontaires.

(2) Flaminetta Venner, *L'Opposition à l'avortement, du lobby au commando*, Berg International Éditions, Paris, 1995.

(3) Dans l'affaire de l'hôpital de Valenciennes, le député UDF du Val-de-Marne, Jean-Louis Beaumont, témoigna au tribunal en faveur du commando anti-IVG.

(4) Chantal Blayot, « L'évolution du recours à l'avortement en France depuis 1976 », *Population*, n° 3, mai 1995.

(5) Il s'agit de la molécule RU 486 en Mifépristone, si détestée des anti-IVG. Elle fut boycottée aux États-Unis, qui viennent à peine d'en lever l'interdiction. Elle n'est encore utilisée qu'en Chine, en Suède, en Grande-Bretagne. En France, la firme allemande Hoechst, qui détient la direction financière des laboratoires Roussel-Uclaf, où Emile-Etienne Beaulieu l'inventa, en stoppa la fabrication en 1988. C'est le ministre de la santé, M. Claude Evlin, qui exigea la reprise de sa commercialisation, sous le nom de Miféprone. Ses applications : contraception mensuelle, conception post-coïtale, dilataction cervicale facilitant l'évacuation utérine instrumentale, détachement de l'accouchement, carcinologie... sont actuellement entravées par de multiples mesures réglementaires.

هكذا من الاصل







# Excellents indices économiques pour un p

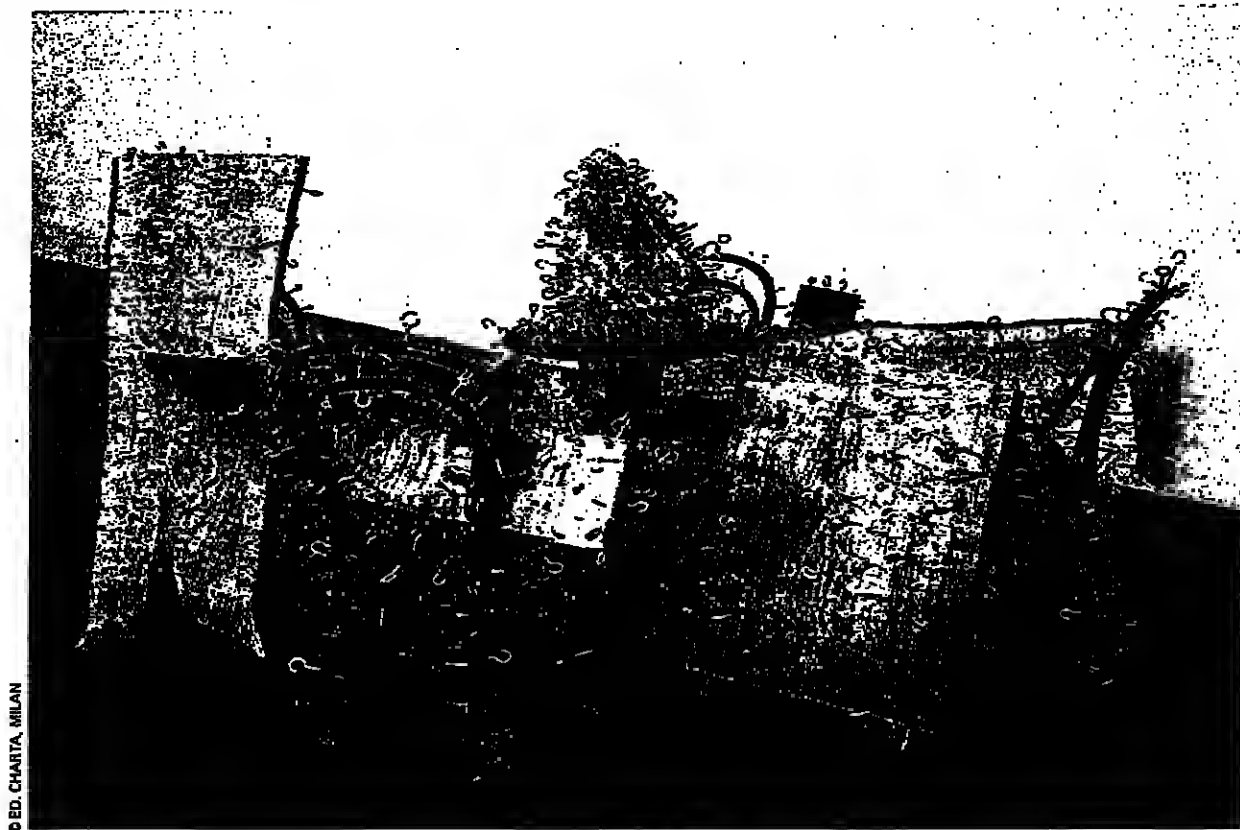
Par  
RICHARD  
FARNETTI \*

**P**RIVÉ de majorité à la Chambre des communes en décembre 1996 à la suite d'une élection partielle défavorable, le gouvernement de M. John Major peut, en revanche, se prévaloir de l'appui sans faille de deux institutions internationales, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour le FMI, les performances globales de l'économie britannique sont considérées comme « enviables et résultant de politiques économiques profondément saines ». Quant à l'OCDE, elle a décerné à Londres les lauriers de meilleur élève de la classe lorsque, en décembre 1996, le taux de chômage est descendu au-dessous de la barre symbolique des 2 millions. Le modèle ainsi promu bruyamment mérite cependant qu'on l'observe d'un peu plus près...

Si, à partir de 1993-1994, l'économie britannique a connu un rythme de croissance de l'ordre de 4 %, relevant, pour certains, du « miracle », on rappelle moins qu'elle partait de très bas puisque, en 1990, avait commencé la plus profonde récession que le pays ait connue depuis les années 30, avec, notamment, un recul du produit intérieur brut (PIB) de 2,4 % en 1991 ! La croissance s'est certes ralentie depuis (2,5 % et 2,2 % en 1995 et 1996), mais le fait significatif est que, contrairement à ce qui s'était passé dans les années 80, la reprise ne s'est pas accompagnée du mal traditionnel anglais qu'est l'inflation. La hausse des prix est restée basse en 1995 (2,9 %) et en 1996 (2,8 %).

Mais c'est surtout en matière d'emploi que les conservateurs entendent administrer une leçon de libéralisme au reste du monde. Dans leur démonstration, la comparaison franco-britannique occupe une place de choix. En 1992, en effet, la France et le

\* Maître de conférences à l'université Paris-III, auteur du *Royaume décliné. L'économie britannique et les multinationales*, Syros, Paris, 1995.



© B. CHANTIA, MILAN

TONY CRAGG. - « Social Situation » (1992)

Royaume-Uni avaient un taux de chômage sensiblement équivalent, d'environ 10 %. Cinq ans plus tard, après quarante-cinq mois de baisse quasi ininterrompue, ce taux a été ramené outre-Manche à 6,9 % (soit un peu moins de 2 millions de chômeurs), au moment où, en France, il frôle les 13 %. Flexibilité et déréglementation rimeraient ainsi avec création d'emplois, alors que réglementations étatiques et maintien des avantages acquis seraient synonymes de chômage.

Ce raisonnement est, en fait, totalement artificiel car fondé sur des chiffres de l'emploi biaisés, ce que le *Financial Times* avait déjà relevé en 1993 (1). Donnée pourtant capitale : l'importante baisse de la population active est généra-

lement passée sous silence. Or, entre 1992 et 1996, elle a chuté de près de 600 000 personnes, modifiant en profondeur les structures du marché du travail, alors que, pendant la même période, la population active de la France augmentait d'environ 400 000 personnes. Autre facteur qui fait la différence : la formidable progression du temps partiel, qui, depuis 1992, est la caractéristique de deux emplois créés sur trois. Un record d'Europe ! Enfin, vieille recette, les statistiques de l'emploi sont soumises à un rade traitement outre-Manche : toute personne souhaitant travailler mais ne cherchant pas activement un emploi (soit 1 million de personnes) est rayée des registres, de même que celles (200 000 environ) ne

pouvant être disponibles de suite. Si l'on ramène ainsi les chiffres du chômage à leur véritable niveau, on comprend que le *Financial Times* soit aussi peu convaincu en 1996 qu'il l'était trois ans auparavant (2).

L'extrême faiblesse des rémunérations d'un nombre croissant d'emplois oblige à moduler l'appréciation selon laquelle la reprise actuelle serait tirée par un regain de la consommation. Le Royaume-Uni ressemble de plus en plus à ce que l'économiste américain Thorstein Veblen décrivait dans sa *Théorie de la classe oisive* : une minorité de riches consomme énormément et avec ostentation, cependant que des salaires insuffisants contraignent le plus grand nombre à restreindre leurs dépenses de

base, à effectuer des achats à des taux de crédit confinant à l'usure (les magasins du type Crazy George's pullulent), à louer des biens ménagers jugés il y a encore peu comme indispensables à la vie et au confort quotidiens, ou à revenir au troc ! L'absence de salaire minimum légal conduit à des situations inimaginables dans un pays qui fut le pionnier de l'Etat-providence (lire, ci-dessous, l'article de Guillaume Robin). En revanche, les rémunérations de l'élite ne connaissent plus aucune limite, le record absolu venant d'un bon bain par le directeur de Beecham-Smithkline, qui a perçu quelque 110 millions de francs pour l'année 1996, primes et stock-options comprises.

L'explication des « excellents » indices globaux dans une société qui se disloque est à rechercher du côté de l'approfondissement de la financiarisation de l'économie. Parce que, analysée et dénoncée dès le début du siècle par John Atkinson Hobson, cette tendance historique n'a cessé de se développer et pèse sur toutes les activités, qu'elles soient industrielles ou de service. La singularité actuelle tient à l'émergence de nouveaux pôles : à côté des piliers traditionnels qu'étaient les banques d'affaires et les compagnies d'assurances, ce sont surtout les fonds de pension qui constituent désormais le cœur du système financier anglais, puisqu'ils détiennent 62 % de la capitalisation boursière de la place londonienne. Leur existence a une influence considérable sur les performances des firmes, car, dans la concurrence oligopolistique mondiale actuelle, une de leurs armes décisives est l'abondance d'une trésorerie que l'existence d'un fonds de pension bien alimenté peut rendre pléthorique.

Ce phénomène contribue grandement à faire de la City l'un des principaux pivots de la finance internationale. Accaparant 40 % à 50 % des fusions et acquisitions internationales et près de 30 % du chiffre d'affaires mondial du marché des changes, elle occupe un rang sans aucun rapport avec l'importance de l'économie du pays, ce qui incite de nombreuses firmes étrangères à s'installer au Royaume-Uni. C'est en gardant présents à l'esprit ces éléments que l'on peut mieux apprécier des résultats

## Régime social minimum pour investisseurs étrangers

Par  
notre envoyé spécial  
GUILLAUME  
ROBIN \*

**V**INGT milliards de francs pour deux usines. C'est la somme que Hyundai Electronics a décidé d'investir, en octobre 1996, pour la création de son nouveau centre de fabrication de microprocesseurs qui sera implanté en Ecosse. Le groupe coréen a aussi battu un record d'Europe, détenu depuis trois mois par son compatriote, le conglomérat LG Group : 14 milliards de francs pour une unité de fabrication de téléviseurs et de micro-puces au pays de Galles. Et, en août 1995, l'allemand Siemens installait une usine de semi-conducteurs d'un coût de 9 milliards de francs, près de Newcastle (1).

Ces trois projets gigantesques, créateurs de plus de 10 000 emplois directs au total, ne sont pas isolés. Depuis vingt ans, alors que les effectifs employés par

l'industrie britannique ont été divisés par deux (3,8 millions de salariés en 1995), les emplois industriels des entreprises étrangères ont progressé de 30 %. Le Royaume-Uni se targue d'attirer 40 % des investissements américains et japonais dans l'Union européenne, ainsi que plus de la moitié des projets d'entreprises coréennes ou taiwanaises (2). « Les investisseurs étrangers ont permis de créer ou de sauvegarder 80 000 à 100 000 emplois en Grande-Bretagne en 1995, soit quatre à cinq fois plus que dans l'Hexagone », reconnaît même une administration française, la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datat).

Pourquoi cet engouement pour un pays qui, selon le premier ministre, M. John Major, serait devenu « le centre du dynamisme économique en Europe » ? Première raison souvent invoquée : les subventions. Dans les cas de LG Group et de Siemens, l'administration chargée d'attirer les investissements étrangers (Invest in Britain Bureau, IBB) et ses correspondants régionaux (3) auraient déboursé

respectivement plus de 250 000 et 140 000 francs pour chaque emploi créé. Cette explication semble cependant insuffisante car la Datat et les autres concurrents européens de l'IBB jouent également sur les primes pour attirer des industriels étrangers.

Jane, vingt-deux ans, accepte de témoigner (sous le couvert de l'anonymat) sur le poste qu'elle exerce chez Aiwa, le fabricant japonais d'électronique établi au pays de Galles. Son allure est vaguement punk, mais c'est contrainte et résignée qu'elle travaille dans son « usine tournevis » tous les jours, de 8 heures à 17 heures. Elle doit porter un uniforme, imposé d'ailleurs par le souci de discipline que par celui de propreté. Assise au bord d'un tapis roulant où défilent des circuits intégrés montés ensuite sur les appareils de vidéo-son, Jane doit fixer un minimum de 10 000 pièces par jour. « Plus de 60 % de nos 900 salariés sont des femmes. Les hommes ont des doigts trop gros pour faire ce type d'opérations », explique un responsable de l'atelier de montage.

La jeune Galloise fait les mêmes gestes toutes les trois secondes, à longueur de journée, pour près de 35 francs de l'heure. « Je ne me plains pas trop, parce qu'ailleurs c'est pire », explique-t-elle. Elle perçoit ce que serait le salaire minimum s'il n'avait pas été aboli il y a quatre ans dans les secteurs industriels qui le respectaient encore. Dans les entre-

prises locales des vallées avoisinantes, des employés comme Jane, sans formation, sont payés moins de 15 francs de l'heure.

Jane et ses collègues de travail, âgés de vingt-cinq ans en moyenne, ont droit à trois pauses par jour, deux petites de dix à quinze minutes et une « grande » de vingt-cinq minutes, le temps d'avaler un sandwich en guise de déjeuner. « Nos ouvriers ont une culture du travail très proche de celle des Japonais », avance la direction de l'usine pour justifier l'implantation d'Aiwa au Royaume-Uni. Pas question pour les ouvriers de demander une augmentation des temps de pause ou des salaires : Aiwa a signé un accord avec un syndicat unique qui, en dix-sept ans d'existence de l'usine, n'a jamais déclenché une grève.

Si une vingtaine de salariés quittent l'entreprise tous les mois, il s'agit surtout de départs pour cause de maternité ou bien de fins de contrat de travail temporaire. Outre-Manche, les congés de maternité ne sont pas payés au-delà de six semaines, et les entreprises ont la liberté d'embaucher autant de travailleurs en contrat à durée déterminée qu'elles le souhaitent. Sans subir les contraintes rencontrées par ses concurrents du continent, Aiwa peut ainsi approvisionner l'Europe avec ses appareils électroniques : seul le tiers de sa production outre-Manche est destiné au marché britannique.

### Sans fiche de paie

Jusqu'à ce que s'impose, le 12 novembre 1996, la directive limitant la durée hebdomadaire du travail à quarante-huit heures (lire encadré page 15).

Certaines entreprises textiles - et pas seulement des ateliers clandestins - ne remettent pas de fiche de paie à leurs employés. Ces travailleurs, qui ne sont pourtant pas les immigrants illégaux auxquels d'autres pays européens réservent ce traitement, ne perçoivent ni heures supplémentaires ni congés de maladie. Mais, sous la pression de plusieurs associations caritatives, des détaillants du textile ont été contraints de mettre en place des codes de bonne conduite aux termes desquels leurs fournisseurs s'engagent à payer des salaires décents et à respecter des règles minimales de sécurité. Dans certains ateliers

de confection surpeuplés, des inspecteurs du travail mandatés par la chaîne néerlandaise de magasins de confection C&A ont relevé de graves risques d'incendie.

Dans les entreprises de service ou dans des régions plus « policoles » (comme celle de Londres), la situation est à peine plus riant. Les salariés des entreprises britanniques sont en effet menacés dès qu'une baisse des carnets de commandes fait frissonner les actionnaires. Ainsi, M<sup>me</sup> Henrietta Rowsell vient de vivre plusieurs mois de dépression, consécutifs à son éviction de l'entreprise londonienne de vente par correspondance dans laquelle, elle était employée depuis treize ans (5). Elle travaillait de 6 h 45 à 16 heures (parfois jusqu'à 18 heures), avec une pause d'une demi-heure à midi. L'expérience aidant, elle avait commencé à devenir autonome, donnant même un avis apprécié sur les décisions qui étaient prises. Un jour, ses supérieurs ont profité d'une compression d'effectifs pour se débarrasser des salariés qui n'étaient plus de simples opérateurs.

Elle se souvient : « Mon chef m'a subitement annoncé que j'allais quitter l'entreprise. Ce fut un choc. Même le service du personnel n'était pas au courant. Et aucun syndicat n'était là pour m'aider à négocier un compromis. » A présent, elle donne des cours particuliers de piano pour survivre : « On m'a offert un dédommagement de peu près correct qui correspondait à huit mois de salaire. Mais le plus terrible, c'est cette incertitude en attendant de recevoir le chèque. Et il ne fut accompagné d'aucun mot d'encouragement ou de remerciement pour mes années de bons et loyaux services. » Selon un porte-parole de l'entreprise qui employait Henrietta Rowsell, les départs sont toujours négociables : « D'ailleurs, les syndicats sont intervenus, il y a cinq ans, lorsque nous avons licencié un groupe de salariés... »



COURTESY OF ANGELA FLOWERS GALLERY, LONDON

**futuribles**  
revue mensuelle d'analyse et de prospective  
L'avenir du Japon  
numéro spécial, janvier 1997

- La recomposition politique : plus d'Etat, moins d'Etat ou pas d'Etat, J.M. Bouissou
- La futur des forces armées japonaises, P. Mayaudon
- Les « visions » du MITI, l'avenir de l'industrie japonaise, G. Faure
- Evolution de la société japonaise et du système des valeurs, E. Seizelet
- L'avenir du modèle de production japonaise, E. Dourville-Feer
- Le Japon face au monde, J.M. Bouissou

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France  
Tél : (33) 01 42 22 63 10 - Fax : (33) 01 42 22 65 54 - Minitel : 36 15 S.J.FUTURIBLES  
Prix du n° France : 70FF - Etranger : 75FF - Abonnement 1 an (11 n°) France : 840FF - Etranger : 890FF

هكذا من الالواح



صكنا من الاجل

# LE ROYAUME-UNI CHAMPION DE LA FLEXIBILITÉ

## Les entreprises en voie de dislocation

Les entreprises en voie de dislocation... souvent présentées comme miraculeuses, notamment en matière de revitalisation industrielle, de commerce extérieur et de performances des multinationales.

L'industrie automobile est l'exemple le plus souvent cité en épingle. Après avoir frôlé l'abîme dans les années 70 et 80, ce secteur a battu, en octobre 1996, son record historique de production mensuelle (3). Mais ce secteur d'activité est entièrement aux mains de producteurs étrangers, puisque le dernier constructeur national, Rover, a été absorbé en janvier 1994 par l'allemand BMW. Or les groupes japonais venus s'installer au Royaume-Uni dans les années 80 pour contourner les accords d'antidumping imposés au Japon par certains Etats membres de la Communauté (France, Espagne, Italie) et pour se prémunir contre les risques - qui ne sont d'ailleurs pas matérialisés - de protection douanière ont été porteurs d'un modèle industriel très peu riche en emplois. Ainsi, alors que les volumes produits renouent avec les niveaux des années 70, les effectifs salariés ont littéralement fondu.

Les autres constructeurs étrangers ont

rapidement compris les avantages qu'ils pourraient tirer d'une telle augmentation de la productivité. L'usine Ford de Dagenham a réduit ses effectifs de moitié en cinq ans, tout en assurant une production record de 250 000 véhicules en 1995. Dopé par le dumping monétaire qu'a représenté la sortie de la livre du système monétaire européen (SME) en septembre 1992, les succès, d'ailleurs très relatifs, du commerce extérieur britannique sont à mettre en relation directe avec ce regain de l'exploitation du travail.

Attirés par les bas coûts salariaux et la très généreuse politique d'incitation aux investissements étrangers mise en œuvre par les gouvernements conservateurs (avec l'argent du contribuable, s'entend...), les groupes se sont rués outre-Manche. Pour eux, il s'agit uniquement de disposer d'une plate-forme manufacturière à destination du continent. Ainsi, en l'espace de dix ans (1985-1995), le volume des exportations à destination des pays européens de l'OCDE a crû de 300 % en valeur, alors que les exportations à destination des Etats-Unis progressaient seulement de 180 %.

premier mandat de la Dame de fer, cette compagnie aérienne a été restructurée de manière extrêmement brutale, près de la moitié de ses effectifs ayant été éliminés en cinq ans. On peut, au passage, se demander ce qu'il reste de British dans cette société possédée à 40 % par des investisseurs institutionnels américains, qui recrutent des pilotes d'Europe de l'Est en vue de faire baisser les salaires de ses propres personnels navigants, et qui s'apprête à délocaliser sa comptabilité auprès d'un sous-traitant indien tout en licenciant 5 000 personnes supplémentaires. Et ce alors que le dernier semestre 1996 a dérogé des profits historiques !

La logique de cette stratégie se comprend mieux lorsqu'on la compare à celle de la sphère financière. Tout comme la City est un intermédiaire mondial privilégié en matière financière, les firmes britanniques mondialisées ne se réfèrent plus à leur territoire d'origine. Retraçables derrière les formes juridiques de sociétés holdings, elles cessent de devoir rendre des comptes qu'à leurs seuls actionnaires et n'ont qu'un lien de plus en plus ténu avec leur nation et leurs citoyens d'origine, comme le montre bien la dégradation de l'emploi en leur sein. Peut-être de quoi faire réfléchir plus d'un responsable politique, s'il est véritablement soucieux de cohésion sociale, alors que le « modèle » anglo-saxon, porté aux nues par les institutions économiques et financières internationales et par leurs innombrables relais médiatiques, est partout à l'offensive.

RICHARD FARNETTI

### L'exemple éditant de British Airways

Ces chiffres révèlent l'une des faiblesses majeures du raisonnement libéral, puisque le niveau des exportations britanniques est directement dépendant de l'intensité de la reprise des économies européennes. Contrairement aux contes de fées thatcheriens, le Royaume-Uni ne peut faire cavalier seul en matière de revitalisation industrielle.

Objet de grande fierté pour le gouvernement, le classement établi au début de chaque année par le *Financial Times* montre, dans sa version de janvier 1997, que, sur les cinquante groupes européens les plus performants, trente et un sont britanniques. Là encore, un minimum de recul critique s'impose, car, malgré ces résultats, le niveau de l'investissement productif reste toujours aussi déprimé. Même l'OCDE, certes au détour d'un maigre paragraphe, est bien forcée d'admettre que « la faiblesse de l'investissement intérieur demeure préoccupante » (4). Cette faiblesse est d'autant plus criante qu'environ un tiers de l'investissement réalisé au Royaume-Uni est le fait de firmes étrangères, ce qui met bien en évidence la carence des grands groupes britanniques. Ces derniers préfèrent, et de loin, investir hors des frontières, notamment pour reconquérir à leur avantage les rapports entre le capital et le travail. En abolissant le contrôle des changes dès 1979, le gouvernement de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a permis d'ouvrir en grand les vannes des investissements à l'étranger, qui, aussi bien en stock qu'en flux annuels, se situent au second rang mondial, immédiatement après ceux des Etats-Unis.

Au-delà des aspects quantitatifs, il convient d'examiner les objectifs sociaux dont les investissements sont porteurs. De ce point de vue, l'exemple de British Airways a véritablement valeur de symbole. Privatisée pendant le



### Modèle européen

Le Royaume-Uni, « l'inégalité des revenus s'est aggravée plus rapidement que dans la plupart des pays de l'OCDE ». (Etudes économiques de l'OCDE, 1996, OCDE, Paris, 1997)

**PAUVRES :**  
Depuis vingt ans :  
- le nombre des sans-abri a doublé ; le nombre des enfants ne vivant que de l'aide sociale est passé de 7 % en 1979 à 26 % en 1994 ; les familles nées ont triplé ;  
- le nombre de Britanniques qui vivent dans la pauvreté (définie comme moins de la moitié du revenu moyen) est passé de 5 000 000 à 13 700 000 (ibid.) ;  
- les 10 % les plus pauvres ont perdu 13 % de leur pouvoir d'achat, alors que les 10 % les plus riches ont gagné 65 % (ibid.)

**RICHE :**  
Depuis cinq ans, le nombre des millionnaires a doublé. « Le club » des millionnaires, qui s'est agrandi au rythme hebdomadaire de 200 nouveaux riches, réunit aujourd'hui quelque 100 000 membres » (Le Figaro, 1<sup>er</sup> janvier 1997).

**TRAVAIL :**  
- La rigueur de la législation portant sur le licenciement est très faible, avec des délais de préavis extrêmement courts et des périodes d'essai pouvant aller jusqu'à vingt-quatre mois. Il n'existe aucune restriction à l'utilisation des contrats à durée déterminée et des emplois intérimaires. Le nombre de contrats successifs conclus avec la même personne est illimité, tout comme l'est la durée maximale cumulée. Enfin, et cela même pour les contrats à durée indéterminée, il n'y a pas de limitation à la durée hebdomadaire du travail ni d'obligation minimale de congé annuel (Banque Paribas, *Conjoncture*, juillet 1996. Article repris par *Problèmes économiques*, La Documentation française, Paris, 3 janvier 1997).

- En 1995, près de 300 000 personnes gagnaient moins de 1,5 livre par heure (13 francs) et environ 1,2 million moins de 2,5 livres (ibid.).

- Les emplois à plein temps sont restés inférieurs de 1 100 000 à leur niveau du printemps 1990 (OCDE, op. cit.).

**COMPÉTITIVITÉ :**  
Célébré comme un exemple d'efficacité qui en remonte aux autres pays du coin :  
- le Royaume-Uni enregistre un déficit commercial équivalent à peu près à l'accident commercial de la France (22 milliards de dollars) (The Guardian, 30 novembre 1996) ;  
- même depuis 1990 et le boom anglais, le taux moyen annuel de croissance britannique (1,27 %) est resté inférieur au taux français (1,35 %) (The Guardian, ibid.) ;  
- le Royaume-Uni « se classe encore derrière ses principaux concurrents en ce qui concerne le niveau d'instruction des jeunes de seize à dix-neuf ans » (OCDE, op. cit.).

## num pour investisseurs étrangers



AMANDA FAULKNER - « Inside Out » (1989)

Les lois sociales britanniques n'obligent plus les entreprises de montage électronique à régler leurs ouvriers au-dessus d'un salaire minimum virtuel. Ni les industriels du textile à être contrôlés par l'inspection du travail. Ni les entreprises de services à négocier le dépit d'un salarié avec le concours de ses représentants syndicaux. Même le *Wall Street Journal* souligne que la Grande-Bretagne attire surtout les industriels étrangers grâce à ce cadre social minimal mis en place par les conservateurs au pouvoir depuis dix-huit ans. Et qui comprend aussi les lois antisyndicales, les horaires illimités (y compris pour les jeunes de seize à dix-neuf ans), la réduction des congés de maternité, le développement du travail féminin à des postes dont les femmes étaient exclues, le droit aux licenciements abusifs et le développement du travail temporaire (6).

« Nous trouvons au Royaume-Uni de meilleures conditions qu'en Allemagne pour l'utilisation de notre équipement industriel », confirme M. Hermann Scholl, président de la firme Robert Bosch GmbH, l'un des principaux fabricants mondiaux de pièces détachées automobiles (7). En s'installant outre-Manche, l'industriel allemand n'était en effet ni intéressé par le marché britannique (son usine galloise exporte 80 % de sa production) ni attiré par les performances d'une main-d'œuvre qui, d'après une étude du cabinet McKinsey, est de 20 % à 30 % moins productive qu'en Allemagne ou en France, ce parti pris parce qu'elle souffre d'un cruel manque de formation (8).

Les ouvriers de M. Hermann Scholl ne travaillent que 39 heures par semaine, mais dans des équipes qui

peuvent indifféremment fonctionner douze heures de jour ou de nuit. Et « les temps de pause ne sont pas rémunérés », se réjouit l'industriel allemand. Autre motif de satisfaction : un seul syndicat est reconnu, celui des électriciens. Il s'est engagé à ne pas faire grève parce que la lune « pour le succès et la qualité peut être dans l'intérêt de ses membres », précise le patron de Bosch. M. Hermann Scholl formule cependant une critique à l'égard de ses salariés d'outre-Manche : 8 % de démissionnement tout les ans, car, « malheureusement, ils ne résistent pas toujours à de meilleurs salaires offerts par d'autres entreprises ».

Le Royaume-Uni pratique donc sans complexe le dumping social aux dépens de ses partenaires communautaires dans le marché unique européen. Et pour le plus grand bonheur de ceux qui, comme M. Major, assimilent la Charte sociale européenne et chômage (9). Soutenus par le *Financial Times* et par *The Economist*, deux publications influentes qui couvrent rarement la réalité sociale britannique, les partisans du libéralisme à tout crin estiment que la fin justifie les moyens. Et que la réalité se résume à des chiffres macro-éco-

miques : si la France a 12,7 % de taux de chômage et le Royaume-Uni 6,9 %, c'est que les Français devraient s'inspirer des lois sociales britanniques.

En annonçant l'investissement record de Hyundai Electronics, M. Michael Forsyth, ministre des affaires écossaises, a même déclaré que l'application de la Charte sociale risquerait de « provoquer un holocauste de l'emploi ». Dans ses campagnes promotionnelles, l'Invest in Britain Bureau explique aux investisseurs étrangers : « la réglementation sur les conditions de travail est beaucoup moins rigoureuse que celle des autres Etats européens (...). Les heures supplémentaires, le travail en équipe, le travail du dimanche ne sont soumis à aucune limitation. » Mais une structure mise en place en France par la Datar pour attirer les investisseurs étrangers, le Invest in France Network, s'inspire elle aussi des techniques britanniques. Dans une brochure destinée aux industriels américains, elle explique : « Les lois sociales (françaises) ont évolué ces dernières années, les horaires deviennent de plus en plus flexibles (...), les entreprises peuvent facilement embaucher des travailleurs à temps partiel. » L'enregistrement de la surenchère est enclenché.

### « Moins productifs et moins compétents »

En matière de régression sociale, le Royaume-Uni bénéficie cependant d'une avance confortable : 12 % de la population active ou bénéficiaire pas de congés payés, et 22 % des salariés à temps plein travaillent plus de 48 heures (contre seulement 7 % en France). Même les quelques services publics qui subsistent ont recourus à des pratiques qui auraient inspiré Charles Dickens. En novembre 1996, à Bristol, M<sup>me</sup> Helene Henderson, une employée des postes de vingt-cinq ans, a été renvoyée le jour même de son retour de voyage de noces : elle souffrait de sclérose en plaques, et son licenciement a précédé de quelques semaines l'adoption d'une directive européenne contre la discrimination à l'égard des travailleurs handicapés. La jeune mariée avait pourtant accepté de ne pas être payée pendant ses congés de maladie.

Une entreprise britannique acquitte en moyenne 18 % de charges sociales

sur les salaires, contre 44 % en France. Faisant ses comptes, le patron d'une entreprise électronique parisienne, M. Olivier Cadic, a annoncé l'été dernier qu'il allait délocaliser 15 de ses 25 salariés dans le Kent. Au Royaume-Uni, il n'aurait versé que 500 000 francs de charges sociales en 1995. Or il a payé 1,8 million de francs au fisc français. Le fabricant d'aspirateurs Hoover, qui, en 1993, a transféré 400 emplois de Bourgogne en Ecosse, avait déjà annoncé le couleuvre. Pourtant, « les ouvriers britanniques sont moins productifs et moins compétents que les Français », constate un chef d'entreprise qui dirige une usine métallurgique dans chacun des deux pays. Il corrobore ainsi ce que même l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) a dû avouer dans sa dernière étude consacrée au Royaume-Uni. D'ailleurs, le reproche italien de Hoover critique à présent le manque de savoir-

faire de sa nouvelle main-d'œuvre écossaise.

A peine plus de la moitié des Britanniques âgés de dix-huit ans suivent une formation, contre environ 80 % en Allemagne et en France. S'ils s'intéressent à autre chose qu'aux profits à court terme, les entrepreneurs tentés par la délocalisation outre-Manche devraient réfléchir au lien entre charges sociales réduites et faible qualification de la main-d'œuvre. « L'avenir de la Grande-Bretagne ne réside pas dans une économie à bas salaires avec une formation et des technologies de seconde zone », a expliqué un jour M. Anthony Blair, le chef du Parti travailliste. Il aura peut-être bientôt l'occasion de prouver que son projet de société est véritablement différent.

GUILLAUME ROBIN.

(1) Ces projets représentent des investissements de 2,4, de 1,7 et de 1,1 milliards de livres respectivement.  
(2) Lire « Délocalisations Sud-Nord », *Le Monde diplomatique*, juillet 1996.  
(3) L'IBB est à l'instar de la Datar et de son aînée l'IFN (Invest in France Network), chargée de « vendre » le Royaume-Uni aux investisseurs étrangers. Ce service, créé en 1977, dépend du ministère du commerce et de l'industrie britannique, et il confie une dizaine d'institutions régionales.  
(4) *Financial Times*, Londres, 3 octobre 1996.  
(5) Craignant des représailles contre ses camarades en cours de licenciement, elle accepte que son nom soit cité à condition que celui de son employeur ne le soit pas.  
(6) *The Wall Street Journal*, 11 juillet 1996. Lire aussi Seamus Milne, « Promesse tenue au Royaume-Uni », *Le Monde diplomatique*, janvier 1994.  
(7) Discours du patron de Bosch lors d'un séminaire sur le Royaume-Uni comme centre de localisation industrielle en Europe (Munich, 16 novembre 1995).  
(8) Sur ce lien entre salaires médiocres, rotation rapide du personnel, mauvaise formation, lire Jonathan Michie, « Quand les bas salaires nuisent à la compétitivité », *Le Monde diplomatique*, septembre 1995.  
(9) La Charte sociale européenne des droits sociaux fondamentaux, dite Charte sociale, a été adoptée lors du conseil européen de Strasbourg en décembre 1989 par onze Etats membres de la Communauté sur les douze qu'elle comptait à l'époque. Le Royaume-Uni s'y est opposé. La Charte vise notamment à instaurer une durée maximale du travail et l'interdiction du travail de nuit aux moins de 18 ans. Ce document, qui n'a cependant aucune valeur contraignante, a été repris dans le protocole n° 14 sur la politique sociale annexé au traité de Maastricht et signé lui aussi à onze. Le Royaume-Uni est ainsi exempté des mesures susceptibles d'être prises en vertu de ce protocole.



# Les travailleurs coréens à

(Suite de la première page.)

Les déséquilibres territoriaux et de la hiérarchie urbaine - macrocéphalie de Séoul (3) - sont considérables, alors que les densités démographiques sont élevées et que le taux d'urbanisation passera de 28 % à 86 % entre 1960 et l'an 2000. Une spéculation foncière effrénée enrichit les 5 % de propriétaires qui possèdent deux tiers des terrains privés (4), alors que se multiplient les catastrophes (effondrement de ponts, du grand magasin Sampong à Séoul en 1995, causant 500 morts et 900 blessés). Enfin, l'accès au crédit est grevé par des taux d'intérêt très élevés (25 %).

Autre rançon de la réussite économique, avec le sacrifice de l'environne-

ment, du logement et des transports : l'exploitation forcée de la main-d'œuvre (5). Les années 70 ont été marquées par l'immolation d'ouvriers protestataires. La liberté syndicale, partielle, ne sera conquise qu'en 1987, après de très violentes manifestations. Mais, en 1996, la Fédération coréenne des petites entreprises, qui emploie l'essentiel de la main-d'œuvre étrangère - les « stagiaires industriels » évalués à 150 000 légaux et illégaux -, doit édicter une brochure pour recommander à ses adhérents d'éviter de brutaliser leurs salariés (6).

C'était le prix à payer pour que la Corée accède, fin 1996, au club des pays riches : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Mais le temps des

sacrifices n'est pas terminé. Les chaebols, qui contrôlent l'essentiel de l'économie (les dix premiers réalisent 23 % de la production nationale et 60 % des exportations), sont des colosses aux pieds d'argile. Surendettés (7), ils ne survivent que par un soutien sans faille du système bancaire étroitement soumis au pouvoir. Le chaebol ne prospère bien que sous la protection d'un Etat autoritaire, renforcé par des liens intimes avec les dirigeants politiques (Samsung doit tout au premier président de l'après-guerre, Syngman Ree, et l'ascension de Daewoo ne se conçoit pas sans la protection de l'ex-général-président Park Chung-hee). Mais la collusion entreprises-gouvernants fonctionnaires a fini par déboucher sur une corruption généralisée, comme en témoignent les différents procès qui éclaboussent les plus hauts dirigeants économiques et politiques du pays (le général Roh Tae-woo, chef de l'Etat entre 1988 et 1992, se constituait une cagnotte de 650 millions de dollars).

Les chaebols se trouvent tout autant empêtrés dans l'étrange dépendance stratégique et économique, tissée durant la guerre froide, à l'égard des Etats-Unis et du Japon, qui détiennent respectivement 18 % et 24 % des parts du marché coréen et y réalisent 29 % et 37 % des investissements étrangers. Il existe aussi une forte dépendance commerciale : les exportations, qui ne représentent que 2 % du PIB en 1961, en constituent 35 % en 1995. Avec une nette spécialisation sur l'électronique (38 % des exportations) et le textile (15 %), devant la chimie (7 %) et la construction navale (5 %). Les chaebols, qui pratiquent un dumping (vente à perte) féroce pour s'emparer des marchés étrangers et écraser la concurrence, sont exposés à toutes les mesures de rétorsion, comme en février 1996 quand la Commission de Bruxelles a décidé de taxer de 24,4 % les fours à micro-ondes importés de Corée.

Dernier handicap des chaebols : leur dépendance technologique, due à la faiblesse de la recherche-développement. Ainsi, les chantiers navals paient de larges redevances aux groupes japonais (5 % à 10 % du prix du navire). Même situation pour la voiture : quand Hyundai se félicitait en 1993 d'être capable de concevoir et produire seul sa première voiture, en fait Mitsubishi possédait 11 % de son capital. Kia dépendait à 7,5 % du japonais Mazda, et Daewoo venait à peine de rompre son association avec General Motors.

Depuis, les chaebols ont multiplié les joint-ventures (sociétés à capitaux mixtes) afin d'acquiescer les technologies étrangères aux meilleurs prix, tout en pratiquant une politique systématique de veille et d'espionnage technologique et industriel en dérivant d'abord du Japon, puis des Etats-Unis et maintenant de l'Europe. Ainsi Daewoo auto-

mobile débâche d'anciens ingénieurs de BMW, Porsche ou General Motors, ouvre un centre de recherche au Royaume-Uni et à Munich et coopère avec un centre de design italien.

Enfin, les chaebols vont désormais perdre leur marché intérieur protégé. Avec son adhésion à l'OCDE, la Corée devra, dès 1997, ouvrir ses marchés publics aux entreprises étrangères dans le cadre des accords signés avec l'Organisation mondiale du commerce. La levée des protections tarifaires menace 5 % à 12 % des productions locales et entre 170 000 et 405 000 emplois (8). Et l'Etat devra s'effacer. Mais déjà il ne joue plus son rôle d'agent régulateur entre chaebols aux intérêts divergents, comme en témoigne la nouvelle offensive de Samsung dans le secteur automobile qui heurte de plein fouet la suprématie de Hyundai.

## Logique de guerre

EN effet, pris au piège de leur logique de guerre économique, cotés entre les productions à haute valeur ajoutée des pays développés et les productions de masse à bas coûts salariaux des pays asiatiques émergents, les chaebols sont condamnés à se dévorer entre eux ou à accélérer l'internationalisation de leurs bases productives.

L'objectif stratégique de chaque chaebol est de devenir un groupe multinational géant dans le nouveau paysage industriel et technologique mondial du XXI<sup>e</sup> siècle. Samsung ambitionne de passer du 18<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> rang mondial. Daewoo (33<sup>e</sup> rang mondial) compte en cinq ans doubler ses ventes à l'étranger, conquérir 10 % du marché mondial de ses principaux produits et tripler ses implantations en Europe (180 en l'an 2000).

Leurs investissements à l'étranger ont augmenté de 28 % entre 1995 et 1996 pour atteindre un stock cumulé d'environ 16 milliards de dollars. Si la Chine (30 % du stock en 1994) et le reste de l'Asie (18 %) étaient prioritaires devant les Etats-Unis (25 %),

(3) Jacques Perren-Masson, *Corée, Géographie universelle*, tome 5, Belin-Reclus, Paris, 1994.

(4) Le développement économique de la Corée, *Série « Etudes économiques »*, OCDE, Paris, 1994.

(5) Laurent Carroué, « L'affaire Thomson-Matra-Daewoo », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.

(6) Article d'Asia Times de Bangkok, cité par *Courrier international*, Paris, n° 317, 4 décembre 1996.

(7) La dette des chaebols atteint souvent le niveau croissant de 300 % à 500 % des capitaux propres (Hyundai : 500 %, Daewoo : 352 %), contre un maximum de 100 % en France.

(8) Philippe Pons, *Le Monde*, 28 novembre 1996.

## Daewoo, un géant aux pieds d'argile

AVEC un chiffre d'affaires de 285 milliards de francs (contre 40 milliards en 1980), Daewoo, 33<sup>e</sup> entreprise mondiale, 4<sup>e</sup> groupe national, a connu en vingt ans une forte croissance. Entreprise-stalier ayant longtemps travaillé en sous-traitance pour les sociétés multinationales dans les ports et zones franches de Corée du Sud, Daewoo s'est développée dans les secteurs de la finance (0,6 milliard de dollars), de l'automobile (4,5 milliards de dollars), de l'électronique (5,1 milliards de dollars), de l'industrie lourde et navale (5,15 milliards de dollars), du négoce (15,9 milliards de dollars), de la construction et de l'immobilier (3,7 milliards de dollars). Mais cet empire (196 000 salariés, 400 sites industriels dans le monde) est financièrement fragile du fait d'un excessif endettement : 352 % de ses capitaux propres.

Daewoo Electronics, ensemble frère et dispersé, est un groupe de second plan, peu connu, fortement endetté. Spécialiste du bas de gamme, sans réelles compétences technologiques, il fabrique des produits simples et fragiles, en très gros volume et à bas coût, pour les couches moyennes des pays émergents.

Avec 39 usines dans 14 pays (Corée du Sud, Vietnam, Chine, Mexique, Pologne, France, Royaume-Uni, etc.), il produit 7 millions de téléviseurs, 4 millions de magnétoscopes, 12 millions de tubes, mais aussi des micro-ordinateurs, des réfrigérateurs, des fours à micro-ondes, des machines à laver...

Au quatorzième rang mondial en électronique grand public avec un chiffre d'affaires de 34 milliards de francs, le groupe serait passé numéro 2 s'il avait racheté Thomson Multimédia. Face à ses difficultés structurelles, Daewoo Electronics trouvait dans cette reprise une bouée de sauvetage.

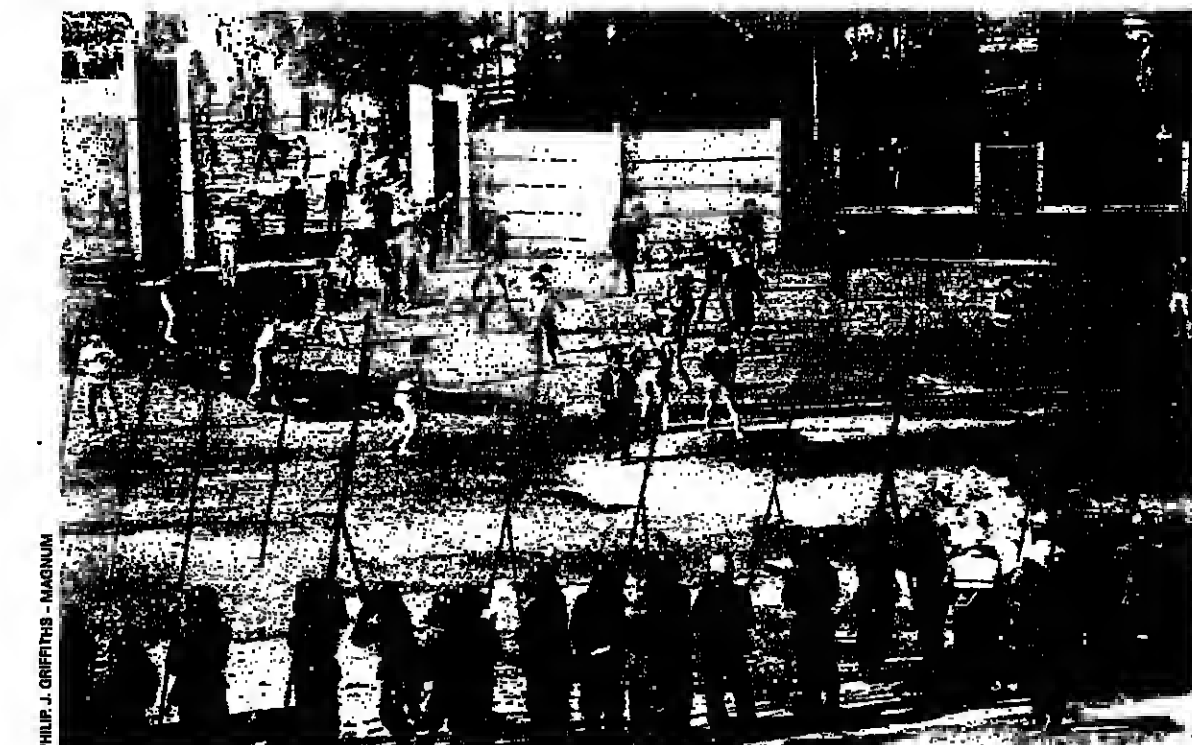
## Un régime libéral à poigne de fer

Par  
BERTRAND  
CHUNG \*

LA démocratisation serait-elle en panne en Corée du Sud ? La question se pose depuis que le président Kim Young-sam a fait preuve d'autoritarisme à l'occasion des manifestations estudiantines d'août 1996 et, surtout, après l'adoption d'une nouvelle législation du travail à la fin du mois de décembre dernier. Certes, il y a eu des meneurs se réclamant du régime de Pyonyang (Corée du Nord) parmi les étudiants, mais fallait-il pour autant enfermer cinq mille manifestants dans l'université Yonsei puis les réprimer violemment alors qu'ils voulaient se disperser ? Fallait-il faire voter une série de lois sur le travail et sur le renforcement des pouvoirs des services de renseignement, le 26 décembre 1996 à l'aube, en l'absence des députés d'opposition et au mépris des règles élémentaires de la démocratie ? Beaucoup de citoyens craignent le retour des vieux démons et le regrettent d'autant plus que le président Young-sam fut un des champions du mouvement démocratique contre la dictature militaire.

Comment expliquer un tel revirement ? A l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour décembre 1997, le président Kim Young-sam a jugé indispensable de créer un climat sécuritaire pour opérer un rapprochement avec la droite conservatrice, qui ne lui a pas pardonné d'avoir fait condamner ses deux prédécesseurs, les présidents Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo, accusés du massacre de Kwangju et de corruption. M. Kim Young-sam lui-même ne peut pas briguer un second quinquennat, interdit par la Constitution, mais il est crucial pour lui de faire élire un homme de confiance pour garder une influence politique après son départ.

Quant à la législation du travail, qui introduit plus de flexibilité, facilite les licenciements et autorise le remplacement des grévistes, elle s'explique en partie par la crise à laquelle l'économie du pays est confrontée depuis l'année dernière. Le taux de croissance est tombé de 9,3 % en 1995 à moins de 7 % en 1996, et l'on prévoit 5 % pour 1997. Il faut rapporter ces pourcentages au taux de croissance moyen des pays concurrents directs de la Corée en Asie orientale, qui est de 7 %. Le déficit commercial atteint, en 1996, 20 mil-



AFFRONTEMENTS ENTRE POLICIERS ET ÉTUDIANTS À SÉOUL, EN 1987  
Dix ans plus tard, le même combat pour la démocratie

liards de dollars, et la dette extérieure 100 milliards.

Ainsi, l'économie voit son avantage comparatif se détériorer rapidement en matière de coûts variables tels que les salaires, les prix fonciers, les taux d'intérêt, le taux de change. Les salaires approchent ceux des pays développés et les prix de sites d'usines sont déjà parmi les plus chers du monde. Quant aux taux d'intérêt, ils sont plus élevés que dans les pays industriels. Bref, si la Corée du Sud veut renforcer sa compétitivité, elle n'a pas d'autre choix que de transformer la structure économique.

La crise actuelle n'est pas une surprise. Bien des économistes n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme ces dernières années pour réclamer des réformes du système productif et managérial, devenu désuet, sans que le gouvernement et le patronat agissent. Ce n'est que le 9 octobre 1996 que le gouvernement a annoncé un plan global visant la progression de la compétitivité de 10 % en un an.

Dans ce contexte, des réformes paraissent nécessaires. Mais toute législation du travail doit présenter de réelles garanties contre les licenciements arbitraires, ce qui n'est pas le cas des textes adoptés le 26 décembre. Hé-

ritage néfaste de trois décennies de dictature militaire et de la stratégie de développement adoptée dès les années 50, la société ne sait pas encore résoudre pacifiquement les conflits sociaux.

A la différence des pays d'Amérique latine, qui avaient opté, dans les années 50 à 70, pour le développement des industries de substitution, la Corée du Sud a choisi la promotion des exportations. Efficace pour la croissance, ce choix a son revers sur le plan social. D'une part, l'Etat, pour la mise en œuvre de sa planification économique, a créé les conglomérats, les chaebols (lire ci-dessus, l'article de Laurent Carroué), qui constitueront le noyau de la future caste capitaliste en alliance avec les élites militaires au pouvoir. D'autre part, il s'est assuré la docilité d'une main-d'œuvre à bas coût par une dure répression du mouvement syndical.

L'envers de cette industrialisation rapide fut donc un régime autoritaire et un grand déséquilibre entre les classes, entre les secteurs et entre les régions. De ces contradictions émergera une classe ouvrière combative, s'engageant dans la lutte politique en alliance avec les étudiants.

A partir de 1961, pendant un quart de

siècle, les ouvriers se sont vu refuser toute liberté d'association, le droit de négociations collectives et le droit de grève. Tout en étant acteurs du développement économique au même titre que le patronat, ils n'ont pas en droit à leur part de richesse. Après l'explosion syndicale de juillet 1987, la tendance a commencé à s'inverser. L'augmentation des salaires a été forte dans les années qui ont suivi, dépassant largement les gains de productivité.

Même après 1987, l'Etat et le patronat n'ont pas vraiment cherché à dissiper la méfiance des ouvriers à leur égard, en tentant d'établir avec eux une concertation. L'amélioration des relations de travail reste l'un des problèmes majeurs. L'exemple du Japon, où le mouvement ouvrier des années 30 et après la fin de la seconde guerre mondiale fut extrêmement violent, confirme que les relations

de travail ne sont pas un « produit culturel » : elles sont construites socialement.

La concentration du pouvoir économique s'est accrue depuis 1993, sous la présidence de M. Kim Young-sam. Ce dernier a, en effet, libéralisé au nom de la compétitivité le contrôle que ses prédécesseurs avaient imposé aux chaebols à la suite des spéculations boursières et foncières auxquelles ils s'étaient livrés dans les années 80. De plus, ces conglomérats ont diversifié leurs activités dans des branches sans lien avec elles, au détriment d'une nécessaire spécialisation et de la compétitivité internationale. Ces chaebols ont ainsi assuré des intérêts particuliers et leur emprise sur la société, sans profit pour celle-ci.

Pendant longtemps, sous le régime militaire, la société civile était, pour ainsi dire, absorbée par l'Etat autoritaire, hypertrophié. Mais l'industrialisation et l'urbanisation ont favorisé l'émergence d'intellectuels, d'universitaires, d'hommes d'Eglise, d'étudiants, de syndicalistes ayant en commun l'idéal de la démocratisation. A partir de 1980, cette société civile fut le moteur du changement social.

Mais la situation s'est transformée. Désormais, la société civile est caractérisée par la domination croissante des conglomérats dans tous les domaines, y compris celui des médias et de la culture. Nombre de dirigeants de l'ancienne opposition extraparlementaire se sont intégrés dans les partis politiques, voire dans l'Etat. La classe ouvrière, numériquement forte mais divisée entre deux centrales antagonistes, n'a jamais réussi à se transformer en force politique. Le mouvement étudiant est affaibli par sa radicalité idéologique. Quant aux partis d'opposition, ils ne font pas le poids face aux puissantes formations conservatrices. Ce qui manque cruellement, c'est un grand parti démocratique.

Cette absence d'un contre-pouvoir rend fort fragile la démocratisation en cours, et les risques existent d'un retour tragique aux affrontements et à la violence.

## Points de repère

Superficie : 99 020 km<sup>2</sup>.  
Habitants : 44,3 millions d'habitants - 457 hab./km<sup>2</sup> - (chiffres de 1996).  
Taux d'urbanisation : 80 %.  
Population active : agriculture, 17 % ; industrie, 36 % ; services, 47 %.  
Balance commerciale : de -1,6 milliard de dollars en 1993 à -21,6 milliards de dollars en 1996.  
PNB par habitant : 10 873 dollars.

\* Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), directeur du Centre de recherches sur l'économie et la société de la Corée, Paris.

هكذا من الازل



هكذا من الاجل

RÉSISTANCE À  
Irs coréens

Les chaebols ont été pendant longtemps les champions de la croissance en Corée du Sud. Mais depuis quelques années, ils sont devenus des ennemis du peuple. Les chaebols ont été pendant longtemps les champions de la croissance en Corée du Sud. Mais depuis quelques années, ils sont devenus des ennemis du peuple.

L'opinion de guerre

La Corée du Sud est un pays où la guerre a été une expérience vécue par tous. Les chaebols ont été pendant longtemps les champions de la croissance en Corée du Sud. Mais depuis quelques années, ils sont devenus des ennemis du peuple.

le fer

La Corée du Sud est un pays où la guerre a été une expérience vécue par tous. Les chaebols ont été pendant longtemps les champions de la croissance en Corée du Sud. Mais depuis quelques années, ils sont devenus des ennemis du peuple.

MONDIALISATION

l'assaut du dragon

L'Europe occidentale et orientale (20 %) devient depuis trois ans leur cible privilégiée, dans trois grands secteurs industriels : l'aéronautique, l'électronique et l'automobile. Dans l'aéronautique, la priorité coréenne consiste à desservir la pression américaine (construction d'avions militaires sous licence) pour acquiescer une autonomie technologique. Ainsi, Samsung a signé en 1995 un accord d'étude avec l'allemand DASA et s'est porté acquiescent en novembre 1996 de l'avionneur néerlandais en faillite Fokker NV contre une aide de l'Etat de 1,7 milliard de francs (9). Mais les autres chaebols ont refusé de s'associer à cette entreprise. Hyundai a même fait dissidence, en s'alliant avec l'avionneur américain McDonnell Douglas.

54 h 30 de travail hebdomadaire

QU'IMPORTE alors, dans cet élan conquérant, le sort du travailleur coréen ? Plutôt que de réaliser un effort de formation, de qualification, de recherche, assorti d'un meilleur partage des profits, les chaebols vont en plus simple : licenciement en masse d'une main-d'œuvre trop coûteuse et retour aux bas salaires.

Des matins pas très calmes et toujours assoiffés

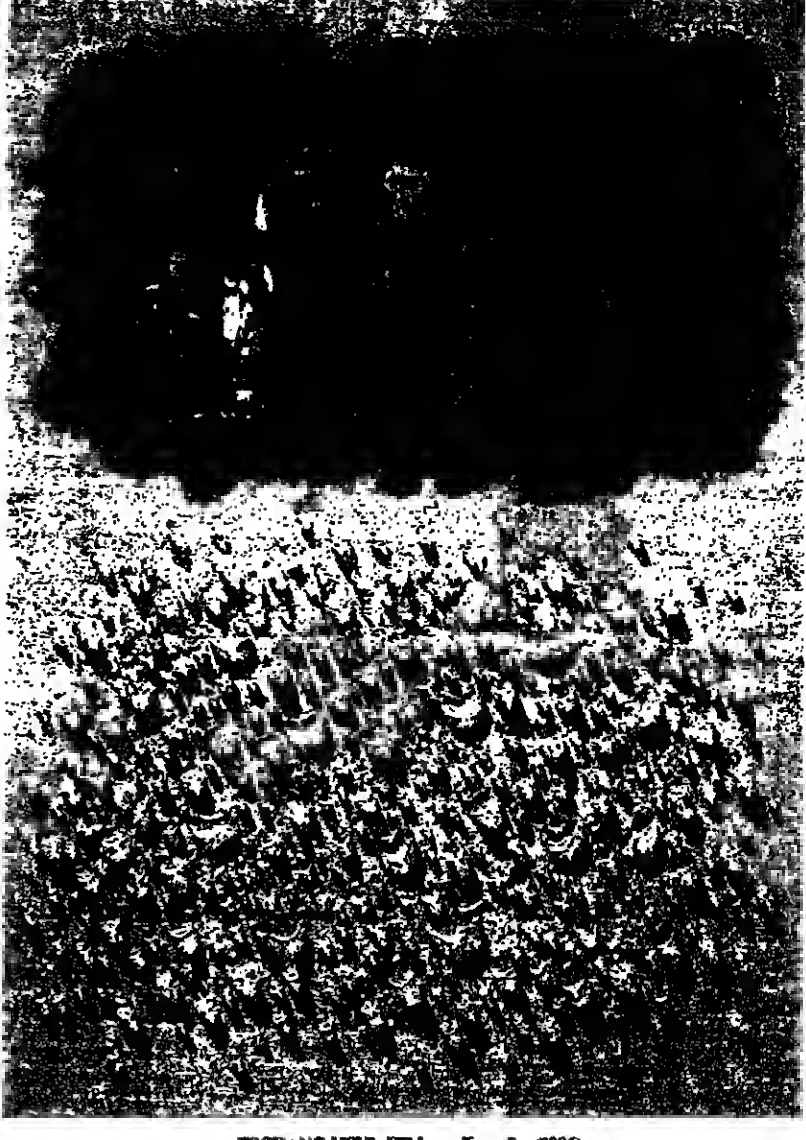
Par PATRICK MAURUS

Il ne faut pas chercher longtemps pour déceler, dans l'œuvre de tout écrivain coréen contemporain, la trace des deux grands blocs thématiques de cette littérature : l'obsession sociopolitique, fille des dégâts de l'urbanisation forcée (Le Nain, de Cho Seohil (1)), en est l'exemple le plus convaincant), et la division du pays, présente physiquement au cœur de chaque famille (L'Autre Côté d'un souvenir obscur, de Yi Kyungho, qui vient de mourir accidentellement).



Yu Gwan Sun (1904-1920), héros du mouvement d'indépendance de 1919

contre l'actuel régime, coupable de n'avoir pas fait toute la lumière sur les événements. En particulier le président Kim Jong-il, qui est enclavé dans la politique de ses adversaires. Le genre de personnage évoqué dans un autre admirable récit de Ch'oe Yun, Avec cette neige grise et sa. Quelques mois plus tard, la responsabilité du massacre de Kwangju est ajoutée à la liste des crimes imputés aux deux ex-présidents militaires, Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo. Et ce grâce à un film qui, reprenant les leçons du livre, à sa façon, met en cause à la fois le nationalisme et le réalisme cinématographique.



TSCHANG YEUL KIM. -- Travail -- (1986)

rare « acquis » dont on bénéficie d'ailleurs qu'une partie des salariés, augmente sensiblement le nombre d'heures travaillées déjà très élevé (la durée légale du travail hebdomadaire est de 54 h 30), facilite le remplacement des grévistes par des intérimaires et, enfin, interdit la création de nouvelles entreprises jusqu'en l'an 2000. Ces mesures ont été votées en sept minutes, à la sauvette, lors d'une session secrète du Parlement, le 26 décembre 1996 à 6 heures du matin, en l'absence de l'opposition. Ce dispositif s'accompagne d'une loi profondément antidémocratique et répressive qui renforce les pouvoirs de la féroce sécurité publique (surnommée KCIA), face à l'ennemi intérieur potentiel que deviennent les salariés en luites revendicatives et leurs organisations syndicales.

Le pays a répondu par une grève générale, la première, avec des centaines de milliers de grévistes dans des centaines de sites. Lancé par le KCTU (Confédération coréenne des syndicats), syndicat illégal et revendicatif regroupant 300 000 à 500 000 adhérents, le mouvement est rejoint par le FKIU (Fédération des syndicats coréens, 1,2 million d'adhérents), le

ESPRIT

Février 1997

La santé, à quel prix ?

Pour une politique de la santé publique  
Sécurité sociale : une réforme sous conditions  
L'utopie du corps parfait

Pierre Aïach, Marcel Drulhe, Didier Fassin,  
Gilles Johanet, Aquilino Morelle, Patrice Muller,  
Georges Vigarello, Lucien Sfez

Parler vrai sur l'Europe  
Jean-Marie Guéhenno, Dominique Janicaud, Paul Thibaud

La troisième révolution industrielle  
Daniel Cohen

Peut-on justifier Hiroshima ?  
John Rawls

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF  
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - ☎ 01 48 04 08 33

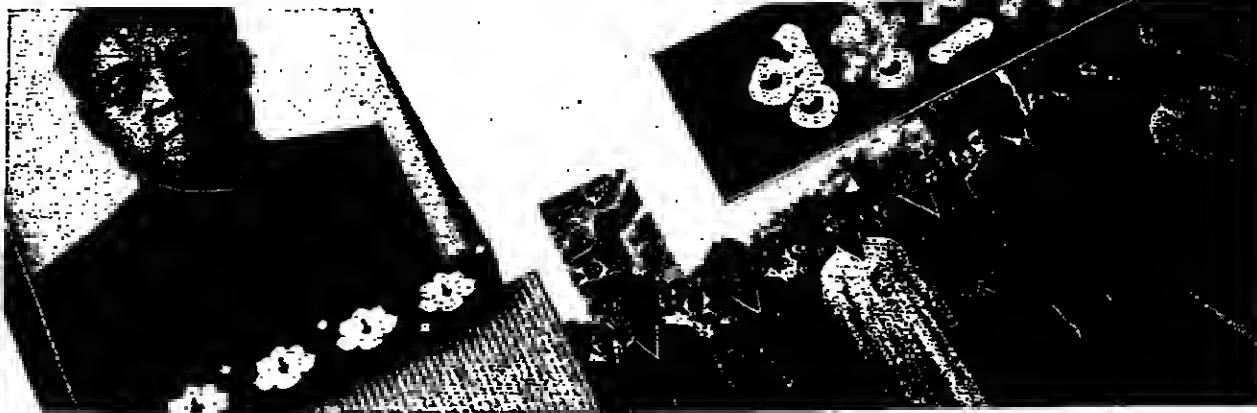


## LES EFFETS INCERTAINS DE L'ARME ALIMENTAIRE

## Craquements en Corée du Nord

**S**i la crise en Corée du Sud a suscité tant d'attentions et de préoccupations, c'est aussi que la péninsule reste divisée et que s'y concentrent tous les ingrédients d'une crise internationale majeure. La mort du dirigeant nord-coréen Kim Il-sung et le laborieux passage de témoin à son fils, Kim Jong-il, ont accentué les difficultés d'un régime confronté à l'arrêt des aides soviétique et chinoise et à de graves inondations. Si la Corée du Nord n'est pas sur le point de s'effondrer, ses dirigeants sont divisés sur la voie à suivre : alors que les pragmatiques prônent une ouverture économique à la chinoise, l'aile dure freine toute réforme. En braquant l'arme alimentaire contre Pyongyang, les États-Unis risquent de pousser le régime dans ses derniers retranchements et de compliquer toute perspective de transition pacifique en Corée du Nord.

Par SELIG S. HARRISON\*



INAUGURATION DE L'AVENUE DE LA RÉUNIFICATION DES DEUX CORÉES À PYONGYANG  
« Seuls les dirigeants ont une idée de ce à quoi ressemble le reste de la planète. »

D'après la plupart des observateurs étrangers, la Corée du Nord serait au bord de l'effondrement, empiétée dans des problèmes insolubles que provoque une orthodoxie rigide, de type stalinien. Le général Gary Luck, commandant des forces armées américaines (et de celles des Nations unies) en Corée du Sud n'a donc fait qu'exprimer une vue très largement admise à Washington en affirmant, le 28 mars 1996, devant le Comité pour la sécurité nationale de la Chambre des représentants : « La question n'est pas de savoir si ce pays va se désintégrer, mais comment, par implosion ou par explosion, et quand. »

Cette appréciation est-elle correcte ? Ne peut-on pas plutôt imaginer une survie du régime inspirée du modèle chinois à la mort de Mao, c'est-à-dire très largement tributaire d'une libéralisation de l'économie ? C'est en tout cas ce que suggèrent l'expérience de cinq voyages dans ce pays, le dernier en septembre 1995, et une série d'entretiens réguliers (le dernier en décembre 1996) avec des officiels nord-coréens en visite aux États-Unis. Le scénario le plus probable, à terme, serait une érosion continue de la stabilité politique si les dirigeants refusent d'entreprendre des réformes à la chinoise afin de remédier aux difficultés économiques du pays. La survie de l'actuel régime dépendra en particulier de la capacité de Pyongyang à surmonter la crise alimentaire consécutive à la disparition des crédits chinois et soviétiques et à deux années successives d'inondations.

En dépit de la mort, en juillet 1994, de Kim Il-sung, la mystique nationaliste associée à sa mémoire continue de permettre aux dirigeants du pays de faire accepter aux habitants la discipline totalitaire du parti au pouvoir. Cette soumission bénéficie des traditions confucéennes de centralisation politique, et d'obéissance aux autorités. Les comparaisons, habi-

\* Chercheur au Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington, D.C. Il a participé aux négociations qui ont abouti, en octobre 1994, à un accord entre la Corée du Nord et les États-Unis sur le gel du programme nucléaire de Pyongyang.

tuelles mais approximatives, entre la Corée du Nord et l'ancienne Allemagne de l'Est, négligent les différences historiques. En Allemagne de l'Est, l'occupation soviétique a longtemps permis la survie d'un système totalitaire dans un environnement qui ne cessait de se démocratiser. En revanche, c'est une éthique confucéenne qui a accompagné l'évolution politique des deux Corées, permettant d'y maintenir sans trop d'efforts des systèmes autoritaires, voire totalitaires.

Autre différence : les deux Corées se sont livrées une guerre fratricide, alors que le chancelier ouest-allemand Willy Brandt n'eut aucun héritage de ce type à surmonter lorsqu'il entreprit son *Ostpolitik*. Et le réseau toujours plus étroit de contacts économiques et culturels entre les deux Allemagnes facilita, vingt ans plus tard, le bouillonnement euro-américain que déchaîna la perestroïka de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Alors que, en Europe de l'Est, les chaînes de télévision occidentales, les radios à ondes courtes et les cassettes se jouaient des frontières nationales, la Corée du Nord demeure complètement isolée de l'extérieur. Tous les postes de télévision et de radio, qui doivent être déclarés, ne peuvent capter que des stations précises.

## En échange du gel nucléaire

**C**e village, qui s'était dessiné pendant les dernières années de la vie de Kim Il-sung, découle en partie des politiques américaine, japonaise et sud-coréenne à l'égard de Pyongyang. Ainsi, en 1994, quand les États-Unis ont promis d'accorder à la Corée du Nord une aide économique et politique en échange d'un gel de son programme nucléaire (1), l'aile pragmatique du régime s'en est trouvée consolide. Et, quand Washington a décidé de ne pas honorer ses engagements, c'est l'aile dure, hostile à un gel nucléaire, qui a redressé la tête.

Lorsqu'il détermine le rythme du changement, le parti au pouvoir sait qu'il affronte un risque presque égal en allant

Ainsi, seuls les dirigeants du parti au pouvoir ont une idée approximative de ce à quoi ressemble le reste de la planète.

Par sa situation particulière, M. Kim Jong-il, successeur désigné de son père et évocation permanente de sa mémoire, est l'homme-clé du régime et le garant de sa légitimité. Mais, bien que l'ambassadeur de Corée du Nord auprès des Nations unies, M. Kim Hyong-n, nous ait annoncé qu'avant la fin de l'année en cours M. Kim Jong-il assumerait à la fois les fonctions de président du pays et de secrétaire général du Parti des travailleurs, il ne bénéficie ni du charisme de son père ni de la dévotion qu'inspirait celui-ci. Au demeurant, des rivalités individuelles et de groupes commencent à apparaître à l'intérieur même des cercles du pouvoir, débouchant sur une succession tourmentée d'accommodements et de retards avant toute prise de décision. Les forces armées et les services de sécurité intérieure voient croître leur influence. Et, traversant tous ces divergences, un désaccord de fond oppose une vieille garde orthodoxe et une jeune génération réformatrice à la fois allié à M. Kim Jong-il et davantage encline au pragmatisme et à l'ouverture au monde extérieur.

trop vite sur la voie des réformes et en avançant trop rapidement. Des tensions sociales naissent à la stabilité d'un régime qui, pour le moment, a réussi à calmer le mécontentement né des pénuries alimentaires en garantissant une certaine égalité économique. Un essor de la corruption pourrait déclencher une tragédie comme celle de la place Tiananmen en 1989. Dans la mesure où la corruption chinoise s'est généralisée au rythme du développement des liens économiques avec l'extérieur (2), l'émergence d'une « classe comprador » pourrait donc déstabiliser le régime de Pyongyang.

La levée des sanctions économiques américaines constitue le préalable à cette libéralisation des relations avec l'Occident et le Japon, qui faciliterait la solution des problèmes économiques de la Corée du Nord. Et, pour l'obtenir, Pyongyang a accepté le gel de son programme nucléaire. L'article 2 de l'accord négocié avec Washington stipulait en effet : « Dans les trois mois qui suivent la date de ce document, les deux parties réduiront les obstacles au commerce et à l'investissement. » Cette disposition ne dépendait aucunement des résultats obtenus sur un autre terrain.

Or, en janvier 1997, les seules actions significatives des États-Unis pour se conformer à l'article 2 ont été la levée des sanctions à l'exportation sur un seul produit, le magnésite, et la permission accordée à American Telephone and Telegraph (AT&T) de créer un système de communications téléphoniques en Corée du Nord. Les rares sociétés américaines qui manifestent le désir d'investir sur le marché nord-coréen, ont fait le voyage à Pyongyang n'arrivent pas à obtenir du ministère américain des finances les autorisations nécessaires.

Hormis AT&T, Cargill, le conglomérat géant de céréales, est la seule entreprise qui ait obtenu un permis de Washington. Elle négocie depuis neuf mois un accord de troc qui procurerait 2 millions de tonnes de céréales à Pyongyang en échange de minéraux. Le mois dernier, les États-Unis ont accordé à Cargill les permis nécessaires requises. Pyongyang ayant exprimé ses « profonds regrets » après qu'un sous-marin espion se fut échoué en septembre 1996 au large des côtes sud-coréennes.

La Corée du Nord sait bien que les investissements américains n'attendront jamais un niveau significatif avant que le pays s'ait remboursé ses créances bancaires européennes et japonaises, d'un montant de 3,2 milliards de dollars. Mais, pour Pyongyang, la levée des sanctions économiques américaines pourrait jouer un rôle symbolique important, encourageant

les entreprises européennes, japonaises et sud-coréennes à envisager des accords de troc et de sous-traitance susceptibles de faire décoller une économie stagnante (3). Si seul le Congrès des États-Unis peut lever les sanctions, le président William Clinton a la faculté de retirer la Corée du Nord de la liste des pays, jugés ennemis, avec qui l'exécutif américain interdit tout échange.

Mais l'administration Clinton est encore paralysée par la crainte des retombées politiques intérieures. Lorsque l'accord du 24 octobre 1994 entre Washington et Pyongyang a été conclu, les États-Unis avaient réellement l'intention d'en respecter les termes. Et d'assouplir les sanctions dans les trois mois qui suivraient en autorisant, par exemple, General Motors à investir en Corée du Nord. Mais, moins d'un mois plus tard, le triomphe républicain aux élections législatives a poussé l'exécutif américain à faire machine arrière, par crainte de voir le Congrès refuser de ratifier l'ensemble de l'accord.

Pour bien contrôler le rythme des investissements étrangers et du commerce, la Corée du Nord distingue avec soin la libéralisation massive, circonscrite à la zone de libre-échange de Rajin-Songphong, et les concessions beaucoup plus limitées qui, elles, concernent le reste du pays. Dans la nouvelle zone, les investisseurs étrangers peuvent installer des entreprises dont ils sont les seuls propriétaires, voyager sans visa, obtenir une exonération fiscale de cinq ans, et n'acquiescent ensuite qu'un taux d'imposition de 14 %. Partout ailleurs, les termes des *joint ventures* et autres collaborations sont longuement négociés au cas par cas, même si les officiels nord-coréens laissent déjà entrevoir la généralisation des zones de libre-échange si l'expérience de Rajin-Songphong se révèle concluante.

Pour les réformateurs nord-coréens, la priorité la plus urgente reste néanmoins de passer d'une agriculture collectivisée à une agriculture orientée vers le marché. Mais la vieille garde du régime continue de s'opposer à une telle transition, soulignant que la crise actuelle s'explique surtout par des facteurs extérieurs.

Ainsi, les inondations de 1995-1996 ont été d'autant plus douloureuses que les zones les plus atteintes étaient les régions riches du Sud et de l'Ouest. Or, peu avant les inondations, l'agriculture nord-

coréenne subissait déjà les effets de la perte du pétrole soviétique dont dépendaient les tracteurs et les usines d'engrais.

La Corée du Nord, pays montagneux où moins du quart du territoire est cultivable, a toujours connu le risque de pénurie alimentaire. Malgré une politique d'irrigation et de mécanisation agricole qui a permis une augmentation importante des rendements en céréales, Pyongyang n'a cessé de dépendre des importations alimentaires, en particulier venant de Chine à des conditions très avantageuses. Mais, en 1989, Pékin, tout en maintenant le volume élevé des livraisons (qui atteignaient encore 600 000 tonnes de maïs en 1994), a durci les termes de l'échange. Puis, en 1995, l'augmentation de la demande intérieure a incité la Chine à interrompre brutalement ses exportations, ce qui a pris Pyongyang au dépourvu au moment précis où les inondations se déchaînaient. En avril dernier, au titre d'une aide d'urgence, la Chine a livré 120 000 tonnes de céréales et signé avec son voisin un accord de cinq ans : Pyongyang recevra 500 000 tonnes de céréales chaque année, la moitié comme don, l'autre moitié à un tarif de faveur. En 1997, il manquera néanmoins 1 million de tonnes pour garantir un citoyen nord-coréen sa ration quotidienne de 250 grammes.

C'est la province isolée de Hamgyong, dans le nord-est du pays, qui risque de souffrir le plus : elle connaît déjà une situation de quasi-famine. À l'exception de la capitale, la malnutrition frappe les neuf autres provinces. Pour tenter d'y remédier, M. Kim Jong-il a décidé d'engager la politique agricole du pays dans la voie précédemment suivie par la Chine et le Vietnam. La généralisation de reconz aux incitations individuelles constitue le changement le plus important. Jusque-là, la production était organisée en équipes de vingt-cinq personnes travaillant dans des fermes coopératives d'État. Les rémunérations étant déterminées par la production de chaque équipe, une augmentation du rendement profitait autant aux bons travailleurs qu'aux mauvais. Le nouveau système crée des équipes de huit, ce qui devrait accentuer la pression subie par les moins performants. Et chaque équipe pourra, en fonction de sa capacité à dépasser les quotas prescrits, conserver jusqu'à 30 % de sa récolte.

## Favoriser les marchés privés

**C**ETTE réforme, apparemment modeste, est en réalité d'autant plus significative qu'elle s'accompagne d'une décision — elle, non rendue publique — permettant aux autorités locales de favoriser l'extension de marchés privés et d'autoriser les équipes de production agricole à y vendre leurs excédents (et les paysans individuels l'ensemble de leur production). La décision a obtenu l'appui de M. Kim Jong-il, même si, pour ne pas froisser la vieille garde, on a choisi de ne pas chercher à la justifier sur le plan théorique.

Le *North Korea Report*, un journal de Séoul, l'a justement remarqué : l'émergence de marchés privés, sovolet complétée par la généralisation des contrats de fermage, constitue « une réforme par effraction. L'aile réformatrice du régime n'est pas assez puissante pour affronter directement la vieille garde. Alors que fait-elle ? Elle attend que le désespoir né de deux années d'inondations oblige les « durs » du régime à consentir au changement. En invoquant l'urgence. Mais les réformateurs savent qu'une fois les réformes en place elles deviennent irréversibles (4). »

Pour soulager les victimes des inondations et subvenir aux « besoins les plus urgents » de la Corée du Nord, un consortium de six agences des Nations unies souhaite collecter 43,8 millions de dollars d'aide exceptionnelle. À ce jour, seuls 18 millions de dollars ont été promis, dont 8 millions par les États-Unis et 6 millions par le Japon. Tokyo, qui avait également livré 500 000 tonnes de céréales en 1995,

s'apprête à faire encore plus l'année dernière mais a dû y renoncer devant les objections sud-coréennes. Après avoir, il y a deux ans, offert 150 000 tonnes d'aide alimentaire à son voisin du Nord, Séoul voudrait en effet que, désormais, le Japon et les États-Unis s'abstiennent de toute aide supplémentaire à la Corée du Nord. En attendant que Pyongyang se soumette à ses conditions pour un dialogue Nord-Sud.

Certains adversaires de l'aide alimentaire prétendent que la crise invoquée par Pyongyang serait très exagérée. Mais les experts des Nations unies, de la Croix-Rouge et des organisations humanitaires, qui ont pu se rendre sur place, confirment tous l'étendue de la catastrophe vécue par 22 millions de Coréens du Nord. À terme, la reprise de l'aide japonaise et sud-coréenne, l'accord avec la société Cargill et un relâchement des sanctions américaines peuvent probablement atténuer l'ampleur de la crise. Mais, dans l'immédiat, les Nations unies doivent intensifier leur action d'urgence. Ne serait-il pas moralement indéfendable de conditionner l'aide qu'attend un pays en proie à la famine à des critères d'ordre idéologique ?

(1) Lire Selig Harrison, « L'atout nucléaire du régime nord-coréen », *Le Monde diplomatique*, février 1994.

(2) Gabriel Kolko, « Moscou, Pékin, Hanoï : Les prédateurs au pouvoir », *Le Monde diplomatique*, décembre 1995.

(3) Lire le reportage de Jacques Decourcy, « Défi : une fin de guerre dans la péninsule de Corée », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.

(4) *North Korea Report*, Séoul, décembre 1996.

**Manière de voir**  
LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR  
LE MONDE  
diplomatique

Nul ne peut plus ignorer Internet, ce réseau des réseaux informatiques qui bouleverse la communication et devient l'un des phénomènes technologiques majeurs de la fin du siècle. Est-ce une chance ou bien une menace ? Comment nos sociétés réagissent-elles à l'impact d'Internet ? Quels effets sur l'économie, l'information, la culture ? Quelles conséquences pour le Sud ? Pour la démocratie ?

**AU SOMMAIRE**

Les articles des meilleurs spécialistes internationaux : Herbert I. Schiller, Armand Mattelart, Paul Virilio, Richard Falk, Philippe Quéau, Riccardo Petrella, Joël de Rosnay, Eduardo Galeano, Dan Schiller, Francis Pisan, Riccardo Stagliano, Yves Eudes, Roberto Bissio, Pierre Lévy, Carlos-Alberto Alfonso, Asdrad Torrés, Jacques Robin, Jean Guisnel, Philippe Breton, Alain Lipietz, Jean-Pierre Archambault, Alain Gresh, Bernard Cassan et Ignacio Ramonet.

En vente par correspondance  
21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris  
Prix unitaire : France métropolitaine : 56 F (port inclus)  
DOM-TOM et étranger : 61 F (port inclus)

هذا من الالاحل



حکذا من الاجل

## « LEVEL FIVE », UN FILM DE CHRIS MARKER

# Okinawa, l'amour et l'ordinateur

L'un des grands cinéastes de notre temps, Chris Marker, vient de terminer son nouveau film, *Level Five* (Niveau Cinq), qui représente la France au Festival de Berlin et sort sur les écrans le 19 février. Il s'agit d'une œuvre majeure. L'auteur de *La Jetée* y propose un récit où se mêlent, avec un bonheur cinématographique constant, l'histoire de la bataille d'Okinawa (1945), la passion d'une femme et les jeux vidéo. C'est, à la fois, un film politique, une histoire d'amour, et une incursion dans les labyrinthes des ordinateurs. C'est aussi, comme toujours chez Chris Marker, un regard théorique sur le cinéma, les images et leur signification.

Par LAURENT ROTH \*



FAIRE APPEL À « LA PUISSANCE D'INTIMIDATION DU MASQUE »

gies » de la communication peuvent-elles donner naissance à un nouveau type de création audiovisuelle ? La mutation radicale du support du cinéma (de l'analogique on passe au numérique et au virtuel) peut-elle renouveler l'imaginaire du cinéma ? Et, si oui, y a-t-il une autre voie pour intégrer l'ordinateur au cinéma ?

La première réponse qu'apporte *Level Five* consiste à déplacer la question : savoir si la technologie peut être génératrice d'œuvres est une mauvaise question. Comme si le cinéma pouvait se passer de l'homme symbolique et politique dont nous sommes faits. *Level Five*, par son dispositif en triangle (une femme, la mort et l'ordinateur) place d'entrée de jeu la technologie entre deux abîmes qui définissent un espace de sens : l'amour d'une femme et le souvenir des morts sans sépulture donnent son horizon anthropologique à l'utilisation de l'ordinateur. Ce n'est plus, ici, la technologie qui se donne à voir dans des applaudissements d'autosuffisance. C'est, à travers l'achèvement du programme et la perne de la technologie, le manque à être fondamental de l'homme moderne qui se trouve indiqué. Et si notre manque d'imagination dans l'amour comme dans le lien social venait de ce que nous manquons de mémoire ?

Rejoignant l'intuition thanatologique d'Internet, Chris Marker se tourne vers le monde cybernétique dans une attitude archaïque : c'est à la puissance d'intimidation du masque qu'il fait appel pour conjurer la révélation de l'horreur comme le sommeil de l'oubli. « Pick up your mask ! », intime l'ordinateur à Laura avant qu'elle aille sur le réseau. Et Laura de s'inventer, sur l'écran, autant de masques virtuels qui vont lui permettre d'affronter l'au-delà (7).

### Des Interlocuteurs virtuels

C'est la stratégie qui permet à Chris Marker d'en faire la véritable passeuse du film : Laura, en recueillant la confession de ceux qui voient avec le mort, témoins du massacre d'Okinawa mais aussi interlocuteurs virtuels qui conversent sur la Toile (World Wide Web) avec elle, fait intervenir sa propre expérience du deuil et de la perte dans l'argument même du film. « Comme j'imagine qu'il est plus facile au spectateur de se reconnaître dans la souffrance de Laura que dans celle d'un homme qui a massacré toute sa famille, je parle sur cette reconnaissance pour la faire accéder au niveau de compassion qu'elle-même atteint en plongeant dans la tragédie d'Okinawa (8). » Le pari de Chris Marker est gagné : Laura est d'autant plus émouvante qu'un ordinateur ne saurait pleurer.

Ce « niveau 5 » de la perfection auquel renvoie le titre du film n'est, à moins de mourir, pas à notre portée. Moquant le mythe prométhéen à l'œuvre dans l'imaginaire cybernétique, Chris Marker nous renvoie à l'origine humaine de la technologie. On pourrait appliquer à celle-ci les mots du commentaire de son premier film, il y a quarante-cinq ans déjà : « La statue négrite n'est pas le dieu : elle est la prière (9). » Avec *Level Five*, l'ordinateur, notre fétiche moderne, doit déchoir : lui n'en plus n'est pas « le dieu », même si sa puissance devient redoutable lorsque les hommes sans mémoire lui sacrifient leur vie.

Mais *Level Five* nous raconte aussi que, reliés à d'autres, c'est à ces mêmes hommes qu'il appartient d'en faire « une prière ». C'est alors que s'écrit la plus belle lettre d'amour.

- (1) Paul Virilio, *La Vitesse de libération*, Galilée, Paris, 1995, p. 127.
- (2) Lire « L'Amérique et les Meagles nippons », *L'Express*, Paris, 19 décembre 1996.
- (3) Introduction au « Fond de l'air est rouge », textes et documents d'un film de Chris Marker, Maspero, Paris, 1978, p. 7.
- (4) *Confessions d'un « casque bleu »*, témoignage recueilli par Chris Marker (vingt-six minutes), Arte, 1995.
- (5) Il est intéressant de comparer *Level Five* aux quinze minutes déjà consacrées à Okinawa dans *Sans soleil* (1982). L'archipel y est présenté comme idyllique, et, par anti-impérialisme, les méfaits de l'occupation américaine « oubliés ».
- (6) Entretien avec Dolores Walfish, *The Berkeley Lantern*, novembre 1996. Dossier de presse du film.
- (7) Entretien avec Dolores Walfish, op. cit.
- (8) Lire « Au-delà : les écrans parlent avec les morts », *Interactif*, n° 7, février-mars 1996.
- (9) Les statues négrites aussi, de Chris Marker et Alain Resnais, 1953 (trente minutes). Interdit par la censure de 1953 à 1963. Sur l'ensemble de l'œuvre de Chris Marker, lire le numéro que lui a consacré la revue *Images Documentaires*, n° 15, Paris, 4 trimestre 1993.

« Qui veut se souvenir doit se confier à l'oubli, à ce risque qu'est l'oubli absolu et à ce beau hasard que devient alors le souvenir. » Maurice Blanchot.

Le synopsis de *Level Five* est d'une simplicité déroutante : une femme, Laura (Catherine Belkhodja), héritière d'un ordinateur qui lui laisse la narrateur du film (Chris Marker) ; sa tâche est de terminer un jeu vidéo consacré à la bataille d'Okinawa (1945), épisode décisif dans la conclusion de la seconde guerre mondiale, et terrible massacre encore sans nom... A l'inverse des jeux de stratégie classiques dont le propos est de renverser – ou d'esquiver – le cours de l'histoire, ce jeu s'obstine à reproduire l'histoire telle qu'elle s'est accomplie. Laura accumule les pièces de la tragédie, sous forme d'images et de témoignages, jusqu'au moment où elles commencent à interférer avec sa propre vie. Hantée par les morts, Laura disparaît, tandis que le narrateur, absent revient sur les lieux de son enquête.

La présence d'une femme à l'écran prend ici valeur de transgression : transgression marquée, non sans ironie, par Chris Marker lui-même, par rapport au genre du film. « Un documentaire, c'est un film sans femme. S'il y a une femme, c'est un semi-documentaire. » Ces propos, attribués à Henry Cohn, patron légendaire de la Columbia, Chris Marker les rapporte à son très inédit dans son univers. Les femmes ont été, chez Chris Marker, jusqu'à présent approchées par leur image ou par leur voix : jamais par leur présence, dans le cadre même de la mise en scène.

La raison de cette soudaine incarnation de l'épée-muse (Catherine Belkhodja) de Chris Marker dans *Level Five* a partie liée avec la critique implicite que fait l'auteur de la projection fantasmagorique proposée par nos sociétés au sujet des nouvelles technologies. La liquidation de la différence sexuelle est au programme du mythe cybernétique. L'homme informationnel préfère le lointain au prochain, l'ivresse du coït virtuel à l'aventure du regard ; dans ce monde de la pesanteur abolie, « le femme objet de tous les désirs, de tous les fantasmes, cède soudain la place à l'objet-femme (1) ».

Or la première chose que nous impose Chris Marker est le regard-caméra de Laura : nous prenons à témoin de la progression de son enquête sur la bataille d'Okinawa, elle force par ailleurs notre regard sur sa propre beauté féminine, qui concentre tout le pouvoir de fascination de l'écran... L'érotisme de la situation est minimal, mais lui confère une sorte d'aura indéfinissable, un jeu de séduction avec le spectateur d'autant plus stimulant que Catherine Belkhodja s'adresse ici à l'homme qu'elle aime... mais après sa mort.

C'est ici qu'entre en scène Chris Marker : par sa voix et les images tournées au Japon, dont un long reportage à Okinawa même, en 1985, il instruit au quelque sorte l'enquête de Laura. Le destin asymétrique des sexes ne peut être plus marqué : comme s'il fallait, pour se souvenir, que l'un fût mort quand l'autre est vivant. C'est en effet un dialogue d'outre-tombe qui s'instaure ici, où chacun fait l'expérience de la perte de l'autre. Cette présence en creux des personnages, qui est une constante phénoménologique de l'univers de Chris Marker, se trouve subtilement mise en abyme par la référence que fait Laura au film de même titre (*Laura*, 1944) d'Otto Preminger, film vu à Okinawa avec le narrateur lors d'un voyage commun.

L'allusion, qui procède de la figure de l'emboîtement, vaut plus qu'un clin d'œil au spectateur cinéphile. *Laura*, c'est la mémoire, élevée au rang de personnage mythique. Souvenons-nous du personnage interprété par la diaphane Gene Tierney dans le film de Preminger : tenue pour morte, Laura reparait lors d'un faux rêve dans l'espace ouvert par la promenade fébrile d'un enquêteur (Dana Andrews), épris d'elle alors qu'il ne l'a jamais rencontrée. Ce rêve et cette voix parlant dans les ténèbres ont trouvé place dans *Level Five*, mais l'énigme qu'ils signalent et tentent de résoudre dépasse le cadre d'une destinée individuelle. C'est du destin de tout un peuple et, à travers lui, de l'humanité occidentale qu'il s'agit.

### Les images sont nos souvenirs

Le refoulement de *Level Five*, c'est une fois de plus l'histoire, sous forme d'un épisode qui n'a pas fini de faire retour : en débarquant le 15 mai 1945 sur les côtes de l'archipel d'Okinawa, les « marines » américains ne se doutaient pas qu'ils seraient l'instrument par lequel l'effroi régnerait durablement sur l'humanité occidentale. Okiawa fut à la fois l'occasion d'un grand massacre où 150 000 civils périrent, la plupart contraints au suicide par l'armée japonaise, et l'étape décisive dans la décision de Washington d'utiliser l'arme atomique. La vigoureuse épuration menée après la guerre (le tribunal international de 1949 concerne quelque 200 000 japonais, 5 000 criminels de guerre furent jugés, 900 exécutés) n'a pu empêcher les vainqueurs d'écarter l'histoire à leur manière, et les vaincus de faire durablement cette page de honte.

Bien plus, on peut se demander si le proconsulat sans partage du général MacArthur, déjouant le conseil allié institué en décembre 1945 pour occuper et administrer la puissance vaincue, ne réserve pas encore aux Américains, gestionnaires exclusifs de la mémoire de cette partie du conflit, de douloureux écaris de conscience. La récente affaire des Mangels nippons, ces médecins militaires qui se livrèrent à des expériences mortelles sur des prisonniers de guerre, et furent couverts par le Pentagone après guerre en échange de la communication des résultats de leurs travaux, montre combien la vérité

\* Réalisateur, critique aux Cahiers du cinéma, enseigne à l'université Paris-VII.

tarde ici à se faire en regard des crimes nazis de la deuxième guerre mondiale (2).

Le Japon de *Level Five* – mais n'est-elle pas celle de tous les films de Chris Marker, depuis *Les Statues meurent aussi* ? – est de nous apprendre que le refoulement de l'histoire est à proportion du refoulement de l'histoire, le cinéma venant lui révéler ce que le monde de l'information ne cesse d'occulter par sa vitesse même, sous la forme de ce « balayage de l'événement par un autre, substitution du réel au perçu, et chute finale dans l'immémorial collective (3) ». Cette fonction critique du cinéma a, depuis le fond de l'air est rouge (1977), trouvé sa forme : c'est la polyphonie. Elle serait au montage ce que la dialectique est au marxisme. La polyphonie des voix retourne le sens des images. Elle en fait à la fois voir l'envers et les retours à leur envoi, caméraman et commanditaires.

*Level Five* comporte plusieurs séquences de décryptage où l'on voit comment l'image de guerre se passe commémorée à la mort (à moins que ce ne soit l'inverse) : il y a cette bande d'actualités japonaises où les femmes d'Okinawa se précipitent du haut de la falaise. L'une d'elles hésite pourtant, voit qu'elle est filmée, et saute... Il y a ce sergent américain, décoré comme un héros après la guerre pour avoir planté la bannière étoilée sur le sol d'Okinawa au cours d'une mise en scène et sous l'objectif des photographes. On lui avait interdit de révéler la supercherie, il devint fou, se suicida... Il y a enfin ce mort en torche qui l'on retrouve dans tous les montages concernant les conflits dans le Pacifique. Dans une chute (non retenue au montage) de la prise, Laura nous montre que le mort se relève, préférant vivre dans le hors-champ plutôt que mourir sacrifié dans le plan... Si les images sont nos souvenirs, elles prennent aussi part à la constitution de notre légende, et l'on voit de quel prix se paie la drogue à la belle image : il faut mourir ou renoncer à l'innocence.

L'image est notre destin. Face à ce déterminisme iconologique (« Comment se souviennent ceux qui ne filment pas ? », demandait déjà Chris Marker, alias Satoru Krasna, dans *Sans soleil*), il n'y a qu'une solution pour changer l'histoire : ce sont les images qu'il faut changer ; et, pour ce faire, Chris Marker fait de plus en plus appel à témoin. Confrontée à la puissance spectrale ou traumatique des images, la parole vraie, directe, vient apporter son démenti d'humanité. Ce fut, il y a deux ans, le gros plan de vingt minutes sur François Crémieux, cet appelé ayant participé à la mission des forces françaises de l'ONU en Bosnie, donnant sa vision de ce qu'il faut bien appeler une occupation (4).

C'est, dans *Level Five*, le témoignage bouleversant du révérend Shigeaki Kinjo, suppléé à seize ans de l'armée japonaise (« par le sang et par le fer »), qui obéit à l'injonction de la « race supérieure », relayée par un commandement militaire fanatique. Shigeaki Kinjo raconte sobrement comment lui et ceux de son village entreprirent de tuer, par amour et à coups de bâton, leur père, leur mère, leurs frères et leurs sœurs plutôt que de se rendre aux Américains. Son destin fut celui de dizaines de milliers d'habitants de l'île d'Okinawa, population réputée pacifique. Sommet de l'horreur que ce récit ! Shigeaki Kinjo, converti depuis au christi-

nisme, prend de front la société japonaise : « J'apporte le poids de ma propre mémoire pour que le Japon regarde la sienne en face. »

Ici, l'espace de la parole ouvre un espace inconnu. C'est celui du pardon : voilà qui est vite écrit. Mais, à voir le visage du pasteur, on comprend que c'est le travail de toute une vie. Tournant le dos à la mort des samouraïs (« La guerre organise toutes les perceptions de la vie », dit Kenji Tokisu au début du film), Shigeaki Kinjo déclare avoir découvert, avec la Bible, le pardon des fautes, notion inconnue au Japon, où « la faute reste votre fardeau toute votre vie ». A travers lui, il s'agit, pour l'empire du Soleil-Levant, d'apprendre cette chose apparemment simple : la vie humaine est d'un poids inestimable. Leçon d'autant plus émouvante qu'elle vient assombrir d'une ombre redoutable la civilisation que Chris Marker eut le plus aimée (5).

Avec le témoignage de Shigeaki Kinjo, *Level Five* touche le fond : « Imaginez-le dans un cadre « documentaire », [...] inséré dans la journée d'un télé-spectateur, entre le récit du calvaire d'un Boenique, celui du calvaire d'un Rwandais et celui d'un survivant de la Shoah. Combien de calvaires peut-il ingérer comme ça, en ligne, et garder à chacun son caractère unique ? Il fallait trouver autre chose (6). » L'ordinateur, la multimédia, le jeu de stratégie, autant d'interfices qui vont permettre d'écrire un nouveau protocole symbolique entre le spectateur et l'information.

L'importance de *Level Five* tient sans doute à ce qu'il apporte de nombreux éléments de réponse à une question lancinante : les « nouvelles technolo-

Entre autres, dans le numéro de février 1997 :

Hongrie : que faire d'octobre 1956 ? Bela FARAGO  
Hongrie post-1990 Thomas MOLNAR  
Pensée arabe et démocratie Samir BOUZID  
L'armée israélienne va-t-elle porter « kipa » ? Yehoshua RASH

Figures libres  
Choix de films, Chroniques de théâtre,  
Revue des livres, Choix de disques...

Le n° (144 pages) : 58 F - étr. : 65 F Rédacteur en chef  
Abon. (11 n°/an) : 485 F - étr. : 590 F Henri MADELIN

En vente dans les grandes librairies • Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ\*ETUDES (2,23 F la min.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES : 14, rue d'Assas - 75006 PARIS ☎ 01 44 39 48 48

ÉTUDES



## LA HAVANE SOUS LA PRESSION

## Miser sur l'Eglise pour

**A**LORS qu'un embargo imposé par les États-Unis gêne considérablement la vie économique à Cuba, la nouvelle loi Helms-Burton, votée à Washington, en aggrave les effets. D'autant que les Européens semblent plus ou moins se rallier aux thèses américaines de harcèlement du régime de M. Fidel Castro. Paradoxalement, c'est à travers un rapprochement avec le Vatican et l'Eglise catholique locale que La Havane cherche à briser son isolement. Cette décontraction, dont les conséquences sont encore difficiles à évaluer, favorisera-t-elle une nécessaire ouverture politique et une amélioration des conditions de vie de la population ?

Par notre envoyée spéciale JANETTE HABEL \*

Lever l'embargo ? « Insensé ! » Un diplomate américain, qui souhaite garder l'anonymat, précise : « Pour négocier, nous avons deux cartes en main : Guantanamo et l'embargo. Si nous levons l'embargo, le régime retrouvera une certaine prospérité économique sans ouverture politique. D'ailleurs, la possibilité de faire annuler la loi Helms-Burton n'existe pas. » En effet, l'exécutif américain s'étant dessaisi de ses prérogatives en matière de politique à l'égard de Cuba, le président des États-Unis, M. William Clinton, ne peut modifier cette loi sans l'accord du pouvoir législatif. Dans les prochaines semaines, selon ce même diplomate, « un plan d'action pour la transition à Cuba devrait être élaboré », conformément au Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act of 1996 - nom officiel de la loi Helms-Burton, plus communément appelée loi Bacardi (1) à Miami.

Véritable manifeste politique, cette loi confère un caractère permanent aux sanctions économiques dans l'attente d'un gouvernement démocratiquement élu ou de transition vers la démocratie, « qui n'inclura ni Fidel Castro ni Raúl Castro » (section 205 a). Elle précise de surcroît que ce gouvernement devra « s'orienter clairement vers une économie de marché fondée sur le droit et la jouissance de la propriété privée » et « restituer aux citoyens ou aux entreprises américaines les propriétés nationalisées par le gouvernement cubain après 1959 ou les indemniser » (section 206).

Les titres III et IV de cette législation ont provoqué des réactions très vives des

\* Chercheur associé au Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes (Crelac), IEP Aix-en-Provence, auteur de *Ruptures à Cuba*, Brèche-PEC, Montreuil, 1992.

Etats occidentaux qui commercent avec Cuba. Le titre III prévoit en effet la possibilité, pour les citoyens et sociétés des États-Unis possesseurs de « propriétés confisquées », d'attaquer devant les juridictions américaines les entreprises étrangères usant ou profitant de ces biens. Le titre IV permet d'interdire l'accès du territoire américain aux dirigeants et actionnaires de ces mêmes entreprises ainsi qu'aux membres de leur famille. Cette interdiction de séjour a déjà été appliquée à des dirigeants de la société canadienne Sherritt International et de la société mexicaine Grupo Damos, en violation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). D'autres visas d'entrée aux États-Unis devraient être bientôt annulés en vertu du même article.

Quant au titre III, son application avait été reportée, le 15 juillet 1996, par le président Clinton, pour une période de six mois. Cette suspension a été reconduite le 3 janvier 1997 (2). La visite en Europe de l'envoyé spécial américain, M. Stuart Eizenstat, a en effet permis de satisfaire aux exigences de Washington : la coopération européenne avec Cuba est désormais subordonnée « à l'amélioration de la situation en matière de droits de l'homme ». Après avoir dénoncé les violations du droit international et les visées hégémoniques américaines, l'Union européenne (UE) s'est en effet ralliée à Washington. « Cela a pris du temps, il a fallu convaincre, mais nous sommes heureux », déclare le même diplomate américain.

La plainte déposée par les Européens devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'adoption de législations « miroirs » (3) afin d'annuler les effets de la loi, les nombreuses condam-

nations votées dans les enceintes internationales n'ont pas empêché les Quinze d'entériner une « position commune » résultant d'une initiative du gouvernement espagnol (de droite), qui, le 14 novembre 1996, avait soumis à ses partenaires un texte inspiré des positions américaines. L'utilisation des procédures de coopération prévues par le traité de Maastricht en matière de politique étrangère et de sécurité commune (PESC) a permis l'adoption sans débat et en un temps record - trois semaines après les propositions du gouvernement de M. José María Aznar - de cette position européenne commune. Les liens qui unissent M. José María Aznar au chef de la puissante Fondation cubano-américaine de Miami, M. Jorge Mas Canosa, expliquent sans doute le revirement de l'Espagne, dont les investisseurs ont échappé jusqu'à présent aux sanctions américaines. Bien qu'elle se défende de vouloir « provoquer des changements par des mesures coercitives », l'Union européenne a réduit de près d'un tiers son aide financière à La Havane en 1996, réduction qui affecte d'abord l'aide humanitaire (médicaments et produits alimentaires) (4).

Mais comment interpréter ce recul des Européens, notamment de la diplomatie française, qui critique depuis longtemps l'« inefficacité » de l'embargo et dénonce les « ambitions hégémoniques » de Washington ? La possibilité d'un « cycle de représailles », évoquée par le président Jacques Chirac lors de la réunion du G7 à Lyon, l'extension de la guerre commerciale, ainsi que la disparité des intérêts des Quinze expliquent sans doute cette reculade face à l'agressivité américaine. En effet, la loi Helms-Burton a fait école : la loi D'Amato-Kennedy prévoit également des sanctions financières à l'égard des entreprises pétrolières étrangères qui investiraient plus de 40 millions de dollars en Iran ou en Libye, dans le secteur des hydrocarbures. Or les installations industrielles de l'Allemagne en Iran n'ont cessé de se multiplier. Les États-Unis, qui ont accepté de se montrer plus flexibles à l'égard de Téhéran, ont exigé en échange que l'Espagne d'abord, et l'ensemble de l'UE ensuite, imposent « des conditions draconiennes à toute aide économique à Cuba ».

Étrange compromis ! Le régime de M. Fidel Castro ne constitue plus une menace pour les États-Unis, alors que « l'Iran et la Libye sont soupçonnés d'entraîner des terroristes ayant tué des Américains à l'étranger », constate un politologue. Mais Cuba se trouve à

moins de 200 kilomètres des côtes américaines et reste soumis aux intérêts géopolitiques de Washington.

Le rapprochement euro-américain intervient alors que Cuba a connu, en 1996, un certain redémarrage économique. Tous les observateurs s'accordent à reconnaître que l'effondrement qui menaçait a été évité. Après six ans de crise, la situation s'est améliorée sur le plan macroéconomique. Pour M. Daniel Patat, conseiller commercial de l'ambassade de France, cette récupération est « incontestable, mais fragile, car gravement menacée par l'insuffisance de moyens financiers ». L'amélioration résulte, selon lui, du développement prioritaire des secteurs rapportant des devises (les autres restent très déprimés), de l'optimisation des ressources internes, de la restructuration du secteur public, des effets induits des investissements étrangers, le tout grâce à un centralisme étatique qui « a permis de mobiliser efficacement les ressources du pays au service d'une économie de guerre ».

La montée en puissance du tourisme et ses retombées sont visibles. Elles stimulent diverses activités de services : l'artisanat s'est développé, les paladares (petits restaurants privés) sont pleins, les

Cubains louent leurs appartements et leurs voitures aux voyageurs de passage. La récolte de canne à sucre a augmenté - certes dans des proportions limitées - de même que la production de nickel, de tabac ou d'agrumes. Ces améliorations sont toutefois d'autant plus précaires qu'elles ont été obtenues grâce à des financements à court terme contractés à des taux usuraires.

L'île n'a pas accès aux prêts des institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international), et le renforcement des crédits, pour cause de risque politique, est l'un des effets les plus pervers de la loi Helms-Burton. « Les banquiers ferment les guichets ; cette loi est un véritable garrot », constate l'ambassadeur de France à La Havane, M. Jean-Raphaël Dufour.

L'activité bancaire peut en effet être assimilée à une forme de « trafic » si elle sert à financer des projets sucriers ou touristiques concernant d'anciennes propriétés américaines. Or, à ces contraintes financières et aux taux très élevés qui sont pratiqués, s'ajoute la dette extérieure (environ 10 milliards de dollars). La menace d'étranglement financier est un risque majeur. « Les caisses de l'État sont vides », affirme un entrepreneur français.

## Des discours officiels contradictoires

**M**ALGRÉ ce contexte, les entreprises étrangères déjà implantées n'ont pas fui. Elles s'adaptent en usant de nombreux subterfuges pour ne pas encourir les foudres du législateur américain. Certaines effacent leurs enseignes pour ne pas apparaître sous leur nom propre. Quelques grands industriels louent des chambres à l'année à l'Hôtel Colón, de construction récente, l'établissement n'est pas suspecté d'avoir été « confisqué ». D'autres sont en conflit ouvert : c'est le cas de Pernod-Ricard (qui commercialise à l'échelle internationale le rhum Havana Club, l'ancien Bacardi), et est attaqué de front par le groupe Bacardi, première marque de spiritueux au monde. « On est en procès partout, c'est une vraie guerre commerciale », constate M. Noël Adrian, directeur de Pernod-Ricard à La Havane.

La loi Helms-Burton est une épée de Damoclès dont l'effet insidieux opère comme une puissance occulte et dissuasive : les législateurs n'ont pas à s'emparer des dossiers, les entreprises prennent les devants.

Menacé par les contraintes extérieures, le gouvernement de M. Fidel Castro est confronté à un autre défi : le poids de l'effort économique est supporté par une population dont la lassitude est de plus en plus grande au fil du temps. Les contraintes induites par l'extraordinaire effort de mobilisation des ressources disponibles érodent la base sociale du régime. L'amélioration espérée de la vie quotidienne est peu perceptible : les coupures de courant ont nettement diminué, mais les importa-

(1) Du nom de la famille Bacardi, célèbre producteur de rhum cubain avant 1959, dont les propriétés et les usines furent nationalisées par le régime de M. Castro et dont les produits sont commercialisés par Pernod-Ricard sous la marque Havana Club.

(2) La loi autorise le président américain à suspendre le titre III tous les six mois, sous réserve de certaines conditions.

(3) Il s'agit d'une réglementation antitrust imposant des pénalités à des entreprises américaines.

(4) En 1995, l'aide humanitaire et économique de l'Union européenne était de 30 millions d'euros, dont 26 millions d'aide humanitaire. En 1996, cette aide n'atteint plus que 18,7 millions d'euros, dont 15 pour l'aide humanitaire.

## Quand les Amériques disent « non »

Par MAURICE LEMOINE

**L**ORS de la quatrième rencontre du Foro de Sao Paulo, qui réunit à San Salvador (El Salvador), fin juillet 1996, plus d'une centaine de partis et organisations de gauche d'Amérique latine, outre le néolibéralisme, le blocus économique imposé à Cuba fut énergiquement condamné. « Il n'est pas possible que cette arme, déclarait alors M. Luis Inacio da Silva, dit « Lula », ex-candidat à la présidence du Brésil pour le Parti des travailleurs (PT), soit utilisée comme forme de pression politique. Ceux qui en souffrent sont les enfants et les vieux, les personnes qui n'ont rien fait, qui ne guerroyent ni ne tuent, et n'ont qu'un seul souci : survivre. » La souvenir est vivace des multiples sanctions économiques appliquées pour déstabiliser des gouvernements insuffisamment réceptifs aux consignes de Washington (la République dominicaine en 1961, le gouvernement de M. João Goulart au Brésil en 1964, le Chili de Salvador Allende, le Nicaragua sandiniste, Penne en 1988-1989, etc.) (1).

Que la gauche latino-américaine s'oppose à la politique des États-Unis n'a, somme toute, rien de surprenant. Ce qui l'est davantage, c'est que les premières victimes de la loi Helms-Burton ne soient pas à compter au nombre des traditionnels détracteurs de l'« impérialisme US » : ce sont, en effet, neuf dirigeants et actionnaires de la firme canadienne Sherritt International, qui exploite à Cuba un gisement de nickel, à qui les autorités américaines ont refusé, le 10 juillet 1996, tout visa d'entrée sur leur territoire. C'est donc bien à l'un de ses pères neires au sein de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) que M. William Clinton envoyait le premier avertissement. La loi a euecité d'embée une vive opposition au Canada, premier partenaire commercial de Cuba, qui a adopté des mesures permettant aux entreprises canadiennes sanctionnées de porter plainte à leur tour devant les tribunaux canadiens et de réclamer des dommages et intérêts. Le Mexique, tout aussi concerné, à travers le groupe de télécommunication Damos, réagit également et, après concertation avec Ottawa, des contre-mesures ont été adoptées par les deux pays, le 3 octobre 1996, au Mexico.

Le temps n'est plus, comme en 1962, où les États-Unis pouvaient contraindre l'Organisation des États américains (OEA) à exclure Cuba. En juin 1995



MUR PEINT À LA HAVANE. Au-delà des divergences politiques, un consensus en quête de respect

déjà, lors de la 25<sup>e</sup> assemblée générale de l'OEA, son secrétaire général, M. César Gaviria, pleidait en faveur de la réintégration de l'État caribéen au sein de l'organisation interaméricaine, soutenu par des pays comme le Brésil, le Canada, le Chili et le Mexique. Un mois plus tôt, dans le cadre de la 14<sup>e</sup> réunion du Groupe de Rio, l'Amérique latine s'est prononcée contre la loi Helms-Burton, en réaffirmant le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des États. Le Parlement latino-américain se manifestait dans le même sens le 8 mars 1995, tandis que la Communauté des Caraïbes (Caricom) faisait savoir qu'elle s'opposait à toute tentative des États-Unis pour étendre l'application de leurs lois intérieures au-delà de leurs frontières.

Le 4 juin suivant, l'adoption à Penne, par une forte majorité (vingt-trois pays sur trente-quatre)

menés par le Canada et le Mexique, au nom de la « liberté du commerce et des investissements », d'une résolution hostile aux États-Unis - le premier dans l'histoire de l'OEA - provoqua le fureur de la représentante des États-Unis, M<sup>me</sup> Harriett Barritt. Dénonçant la « lâcheté diplomatique de ses collègues », elle leur reprocha de manquer « de courage moral et politique pour dénoncer le gouvernement dictatorial de Cuba » (2). L'admonestation tomba à plat.

En septembre 1996, et en présence cette fois de M<sup>me</sup> Madeleine Albright, alors ambassadrice des États-Unis à l'ONU, les chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et de la Caraïbe, réunis à Cochabamba (Bolivie), avec comme objectif prioritaire « la lutte contre la pauvreté régionale », occupèrent le plus grand tiers de leur temps à rédiger le paragraphe condamnant « énergique-

ment » la loi Helms-Burton. Quand à la déclaration finale de Viña del Mar (Chili), signée le 11 novembre 1996 lors du sixième sommet ibéro-américain, elle exprima une fois de plus un « rejet total » de la loi Helms-Burton. C'est cependant au Canada qu'est venu, pour Washington, le camouflet le plus sévère : le 22 janvier dernier son ministre des affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, aligné avec son collègue cubain une déclaration en quatorze points prévoyant notamment une coopération entre La Havane et Ottawa pour combattre la loi Helms-Burton.

## Refus de l'arme commerciale

**O**N n'en déduire pas que les gouvernements latino-américains ont une quelconque sympathie pour le régime du président Fidel Castro. Lors du sommet de Panama, le président populiste équatorien, M. Ortiz Bucaram, qui souhaitait durcir le texte incriminant les États-Unis, dut affronter M. Carlos Menem (Argentine), qui proposa, alors sans succès, d'exiger la démocratisation du régime cubain. A Viña del Mar, en revanche, et alors que l'Espagne et le Mexique - redevenu en ce qui le concerne de l'aide américaine lors de la crise financière - luttaient pour un texte plus souple à l'encontre de Washington, M. Fidel Castro dut accepter de signer, en échange du soutien continental sur la loi Helms-Burton, une déclaration exaltant le modèle démocratique face « à l'autoritarisme et au populisme », référence évidente à son régime.

Si l'ensemble des gouvernements du sous-continent se sont ralliés aux dogmes économiques promus par les États-Unis, les élites économiques locales y trouvant largement leur compte, il n'en demeure pas moins que l'arme du commerce, en lieu et place de la diplomatie de la canonnière, ne bénéficie plus du priame déformant de la guerre froide. Soumis, eux aussi, à l'occasion, aux ingérences, aux rétorsions ou menaces de rétorsions économiques - entre autres la Bolivie et la Colombie, au prétexte du narcotrafic -, ils aspirent à un vrai partenariat, débarrassé de toute intention de domination. A cet effet, le cas de Cuba est pour eux exemplaire, qui les pousse à serrer les rangs.

(1) Voir « Les embargos », *Relations internationales et stratégiques*, Paris, n° 24, hiver 1995.

(2) « L'Organisation des États américains est hostile au renforcement de l'embargo des États-Unis contre Cuba », *Le Monde*, 6 juin 1996.

هذا من الاصل

saluer la révolution

I.F. M...  
dipl...



صكنا من الاموال

DE LA LOI HELMS-BURTON

sauver la révolution cubaine ?



AU TEMPS DU BLOCUS. Un embargo qui frappe les populations.

Les efforts de restructuration du secteur public et la rationalisation de la gestion étatique ont entraîné un accroissement du chômage. Selon les chiffres officiels, il atteint 8 %, mais certains économistes estiment que le quart de la population active est touché, même s'il est impossible de le mesurer avec précision. Les travailleurs « disponibles » pour cause de licenciement bénéficient d'indemnités réglementaires pendant une durée limitée puis se voient proposer des emplois dans l'agriculture - qui manque de bras. Nombreux sont ceux qui refusent. Ils rejoignent alors (légalement ou pas) l'économie informelle, menacée par la précarité en cas d'échec.

encore davantage sur le plan idéologique et politique. Confronté à la crise sociale, le gouvernement craint de perdre le contrôle de la situation. Toute critique, l'élaboration d'une quelconque solution de rechange à la politique suivie sont donc exclues, y compris émanant des cercles du Parti communiste cubain (PCC). Les sanctions qui ont frappé depuis mars 1996 les chercheurs d'une institution prestigieuse, le Centre d'études sur l'Amérique (CEA) (5), reconnait internationalement dans les milieux universitaires nord et latino-américains, en témoignent. Membres du Parti communiste, les chercheurs du CEA étaient engagés dans une réflexion critique sur la stratégie économique et le système politique : la place accordée au marché et à l'État dans l'économie, le rôle des syndicats face à l'extension des entreprises mixtes et des zones franches, l'extension de la participation populaire, l'institutionnalisation future de la révolution. Ils avaient consacré différents travaux à l'étude de la crise cubaine dans la revue du centre, *Cuadernos de Nuestra América*, ainsi que dans plusieurs livres dont certains sont désormais « introuvables ». D'autres publications sont différées sine die. Ils avaient également organisé, en février 1996, avec la Fundación de investigaciones marxistas d'Espagne (FIM), un séminaire consacré aux « alternatives de gauche au néolibéralisme » (6).

Accusés par M. Raul Castro, lors du cinquième plenum du comité central, en mars 1996, de former une « cinquième colonne », les sept membres du conseil de direction du centre durent affronter pendant sept mois l'ire d'une commission nommée par le comité central. Au terme d'une démarche bureaucratique, le conseil de direction a été dissous et ses sept membres (7), refusant toute autocritique, ont été informés de leur mutation dans d'autres centres d'études. « Mais nous voulons rester dans le camp de la révolution tout en maintenant nos désaccords », affirme l'un d'entre eux.

Dans les faits, la revue n'est plus parue et le CEA est démantelé.

Interrogés, les dirigeants du parti minimisent les sanctions, justifiées selon eux par le fait que les positions des chercheurs n'étaient pas conformes à celles du PCC, auquel le centre était rattaché. Certains condamnent - en privé - les qualificatifs utilisés par M. Raul Castro, mais soulignent le caractère modéré des sanctions prises au regard des accusations portées. Les anciens dirigeants du centre sont convaincus que leur réflexion critique sur la situation dans ses multiples dimensions (et leur prestige à l'étranger) ont mis le feu aux poudres. On a voulu adresser un avertissement aux intellectuels et aux artistes, mais la réaction de ces derniers a été vive. L'Union nationale des écrivains et artistes cubains (Uneca) a exprimé son inquiétude dans une lettre non publique envoyée au parti ; de nombreux intellectuels latino-américains ont protesté contre les attaques, ce qui a sans doute empêché des sanctions plus sévères.

Les dénonciations de M. Raul Castro s'expliquent par la volonté d'empêcher la moindre contestation (au motif que tout débat interne va diviser et donc affaiblir la révolution), tout comme la censure imposée aux chercheurs vise à masquer le caractère contradictoire des discours officiels. Ces derniers ne parviennent pas à concilier les proclamations de fidélité au socialisme avec les réalités socio-économiques de l'île après l'échec du « modèle » soviétique. Cette normalisation idéologique est difficilement compatible avec l'émancipation nationale, qui appelle toutes les forces du pays - en particulier les catholiques - à s'unir en défense de la patrie.

Le traitement réservé à l'Eglise catholique contraste en effet avec la sévérité appliquée au CEA. L'accueil de M. Fidel Castro au Vatican, le 19 novembre 1996, et la visite annoncée du pape Jean Paul II en janvier 1998 ne vont pas sans contrepartie. Une quarantaine de prêtres et de

religieuses arrivés de l'étranger sont venus renforcer une présence pastorale jugée très insuffisante par l'épiscopat ; d'autres devraient suivre. Les différents diocèses ont leur revue et animent des centres de formation civique au sein desquels les problèmes de société sont abordés à la lumière de la doctrine sociale de l'Eglise.

L'Union catholique de la presse cubaine, qui vient d'être créée, regroupe les rédacteurs des différentes publications catholiques du pays. Son secrétariat est composé des directeurs de trois revues, *Amanecer* (diocèse de Santa

Clara), *Palabra Nueva* (diocèse de La Havane), animée par Mgr Carlos Manuel de Cespedes, et *Vital* (diocèse de Pinar del Rio). A peine distribués dans les paroisses, les 7 000 exemplaires de *Palabra Nueva* sont épuisés. *Vital* conduit une réflexion sur les rapports entre la société civile et l'État, un thème à la mode dans les *tertulias* (8) de la capitale depuis l'effondrement du socialisme réel, et l'on trouve dans ses colonnes une analyse critique d'une grande pertinence sur la crise du socialisme cubain (9).

Quant aux autres demandes pressantes de l'Eglise - accès aux médias, enseignement religieux -, elles ne semblent pas devoir être satisfaites dans l'immédiat. Après quelques difficultés, le gouvernement a accepté la distribution par Caritas d'une partie de l'aide humanitaire européenne dans les paroisses, ce qui contribue aussi à renforcer l'influence d'un catholicisme minoritaire face aux cultes afro-cubains et confronté, de plus, à l'essor des Eglises protestantes.

A la recherche d'une légitimité internationale, M. Fidel Castro a accepté une visite pontificale longtemps différée. Comme le remarque Mgr Carlos Manuel de Cespedes, l'Eglise peut contribuer à changer l'image internationale du régime, et elle veut être un intermédiaire ouvrant à la « réconciliation nationale », grâce à ses liens avec l'épiscopat nord-américain, qui a condamné très fermement l'embargo, à la différence de quelques prélats de Miami.

Soulignant la désillusion du pape Jean Paul II face à l'évolution de la Pologne et des pays de l'Est, son rejet de la corruption, de la drogue, de la désintégration familiale, de la dégradation des mœurs, et sa condamnation du modèle ultra-libéral, des évêques mettent l'accent sur l'intérêt du pape à l'égard de Cuba, son souhait d'y ouvrir au dialogue et de contribuer - selon les paroles de Mgr Tauran, ministre des affaires étrangères du Vatican - « à l'établissement d'un climat de liberté religieuse et de confiance entre l'Eglise et l'Etat cubain ».

La religion comme solution

DANS l'esprit des dirigeants, l'essor religieux peut aussi permettre de canaliser les tensions sociales. « Voyez un habalao para que me cambie la vida » (10), chante le groupe Palmas y Canas, à la télévision. Face aux frustrations et au sentiment d'insécurité provoqués par la crise, « la religion peut être une solution de rechange valable ; la société révolutionnaire est une œuvre collective où les bonnes volontés ont la possibilité et le devoir de se manifester », conclut un article de la revue du Comité central du PCC (11).

L'Eglise cubaine estime qu'il n'y aura pas de grands bouleversements tant que le Lider maximo sera vivant. Craignant le chaos et les violences que pourrait entraîner le retour des exilés, elle travaille dans la durée et négocie son autonomie pour l'avenir. Les dissidents de l'intérieur, selon Mgr Carlos Manuel de Cespedes, sont peu crédibles : sur les cent quarante signataires de *Concilio cubano* (12), cent un avaient demandé, en juin 1996, leur visa pour les Etats-Unis.

Quant aux forces armées, Mgr de Cespedes souligne que leur participation à la production économique, depuis leur retour d'Angola, les rend plutôt populaires. La démission de la milice à

laquelle a procédé M. Raul Castro a permis l'incorporation de nombreux militaires dans l'agriculture, où ils manient plus souvent la machette que le fusil. Et ce sont des officiers qui dirigent souvent les entreprises mixtes.

La hiérarchie catholique souhaite, bien sûr, des changements, mais sans déstabiliser le pays. « Si jamais Cuba s'effondre, que diront les Américains ? Pobrecitos (les pauvres petits) ! », s'exclame Mgr de Cespedes.

JANETTE HABEL

(5) Janette Habel, « Cuba à l'heure des grandes réformes », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.

(6) Cf. *Alternativas de izquierda al neo-liberalismo*, FIM, Madrid, 1996.

(7) Aurelio Alonso, Julio Carranza, Haroldo Dela, Rafael Hernandez, Pedro Montealegre, Luis Suarez, Juan Valdes. D'autres chercheurs, tel Fernando Martinez Heredia, ont également demandé leur transfert.

(8) *Tertulia* : cercle de réflexion informel.

(9) Cf. José Antonio Quintana de la Cruz, « Sociedad civil, revolución y socialismo », *Vital*, n° 14.

(10) « Je vais voir un habalao (chaman dans les cultes afro-cubains) pour qu'il change ma vie... »

(11) « Las buenas voluntades pueden y deben sentirse », Juan Berge, *Cuba socialista*, n° 1.

(12) Regroupement des dissidents dans la réunion nationale fut interdite en février 1996.

DANS LA SPLENDEUR D'UN APRES-MIDI D'HISTOIRE - Gérard Barthélémy

\* Editions Henri Deshayes, Port-au-Prince, 1996, 490 pages, 150 francs.

Domage que le titre soit peu explicite et l'édition de médiocre qualité. Le travail, lui, est passionnant. Il prolonge et approfondit *Le Pape en dehors*, bible de tous les découvreurs d'Haiti. Plaidoyer en faveur d'une culture agressive ? Peut-être plus : analyse de ce contre-modèle rebelle aux standards occidentaux qui trébuche depuis deux siècles. Dans la fois type d'or, revendication ou réalité : chacun se retrouve dans une interdépendance économique en moyenne. Y a-t-il en Haiti, née du marronnage, un sens résiduel du social ? L'île résiste-t-elle aux efforts conjugués de l'Occident et de la diaspora ?

CHRISTOPHE WAGNY.

Imprimerie du Monde  
12, rue M.-Gautier  
95822 IVRY

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 433  
ISSN : 0226-9395  
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modification de service, demandes  
de réimpression ou autre, utiliser nos numéros  
de téléphone vert :  
Paris et sa banlieue : 0 800 03 11 36  
Province : 0 800 36 11 11.

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

© ADAGP Paris 1997  
pour les œuvres de ses adhérents

LE MONDE diplomatique

FRANCE (y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*)	1 AN	2 ANS
Tarif spécial	230 F	418 F
	200 F	340 F

ÉTRANGER		
VOIE NORMALE (y compris Union européenne par avion)	290 F	538 F
VOIE AÉRIENNE		
Tunisie	285 F	528 F
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse, Algérie, Maroc)	310 F	578 F
DOM, Afrique francophone	330 F	618 F
États-Unis, Canada, Moyen-Orient	350 F	658 F
Amérique centrale et Amérique du Sud, Mexique, Japon, Chine, autres pays d'Asie	395 F	748 F
TOM	410 F	778 F
Océanie, Australie	435 F	828 F

\* Brésil, Bolivie, Chili, Colombie, République dominicaine, Émirats arabes unis, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malaisie, Maldives, Oman, Pakistan, Qatar, Saoud Arabie, Thaïlande, Yémen.

Un tarif spécial est réservé aux étudiants, lycéens,  
chômeurs, retraités sur présentation d'un justificatif.  
(France métropolitaine uniquement)

BULLETIN D'ABONNEMENT

à découper et à photocopier ou à recopier sur papier libre

Je m'abonne au Monde diplomatique pour :  
☐ 2 ans (24 numéros).  
☐ 1 an (12 numéros).

MODE DE RÈGLEMENT (les virements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire libellé en FF ☐ Mandat international  
☐ Eurochèque libellé en FF  
☐ Carte bancaire n° \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_  
☐ Carte American Express n° \_\_\_\_\_  
expire fin \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_  
PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
PAYS : \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à :  
Le Monde diplomatique - Service Abonnements  
24, av. du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex FRANCE

701 MD001



## LES MAÎTRES AUXILIAIRES

## Ces puissantes officines

**L**a finance internationale ayant, elle aussi, horreur du vide, le repli des États a permis de conforter le pouvoir d'une poignée d'agences de notation privées. Alimentées par un flot montant d'innovations, elles évaluent la solvabilité de tous les intervenants sur « les marchés », entreprises et gouvernements confondus. Une mauvaise note peut coûter très cher, une bonne note se négocie... Cet engrenage n'est pourtant pas fatal : des économistes suggèrent les moyens de restaurer l'autonomie des États et de jeter du sable dans les rouages de la finance. Leurs propositions butent contre le mur du silence.

Par IBRAHIM WARDE \*

« Le monde de l'après-guerre froide compte deux superpuissances, les États-Unis et l'Agence Moody's », Thomas Friedman, éditorialiste de politique étrangère du *New York Times*, explicite ainsi sa formule : si les États-Unis peuvent anéantir un ennemi en faisant usage de leur arsenal militaire, l'agence de notation financière Moody's possède les moyens d'étrangler financièrement un pays en lui décernant une « mauvaise note ».

Jusqu'à une période récente, le pouvoir des agences de *rating* se limitait au monde des entreprises et des collectivités locales, dont elles notaient les émissions d'obligations. La note – étalée de AAA à D – se fonde sur une analyse de la solvabilité des emprunteurs. Le mythe triple A, très convoité mais rarement décerné, est accordé aux meilleurs emprunteurs et indique une totale sécurité de paiement. A mesure que la probabilité de non-paiement s'accroît, la note baisse. Le triple B constitue la mention « passable » car on est encore, mais de justesse, dans la catégorie « investissement » (*investment grade*) : un investisseur prudent peut donc s'y aventurer. En deçà, on tombe dans la catégorie de « spéculation » (*speculative grade*), qui ne convient qu'aux ténérats, prêts à assumer le risque, en échange d'un rendement élevé. La note D, accordée aux obligations en défaut, constitue le zéro pointé du système.

\* Professeur à l'université de Californie, Berkeley. Coauteur de *Mythologies américaines*, Éditions du Felin, Paris, 1996.

Une bonne note permet d'emprunter au moindre coût. Plus la note baisse, plus le taux d'intérêt augmente, car les investisseurs exigent une prime de risque. Les obligations mal notées (ou pas notées du tout) sont considérées comme des obligations « pourries » (*junk bonds*), même si leurs vendeurs préfèrent l'appellation d'« obligations à haut rendement » (*high yield bonds*). La procédure de notation est bien rodée : le client présente son dossier, une équipe d'examinateurs lui rend visite et épiche ses comptes avant de présenter un rapport interne ; ce dernier est ensuite soumis à un comité qui fixe la note.

Pour certains types d'établissements, un bon *rating* est vital. Une banque mal notée se trouve automatiquement en position défavorable face à des concurrents mieux notés, qui paieront moins cher leurs fonds. De même, pour une compagnie d'assurances, dans la mesure où la note reflète la capacité de faire face aux engagements à l'égard des assurés, toute dégradation est de nature à susciter la méfiance des clients, et donc une baisse du chiffre d'affaires.

Bien que privées, les agences de notation financière reçoivent la caution des pouvoirs publics et sont en mesure de définir les règles du jeu financier. D'une part, la plupart des émetteurs sont tenus d'obtenir une note. D'autre part, certains investisseurs institutionnels – compagnies d'assurances, fonds de pension, caisses d'épargne – doivent investir l'essentiel, voire la totalité, de leurs capitaux dans des émissions bien notées. Par ailleurs, les institutions financières béné-



FRANÇOIS ANTON - « Liberté pour une temple » (1996)

ficient des meilleures notes sont souvent soumises à une réglementation moins contraignante. Aux États-Unis, six agences – Standard and Poor's, Moody's, Fitch Investors Services, Duff and Phelps, Thomas BankWatch, IBCA – sont agréées par la Securities and Exchange Commission (SEC), le « gendarme de la Bourse » (1).

Cette emprise sur les marchés ne va pas sans controverses. Première critique : bien qu'en théorie ouvert à tous, le marché de la notation est, sauf sur des créneaux bien précis, un duopole de fait, constitué par Standard and Poor's, filiale de la maison d'édition McGraw Hill, dont l'origine remonte à 1860, et par Moody's, filiale du groupe d'information financière Dun and Bradstreet, fondée en

1900. Ces deux sociétés jouissent d'une rente de situation puisqu'un nombre toujours croissant d'émissions doit être noté – au coût de 50 000 à 100 000 dollars par émission – et usent de méthodes musclées pour élargir leur emprise et éliminer leurs concurrents.

Moody's est l'objet d'une enquête du ministère de la justice, pour concurrence déloyale, et d'un procès intenté par le district scolaire de Jefferson County dans l'État du Colorado. En 1993, cette collectivité, refusant de solliciter Moody's, demanda à la petite agence Fitch Investors Services de noter son émission d'obligations. En réplique à l'affront, Moody's décerna une note « non sollicitée » (ou « note sauvage »), et bien entendu mauvaise, ce qui rendit l'émis-

sion impossible. Pour l'agence de notation, il ne s'agissait pas là d'un chantage, mais d'un service rendu au public et couvert par le premier amendement de la Constitution, qui garantit le droit à la libre expression (2).

Le procédé revient pourtant à dire : « Priez-nous, sinon cela vous coûtera cher ». Autrefois, les revenus des agences provenaient essentiellement des usagers de leurs notations. Désormais ce

(1) Les agences agréées sont celles ayant reçu le label d'« organismes entièrement reconnus de notation financière » (NRSRO : Nationally Recognized Statistical Rating Organizations). Cinq d'entre elles sont américaines. IBCA, spécialisée dans la notation bancaire, est franco-belge.

(2) *Business Week*, 8 avril 1994.

## Le projet de taxe Tobin, bête noire

**E**n 1972, alors que le monde était en proie à des remous monétaires, l'économiste James Tobin proposa, lors d'une conférence à l'université de Princeton, de taxer les transactions de change en vue de permettre aux gouvernements de retrouver leur autonomie en matière de politique macroéconomique. L'idée fit long feu, mais telle le monstre du Loch Ness, elle resurgit périodiquement. En 1992 et 1993 lors des crises monétaires européennes, et fin 1994 avec l'effondrement du peso mexicain, la

« taxe Tobin » refaisait surface ; en 1994, lors du sommet social de Copeahague, le président François Mitterrand en relança l'idée ; dans les coulisses du G 7, à Halifax en 1995, la taxe fut à nouveau évoquée. A chaque fois, le projet fut rapidement enterré, et la taxe – semblait condamnée à se voir systématiquement qualifiée d'« idéaliste » et « irréaliste ».

En octobre 1995, un groupe d'experts entreprit la première grande étude de la « taxe Tobin », à la lumière de l'état des connaissances en matière de mouvements de capitaux et des expériences de certains pays dans le domaine du contrôle des flux financiers. Certains des

meilleurs spécialistes de l'économie et de la finance internationale – parmi lesquels les professeurs Peter Kenen, de l'université de Princeton, Jeffrey Frankel et Barry Eichengreen, de l'université de Berkeley – analysèrent l'impact d'une telle taxe sur les flux financiers et les politiques monétaires, en particulier sa capacité à stabiliser les flux financiers, à permettre une plus grande autonomie en matière de politique économique, et à créer des revenus importants. Une collection d'articles fut publiée en juillet 1996 par les Presses universitaires d'Oxford (1). Surprise : sauf pour de rares sceptiques, la taxe Tobin apparaît comme pleine de promesses. Malgré quelques réserves émises ici et là, la plu-

part des experts concluent qu'elle vaut d'être sérieusement envisagée, ou à tout le moins qu'elle mérite d'être étudiée plus à fond. Loin d'être « irréaliste », elle a, depuis, reçu le soutien de personnalités aussi diverses que MM. Jacques Delors (président de la Commission européenne de 1985 à 1994), Boutros Boutros-Ghali (secrétaire général des Nations unies de 1992 à 1996) ou Barber Conable (président de la Banque mondiale de 1986 à 1991). Pourtant, une conspiration du silence entoure le projet. La profession économique n'y prête guère attention. Des fonctionnaires qui y ont contribué sont priés de n'en point parler. Depuis la publication de l'ouvrage, aucun organe de la presse anglo-saxonne – y compris la presse d'affaires – n'en a dit un mot.

Il faut dire que M. Tobin n'est pas un économiste à la mode. Contre vents et marées, il s'affirme keynésien, appelant de ses vœux, en pleine révolution conservatrice, une intervention active de l'État dans l'économie. Alors que les adeptes de la « nouvelle macroéconomie classique » veulent accélérer la mondialisation financière et assécher les revenus de gouvernements dispendieux (2), il cherche à restaurer l'autonomie des États. Ses préoccupations, en particulier

ses travaux sur les rapports entre secteur financier et secteur réel de l'économie – pour lesquels il a obtenu le prix Nobel d'économie en 1981 –, apparaissent démodés à une époque où il est de bon ton de s'extasier devant « l'efficacité du marché ». Lorsqu'il dénonce les affres de la spéculation et propose de « jeter un peu de sable » dans les rouages bien huilés de la finance internationale, les gardiens du temple de « l'économiquement correct » sont horrifiés (3).

Pourtant, certains chiffres sont éloquentes. Selon la Banque des règlements internationaux, les transactions de change ont atteint le niveau de 1 300 milliards de dollars par jour en 1995 (contre 18 milliards au début des années 70). A titre de comparaison, le montant annuel du commerce international de biens et services n'est que de 4 300 milliards. De plus, 80 % des allers et retours de transactions de change ont une durée de sept jours ou moins ; dans la plupart des cas, ces allers et retours ont lieu au cours d'une seule journée. Et sur la place de Londres (la plus importante du monde en matière de change), plus des quatre cinquièmes des transactions ne sont pas directement liées à des opérations de commerce ou d'investissement.

## Le long terme dure... dix minutes

**F**ACE à ces réalités, les objections à la taxe Tobin se fondent sur des théories éperdument défendues par la majorité des économistes, même si elles sont amplement démenties par les faits. Ainsi, au lendemain de l'effondrement du système de Bretton Woods, le consensus de la profession – s'appuyant sur les thèses du monétariste Milton Friedman – était que le système des taux de change flottants découragerait la spéculation car les cours refléteraient automatiquement les « fondamentaux » des économies sous-jacentes. Depuis que le contraire s'est produit, un autre axiome est avancé : les spéculateurs ne font que représenter la volonté du marché, lequel est par définition rationnel et efficient. Pour M. James Tobin, au contraire, les spéculateurs exercent un effet autonome et largement déstabilisateur sur le marché. Le coup de poker qui, en 1992, permit à M. George Soros de gagner 1 milliard de dollars en

un jour en spéculant contre la livre sterling montre que les spéculateurs peuvent s'enrichir tout en déstabilisant les marchés (4).

Comme pour la distinction entre économie réelle et économie financière, la différence entre court terme et long terme est également au centre des préoccupations de M. James Tobin. Il cite volontiers un opérateur sur le marché des changes déclarant : « Mon long terme à moi, c'est les dix prochaines minutes. »

(1) Mahbub Ul Haq, Inge Kaul, Isabelle Grunberg, *The Tobin Tax : Coping with Financial Volatility*, Oxford University Press, Oxford, 1996.

(2) François Chénault (sous la direction de), *La Mondialisation financière : Genèse, effets et enjeux*, Syros, Paris, 1996.

(3) Ibrahim Warde, « La tyrannie de l'économiquement correct », *Le Monde diplomatique*, mai 1995.

(4) Ibrahim Warde, « Chaos monétaire et enjeux politiques », *Le Monde diplomatique*, octobre 1992.

**NOUVEAUTÉS « REPÈRES »**

<p>CEPI</p> <p><b>L'économie mondiale 1997</b></p>	<p>Jacques Fada</p> <p><b>La mondialisation de l'économie</b></p> <p>1. Genèse</p>
<p>OFCE</p> <p><b>L'économie française 1997</b></p>	<p>Ed. Neveu</p> <p><b>Sociologie des mouvements sociaux</b></p>

« L'excellence en poche »

- L'Argumentation dans la communication
- Le Droit international humanitaire
- Les Étudiants
- L'Europe politique
- Le Judaïsme
- La Méthode en sociologie
- La Notion de culture dans les sciences sociales
- La Nouvelle théorie du commerce international
- Le Régime de Vichy
- Sociologie des entreprises
- Sociologie historique du politique
- Le Syndicalisme enseignant

200 titres, 49 F, 128 pages

**LA DÉCOUVERTE**

هكذا من الاول



هكذا من الازل

DES MARCHÉS

qui notent les Etats

sont les notés qui paient pour l'être. Les émetteurs ont certes le droit de s'adresser à une agence moins connue, voire celui de ne solliciter aucune notation. Mais ils courent le risque de se voir infliger une note « non sollicitée ». D'où le raisonnement de bon sens qui prévaut : solliciter une notation et la payer coûte moins cher qu'une prime de risque rendue nécessaire par une mauvaise note non sollicitée (3).

Deuxième critique : les agences de notation commettent de graves erreurs. En 1975, à la veille de sa mise en cessation de paiements, la ville de New York était encore bien notée. Plus récemment, à la suite de la faillite du comté d'Orange, Standard and Poor's a été prise en défaut de vigilance et fait l'objet de nombreuses poursuites judiciaires. Là encore, l'agence assurait les investisseurs que le comté d'Orange était en bonne santé et bien géré, alors même que 2 milliards de dollars partaient en fumée, à la suite de spéculations sur les produits dérivés (4). En octobre 1994, le bulletin de la Réserve fédérale américaine cautionna les investisseurs. Tout en reconnaissant que « les notations jouent un rôle important et estimable dans le fonctionnement et la surveillance des marchés financiers », l'article suggérait que « les investisseurs devaient en faire une utilisation critique ».

Les agences de notation poursuivent malgré tout leur fulgurante expansion. En effet, plus l'innovation financière et la titrisation se répandent, plus le besoin de notation se fait pressant (5). Tant Standard and Poor's que Moody's s'apprêtent à noter les fonds mutuels, qui commencent à proliférer, en fonction de leur niveau de risque. Mais c'est surtout à l'étranger, la plupart des places financières ayant connu une évolution à l'anglo-saxonne, que la croissance des géants de la notation est la plus spectaculaire. Forts de leur expérience et de leur notoriété, ils ont multiplié leurs succursales extérieures où ils coopèrent souvent avec les autorités boursières nationales. En France, par exemple, depuis que la notation par des agences agréées des titres de créances négociables et des opérations de cotation a été instituée par la loi, la Commission des opérations de Bourse (COB) exige une note pour les entreprises ou les collect-

viés locaux accordant pour la première fois au marché obligataire.

C'est cependant le pouvoir de noter des Etats qui vaut aux agences l'image de superpuissance politique. En effet, depuis 1990 - la crise de la dette, l'assèchement de l'aide extérieure et des prêts bancaires, et les recettes néo-libérales des organisations internationales étant passées par là - l'essentiel du financement extérieur des Etats se fait sur les marchés obligataires. Depuis que la « loi Wriston » n'a plus cours (6), les investisseurs veulent s'assurer de la solvabilité des Etats emprunteurs... que sentes les

Une bonne note contre des « cadeaux »

Si la lecture d'un bilan d'une compagnie anglo-saxonne peut se prêter à des procédures codifiées et à des grilles d'analyse classiques, la notation d'un pays, surtout dans un contexte d'incertitude quasi totale, est semée d'embûches. Seuls quelques critères (revenu par habitant, croissance du produit national brut, inflation, dette extérieure, etc.) sont quantifiables (7) ; la plupart (« bonne gestion » de l'économie, perspectives à long terme, stabilité politique, etc.) ne le sont pas. Mais, dans le doute, les agences de notation ne s'abstiennent pas. L'arbitrage comprend alors une grande part d'arbitraire. Les pays riches peuvent compter sur de bonnes notes, tandis que les plus pauvres - et donc ceux qui ont souvent les besoins les plus pressants - sont pénalisés. Mieux vaut coopérer, c'est-à-dire fournir tous les documents demandés et recevoir la visite d'un « examinateur », que se voir décerner une note non sollicitée. Le système renforce les inégalités et regorge d'effets pervers. Le plus spectaculaire étant celui que les Anglo-Saxons appellent « self-fulfilling prophecy » : le simple fait de prévoir, même à tort, une déconfiture amène la déconfiture.

Tout gouvernement qui dépend pour son financement des marchés internationaux se trouve à la merci des agences de notation. Un pays peut voir sa note modifiée du jour au lendemain, ou se trouver placé « sous surveillance », en anticipation d'une éventuelle rétrogradation. De tels « avertissements »

agences de notation se disent capables d'apprécier. La notation des différentes formes de la « dette souveraine » d'un pays (en monnaie nationale, en devises, etc.) revient à noter le pays (les entreprises privées s'y trouvant sont notées séparément, et en général plus sévèrement). Une mauvaise note ne signifie pas seulement un renchérissement du financement. A l'heure où emprunteurs privés et publics se livrent, à l'échelle mondiale, à une concurrence acharnée pour attirer les capitaux, elle peut aussi mener à l'étranglement financier d'un pays dont « les marchés » se méfient.

conduisent souvent à un changement de politique, histoire d'éviter la sanction financière des « marchés ». Tels des potaches nerveux, les gouvernements guettent les changements d'humeur des agences. Ainsi, au cours des dernières semaines, tant en Argentine qu'en Israël, de simples rumeurs de rétrogradation relayées par la presse ont provoqué des effondrements boursiers et des remous politiques. De nombreux pays font valoir que des pratiques qui ont cours hors du monde anglo-saxon ne sont pas prises en compte dans la notation. La « solidarité de place », par exemple, dans de nombreux pays, certains établissements, tels les banques, sont sauvés de la faillite par leurs concrets. Ou les rapports privilégiés entre gouvernements et entreprises publiques : lorsque les banques d'Etat chinoises et leurs établissements associés à Hongkong se voient rétrogradés par Moody's, un porte-parole du gouvernement accuse l'agence soit « d'une ignorance de la situation actuelle en Chine », soit d'une « distorsion intentionnelle des faits » (8).

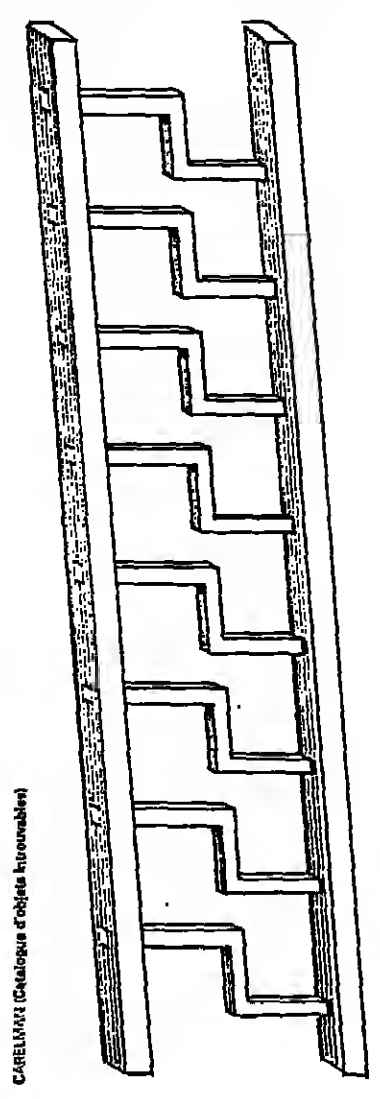
Un nombre croissant de pays se sont vu décerner des notes en 1996. Les considérations politiques n'en ont pas toujours été absentes. Ainsi, vu l'inquiétude qu'inspire le pays, les notes - très attendues - de la Russie furent meilleures que prévu : Baa2 (Moody's) et BB- (Standard and Poor's). A titre de comparaison, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie ont reçu des notes les plaçant dans la

catégorie « investissement » (Baa3/BBB - et plus) tandis que la Roumanie, le Kazakhstan et la Lituanie sont dans la catégorie « spéculative » (Ba1/BB+ et moins). A l'occasion de son grand retour sur les marchés obligataires, Moscou avait certes pris l'engagement d'un nouveau train de réformes et de « rembourser » son dernier emprunt (qui remonte à 1917), mais la note reçue n'était pas sans lien avec les différents « cadeaux » accordés par les gouvernements occidentaux à M. Boris Eltsine avant et après sa réflexion (9).

L'autre note dont l'annonce déclencha un long suspense fut celle de l'Egypte. En septembre 1996, après que l'agence Moody's eut annoncé qu'elle s'apprêtait à émettre une note non sollicitée, le gouvernement décida de demander à être noté (tout en affirmant qu'il n'avait pas l'intention d'émettre des obligations). S'entourant des banques d'investissement Goldman Sachs et EFG Hermes, les dirigeants égyptiens se livrèrent à un bachotage forcené et s'empressèrent d'accéder aux exigences du Fonds monétaire international en matière d'ajustement structurel. L'Egypte se vit décerner la note Baa2, se trouvant du coup au même niveau que le Mexique ou le Venezuela, soit un cran au-dessus d'autres pays émergents tels la Turquie, le Brésil ou la Jordanie, mais cependant derrière Israël, la Tunisie ou Bahreïn. Pour M. Youssef Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires économiques, « cela vaut mieux que pas de note du tout, mais cela ne reflète ni la force ni le potentiel de l'économie égyptienne. L'espère que les notes qui nous seront bientôt décernées par d'autres agences de notation en tiendront compte » (10).

Très sourcilieuses en matière de transparence lorsqu'il s'agit des notes, les agences de notation restent elles-mêmes bien mystérieuses. Leur pouvoir exorbitant et leurs abus appellent à un contrôle plus strict de leurs pratiques ou du moins à l'adoption d'un code de déontologie. De telles initiatives sont à l'étude, mais on peut douter de leurs succès. Les agences ne peuvent en effet être contrôlées que par ces mêmes gouvernements qu'elles tiennent sous haute surveillance.

IBRAHIM WARDE.



- (3) Financial Times, 10 juin 1996.
- (4) Ibrahim Warde : « Orange-étron, les mécomptes d'un comté », Le Monde diplomatique, janvier 1995.
- (5) Ibrahim Warde : « Les assises du système bancaire dévotées par la déréglementation », Le Monde diplomatique, janvier 1991.
- (6) M. Walter Wriston, ancien président de la Citibank, a donné son nom à la « loi » selon laquelle les Etats paient toujours leur dette. Les grandes banques internationales se bécotaient alors pour accorder des crédits aux gouvernements étrangers, jusqu'à l'apogée en 1983 que le Mexique n'était plus en mesure d'honorer ses engagements.
- (7) Richard Cantor and Frank Packer : « Determinants and Impacts of Sovereign Credit Ratings », Economic Policy Review, Federal Reserve Bank of New York, octobre 1996.
- (8) Far Eastern Economic Review, 1<sup>er</sup> août 1996.
- (9) The Wall Street Journal, 22 novembre 1996.
- (10) Financial Times, 23 octobre 1996.

Tobin, hôte noir

des spéculateurs, cible des censeurs



Comment empêcher la fraude et l'évasion fiscale ?

Le taux d'imposition doit être suffisamment élevé pour que la taxe produise les effets escomptés, mais suffisamment bas pour éviter de semer la panique et décourager ceux qui chercheraient les moyens de la contourner. Le taux suggéré serait de l'ordre de 0,25% ou 0,15 % (voire de 0,05 %), et serait imposé tant sur les transactions simples que sur les produits dérivés - transactions à terme, swaps, options - liés à des opérations de change. Au taux de 0,25 %, près de 290 milliards de dollars seraient dégagés ; au taux de 0,1 %, la taxe permettrait de générer 166 milliards de dollars en un an ; même un taux aussi bas que 0,05 % dégagerait quelque 100 milliards de dollars. Les chiffres sont bien entendu entourés d'incertitude, car par définition le montant global des opérations de change, devrait baisser. Reste à savoir dans quelles proportions.

Serait-il nécessaire de créer un nouvel organisme chargé d'administrer la taxe ? M. Tobin suggère que les gouvernements, travaillant en étroite collaboration avec le Fonds monétaire international, en seraient les principaux gestionnaires. Pour ce qui est des revenus, les pays industrialisés, dont on estime qu'ils recueilleraient 86 % du total, en reverseraient une partie aux organisations internationales qui s'en serviraient pour le financement d'opérations de maintien de la paix, la lutte contre la pauvreté et contre la dégradation de l'environnement, ou d'autres « biens publics ». Les pays en voie de développement, eux, pourraient

conserver l'ensemble des revenus de la taxe pour leur usage propre.

Quant à l'objection selon laquelle les transactions de change seraient déviées au profit de paradis fiscaux - « les îles Caïmans remplaceraient Londres » -, elle ne résiste pas à l'analyse. On l'a vu au sujet de la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue ou dans le domaine des débits d'intitula : les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont toujours eu les moyens de contraindre les paradis fiscaux à modifier leurs législations. Par ailleurs, le transfert de fonds au niveau international étant très centralisé, et étroitement contrôlé par les banques centrales, des marchés organisés tels le LIFFE (London International Financial Futures and Options Exchange) et une poignée d'instituts de règlement tels Fedwire ou Clearing House Information Payment System (Chips), une coopération entre ces organismes réduirait le rôle des « paradis fiscaux Tobin » à la portion congrue. Enfin, d'autres systèmes d'encouragement et de dissuasion sont possibles, en particulier une réforme de la charte du Fonds monétaire international qui interdirait aux récalcitrants l'accès aux prêts multinationaux.

La mise en œuvre de la taxe Tobin, on l'a vu, n'est en rien réaliste. Le principal obstacle est cependant d'ordre politique, car l'idée va à l'encontre de tous les

grands principes néolibéraux - réduction des impôts, poursuite de la libéralisation financière, retrait des pouvoirs publics - qui font l'objet d'un vaste consensus et sont ardemment défendus par les gouvernements, les grandes institutions financières privées et l'établissement de la profession économique. Tous ont intérêt à souligner l'absence de solution de rechange et l'impossibilité d'une autre politique en matière de flux financiers. On comprend mieux ainsi les efforts déployés pour enterrer la taxe, ou à tout le moins pour en faire une présentation tendancieuse.

Paradoxalement, ce ne sont pas les objectifs initiaux de la taxe - autonomie macroéconomique des gouvernements, stabilisation monétaire - qui pourraient susciter un regain d'intérêt, mais sa capacité à créer des revenus à l'heure où tous les gouvernements ont du mal à réduire leurs déficits budgétaires, et où les organisations internationales font face à un dangereux assèchement de leurs ressources. Même à un taux aussi faible que 0,05 %, les revenus seraient substantiels : 26,6 milliards de dollars de rentrées supplémentaires annuelles pour le Royaume-Uni, 14 milliards pour les Etats-Unis, et 3,3 milliards de dollars (117 milliards de francs) pour la France. Tant que la crise fiscale des pays les plus riches se poursuivra, le cadavre de la taxe Tobin continuera de bouger.

L.W.

« Le Monde diplomatique » sur Internet

Premier journal français en ligne, Le Monde diplomatique propose sur son serveur la consultation de l'ensemble des articles parus depuis deux ans, indexés par mois, pays et sujets ; le sommaire et l'éditorial du numéro en cours ; des dossiers d'actualité ; une liste de colloques et un éventail de revues ; l'annonce de manifestations organisées par Le Monde diplomatique ; enfin, la consultation de livres en ligne - actuellement Les 100 Portes du Proche-Orient. L'ensemble de ces services est hébergé par le centre serveur multimédia francophone de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Notre adresse : <http://www.ina.fr/CP/MondeDiplo/>

Vous pouvez également participer à des débats par courrier électronique : « Internet Nord-Sud » ; « Internet public-privé » (dans le cadre d'Imagina, lire pages 26 et 27) et « Infoéthique » (avec l'Unesco). Le mode d'emploi est disponible sur le site. Pour tout ce qui concerne ces services, vous pouvez nous écrire à : [LeMondeDiplomatique@ina.fr](mailto:LeMondeDiplomatique@ina.fr)

Le Monde diplomatique



## Offensive insidieuse contre

**E**n juillet 1996, une cour fédérale américaine a rendu un jugement dans l'affaire qui opposait Motorola à la Fédération de basket-ball (NBA). Elle a décidé d'accorder à cette dernière l'exclusivité des droits de retransmission des résultats des matches au fur et à mesure de leur déroulement. Cette décision, qui a fait l'objet d'un recours, confirme le danger qui pèse désormais sur l'information des citoyens. La conférence sur les droits de la propriété intellectuelle, tenue à Genève en décembre dernier, a marqué un pas dans la mauvaise direction, celle de la privatisation de l'ensemble des données mises en ligne grâce aux nouvelles technologies et notamment à Internet.

Par PHILIPPE QUÉAU \*

« Par nature, les inventions ne peuvent pas être sujettes à la propriété », disait Thomas Jefferson, auteur de la déclaration d'indépendance américaine, et par ailleurs promoteur du concept de bibliothèque publique. La notion de « propriété intellectuelle », relativement récente, n'a été acceptée par l'Etat que pour le bénéfice de l'intérêt général. En permettant aux inventeurs de déposer la description de leur invention en échange d'une reconnaissance officielle de propriété, on pensait ainsi s'assurer qu'elle ne disparaîtrait pas avec son inventeur, mais que sa mémoire en serait préservée pour le bénéfice de tous. La propriété reconnue à l'individu n'était qu'un moyen au service d'une fin plus haute : l'intérêt supérieur de l'humanité (1).

Comme le feu ou l'air, les bonnes idées ont une tendance insatiable à l'expansion. Si quelqu'un a une idée et qu'il veut la garder pour lui, libre à lui. Mais à partir du moment où il la livre au monde, il ne peut plus l'empêcher d'être reprise, critiquée, améliorée ou abandonnée.

C'est pourquoi, selon une législation constante depuis la création du droit de la propriété intellectuelle, on ne peut pas protéger les idées, mais uniquement leur expression matérielle spécifique, leur mise en forme particulière, et seulement à la condition que cette expression et cette mise en forme soient originales. Les idées elles-mêmes – tout autant que les faits bruts – sont considérées comme la propriété collective de l'humanité.

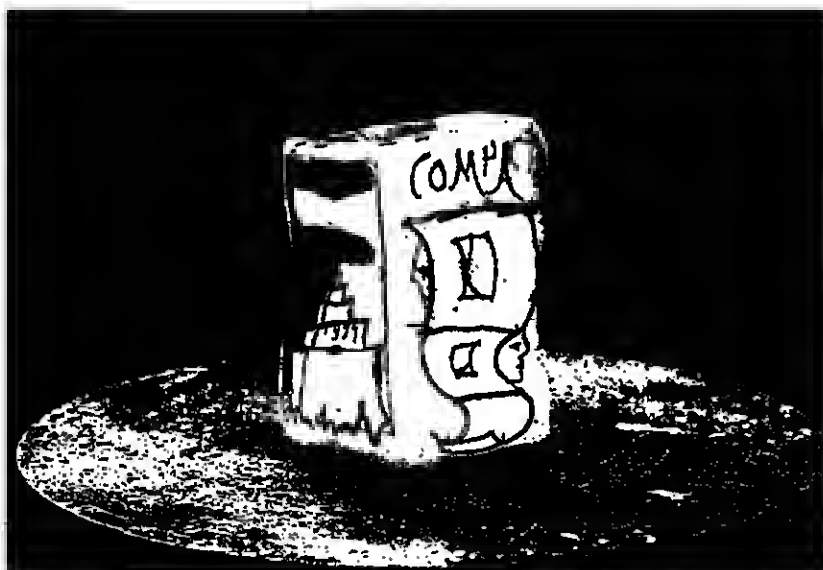
Ce principe fondamental est, sinon mis directement en cause, du moins grignoté de toutes parts, avec l'évolution du contexte social et politique global, d'une part, et avec la révolution du numérique et du virtuel, d'autre part. De nombreux problèmes se posent quant à l'évolution du droit de la propriété intellectuelle, dans son acception classique, certains lobbies sont en effet conduits à tenter de faire pression pour le réformer à leur profit, plutôt que dans la perspective du « bien commun ».

La stratégie employée consiste à élargir toujours plus le champ du protégeable et de la privatisation, qualitativement et quantitativement. On cherche à augmenter la part du domaine privé (en étendue, en durée) et à diminuer la part dévolue au « domaine public ». Qualitativement : on cherche à brouiller la distinction entre « idée » (purement immatérielle) et « expression originale » (matérielle), pour étendre le sens de cette dernière notion. La notion d'expression matérielle d'une idée, assez claire et limitée lorsqu'elle prend la forme d'un livre, d'un dépôt de brevet

\* Directeur de la division information et informatique de l'Unesco.

ou d'un objet concret, perd de son acuité dans le méta-monde du cyberspace. Par exemple, comment faire le départ de l'idée et de son expression dans les divers niveaux d'écriture d'un logiciel, comme son code source, sa conception algorithmique, ou sa « personnalité » (*flavor, look and feel, friendliness*) ? Les problèmes qui se posaient déjà à l'industrie informatique (exemple : le procès Apple contre Microsoft concernant l'originalité du concept de « corbeille ») se ramifient et s'amplifient désormais dans le cadre de la Toile (World Wide Web), immense machine à circulation d'idées et d'images, de programmes et de textes.

Les pensées et les idées qui circulent sur le réseau ne sont pas complètement désincarnées, mais leur fluidité, leur volatilité, leur virtualité, leur dématérialisation s'accroissent quantitativement et qualitativement. A mesure que la Toile s'étend et que progressent ses auxiliaires logiciels (robots fureteurs, hyperliens) ou ses techniques (sites miniers, mémoires cachées), les incarnations matérielles des idées ou des créations deviennent de plus en plus difficiles à saisir, à recenser, à suivre à la trace, à



contrôler, créant brusquement l'occasion d'une révision fondamentale d'une attitude ancienne en matière de « propriété intellectuelle ».

Tout le défi est là. La révolution en cours va potentiellement si loin que l'équilibre classique entre auteurs, intermédiaires (éditeurs, diffuseurs) et utilisateurs va certainement être affecté dans un sens ou dans un autre. Une grande imagination sera sans doute nécessaire pour trouver un compromis. En revanche, si la réponse juridique à ce

nouvel état du monde se révélait inappropriée, le fonctionnement même de la Toile pourrait être remis en cause, des droits acquis comme le concept de bibliothèque publique ou l'usage des œuvres pour l'éducation et la recherche seraient menacés.

Par ailleurs, c'est le concept même de « domaine public » qui est insuffisamment défendu, on alors laisse à l'encan. Avec la fin des idéologies, le désengagement des Etats et la domination du paradigme du « marché », on assiste à une propension à privilégier de jure et non plus seulement de facto l'intérêt de certains groupes de pression aux dépens de la collectivité. La logique du marché prévaut, ou plutôt la logique de ceux qui en tirent le plus grand profit. Ils arrivent à imposer l'idée que le marché équivaut au bien général, en se gardant bien d'identifier les champs où le marché « ne marche pas », parce que non solvable, c'est-à-dire insuffisamment susceptible de mobiliser l'enthousiasme entrepreneurial. Or ces champs « non rentables » recouvrent des domaines comme l'éducation, la santé, la solidarité sociale, l'aide au développement, la recherche, la création, la protection de l'environnement. Ces domaines d'intérêt public sont délaissés par le marché, qui n'a précisément pas vocation à s'intéresser au bien commun.

On retrouve là une expression moderne de la fameuse « tragédie » des communs (2). La tragédie du bien commun. Lorsqu'un bien appartient à tous, il n'appartient à personne. Nul ne se sent responsable de sa bonne utilisation. Et l'on observe que les biens collectifs bénéficient alors plus aux puissants, qui ont plus d'occasions d'en tirer avantage. Ainsi les prairies communales ouvertes à tous (les communs) profitent proportionnellement plus au propriétaire d'un grand troupeau qu'au possesseur d'une maigre chèvre.

Aujourd'hui, cette « tragédie »

concerne par exemple la mer, le spectre électromagnétique ou les emplacements des satellites géostationnaires. Mais elle s'étend aussi au domaine public de l'information, à la production intellectuelle sous toutes ses formes et à sa diffusion. Les informations et la diffusion des informations sont souvent insuffisamment expliquées du fait même de la nature « publique » de ces informations, ou, au contraire, elles font l'objet d'une surexploitation sans scrupules lorsqu'elles sont « concédées » au privé par l'Etat. Certaines informations publiques (appels d'offres, banques de données...) ne sont pas exploitées aussi agressivement qu'elles pourraient l'être, dans l'intérêt même du citoyen. D'immenses réserves d'informations restent en jachère. C'est particulièrement vrai de l'information gouvernementale, comme de toutes les œuvres intellectuelles tombées dans le domaine public.

Or c'est au moment où l'explosion technologique laisse espérer un surcroît de possibilités pour l'élaboration et la diffusion des informations et des connaissances que se mobilise une coalition de lobbies déterminés à réduire encore ce domaine public, à renforcer son appropriation par le privé et à briser l'équilibre entre les détenteurs de droits de « propriété intellectuelle » et les usagers.

La plus récente bataille s'est tenue à Genève, en décembre 1996, lors de la Conférence diplomatique sur certaines questions de droits d'auteur et de droits voisins, mise sur pied par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (3). Elle portait sur une révision de la convention de Berne de 1886 sur le droit d'auteur, dont la dernière modification remonte à 1979.

Trois traités ont été proposés : droits d'auteur et droits voisins, phonogrammes, banques de données. Pour



résumer les critiques et les craintes qu'ont suscitées ces propositions, citons la Fédération internationale d'information et de documentation : « Le rôle des collecteurs et des disséminateurs publics d'information (bibliothèques, archives, musées...) pourrait être détruit. » Ou encore la réaction de l'IFLA (Fédération internationale des associations de bibliothèques) : « Ces propositions vont obstruer plutôt qu'améliorer le flot des informations... La tendance actuelle à la protection des droits d'auteur pour des raisons purement économiques semble être en conflit avec le but originel du copyright de promouvoir le progrès des sciences et des arts. »

En guise d'exemple, voici trois problèmes typiques des nouvelles difficultés juridiques à l'ère cyber : la protection des programmes informatiques, la reproduction transitoire et les mémoires cachées, et enfin les banques de données.

## La protection des programmes informatiques

« Les programmes informatiques sont protégés comme des œuvres littéraires (...). Une telle protection s'applique à l'expression d'un programme informatique sans n'importe quelle forme » (article 4 du traité de la proposition de l'OMPI). Si on avait voulu se contenter de respecter la notion de protection de l'« expression matérielle » de la création intellectuelle, on aurait pu faire référence au « programme source » ou au « code » du programme. La formulation employée (« sous n'importe quelle forme ») ouvre la possibilité d'inclure la structure ou l'organisation intellectuelle des programmes. Il est vrai que l'on ne peut se contenter de protéger seulement la « lettre » d'un programme. Car il est assez facile de recoder des programmes de manière à ne conserver aucune identité littérale par rapport au programme original, tout en conservant ses fonctions.

Le débat sur l'originalité de la « corbeille », créée pour le Macintosh, évoqué plus haut, est exemplaire de cette difficulté à identifier le caractère original non pas d'une idée (non protégeable), mais de l'expression matérielle de cette idée. Peut-on protéger seulement le dessin de l'icône de la corbeille ou l'idée d'inclure la fonction de corbeille virtuelle sur une interface ? Un juriste éroit en la matière ne peut qu'avoir des résultats catastrophiques. C'est comme si l'on s'avisait de privatiser le théorème de Pythagore, le chromosome 33, ou le carbone 14.

Cependant, cet article a été retenu à Genève, avec la formulation finale suivante : « La protection prévue s'applique aux programmes d'ordinateur quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression », tempérée par l'adoption d'un article préalable soulignant que « la protection au titre du droit d'auteur s'étend aux expressions et non aux idées, procédures, méthodes de fonctionnement ou concepts ».



mathématiques en tant que tels ». L'alerte a été donnée. Mais le débat reste entier. La « corbeille » est-elle une idée ou l'expression d'une idée ?

## La reproduction transitoire et les mémoires cachées

Dans la pratique actuelle, on considère implicitement qu'une page mise sur la Toile est librement consultable par quiconque : c'est le principe même d'Internet. Cela implique évidemment plusieurs « copies » transitoires, dans les mémoires des fournisseurs de services Internet ou dans les mémoires vives (RAM) chez l'utilisateur. Dois-on considérer cela comme une « reproduction » ? Si oui, les ayants droit pourraient s'attaquer alors à descripteurs aux maillons faibles : les fournisseurs de services Internet, en les rendant responsables de la « reproduction » illégale d'informations, alors que ceux-ci n'ont aucune possibilité de contrôler les contenus qui transitent par leur intermédiaire. Les utilisateurs qui se contenteraient de « feuilleter » une page de serveur seraient aussi en infraction. De plus, les robots automatisés de recherche qui doivent pouvoir analyser et reproduire tout ou partie des pages disponibles sur le Web seraient illégaux. Ces précieux *knowbots* seraient mis d'un coup hors-la-loi.

Cette affaire rappelle le procès intenté en 1984 à Sony par Universal et Walt Disney pour complicité en matière de violation du droit d'auteur : l'entreprise japonaise avait vendu des magnétoscopes Betamax qui pouvaient (comme tout magnétophone) enregistrer des films produits par les plaignants. La Cour suprême les débouta en faisant référence à l'usage loyal (*fair use*) à des fins d'adaptation humaine.

L'article 7 de la proposition de l'OMPI – en considérant comme une « reproduction » toute copie numérique, directe ou indirecte, transitoire ou permanente – permettrait une dérive équivalente. Il porterait même en germe la « destruction d'Internet », si l'on en croit la déclaration commune, en date du 6 décembre 1996, de firmes comme AT&T et MCI, mais aussi American On line (AOL), CompuServe ou Netscape. Devant les nombreuses oppositions, cet article fut abandonné. La conférence de Genève a adopté à ce sujet une « déclaration », sans force juridique contraignante, soulignant que la simple fourniture de moyens physiques pour rendre possible ou pour effectuer une communication ne constitue pas en soi une communication : les utilisateurs, les fournisseurs de services et les opérateurs de

(1) Le Monde diplomatique organise, autour de ce problème du droit d'auteur et du domaine public, un débat sur son site Internet (voir p. 25) et une table ronde dans le cadre du Salon Imagina (voir annonce ci-contre).

(2) Cf. Gerard Hardin, « The Tragedy of the Commons », pp. 16-30, in Garret Hardin et John Baden, *Managing the Commons*, W.H. Freeman, New York, 1977.

(3) Cf. le site de l'OMPI : <http://www.wipo.org/fr>

Dans le cadre de la seizième édition d'Imagina organisée par l'Institut national de l'audiovisuel (INA)

Le Monde diplomatique propose une table ronde sur le thème :

« Public-privé : quel accès à l'information en ligne ? »

jeudi 20 février de 15 heures à 18 heures au Centre des congrès de Monaco

De plus en plus, le contenu de l'information et son prix sont au cœur de la philosophie de développement d'Internet.

□ L'information sera-t-elle réservée à une élite prête à payer ?  
□ Comment le tiers-monde pourra-t-il se connecter sur des sources indispensables à son développement ?  
□ Comment assurer l'information à la disposition de tous sans remettre en question le droit d'auteur ?  
□ Quel rôle le secteur public – administrations, bibliothèques, musées, etc. – peut-il jouer pour favoriser un libre accès des citoyens aux données ?

Modérateur : Alain Gresh (Le Monde diplomatique).

Avec : Louis Chamming's (INA, France), Gérard Eyraud (France Télécom, France), Ray Gendry (Pays-Bas), Philippe Quéau (Unesco, France), S. Ramakrishnan (Education and Research Network, Inde) et Ignace Ramonet (Le Monde diplomatique, France).

Renseignements, inscriptions et hébergement : OCM, 377 93 15 93 94

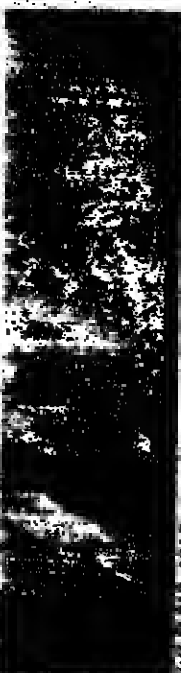
Le Monde diplomatique organise à ce sujet un groupe de discussions par courriel électronique. Un mode d'emploi est disponible sur notre serveur : <http://www.ina.fr>

مكتبة الامم المتحدة



هكذا من الاجل

ES  
Inflits



1984) est allé jusqu'à reconnaître la légitimité du mouvement nationaliste sahraoui (RASD). Mais qui créa des tensions au Maroc et précipita la guerre.

Au lendemain de sa victoire au pouvoir, le roi Mohammed VI a annoncé une politique de stricte neutralité face au conflit sahraoui. S'il n'est pas question de revenir sur la reconnaissance de la RASD, Nouakchott renoua les relations diplomatiques avec le Maroc. Le problème du Sahara occidental entra ensuite dans une phase plus diplomatique, sous l'égide de l'ONU, avec l'acceptation du plan de paix (1991) et cessez-le-feu (1991). La région connaît même un bref état de grâce en 1992 avec la création de l'Unité du Maghreb arabe (UMA) qui rassemble les cinq pays d'Afrique du Nord.

L'élaboration de listes d'organismes d'organiser un référendum de détermination, suite sur les nouvelles élections soulevées par Rabat et le Maroc, a conduit à leur encaissement. Aussi le Conseil de sécurité a-t-il suspendu, au mois de septembre 1996, les opérations de reconnaissance des populations sahraouies. A Nouakchott, on craint une reprise des attaques de Polisario, et on redoute que les images satellitaires entrent sur le terrain national pour exercer un droit de veto.

Les relations avec l'Afrique ne restent pas fragiles. La contestation à l'égard de la frontière, mais aussi à l'égard des expulsions massives de part et d'autre ont provoqué la rupture des liens entre les deux pays en août 1996. Leur rétablissement et la mise en place d'un plan spécial d'insertion des réfugiés (PSIR) n'ont pas encore permis le règlement des préjudices matériels pour les quelque 60 000 Mauritaniens déplacés au Sénégal.

Avec le Mali, la situation est aussi par le retour dans ce pays des forces armées mauritaniennes. Quelque 120 000 personnes avaient fui, surtout dans le sud de la Mauritanie, après les massacres perpétrés, à partir de 1990, par l'armée et les milices des paysans sougous. La mise en application de l'accord signé en 1992 entre les Touaregs et le gouvernement de Bamako n'a permis le retour de la paix qu'en début d'année 1996.

La réputation internationale a été ternie par les massacres de réfugiés sahraouis, mais surtout l'isolement créé à l'égard du G8 et l'absence de la Mauritanie à la conférence de l'Union africaine à l'été 1996. Mais le pays reste encore en phase des zones les plus conflictuelles d'Afrique, et sa stabilité dépend d'une grande partie de l'appui des puissances régionales.

La réputation internationale a été ternie par les massacres de réfugiés sahraouis, mais surtout l'isolement créé à l'égard du G8 et l'absence de la Mauritanie à la conférence de l'Union africaine à l'été 1996. Mais le pays reste encore en phase des zones les plus conflictuelles d'Afrique, et sa stabilité dépend d'une grande partie de l'appui des puissances régionales.

chronologiques

1984) est allé jusqu'à reconnaître la légitimité du mouvement nationaliste sahraoui (RASD). Mais qui créa des tensions au Maroc et précipita la guerre.

Au lendemain de sa victoire au pouvoir, le roi Mohammed VI a annoncé une politique de stricte neutralité face au conflit sahraoui. S'il n'est pas question de revenir sur la reconnaissance de la RASD, Nouakchott renoua les relations diplomatiques avec le Maroc. Le problème du Sahara occidental entra ensuite dans une phase plus diplomatique, sous l'égide de l'ONU, avec l'acceptation du plan de paix (1991) et cessez-le-feu (1991). La région connaît même un bref état de grâce en 1992 avec la création de l'Unité du Maghreb arabe (UMA) qui rassemble les cinq pays d'Afrique du Nord.

L'élaboration de listes d'organismes d'organiser un référendum de détermination, suite sur les nouvelles élections soulevées par Rabat et le Maroc, a conduit à leur encaissement. Aussi le Conseil de sécurité a-t-il suspendu, au mois de septembre 1996, les opérations de reconnaissance des populations sahraouies. A Nouakchott, on craint une reprise des attaques de Polisario, et on redoute que les images satellitaires entrent sur le terrain national pour exercer un droit de veto.

Les relations avec l'Afrique ne restent pas fragiles. La contestation à l'égard de la frontière, mais aussi à l'égard des expulsions massives de part et d'autre ont provoqué la rupture des liens entre les deux pays en août 1996. Leur rétablissement et la mise en place d'un plan spécial d'insertion des réfugiés (PSIR) n'ont pas encore permis le règlement des préjudices matériels pour les quelque 60 000 Mauritaniens déplacés au Sénégal.

Avec le Mali, la situation est aussi par le retour dans ce pays des forces armées mauritaniennes. Quelque 120 000 personnes avaient fui, surtout dans le sud de la Mauritanie, après les massacres perpétrés, à partir de 1990, par l'armée et les milices des paysans sougous. La mise en application de l'accord signé en 1992 entre les Touaregs et le gouvernement de Bamako n'a permis le retour de la paix qu'en début d'année 1996.

La réputation internationale a été ternie par les massacres de réfugiés sahraouis, mais surtout l'isolement créé à l'égard du G8 et l'absence de la Mauritanie à la conférence de l'Union africaine à l'été 1996. Mais le pays reste encore en phase des zones les plus conflictuelles d'Afrique, et sa stabilité dépend d'une grande partie de l'appui des puissances régionales.

INTELLECTUELLE, MENACES SUR INTERNET  
le droit du public à l'information

réseaux l'ont échappé belle ! La tentative est toutefois révélatrice de la stratégie à l'œuvre.

Les banques de données

Qu'est-ce qu'une banque de données ? La directive de la Commission de l'Union européenne sur les banques de données, adoptée le 11 mars 1996, donne cette définition : « Une banque de données est un recueil d'œuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique, et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou d'une autre manière (4) ». Il faut noter que cette définition insiste pas sur la nécessité pour une telle compilation de constituer un travail original de création pour mériter une protection. Tant la directive européenne que le traité sur la propriété intellectuelle relative au commerce (Trais) de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), repris par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui la remplace, le mentionnent explicitement : cette protection ne peut s'appliquer aux données elles-mêmes contenues dans la base.

Cependant, cette restriction est, en fait, invalidée par la création d'un nouveau droit de propriété intellectuelle, le droit dit sui generis. Ainsi, l'article 7 de la directive européenne stipule : « Les États membres prévoient pour le fabricant d'une base de données le droit d'interdire l'extraction et/ou la réutilisation de la totalité ou d'une partie substantielle, évaluée de façon qualitative ou quantitative, du contenu de celle-ci, lorsque l'obtention, la vérification ou la présentation de ce contenu nécessitent un investissement substantiel du point de vue qualitatif ou quantitatif ».

L'alinéa 4 enfonce le clou : cet article s'applique sans considération du caractère protégeable ou non des données. Par exemple, des données publiques collationnées et présentées par une entreprise privée se trouveraient ipso facto privatisées.

L'alinéa 5 va encore plus loin en affirmant : « L'extraction et/ou la réutilisation répétées et systématiques de parties non substantielles des contenus de la base de données (...) ne sont pas autorisées ». Ainsi les données elles-mêmes, parties non substantielles, se trouvent protégées dès lors que l'on cherche à les « réutiliser », ce qui est bien le moins lorsqu'une donnée est particulièrement importante ou significative. La directive européenne ressemble sur ce point à un magnifique cadeau fait sans contrepartie aucune à l'industrie de l'information.

Le public pourrait être obligé de payer pour disposer d'informations du domaine public. En France, c'est déjà le cas : le Journal officiel, que nul n'est censé ignorer, est accessible par Minitel... au prix de 5,48 F la minute ! Ce qui est à comparer avec la politique de mise en ligne systématique et gratuite sur Internet des informations gouvernementales et législatives américaines. Voilà qui est particulièrement préoccupant à un moment où l'Etat se « désengage » et cède beaucoup de ses bases de données à l'industrie privée pour les gérer.

Les informations contenues dans ces bases appartiennent de plein droit au domaine public. L'Etat ayant le monopole de la collecte de ces informations publiques, il ne saurait s'en désintéresser sans préjudice pour le citoyen. Les sous-traitants privés qui gèrent ces bases de données publiques ne devraient pas devenir de ce fait « propriétaires » des données elles-mêmes ou, ce qui revient au même, du droit exclusif d'en disposer. De plus, ce type de disposition peut avoir des conséquences plus graves encore, en empêchant que soient librement accessibles des informations publiques « sensibles » que l'Etat aurait intérêt à garder cachées évitant ainsi la pression de lois comme le Freedom of Information Act aux Etats-Unis.

La directive européenne garantit un droit de *fair use* limité à l'enseignement et à la recherche scientifique. Mais rien ne garantit au citoyen l'accès à des informations publiques qu'il aurait d'ailleurs contribué à payer avec ses impôts. De surcroît, la durée de propriété, limitée sur le papier à quinze ans, est facilement extensible à l'infini, par la remise à jour partielle des bases, ce qui crée ainsi un droit à perpétuité. Cette directive européenne, déjà adoptée, doit être appliquée à partir de 1998. En revanche, le concert des protestations concernant cette proposition de l'OMPI pour un traité sur les bases de données a été si puissant que la proposition (représentant en substance les mêmes idées que la directive européenne) n'a même pas été discutée. Une nouvelle conférence sera convoquée à ce sujet en 1997. Il faut demeurer vigilant.



La copie non légale. Cela aurait comme conséquence immédiate d'affecter les bénéficiaires des exceptions reconnues, et notamment ceux qui en ont le plus besoin comme les pays en voie de développement, en diminuant la possibilité d'appliquer effectivement les droits liés au *fair use*, sous prétexte d'empêcher les usages illégaux.

L'article adopté finalement prévoit « des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques » mises en œuvre pour empêcher des copies illégales. Moralité : les copies « légales » comme la copie privée, ou la copie à des fins de recherche ou d'enseignement seront de ce fait plus difficiles, voire impossibles, à faire.

Le « fair use » en danger

M. Vint Cerf, l'un des inventeurs d'Internet, ancien président de l'Internet Society, travaillant maintenant à MCI, déclarait il y a peu : « Jusqu'à présent, même les maximalistes, partisans du contrôle le plus strict, devaient reconnaître le *fair use* et permettre la copie pour usage personnel. Car comment faire autrement ? Avec une police du *copyright* frappant aux portes ? Impossible. Mais à l'ère numérique, il y a un outil idéal pour cela : l'ordinateur. Tout le monde se souvient de l'agent d'enregistrement en ligne « de Microlog ». Une fonction similaire pourrait enregistrer tout ce qui se passe sur votre disque dur ».

On frémit à l'idée de robots planétaires surveillant en permanence, bit par bit, les flux de données, pour faire valoir avec précision les reverses induits. Une belle victoire en perspective pour les ayants droit, une terrible défaite pour les libertés publiques : le spectre du Cyber Brother prenant soudain une réalité terrifiante.

L'attaque contre le *fair use* se fait également de manière oblique. L'article 13 de la proposition de l'OMPI proposait de renforcer l'application du droit d'auteur en permettant l'interdiction des machines ou des logiciels qui rendraient possible la

copie non légale. Cela aurait comme conséquence immédiate d'affecter les bénéficiaires des exceptions reconnues, et notamment ceux qui en ont le plus besoin comme les pays en voie de développement, en diminuant la possibilité d'appliquer effectivement les droits liés au *fair use*, sous prétexte d'empêcher les usages illégaux.

L'article adopté finalement prévoit « des sanctions juridiques efficaces contre la neutralisation des mesures techniques » mises en œuvre pour empêcher des copies illégales. Moralité : les copies « légales » comme la copie privée, ou la copie à des fins de recherche ou d'enseignement seront de ce fait plus difficiles, voire impossibles, à faire.

En conclusion, voici une proposition de stratégie positive de défense du domaine public. Différents projets, comme l'Alliance globale de l'information (5) ou l'Initiative pour une bibliothèque numérique globale, visent à renforcer l'accès



sibilité du domaine public de l'information. Le domaine-cle d'intervention devrait être celui des informations et des œuvres échappant *a priori* à tous les problèmes de droits d'auteur, soit parce qu'elles sont déjà dans le domaine public du fait de leur date de publication, soit parce qu'elles ont été produites par des organisations publiques ou académiques essentiellement préoccupées de diffuser au meilleur coût des informations d'intérêt général. Un nombre croissant d'auteurs sont prêts à laisser diffuser gratuitement leurs travaux à condition que leur nom leur soit bien associé et que l'intégrité des textes soit garantie. Cela correspond au concept de *copyleft*. L'Unesco a le projet de promouvoir la généralisation de conservatoires virtuels d'œuvres artistiques ou intellectuelles tombant dans le *copyleft*, accessibles librement en ligne, et pourrait exercer son patronage moral pour garantir l'enregistrement et l'authentification des œuvres ainsi déposées (6).

L'idée est simple : plus il y aura d'informations publiques et gratuites en ligne, plus le marché devra en tenir compte dans sa propre politique de tarification. Ainsi, le fossé croissant entre inforiches et inforiches aura plus de chances de se réduire.

PHILIPPE QUÉAU.

Les illustrations sont reprises d'une série de terres émaillées réalisées par Pierre Alechinsky et Hans Spinner en 1994 et intitulées « Livres néolithiques » (Galerie Lelong, Paris).

(4) Cf. <http://www2.ecbo.lu/legal/ftp/print/basedon/basedon.htm>

(5) Cf. le site de la FID : <http://fid.conicystel.com/fidopen.htm>

(6) Un groupe de travail international de haut niveau devrait être organisé sur ce sujet, visant à documenter et à renforcer ce droit de l'homme fondamental : le droit à l'information, à son accès universel et « équitable », à sa libre circulation. Il pourrait être créé à l'issue de la conférence internationale, organisée par l'Unesco à Montecarlo en mars 1997, <http://www.unesco.org/800cl/educatla>

Résistances américaines aux nouvelles technologies

Par KIRKPATRICK SALE \*

L'AN dernier, le Centre international d'analyse des technologies, une « boîte à idées » (*think tank*) de Washington, crée la société Jacques Ellul et lui donne comme but d'honorer le grand philosophe connu pour son hostilité au « progrès » (1). Dans ce but, elle va chercher à réunir des écrivains comme Wendell Berry et Jerry Mander (2), des écologistes comme Edward Goldsmith (3), des penseurs militants comme Helena Norberg-Hodge et Vandana Shiva (4). Et à établir la légitimité d'une résistance aux changements induits par la technologie. En avril prochain, à San Francisco, cette société consacrera sa deuxième réunion à l'élaboration d'une déclaration d'objectifs et à la désignation des auteurs qui rédigeront une série de Livres blancs sur les problèmes de la technologie moderne.

Cette rencontre aura lieu juste une semaine après que le Forum international sur la mondialisation, un comité de chercheurs et de militants, ait organisé une série de cours consacrés aux dangers nés de l'approche occidentale du développement. Et en particulier à ceux d'une économie internationale de plus en plus tributaire d'un système financier qui vit au rythme des technologies nouvelles.

Deux semaines plus tard, dans le cadre d'une réunion d'un jour consacrée à « la simplicité volontaire », un centre new-yorkais d'éducation pour adultes, la Learning Alliance, s'intéressera aux moyens de résister à la société de consommation, à l'autosuffisance, à la promotion des économies locales.

Trois rassemblements, trois occasions qui, au-delà de leur diversité, ont en commun une hostilité au type de modernité qui se propage et une volonté

de privilégier l'économie locale et le développement durable. Inspirés des briseurs de machines de la première révolution industrielle (5), cette nouvelle force politique, ce mouvement anti-technologique cherche à populariser un « nouveau luddisme » (6). Mais, pour reprendre les termes d'un manifeste émanant, en avril 1998 en Ohio, à la tenue d'un second congrès luddite, il s'agit pour le moment d'un mouvement non hiérarchisé de résistance passive à la société de consommation et aux technologies de plus en plus bizarres et effrayantes de l'ère numérique.

La palette de ce « mouvement » est aussi large que possible. Il comprend d'abord ceux qui, à partir d'un point de vue éthique, ont vu la technologie transformer la monde à un rythme si rapide qu'ils ont le sentiment que leur existence échappe à la fois à leur compréhension et à leur contrôle. « Nous ne vivons plus à l'ère d'un mode de vie qui aboutit à la destruction de toute vie », expliquent-ils. La galaxie comprend aussi tous ceux qui ont perdu, souvent temporairement, parfois définitivement, leur emploi (43 millions depuis 1979, soit 40 % de la force de travail américaine) parce que les nouvelles technologies ont rendu leur activité inutile ou ont permis à leur entreprise de la délocaliser. Elle comprend enfin les victimes d'une agression technologique, qu'il s'agisse de l'empoisonnement par les pesticides, des conséquences d'une irradiation, de la déforestation, de la construction de barrages gigantesques, de l'urbanisation rampante ou de l'épuisement de la flore et de la faune, terrestre et marine. Récemment, ce mouvement a eu recours au type de violence qui rendit célèbre les premiers luddites.

San Francisco sort de siège au Forum international de la mondialisation. Largement soutenu par la Fondation pour l'écologie radicale (Foundation for Deep Ecology), le forum se soule surtout d'alerter des dangers des traités de libre-échange comme l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le

commerce (GATT) - remplacé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - et des pratiques qui en découlent : agrobusiness et biotechnologie. Les entreprises multinationales constituent sa cible principale. Par des prises de parole et des manifestations, le forum cherche à redonner vie à la vieille tradition luddite d'offensive contre les excès de l'industrie. La science-fiction et ses évocations d'une technologie devenue folle ont permis de populariser certains des thèmes actuels des néoluddites, dont l'hostilité au nucléaire (7).

Sabotage des machines

UNE nuée d'organisations se préoccupe surtout de défendre les victimes des dérives scientifiques : amiens, radiations subies par les anciens combattants, déchets nucléaires, contaminations alimentaires, gavage aux hormones, incinération et nouvelles technologies. S'inspirant de la riche tradition des luddites, les militants écologistes, en particulier ceux du mouvement Earth First, se sont montrés les plus actifs, protestant contre des projets de barrage, de déboisement, de construction de routes, d'électrification, d'expérimentation animale et autres « crimes écologiques », parfois en sabotant les machines (écotage), en bloquant les routes, en rendant dangereuse la coupe des arbres.

Aucun aperçu du mouvement néoluddite américain ne serait complet s'il ne mentionnait la personne d'un « Unabomber » (M. Theodore Kaczynski), que ses bombes meurtrières, ses proclamations antitechniques et l'interminable traque par la FBI (dix-sept ans) ont rendu mondialement célèbre. Au point d'en faire un héros pour quelques-uns. Le fait qu'il n'ait pas été arrêté indique cependant assez que ses méthodes (une quinzaine de colis piégés qui ont tué trois personnes et en ont blessé vingt-trois lui sont imputés) sont mal acceptées. Toutefois, les émissions de débat, les lettres de lecteurs, sans oublier les sites Internet (8), démontrent aussi que beaucoup comprennent et partagent les objectifs d'un « Unabomber », un homme qui refuse la techno-

logies portées de déstabilisation sociale, de délocalisation économique et de destruction de l'environnement. Peu après la publication du manifeste de M. Theodore Kaczynski (9), le magazine *New Yorker* expliquait même : « E Pluribus Unabomber : il y a un peu d'Unabomber dans chacun de nous ».

Il est presque impossible d'établir les effectifs du camp néoluddite. Un chercheur russe estimait il y a cinq ans qu'en Europe et en Amérique entre 50 et 100 millions de personnes avaient « rejeté l'approche scientifique, technocratique et capitaliste ». Rien qu'aux Etats-Unis, près de la moitié de la population s'avoue effrayée par l'offensive des nouvelles technologies qui submergent son existence. Mais le nombre de ceux qui se disent prêts à tel ou tel acte de résistance est plus modeste. L'année dernière, des publications comme *Newsweek* (« Les luddites reviennent ») et *Wired* (« Le retour des luddites ») ont néanmoins reconnu l'existence de ce mouvement. Reste à savoir si le rouleau compresseur de la « modernité » la condamnera, comme son prédécesseur, à une défaite sans gloire.

(1) Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, Hachette, Paris, 1988.

(2) Il est l'auteur de *Four Arguments for the Elimination of Television* et de *In the Absence of the Sacred*, Sierra Club, San Francisco, 1992.

(3) Lire Edward Goldsmith « Une seconde jeunesse pour les penseurs coloniaux », *Le Monde diplomatique*, avril 1996.

(4) Lire Vandana Shiva, *Ethique et agro-industrie*, L'Harmattan, Paris, 1996.

(5) Lire Kirkpatrick Sale, *Rebels against the Future : The Luddites and Their War on the Industrial Revolution : Lessons for the Computer Age*, Addison Wesley, 1995 et Edouard Palmer Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil, Paris, 1988.

(6) Le « luddisme » fut, au Royaume-Uni, principalement entre 1811 et 1814, un mouvement de révolte qui, menacé par la mécanisation, cassait les machines.

(7) Aux Etats-Unis, le mouvement écologiste, qui a su expliquer le lien entre militarisme, arme atomique, pollution (déchets) et autoritarisme (sacré de la prise de décision) a contribué à ce qu'aucune centrale nucléaire n'ait vu le jour depuis 1978.

(8) On en compte seize-mille à ce jour...

(9) Pour de longues extraits, cf. *The New York Times*, 2 août 1995.



## QUELLE PLACE POUR L'EUROPE DANS UN DOMAINE STRATÉGIQUE ?

## Mondialisation accélérée de la science

**C'**EST leur potentiel de recherche et leur aptitude à le traduire rapidement en innovations qui constituent le socle de la puissance des entreprises et des États. Si l'hégémonie scientifique des trois pôles de la Triade (Amérique du Nord, Europe et Japon) reste écrasante, elle ne saurait occulter la progressive émergence des pays d'Asie orientale - notamment de la Chine -, qui ne se contentent plus d'exploiter commercialement leurs faibles coûts salariaux. Dans la redistribution des cartes qui s'amorce, l'Europe aurait bien besoin, dans ce domaine comme dans d'autres, de se doter d'une vision stratégique.

Par PIERRE PAPON \*

Trois exemples récents témoignent de la mondialisation accélérée de la science et de la technologie : les négociations au sein de la Triade (Europe, États-Unis et Japon) sur le financement de la construction d'un collisionneur de particules - le LHC (Large Hadron Collider), dans le cadre du laboratoire européen de physique des particules (CERN) ; celles sur le futur réacteur thermonucléaire expérimental (ITER) ; et, enfin, les difficultés pour adopter des règles européennes communes en matière de brevets pour les biotechnologies. Il s'agit d'un phénomène dynamique : des positions de force dans une discipline scientifique ou un secteur technologique peuvent s'acquiescer ou se perdre, des stratégies nationales s'affirmer ou se déliter (1).

Les dépenses nationales de recherche-développement (R&D) fournissent une première évaluation des potentiels scientifiques et technologiques des États. Elles étaient estimées, pour l'ensemble du monde, à 25 milliards de dollars en 1992, dont 83 % effectuées par les pays de la Triade : Union européenne (28,3 %), États-Unis (38,5 %), Japon (15,8 %). Le reste de l'Asie industrielle (dont l'Inde) contribue seulement à hauteur de 9,5 %, et les États de l'ex-URSS de 4 %.

\* Président de l'Observatoire des sciences et des techniques, Paris ; auteur de *Le Sixième Continent, Géopolitique des océans*, Odile Jacob, Paris, 1996.

Les indicateurs de la production scientifique et technologique mettent également en évidence le poids écrasant de la Triade : elle a produit les trois quarts des publications scientifiques mondiales en 1993, et elle a déposé 90 % des brevets américains (c'est-à-dire déposés aux États-Unis) et 93 % des brevets européens. L'Amérique latine représente un peu moins de 1 % des dépenses mondiales et 1,4 % de la production scientifique, et l'Afrique seulement 0,5 % et 1,2 %. Le poids technologique de ces deux aires géographiques, mesuré à l'aune des brevets, est, lui, quasiment insignifiant (0,2 % en part mondiale pour chacun d'eux).

Il est cependant nécessaire d'aller au-delà de ce constat (2). Ainsi, le Japon ne représente que 8 % du total des publications, car il s'est nettement orienté vers la recherche technologique et industrielle. Le poids de sa production scientifique et technologique a cependant progressé de près de 20 % ces dix dernières années.

Le panorama s'est considérablement modifié durant cette période, l'effacement (de 8,4 % à 4,8 %) du potentiel de recherche des États de l'ex-URSS, notamment de la Russie, et la très nette montée en puissance des pays d'Asie orientale - dont la Chine - constituent les événements les

plus notables. De 1982 à 1993, la production scientifique de la Chine a, en effet, été multipliée par 3,5 (elle partait, il est vrai, de bas) et celle des nouveaux pays industriels d'Asie (Corée, Taïwan, Hongkong, Singapour et Malaisie) par 4. Les progrès de ces pays sont aussi significatifs dans le domaine de la technologie.

Les succès du Japon dans des secteurs comme les composants électroniques et les télécommunications, les transformations provoquées par les technologies de l'information dans les systèmes de production, ainsi que les perspectives ouvertes par les biotechnologies ont fait émerger le concept de « technologies critiques » ou « technologies-clés ». Il s'agit, en fait, de technologies qui commandent le développement de larges secteurs de l'industrie : composants électroniques, informatique, nouveaux matériaux, génie génétique, etc. Le Japon les a depuis longtemps intégrées dans sa stratégie industrielle : plus récemment, les États-Unis, suivis par certains pays européens stimulés par la crainte de perdre pied dans la compétition internationale.

En France, le ministère de l'Industrie a publié, en 1995, les résultats d'une enquête sur une centaine de technologies-clés - de l'électronique au bâtiment et aux travaux publics (BTP) - complétée par une étude des brevets européens dans les dix domaines techniques correspondants, effectuée par l'Observatoire des sciences et des techniques (3). Cette enquête montre que, en 1993, la recherche industrielle des quinze pays de l'Union avait produit 45,4 % des brevets européens (toutes technologies confondues), les entreprises et les laboratoires américains 28,1 %, et le Japon 19,7 %. Si les pays du Vieux Continent distancent aussi nettement les États-Unis, c'est qu'ils veillent à protéger leurs inventions sur leur propre marché. En revanche, si on se limite aux seules technologies-clés, et même si le classement reste inchangé,



PORTRAIT DE RECHERCHEUR DU CNRS (Laboratoire des signaux et systèmes)

on constate que les États-Unis gagnent près de 10 points (36,6 % des brevets), alors que l'Union européenne en perd 6 (39 % des brevets), la part du Japon se tassant légèrement.

Une analyse plus fine montre que l'Europe est en position de force dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), les procédés industriels et surtout les transports terrestres. À l'opposé, elle est distancée dans l'audiovisuel, les télécommunications, l'informatique, ainsi que les composants électroniques et électroniques (4). Dans ces derniers domaines, elle est dépassée par les États-Unis et/ou le Japon. Dans le secteur des biotechnologies, elle est fortement dominée par les États-Unis.

Au sein de l'Europe, la France se comporte mieux dans les technologies-clés (9,10 % des brevets) que sur l'ensemble des technologies (8,3 %). Elle apparaît ainsi spécialisée dans les domaines définis comme stratégiques, à la différence de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Elle se trouve cependant en position de faiblesse dans les biotechnologies, au sens large du terme, ainsi que dans l'audiovisuel et les télécommunications.

À l'échelle mondiale, l'analyse des parts de marché dans les techniques de pointe corrobore les données précédentes. Ainsi les États-Unis disposent-ils de presque la moitié du marché

international de l'aéronautique et de près de 20 % de celui des composants électroniques et du matériel informatique. L'Union européenne se distingue dans les produits pharmaceutiques (30 %), l'aéronautique (25 %) et la chimie (16,7 %), alors qu'elle est dominée en électronique (8,7 % du marché). La position du Japon, très forte en électronique (23,2 % du marché) et en transports terrestres (21,8 %), est quasiment inexistant en aéronautique.

Le poids des firmes multinationales n'est pas négligeable. Ainsi, en 1993, 16 % des brevets européens déposés par des firmes françaises ont été mis au point dans les laboratoires d'une filiale à l'étranger. Cette proportion n'est que de 9 % pour l'Allemagne, mais elle atteint, en revanche, 22 % pour le Royaume-Uni et 40 % pour la Suisse et les Pays-Bas.

La croissance continue des coûts des grands investissements (accélérateurs, réacteurs nucléaires et thermodynamiques, satellites), la multiplication des champs d'investigation - rendant indispensable la collaboration interdisciplinaire -, l'impact croissant des technologies de l'information favorisent la coopération internationale. En témoigne, entre autres, la création, il y a quelques années, au sein de l'OCDE, du Forum Megascience, qui vise à mieux organiser la recherche internationale autour de grandes machines.

## La montée de l'Asie-Pacifique

On perçoit aisément les progrès de la coopération scientifique internationale dans les publications. Selon une étude britannique, 10,5 % des articles publiés en 1994 par les laboratoires britanniques avaient un coauteur européen (au lieu de 4,8 % en 1981) (5). De fait, coopération et compétition constituent les deux faces d'une même tendance à la mondialisation, qui fait apparaître deux puissances technologiques majeures, les États-Unis et le Japon, cependant que montent en puissance les pays asiatiques. Elle pose donc le problème de la place future de l'Europe.

Ce devrait être l'enjeu du débat sur le prochain programme-cadre de la recherche et du développement technologique (PCRD) de l'Union européenne (1998-2002). Si le hndget communautaire de R & D représente seulement environ 4 % des dépenses publiques de recherche des États membres, ses effets vont bien au-delà de ce pourcentage. Ainsi, une enquête (6) montre qu'en France, sur la période 1988-1994, les financements européens ont représenté 1,2 milliard de francs par an, soit plus de la moitié des crédits de recherche incitatifs accordés par l'État aux laboratoires publics et privés (2 milliards de francs par an). Dans le même laps de temps, la Commission de Bruxelles a financé 5 000 projets de recherche auxquels ont participé quelque 25 000 laboratoires d'universités et d'organismes publics et privés. La création de ces multiples réseaux constitue

un acquis insuffisamment souligné de la coopération européenne.

En fait, l'Europe a besoin de se doter d'une vision stratégique : à la fois stimuler une recherche fondamentale ouvrant des voies nouvelles et élaborer des programmes cohérents qui augmentent la compétitivité de ses entreprises et qui renforcent les politiques publiques dans des domaines comme la santé, l'environnement, les transports, etc. Il serait paradoxal qu'elle ne mobilise pas son potentiel, en particulier en sciences sociales, pour mettre en évidence les composantes de son identité (7). Il y va de sa place dans une mondialisation qu'elle peut tenter de maîtriser au lieu de la subir.

(1) Lire, en particulier, *Science et technologie. Indicateurs*, rapport de l'Observatoire des sciences et des techniques, Economica, Paris, 1996.

(2) Les outils de mesure sont loin d'être parfaits. En particulier, l'utilisation d'une base de données scientifiques considérées comme de niveau international contribue à minimiser la production des pays en développement.

(3) *Les 100 Technologies-clés pour l'industrie française à l'horizon 2000*, ministère de l'Industrie, La Documentation française, Paris, 1996.

(4) « Des technologies-clés pour l'avenir », *La Lettre de l'OST*, n° 10, janvier 1996 (93, rue de Valenciennes, 75006 Paris).

(5) *The Changing Shape of British Science*, université de Sussex, Brighton, 1995.

(6) *Regina Guzman, Recherche nationale et recherche communautaire. Un regard sur l'engagement français*, thèse de doctorat, Conservatoire national des arts et métiers, Paris, 1996.

(7) *Fondation européenne de la science. Beyond Framework Four*, Strasbourg, 1996.

## « LE MONDE DIPLOMATIQUE » SUR CÉDÉROM (1989-1996)



C'est une importante initiative qu'a prise *Le Monde diplomatique*, en collaboration avec CEDROM-SNI, société canadienne : mettre à la disposition du grand public, sous la forme d'un cédérom exceptionnellement peu coûteux, l'ensemble de ses articles depuis novembre 1989.

Depuis la chute du mur de Berlin, le monde a profondément changé. *Le Monde diplomatique* a suivi, mois après mois :

- les bouleversements stratégiques, de la fin de l'Union soviétique à la guerre dans les Balkans ;
- les nouveaux conflits économiques, de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aux divisions entre le Nord et le Sud ;
- les grandes négociations internationales, des accords d'Oslo à l'élargissement de l'Union européenne ;
- les mutations sociales, politiques et culturelles et le mouvement des idées qui les accompagne ;
- l'avènement des technologies nouvelles et leurs répercussions, à commencer par les nouveaux réseaux de la communication.

Avec l'intégralité de ses numéros depuis sept ans, *Le Monde diplomatique* offre à chacun un moyen de mieux comprendre le siècle qui s'achève, comme celui qui commencera bientôt.

Un puissant logiciel de recherche permet de retrouver, à l'aide de 15 clés de recherche différentes (texte intégral, mot-clé, auteur, pays, date, etc.), l'information désirée. La présence de plus de 200 cartes et de nombreux tableaux et chronologies en fait un instrument indispensable, notamment pour les enseignants et les étudiants. Possibilité de copier, de coller, d'annoter, d'exporter ou d'imprimer les textes d'origine. Utilisation conviviale. Configuration minimale requise : PC (Windows 3.1), Mac (Système 7), 4 Mo de mémoire vive. Ce cédérom fonctionne indifféremment sur PC et Mac.

## Tarifs

	Particuliers	Institutions		Particuliers	Institutions
France	436 FF	861 FF	Amérique du Sud	115 \$ am.	221 \$ am.
Europe, Maghreb, DOM-TOM	445 FF	870 FF	Canada	147 \$ am.	289 \$ am.
Afrique	450 FF	875 FF	États-Unis	115 \$ am.	217 \$ am.
Asie	455 FF	880 FF			
Océanie	461 FF	886 FF			

Tarifs licence réseau, nous consulter  
(Bulletin et règlement - chèque bancaire ou eurochèque libellé en francs français - à retourner à :  
Le Monde diplomatique - vente au numéro,  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05)

(Bulletin et règlement - carte bancaire - à retourner à CEDROM-SNI,  
825, avenue Querbes, Outremont, Québec H2V 3K1, Canada)  
- Tél. (1) 514 278 60 80  
Appel gratuit (uniquement depuis le Canada) : (1) 800 563 5665

## BON DE COMMANDE

☐ exemplaires du *Monde diplomatique* sur cédérom.

Organisme : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque

☐ Carte bancaire n° \_\_\_\_\_ Date d'expiration \_\_\_\_\_

Signature obligatoire \_\_\_\_\_

سكندرية











هكذا من الاصل

# DUMONDIS

en danger ?

ur fait preuve de sensibilité et de compassion pour les victimes atteintes dans leur cœur, et parfois leur vie, contre la contrainte des soins, castration chimique qui assène le choc, contre la rééducation scientifique qui infantilise, contre de tiers dans les décisions de soins, contre les peines incommensurables.

opose-t-il comme solutions ? Le ? Le laisser aller ? Les solutions ne se cherchent et ne s'inventent pas. Elles sont en partie la conséquence de la violence, de la souffrance, de la recherche du profit, de l'abaissement. Un long travail de culture à entreprendre ! L'immédiat, il y a des initiatives à prendre. En face de l'affaire, ce ne sont pas des mesures de protection pour mettre les cas d'état de nature à nouveau.

eur Pierre Chabrier, de l'Institut, adhère pour sa part à l'article, et exprime une

si la dangerosité des dérivés de la Belgique, s'installe insidieusement d'une catégorie de « dérivés », probés, qui du fait de la vie, n'ont pas pu leur rôle de « papies ».

émoignage

student de l'association L'horizon (les amis de François) notre collaborateur François non nous écrit :

Decromy suivait régulièrement de notre association à l'horizon, s'installait insidieusement d'une catégorie de « dérivés », probés, qui du fait de la vie, n'ont pas pu leur rôle de « papies ».

IDARITE

en 1995, 351 centres de l'Orléans, 66 en Amérique latine et 12 en Asie.

de diplomatique, laires

meurs solidaires, s Codex 05

## HISTOIRE

L'HISTOIRE DES HOMMES. - Suzanne Citron

\* Syros, Paris, 1996, 361 pages, 118 F.

Suzanne Citron a consacré le plus clair de son travail à critiquer les mythes de notre histoire officielle, à déconstruire les conditions du fonctionnement de la corporation des historiens. Ici elle s'adresse aux jeunes. Un index, précis et très utile, est révélateur de l'esprit du livre et de l'ampleur de la tâche : on n'y trouve pas Verdinghof, mais le commandant Vatin et le docteur Villenné, et nombre de noms exotiques, chinois, musulmans, etc. Une histoire mondiale où l'Autre n'est pas réduit à la portion congrue ou muséifié, mais mis en relation avec nous.

Une certaine histoire de l'histoire continue, et elle s'offre toujours une possibilité de se battre contre l'injustice. L'actualité de la présentation, l'absence de couleurs, compensées par un effort typographique et d'illustration, ne doivent pas desservir ce bel exemple de passion pédagogique et militante.

CLAUDE LIAUZU.

LA PART DES MILITANTS. - Sous la direction de Michel Dreyfus, Claude Penneret, Nathalie Viet-Dupaul

\* L'Asiatic, Paris, 1996, 354 pages, 140 F.

« Militant » fait partie de ces mots qui semblent passer de mode, appartenir à une autre époque, définitivement révolue. La « norvège » du néolibéralisme, mais aussi la « norvège » réelle que traversent les grandes organisations syndicales et politiques. L'ont apparemment transformé en un archaïsme. C'est tout l'intérêt de cet ouvrage collectif de rappeler à notre mémoire quelques-unes des figures de ce monde des « sans-grade » qui ont voulu leur existence à la décadence des opprimés, en laissant quelques-uns de leur vie, et auxquels nous devons une partie de nos droits et libertés.

ALAIN BIER.

● Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale. - Sous la direction de Jean-Marie Beauchamp, 1996, 1720 pages, 980 F. D'Aristote à Max Weber, d'Assistance humanitaire à Ville, Violence ou Vandalisme. Auteurs, histoire, notions, courants de la morale et nouvelles questions éthiques par 250 spécialistes. Inestimable.

● LES AUTRES VOIX DE LA PLANÈTE. - (CADTM, 29, rue Plantin, B 1070 Bruxelles, 1996, 46 pages, 45 F.) Plus un pays du tiers-monde achète des armes, plus il reçoit d'aide des pays industrialisés. Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde prêche résolument pour le désarmement, y compris le désarmement financier.

● LA CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOI EN FRANCE. - Ouvrage collectif réalisé en collaboration avec le CNRS et l'Ifre, 12, rue de la Harpe, 75001 Paris, 1996, 243 pages, 130 F. Et si les « trente glorieuses » ne l'étaient pas tant que cela ? Et si la crise ne concernait pas le volume de travail, mais sa répartition ?

● ACTEURS ET ESPACES POLITIQUES AU MAROC ET EN TURQUIE. - Hamid Bouassene, Mouadine Benani-Chabbi et Rémy Leveau, (Cahier n° 8, Centre Marc-Bloch, Berlin, novembre 1996, 100 pages, 20 F.) Des islamistes élus en Turquie, un roi modérateur au Maroc : idéologie et pratiques du pouvoir ne concordent pas toujours.

● LES LIBERTÉS INTELLECTUELLES EN AFRIQUE. - Ouvrage collectif du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales. (Éditions du Codex, BP 3304, Dakar, Sénégal, 1997, 200 pages, 38 F.) Une vingtaine d'universitaires africains, dont certains ont pris des risques personnels, font le point sur la situation des libertés intellectuelles. Accusé numéro un : l'autoritarisme. Mais le milieu intellectuel africain plait aussi de la crise économique et de la faiblesse croissante des finances publiques.

Organisations internationales

● WORLD EMPLOYMENT 1996-97. - (Bureau International du Travail, Genève, 1996, 210 pages, 35 F.) La documentation indispensable pour juger de la crédibilité de toutes les prédictions à sensation sur la fin du plein emploi, quand ce n'est pas sur la fin du travail.

## COMMUNICATION

TÉLÉVISION ET POUVOIRS - Ouvrage collectif

\* CRAG, Scène nationale, Valence, 1996, 150 pages, 50 F.

Voici enfin les Actes du colloque qui, dans le cadre des Rencontres 25 images/son, avait réuni à Valence, en février 1996, journalistes, réalisateurs, sociologues, qui se sont interrogés sur le « quatrième pouvoir » constitué par l'information. Relayant l'interrogation de Karl Popper, les auteurs se demandent si, dans les sociétés démocratiques, la télévision ne possède pas un « sur-pouvoir ». Face, en effet, à l'absence de contre-pouvoirs, la télévision deviendrait un système hégémonique d'exclusion de toute parole critique, nivelant a priori les contradictions. Hypothèse vérifiée par la plupart des journalistes (Claude Sérillon, Hervé Bressin, Michel Mady, Claude Torrancia), qui évoquent leur difficulté, au sein même de leurs rédactions, à relayer une pensée exogène au système de l'information-spectacle.

Face à son propre pouvoir, la télévision serait donc dans un rapport de dégradation. Ce phénomène est habilement pointé par les auteurs à la faveur de deux documents : « Pas vu la télé », de Pierre Carles, et l'émission d'« Arrêt sur image », consacrée aux conflits sociaux de décembre 1995, commentée par Pierre Bourdieu. L'analyse de l'émission de Daniel Schneiderman montre combien le fonctionnement des débats en plateau finit par provoquer des effets qui sont en contradiction avec l'information politique des citoyens. A moins d'assimiler le citoyen au téléspectateur, selon une logique consumériste fort bien traitée par Pierre Mendo dans son texte sur le modèle italien de Silvio Berlusconi, et développée par Ignacio Ramonet dans sa conclusion sur les « nouveaux pouvoirs » régis par les paradigmes de la communication et du marché.

LAURENT ROTH.

UN PAYSAGE D'ÉVÉNEMENTS. - Paul Virilio

\* Galilée, Paris, 1996, 192 pages, 140 F.

« A la peur de l'avenir a succédé celle du présent », constate Paul Virilio en ouverture de ce livre qui rassemble une vingtaine de courts et brillants essais écrits ces dernières années. L'auteur, dont la lucidité (que certains qualifient de pessimisme) est connue, propose avec sa fascination et dévouement grille de lecture une analyse du monde contemporain, depuis la chute de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique. Dans quel monde sommes-nous perdus ? Quels principes fondateurs structurent le nouvel espace-temps dans lequel nous habitons ? Quels événements donnent sens à l'ère contemporaine ? A ces questions capitales, Paul Virilio répond avec son originalité : il voit ce que nul autre n'a vu les penseurs ne soit voir : « le coup d'État médiatique », « la mort accélérée », « le musée de l'occident », « le système expert », « la peur de la mort », etc. Il nous révèle ainsi ce qui, dans le fonctionnement technique du flux des informations, permet de vraiment comprendre les caractéristiques de cette fin de siècle.

NANCY DOLHEM.

## SOCIÉTÉ

LA FRANCE EN PROSPECTIVES. - Sous la direction de Robert Frisette et Jean-Baptiste de Foucauld

\* Odile Jacob, Paris, 1996, 402 pages, 140 F.

Cet ouvrage collectif est un outil de réflexion unique pour ceux que rongent les incertitudes et le défilé d'avenir. Le constat de ses auteurs, représentant un riche éventail de disciplines, est que la France est « une société bête traversée par les flux d'une société plus vaine », obligée par sa survie de se transformer en société de consommation et d'investir impérieusement l'exception française dans le monde extérieur.

Les textes se lisent comme un appel à l'innovation politique. Très documentés, précis, tous les diagnostics s'accrochent à souligner les « dysfonctionnements d'une société technocratique » parvenue à la crise du sens, à la désintégration annoncée des services publics et de l'État - dont souffrent les plus modestes - les atteintes à la vie privée dans le cyberespace, le gommage du lien social et une croissance qui ne peut plus être porteuse d'espérance.

Vouloir que l'économie s'adapte aux besoins du social n'est pas faire preuve d'idéalisme aveugle.

INGRID CARLANDER.

LA PRISON DANS LA CITÉ. - Anne-Marie Marchetti, avec la collaboration de Philippe Combesse

\* Dossiers de Brouwer, Paris, 1996, 320 pages, 160 F.

Ce remarquable tableau de la vie dans les prisons françaises souligne les différences entre les établissements et l'importance des relations entre les institutions pénitentiaires et leur environnement local, sur les plans humain, matériel et symbolique. L'ouvrage décrit les rapports complexes qui se nouent entre les détenus et ceux qui les encadrent ou combattent avec eux : travailleurs sociaux, formateurs, personnel médical, visiteurs et surveillants. A la lecture de ce travail, des interrogations fondamentales resurgissent. Quelles sont les finalités du « service public pénitentiaire » ? Pourquoi la détention, idéal-type de l'exclusion, reste-t-elle le principal mode de sanction ? Et pourquoi les peines alternatives ne sont-elles pas davantage mises en pratique ?

ROLAND PFERFERKORN.

« SUR LA TÉLÉVISION », de Pierre Bourdieu

## Emprise de la pensée jetable

Si la télévision fait courir un danger à la vie politique et à la démocratie, c'est qu'à l'exposé d'un « discours articulé » elle préfère toujours « la parole des penseurs qui sont censés penser à vitesse accélérée ». Dans son nouveau livre (1), Pierre Bourdieu choisit de ne pas s'attarder sur les contraintes essentielles - mais étonnantes - qui pèsent sur la profession de journaliste, nourrissant quelques-uns de ses tropismes (idéologie de marché, réseaux de cooptation, révérence pour le pouvoir, tentation de la complaisance, du somnolisme et de l'argent). Identifier les « vedettes » médiatiques - immovibles mais interchangeables - étant inutile, le sociologue peut refuser « l'effet de mise en scène qui démolit les exemples équitables que la routine du regard ordinaire laisse échapper ». Mais le lecteur-écrivain, lui, donnera sans effort visage (s) à chaque dérive. Et la dérive n'étant pas une « dérive », ce visage deviendra celui d'un système.

Pour en rendre compte, Pierre Bourdieu analyse la « formidable censure que les journalistes exercent, sans même le savoir, en ne retenant que ce qui est capable de les intéresser ». Il ne se consacre donc ni aux jeux de cour entre médias et pouvoir (offrant d'un entretien à l'Elysée ou d'un dîner d'ortolans avec le dernier « roi de France »), ni aux pressions de l'annonceur, ni aux « renvois d'ascenseur » qui garantissent un écho démesuré à l'« essai » semestriel du demi-quartier d'éditorial-

lises multicauses. Mais, plus gravement, il traite de l'éclat d'un spectacle qui éblouit l'analyse. Du temps minuscule qui ouvre une voie royale aux « fast-thinkers, spécialistes de la pensée jetable ». De l'ignorance et de l'irresponsabilité : « Il m'arrive d'avoir envie de reprendre chaque mot des présentateurs qui parlent souvent sans avoir la moindre idée de la difficulté et de la gravité de ce qu'ils évoquent (...) sans comprendre et sans comprendre qu'ils ne comprennent pas (2) ». Avant de conclure - ou de défailles - « techniques », autant d'effets politiques : l'image-choc enseveli le réel sans photographier et l'histoire sans archives ; la pensée rapide est une pensée conforme, voire une pensée servile ; l'inculture encourage le bavage « de temps rare avec du vide ».

Or la télévision ne cesse d'étendre son « emprise sur l'ensemble des activités de production culturelle, y compris scientifique ou artistique ». Et, dans ces univers « pars » qui devraient déjouer l'automatisme, elle entretient des chevaux de Troie qui, progressivement, grâce à l'écho qu'elle leur assure, parviennent à imposer à leur champ (histoire, philosophie, littérature) les priorités idéologiques de l'extérieur, les lois de la commande et du commerce. En collaborant avec l'Andim, en obtenant ainsi « une consécration qu'ils ne peuvent recevoir de leurs pairs », ces intellectuels « raïs » deviennent les « électrons » de l'omnipotence, les « éran- glements » de la dissidence.

Sommes-nous donc faits comme des rats ? Et n'y aurait-il d'autre recours pour « les petits, les jeunes, les subversifs, les casse-pieds » que de lutter « désespérément pour introduire des petites différences dans une énorme bouillie homogène » ? En le suggérant, Pierre Bourdieu sous-estime peut-être la perte de crédit des journalistes et des intellectuels de marché, la conscience montante des « censures » qu'il détaille. Ainsi, lors du mouvement social de novembre-décembre 1995, pendant que Jean-Marie Cavada se courbait interminablement devant MM. Alain Peyrefitte et Alain Touraine, des millions de téléspectateurs s'écroulaient que les chemins qui, loin des plateaux, faisaient effraction sur les écrans pour revendiquer une autre société. Ce soir-là, la transgression eut lieu. Un océan de tyrannie économique et médiatique n'avait pas encore recouvert tous les îlots de résistance.

SERGE HALIMI.

(1) Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Libria Éditions, Paris, 1996, 95 pages, 30 F. Cet ouvrage reprend largement le texte de deux émissions de télévision diffusées l'année dernière sur Paris Première (pour les enregistrements : Harlequin Vidéo, 23, rue Meslay, 75003 Paris).

(2) Dans son rapport sur « Les journalistes et leurs qualifications », Jean-Marie Cavada note à propos de l'islam, du Maghreb, du Rwanda et de la Bosnie : « La reconnaissance par les journalistes de leur faible maîtrise de questions aussi sensibles dans le traitement de l'actualité ne les conduisant pas forcément à tenir de combler et handicaps » (Observatoire des pratiques et des métiers de la presse, CFPJ, Paris, décembre 1996).

## « MONDES REBELLES »

### L'encyclopédie de l'homme révolté

« EST-OUEST », « guerre froide » et « idéaux de fer » : la bipolarisation du monde impose, durant plusieurs décennies, une grille de lecture simplifiée des conflits de la planète et fit passer au second plan les ressorts intimes d'affrontements dont l'ultime finalité paraissait toujours de se rallier à l'un des deux grands camps mondiaux. Elle masqua ainsi les facteurs internes de déclenchement des crises sociales, politiques ou religieuses, des ressentiments régionaux, des luttes de libération nationale, qui, loin d'être éteints par la fin du choc Est-Ouest, se sont depuis spectaculairement multipliés.

Mondes rebelles : un ouvrage en deux tomes sur les « acteurs, conflits et violences politiques (1) » - est la première encyclopédie consacrée aux mouvements de guérilla, milices ethniques ou partisans, groupes terroristes et formations paramilitaires ou mafieuses, « longtemps réligées dans les sous-bois de l'histoire » ; mais dont les auteurs - Jean-Marie Balencière, analyste politique, et Armand de La Grange, journaliste au Figaro - affirment, preuves à l'appui, qu'ils « prennent aujourd'hui le pouvoir comme les moudjahidins afghans à Kaboul, font fuir les grandes puissances (comme les Américains en Somalie), ou portent la violence au-delà de leurs frontières (comme les groupes islamistes en Europe ou aux États-Unis) ».

DRESSER ce tableau exhaustif du désordre mondial a souvent donné lieu à « vertiges » aux auteurs de cette somme inédite, qui s'appuient sur une riche information : outre leur propre expérience et l'exploitation de « sources ouvertes », ils ont eu accès à une partie des dossiers du Secrétariat général à la défense nationale (SGDN), qui collecte et synthétise, pour le gouvernement français, les données mondiales. Jean-Christophe Rufin - un géopoliticien qui penche cet ouvrage et l'introduit longuement - a lui-même été conseiller du ministre de la défense.

Mais l'intérêt de ce qui se veut un manuel de la contestation internationale tient aussi à sa « lisibilité » exceptionnelle : pour chaque pays ou conflit, un historique et une grille d'analyse intègrent les facteurs géographiques, humains, éducatifs, socio-économiques ; et une partie « acteurs », conçue comme une fiche d'identité de ces mouvements et de leurs principaux chefs - le tout très découpé et hiérarchisé, avec cartes, bibliographies, et un vaste index final.

On saura tout, désormais, et en un seul ouvrage, des racines de la rébellion zapatiste au Mexique, de la « narco-guérilla » ou du « péro-terrorisme » en Colombie, et des ramifications du Sentier lumineux au Pérou - qui sont parmi les chapitres les plus importants du premier tome. Mais on relèvera également, dans l'imposante section africaine, un décalage de l'« imbroglio militaire-ethnique » au Tchad, avec son « fort potentiel conflictuel » et ses multiples ingérences (au premier rang desquelles

celle de la France). Une étude détaillée des insurrections « faussement jumelles » des Touaregs du Niger et du Mali. Un tableau éclairant des guérillas dans l'est du Zaïre ou en Ouganda. Et tout sur les grands classiques de ces dernières années : Libéria, Angola, Somalie, Éthiopie, etc. Le second tome, plus imposant encore, a été réalisé avec la collaboration de plusieurs spécialistes, pour ce qui est du Maghreb, du Proche-Orient, ainsi que de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est, mais réserve une part essentielle aux mouvements rebelles d'Asie de l'Ouest et de l'Est.

Dans sa présentation, Jean-Christophe Rufin explique que ces rebelles, « libérateurs » pour les uns, « bandits » pour les

autres, sont une minorité d'exception - « combien de combats pour combien de résistants ? » - occupés à canaliser la révolte de « peuples brillants, inexorables, tormentés », et que ces « forgerons des multitudes en fusion » doivent, s'ils veulent gagner ou simplement survivre, « manier avec habileté de lourds canons », loin du spontanéisme prêt dans l'idéal à l'homme révolté.

PHILIPPE LEYMARIE.

(1) Jean-Marie Balencière, Armand de La Grange, *Mondes rebelles-acteurs, conflits et violences politiques*. Tome 1 : *Amérique et Afrique*, 564 pages, 195 F. Tome 2 : *Asie, Maghreb, Proche et Moyen-Orient, Europe*, 826 pages, 215 F. Éditions Michéa, Paris, 1996.

## « GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS DU MONDE »

### Réhabiliter l'international

« SERIONS-nous en train de nous replier sur nous-mêmes ? », se demandait récemment le rédacteur en chef adjoint de *The New Statesman*, dans la revue *Prospect* (1). Qui ? répondait-il. Depuis longtemps, la culture et les médias populaires accordent peu de rôle aux événements internationaux ; ils les interprètent exclusivement à travers le regard national (...). Désormais, les médias de l'élite prennent le même chemin. Toutefois, précisait-il, « les journaux qui vont à l'encontre de la tendance (...) voient leur tirage augmenter ». Et de citer l'exemple du *Monde diplomatique*.

Dans le combat pour réhabiliter les questions internationales, l'édition représente un allié d'importance. La naissance d'une collection de livres consacrés aux réalités de la planète méjette donc d'être saluée, surtout si elle est bonne. C'est le cas de « Géopolitique des États du monde », dont quatre volumes sont déjà disponibles (2), aux éditions Complexe.

Original, son concept l'est à plusieurs égards. Chaque livre se veut une introduction, à la fois dense et pédagogique, à un État, abordé sous les angles historique, géographique, économique, social, politique et culturel. Avec 144 pages d'un petit format carré, il s'agit d'un instrument accessible au plus grand public. La démarche rédactionnelle conjugue le texte proprement dit, des informations supplémentaires en marge, de nombreux encadrés (chiffres, dates, synthèses, mini-reportages, etc.) et - chose rare - un glossaire, une chronologie et un index. Seule la cartographie, rudimentaire, n'est vraiment pas à la hauteur.

Parmi les premiers volumes, signaux ceux consacrés à l'Italie et à la Jordanie. Professeur de géopolitique, Bruno Teissier nous offre l'approche la plus à jour d'une péninsule en plein chambardement. Après avoir mis en lumière l'enracinement histo-

rique (jusqu'au Risorgimento) de la crise actuelle, il en dissèque les dimensions inséparables : une identité nationale contestée, une économie fragilisée (trop vite italide), des élites bousculées par les « *Mani pulite* » anti-corruption, des institutions reconstruites après l'implosion du pouvoir démocratique-chrétien, une diplomatie qui se cherche entre engagement européen, ambitions à l'Est, influence balkanique et politique méditerranéenne.

C'EST également une forte démonstration que réussit Alain Renon en montrant à la fois que la Jordanie est, comme il l'écrit, « une invention géopolitique, fruit de conflits d'intérêts, dont l'existence paraît même tributaire de leur perpétuation », et en même temps que « cet instrument a su, en s'émancipant grâce à l'habileté de ses souverains, s'imposer comme un acteur politique incontournable du Proche et Moyen-Orient ». Familier du pays, où il a vécu puis effectué de nombreux voyages, le journaliste éclaire ainsi le caractère central de la question palestinienne pour le trône tachémitte, dont il décrit, d'Abdallah à Hussein, l'« insaisissable effort d'affirmation nationale. Winston Churchill, alors secrétaire d'État aux colonies, avait trouvé « plaisant » d'inscrire, « un dimanche après-midi » de 1921, un nouveau nom sur la carte du Proche-Orient, rappelle Alain Renon en conclusion, pour mieux souligner : « Le royaume de Jordanie semble en 1996 avoir de beaux jours devant lui ». A moins que les accords israélo-palestiniens ne s'effritent, au risque d'une tempête qui pourrait gâter, à Amman aussi, l'atmosphère.

DOMINIQUE VIDAL.

(1) *Prospect*, novembre 1996, Londres.  
(2) Alain Renon, *Géopolitique de la Jordanie* ; Olivier Du Laga, *Géopolitique de l'Arabie saoudite* ; Bruno Teissier, *Géopolitique de l'Italie* ; Alain Muscat, *Géopolitique du Mexique*, 95 F.



**N**UMÉRISATION, Internet, autoroutes de l'information, fibres optiques, satellites, réseaux, autant de termes qui renvoient à des innovations bien réelles - encore qu'à leur début - et qui jouent trop souvent un rôle idéologique dans le discours néolibéral. M. Jack Valenti, président de la Motion Picture Association of America (MPAA) regroupant les grands studios américains, l'exprime sans détour : « Satellites, fibres optiques, numérisation, créent une nouvelle situation donnant au consommateur le choix ultime des programmes qu'il souhaite voir. Il est donc raisonnable de suivre une politique de déréglementation. » Le marché planétaire, désormais présenté comme le principal facteur de régulation des sociétés, oppose ainsi la liberté d'expression commerciale - qui n'est pas un nouveau droit de l'homme et qui s'épanouit - et la liberté d'expression artistique et citoyenne qui, elle, constitue toujours un authentique droit de l'homme et qui se rétrécit.

Cette « guerre sans bataille » (Heiner Müller) se livre particulièrement dans le domaine de l'audiovisuel et du cinéma. Elle est d'autant plus acharnée que, en 1993, lors de la phase finale du cycle de l'Uruguay du GATT, les créateurs (et pas seulement ceux d'Europe) avaient mis en avant une position neuve et constructive : l'« exception culturelle », récusant la toute-puissance d'un marché « sans conscience ni miséricorde » (Octavio Paz). Malheureusement, l'Union européenne limita d'emblée ses ambitions en se fixant seulement comme objectif à atteindre un « traitement exceptionnel et séparé » pour le secteur audiovisuel. De fait, les discussions débouchèrent sur une acceptation de l'intégration de l'audiovisuel aux services - et donc, à terme, aux règles du GATT, devenu Organisation mondiale du commerce (OMC) - avec, comme lot de consolation, un simple constat, nécessairement provisoire, de non-accord avec les États-Unis.

#### Exigences américaines

**F**ORTS de cette première victoire stratégique (alors que l'Europe a obtenu un simple répit tactique), Washington et Hollywood entendent bien pousser leur avantage et imposer un accord sur la base des principes énoncés dans un document intitulé *US Global Audiovisual Strategy*, dont les points-clés sont les suivants :

- éviter un renforcement des « mesures restrictives » (notamment les quotas de diffusion d'œuvres européennes et nationales) et veiller à ce que ces mesures ne s'étendent pas aux nouveaux services de communication ;
- améliorer les conditions d'investissement pour les firmes américaines en libérant les réglementations existantes ;
- éviter les querelles inutiles sur les questions culturelles en recherchant plutôt des zones d'intérêt commun ;
- lier les questions audiovisuelles et le développement des nouveaux services de communication et de télécommunications dans le sens de la déréglementation ;
- s'assurer que les restrictions actuelles liées aux questions culturelles ne constituent pas un précédent pour les discussions qui vont s'ouvrir dans d'autres enceintes internationales ;
- multiplier les alliances et les investissements américains en Europe ;
- rechercher discrètement l'adhésion aux positions américaines des opérateurs européens

\* animateur des États généraux de la culture.

## HOLLYWOOD À L'OFFENSIVE

# Cultures à vendre

Par JACK RALITE \*



affectés par les quotas et les réglementations : télévisions privées, publicitaires, opérateurs de télécommunications.

Cette stratégie porte déjà ses fruits. En premier lieu dans le blocage de toute amélioration des systèmes de protection européens, que traduit la nouvelle mouture de la directive communautaire Télévision sans frontières de 1989, venue à échéance. Dans un premier temps, en février 1996, le Parlement de Strasbourg avait voté un texte fort différent de celui qui lui fut soumis par la Commission et le Conseil, puisqu'il renforçait l'obligation des quotas, les appliquait aux nouveaux services, interdisait les pratiques de délocalisation des diffuseurs et donnait une définition rigoureuse de l'œuvre. Lors de la seconde lecture, en octobre 1996, le Parlement, qui a une pratique établie de la démocratie, fut incapable de s'opposer à la nouvelle « position commune » du Conseil, élaborée par la Commission, qui intégrait les injonctions américaines. Dans ses dispositions centrales, la directive de 1989 reste donc en l'état. Elle ne comporte ni progrès ni régression aux problèmes nouveaux et peut se résumer à : réglementation *a minima* pour tout ce qui existe, aucune réglementation pour ce qui est à venir.

La Hongrie, la Tchéquie, la Pologne, candidates à l'Union européenne, négocient avec elle des accords d'association transposant dans

leur droit interne la directive Télévision sans frontières. Washington est intervenu, menaçant leurs gouvernements de s'opposer à leur entrée dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Seule la Pologne a refusé de s'incliner. Pourtant, dans ces trois pays, la part de marché des films américains est déjà supérieure à 90 %.

Le deuxième volet de l'offensive de Hollywood est celui de l'investissement. Les entreprises géantes - Time Warner-Turner, Disney-ABC, Westinghouse-CBS - sont de plus en plus présentes en Europe, où elles achètent des studios, construisent des salles multiplexes, interviennent dans les réseaux câblés, passent des accords avec les entreprises locales. Elles créent également des chaînes généralistes ou thématiques : une cinquantaine à ce jour, au point que, dans quelques années, les premières télévisions privées de tous les pays de l'Est risquent d'être américaines.

Aux quelque 140 monopoles nationaux de l'audiovisuel s'est substitué un oligopole mondial composé de 5 ou 6 groupes avec un chef de file américain. En termes commerciaux, le solde des échanges d'images entre l'Europe et les États-Unis est de plus en plus négatif : 2,1 milliards de dollars en 1988, 6,3 milliards de dollars en 1995.

La démarche américaine se développe égale-

ment dans les organismes internationaux. En premier lieu à l'OCDE, dans le cadre de la négociation sur un Accord multilatéral sur les investissements (AMI), qui vise à favoriser la circulation des investisseurs étrangers et à supprimer les subventions accordées aux seuls producteurs nationaux. L'objectif des États-Unis est d'obtenir un traitement national et européen pour leurs investissements en Europe, et donc d'avoir accès aux systèmes d'aide communautaire (programme Media) et nationaux (fonds de soutien en France). Le gouvernement français, représenté par le ministère des finances et soumis à la vigilance des milieux de la création, s'efforce d'obtenir une clause d'« exception culturelle » dans l'AMI, semblable à celle qui, à la demande du Canada, figure dans l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). La partie est loin d'être gagnée.

Autre champ de bataille : l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui siège à Genève. En décembre 1996 y ont été débattues différentes propositions d'adaptation des instruments internationaux en matière de droits d'auteur (lire, pages 26 et 27, l'article de Philippe Quéau). Les États-Unis n'ont pas obtenu l'accès à la « copie privée » (taxe sur les cassettes vierges) qu'ils revendiquent avec force. Mais ils ont dévoilé leurs objectifs en reconnaissant droits d'auteur et droits voisins à condition que les ayants droit en cèdent la gestion aux grands groupes audiovisuels. Ainsi se profile une remise en cause des sociétés regroupant auteurs et artistes et une offensive pour faire prévaloir le copyright sur le droit moral. De ce point de vue, Washington a réussi à créer une brèche dans le front européen en passant un accord avec la Société britannique des auteurs, aussitôt désavouée par ses homologues européens. Enfin, lors du sommet de l'OMC en décembre 1996 à Singapour, si les droits d'auteur sur les Cédéroms ont été préservés, la déréglementation sur les fibres optiques et les nouvelles technologies a été programmée.

#### Réaction européenne ?

**F**ACE au rouleau compresseur de la marchandisation de la culture, dont les grands groupes américains sont les principaux bénéficiaires, le Vieux Continent peut et doit réagir, autrement que la plupart de ses grands groupes de l'audiovisuel et de ses gouvernements, qui se contentent trop souvent de singer les pratiques américaines. D'abord par la création d'une véritable industrie européenne de production et de création d'images. Il faut savoir que, en Europe, les industries audiovisuelles mobilisent moins de 0,3 % des produits intérieurs bruts (PIB) nationaux. Par ailleurs, pourquoi le Conseil de l'Europe, qui regroupe 40 États, ne prendrait-il pas l'initiative de convoquer un sommet mondial des images, du même type que celui de Rio en 1992 sur le développement durable ? Artistes, auteurs, juristes, chercheurs, producteurs, pourraient y travailler au toilettage du droit d'auteur, sur la base du droit moral, et non du copyright.

Au-delà, l'ambition de civilisation que peut porter l'Europe reste l'invention et la construction d'un nouvel espace public d'expression, de création, de citoyenneté et de travail. Un espace où opère sans discrimination le multiple comme richesse de l'humanité, où s'articulent de manière nouvelle le local, le national et l'international, où s'exprime une responsabilité publique et sociale en matière de culture. Jusqu'ici les opérateurs dominants ont été l'argent et celui du pouvoir. Les sociétés ont besoin d'autres combustibles.

## Dans ce numéro :

### PAGE 2 :

« Habiter le temps », de Jean Chesneaux, par René Passet. Courrier des lecteurs.

### PAGES 3 à 6 :

MAGHREB : Arabisation et démagogie en Algérie, par Gilbert Grandguillaume. - Les libertés envolées de la Tunisie, par Hamed Ibrahim. - La Mauritanie cernée par les conflits, par Bruno Calles de Salles.

### PAGE 7 :

PROCHE-ORIENT : Injustices et instabilités menacent la paix, par Alain Gresh. - Désordre établi au Liban, par Samir Kassir.

### PAGES 8 et 9 :

Le Soudan au centre d'une guerre régionale, par Gérard Prunier. - Incertitudes d'une fin de règne au Zaïre, par Colette Braeckman.

### PAGE 10 :

Le Gabon entre pétrole et démocratie, par Stéphane Odzambongo.

### PAGE 11 :

Divorce à la belge, par Bernard Remiche.

### PAGE 12 :

Les Allemands de l'Est redressent la tête, par Brigitte Pätzold.

### PAGE 13 :

Résistances autrichiennes pour M. Haider, par Roland Pfefferkorn.

### PAGE 14 :

Ménaces sur la liberté d'avorter, par Paul Cebrohan.

### PAGES 15 à 17 :

ROYAUME-UNI : Regards acides sur la société britannique, par Gareth McFeely. - Excellents indices économiques pour un pays en voie de dislocation, par Richard Farnett. - Régime social minimum pour investisseurs étrangers, par Guillaume Robin.

### PAGES 18 à 20 :

CORÉES : Les travailleurs à l'assaut du dragon, suite de l'article de Laurent Carroon. - Un régime libéral à poigne de fer, par Bertrand Chung. - Des matins pas très calmes et toujours assourdis, par Patrick Maurus. - Craquements en Corée du Nord, par Selig S. Harrison.

### PAGE 21 :

CINÉMA : Okinawa, l'amour et l'ordinateur, par Laurent Roth.

### PAGES 22 et 23 :

CUBA : Miser sur l'Eglise pour sauver la révolution ? par Janette Babel. - Quand les Américains disent « non », par Maurice Lemoine.

### PAGES 24 et 25 :

ÉCONOMIE : Ces puissantes officines qui notent les États, par Ibrahim Warda. - Le projet de taxe Tobin, bête noire des spéculateurs (L.W.).

### PAGES 26 et 27 :

COMMUNICATION : Offensive insidieuse contre le droit du public à l'information, par Philippe Quéau. - Résistances américaines aux nouvelles technologies, par Kirkpatrick Sale.

### PAGE 28 :

Mondialisation accélérée de la science, par Pierre Papon.

### PAGE 29 :

Le Tchad entre Nord et Sud, par Thierry Michalon. Dans les revues...

### PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « La San Felice », d'Alexandre Dumas (A.G.). - « Mademoiselle Personne », de Tomek Tryzna, par Elisabeth Kukulowska. - « Sur la télévision », de Pierre Bourdieu, par Serge Halimi. - « Moudes rebelles », de Jean-Marc Balencie et Arnaud de La Grange, par Philippe Leymarie. - Comprendre l'international, par Dominique Vidal.

La *Monde diplomatique* du mois de janvier 1997 a été tirée à 287 000 exemplaires.

Février 1997

**C. E. D. S.**

**CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES**

*Formation spécialisée pour dirigeants*

**MARS - JUILLET 1997**

**Cycle de relations internationales approfondies**

2 soirs par semaine, 1 samedi matin par mois + dîners-débats

Formation sanctionnée par un diplôme de 3<sup>e</sup> cycle

Renseignements : à l'ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

Etablissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

54, avenue Marceau, 75008 PARIS

Tél. : 01-47-20-57-47

مركز الدراسات